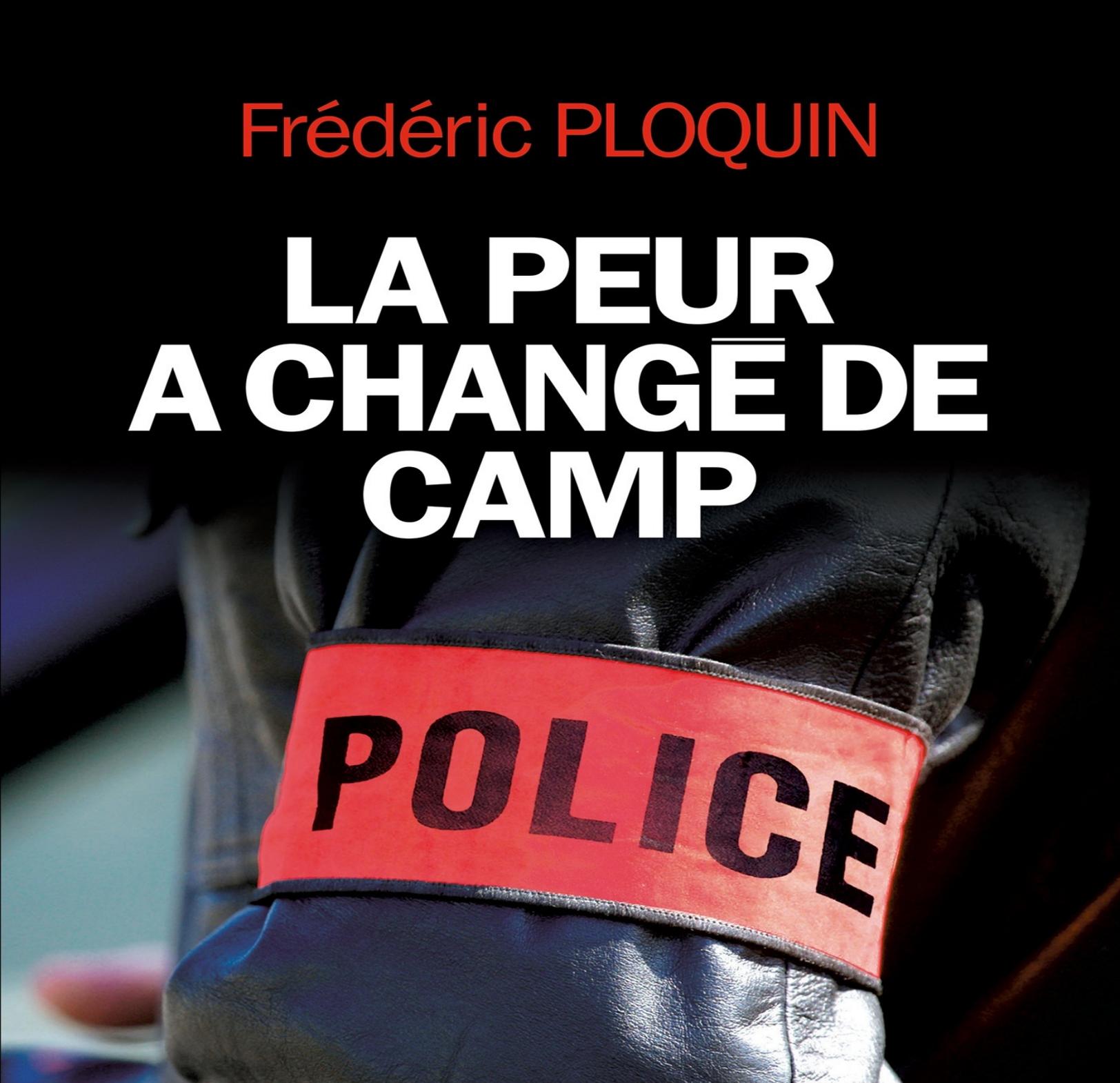


Frédéric PLOQUIN

LA PEUR A CHANGÉ DE CAMP



POLICE

***Les confessions
incroyables des flics***

■ ALBIN MICHEL

Frédéric Ploquin

La peur a changé de camp

Les confessions incroyables des flics

Albin Michel

© Éditions Albin Michel, 2018

ISBN : 978-2-226-43146-2

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

« C'est vrai qu'on mettait parfois des coups de lattes, mais les mecs baissaient la tête.

Aujourd'hui, c'est nous qui baissions la tête. »

Un brigadier en première ligne
dans un territoire perdu de la République

Lettre posthume au ministre de l'Intérieur

Major au sein du service de protection des personnalités, Xavier Theiller a mis fin à ses jours d'une balle dans la tête devant la porte d'une gendarmerie du 77, le samedi 9 décembre 2017. À la veille de commettre ce geste définitif, il a rédigé une lettre à l'attention de sa femme et une autre pour son père. Désireux de mettre les choses au clair avec son administration, il a également adressé un courrier manuscrit au ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, dont le contenu mérite d'être lu par tous :

« Je vais vous faire part du malaise des policiers, et plus particulièrement au sein du SDLP (Service de la protection). Depuis 2012, le service n'a cessé de se dégrader, où le côté humain n'est plus pris en compte. Oui, nous ne sommes que des matricules, corvéables à merci, ou plutôt à disposition de notre haute hiérarchie qui ne pense qu'à ses privilèges et à se servir en premier.

Lors des attentats de *Charlie Hebdo*, nous avons perdu un VIP et surtout un collègue qui avait fait remonter des informations sur le risque, de plus en plus accru, d'attentat.

Onze mois plus tard, notre directeur touchait une prime au mérite qui représente deux ou trois ans de salaire d'un fonctionnaire de ce service. C'est ça la reconnaissance. Pendant ce temps, les effectifs travaillaient plus, jusqu'à vingt à trente jours ininterrompus.

Je vous laisse seul juge de la situation et vous demande de bien vouloir réattribuer toutes mes HS (heures supplémentaires) et jours

à ma femme.

Je vous remercie de m'avoir lu et vous présente mes respects. »

« Ils ont tué la police »

La peur a changé de camp. Non seulement l'uniforme ne protège plus les policiers, mais il agrège la violence. Inquiets, lassés de compter les morts en service et de veiller leurs blessés, ils ont trop souvent le sentiment qu'on les envoie au casse-pipe. Nous avons jugé nécessaire de pousser la porte des commissariats et d'écouter leur colère, carnet de notes et stylo en main. Nécessaire et même urgent. Une police qui gronde, ce n'est bon pour personne. Ni pour les citoyens, ni pour la démocratie.

Au fil de deux ans d'enquête, sans compter trente années d'observation du monde policier, je suis allé à la rencontre de ces « soldats » de la République dans des dizaines de commissariats à travers la France. Le résultat est criant : non seulement la police ne fait plus peur, mais l'intégrité physique de ses membres, voire carrément leur vie, est atteinte régulièrement. Multiforme, la menace prend alternativement le visage de terroristes aux couleurs de l'islam, de caïds de cités encroûtés dans le trafic ou d'anarchistes des temps modernes qui s'attaquent aux flics parce qu'ils incarnent l'État honni. Tous reliés par cette motivation commune : instiller la trouille sous les uniformes. Et ça marche. Au point que lorsqu'il envoie sa fille ou son fils à l'école, le policier l'incite désormais à dire que son papa (ou sa maman) est prof de sport. Ou n'importe quoi d'autre, mais pas flic, un métier que l'on cache par mesure de sécurité alors qu'on en était plutôt fier il n'y a pas si longtemps. Et qu'on l'affichait.

La surprise de cette enquête est que ces femmes et ces hommes, du moins la grande masse des gardiens de la paix, à la base de la police, ont la désagréable impression de ne pas être pris au sérieux. Ni par leurs patrons, qui ont relégué la gestion humaine au rang des préoccupations lointaines, ni par les politiques, qui cherchent à briller à travers eux, au pire à éviter les ennuis en leur laissant le moins de marge de manœuvre possible, ni par les voyous, qui au lieu de les esquiver vont au contact et les canardent. Voudrait-on les dégoûter d'un métier qui les a fait rêver qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Signe tangible du mépris dans lequel on les tient : les flics intervenus héroïquement au Bataclan le soir du 13 novembre 2015 ont attendu deux ans et deux mois avant de recevoir leur médaille. Attristés de ce retard, ils n'en ont malheureusement pas été surpris, tant ils ont l'habitude de ne pas être défendus. Comme si plaider leur cause risquait de salir les mains de leur avocat.

Le droit de réserve impose un couvre-feu permanent à la parole policière. Rien ne doit transpirer, peut-être parce que toutes les vérités de la police ne sont pas bonnes à dire. Et gare à celui qui brise l'omerta : comme chez les criminels, on essaiera de le faire passer pour une balance. Le silence s'apprend dès l'école, il bride toute prise de parole publique, tant pis si à cause de lui un certain nombre de flics ont le sentiment d'être considérés comme des sous-citoyens. Le policier n'est pas autorisé à critiquer les décisions de ses chefs, encore moins celles des politiques. Ce n'est pourtant pas l'envie qui lui manque. Certains se sont même déjà rêvés dans la peau de lanceurs d'alerte, eux qui sont les témoins privilégiés d'une réalité qu'ils estiment étouffée. Avec une crainte tout de même : celle d'être traités de « fachos » ou de « racistes » à peine auraient-ils

commencé à raconter leurs histoires de dingues, dont ce livre est truffé.

Présents nuits et jours sur le terrain, les flics sont aux premières loges pour détecter les maux du pays, mais les gardiens de la paix ne sont pas là pour avoir des idées ; ce n'est pas le genre de la maison, comme si l'imagination devait rester l'apanage des criminels, à la rigueur des gradés. Au risque d'affaiblir mentalement ces fonctionnaires par ailleurs mal préparés à affronter la mort, la misère ou ces quartiers placés sous la coupe des trafiquants de stupéfiants, eux que l'on plonge dans le bouillon dès la sortie de l'école sans leur avoir présenté les éléments du décor. Sans les avoir formés non plus au rapport de force qui va parfois les prendre aux tripes dès leur premier jour de service.

L'administration fait rarement la part belle à ces hommes, comme s'il y avait quelque chose à cacher. Comme si la base – du moins le ressent-elle ainsi – était composée d'un ramassis de types imprésentables et violents, eux qui côtoient plus souvent des souïards déambulant dans la rue une bière à 9° à la main que M. et Mme Tout-le-Monde, des lascars et autres « gremlins¹ » plutôt que de sages écoliers.

Ceux qui ont accepté de témoigner dans ce livre, policiers de tous âges, de tous grades et de tous services, resteront bien évidemment anonymes, à quelques exceptions près. Révéler leur nom risquerait de nuire à leur carrière, sauf mandat syndical explicite. Taire complètement leur histoire personnelle reviendrait cependant à passer à côté de l'essentiel : l'humain. Ces fonctionnaires sont trop souvent considérés comme des matricules – des « pions », disent-ils – pour que l'on n'ait pas envie de les réhabiliter dans toute leur humanité.

« Il n'y a plus de frontière entre le policier et le citoyen lambda, observe avec amertume un gardien de la paix d'une quarantaine d'années. Le policier n'est rien, ne représente rien, ne pèse rien. Il est dénigré. »

Insulté par le propriétaire d'une voiture mal garée devant un restaurant chic du 7^e arrondissement parisien, le flic prend un parpaing sur le casque dans la première cité où il s'aventure. L'homme d'affaires le traite comme un chien, le jeune de Sevran (93) ou d'ailleurs s'en prend à lui physiquement... Avec dans la balance une erreur politique majeure : aucun enseignement n'a été tiré des émeutes de l'automne 2005, si ce n'est l'idée qu'il faut éviter par tous les moyens, y compris par la fermeture des commissariats qui avaient brûlé, que cela ne se reproduise. Et d'avoir institué en réponse une police verticale, coupée de la population, qui n'intervient plus dans les quartiers que pour rétablir l'ordre. Avec en bout de course une situation pire que jamais – certains osent dire « à la palestinienne ».

Comment en est-on arrivé là ? Comment a-t-on laissé se constituer ces territoires où la loi de la République passe derrière celle des gangs, des bandes et autres sociétés parallèles ? Comment chaque nouvelle génération repousse-t-elle les limites au point de ne plus avoir peur de la police ? Comment le terrorisme s'est-il greffé sur cette dérive que personne n'a voulu voir, ciblant tout particulièrement les représentants des forces de l'ordre ?

Il faut plonger au cœur de l'action, sur le terrain, pour mesurer de l'intérieur l'intensité du danger qui guette les flics. La vérité effraie, sûrement, mais ce n'est pas une raison pour ne pas la regarder dans les yeux : les policiers se démènent face au crime sous toutes ses formes avec les moyens du bord. Entre les voitures qui tombent en panne, les chaises sur lesquelles on n'ose pas asseoir une victime

et la tuyauterie déficiente des commissariats, c'est un peu comme si on avait planifié une police à l'image des bas-fonds de la société. Au ras du bitume et des égouts. Comment la police réussit-elle à faire des prouesses dans cette relative misère entretenue par l'État ?

Le mal n'est pas uniquement d'ordre matériel. Non seulement la police s'est réveillée, en pleine flambée terroriste, avec des gilets pare-balles désuets et inopérants, mais ses membres ont été également désarmés symboliquement. La chefferie a peu à peu bridé toute initiative de la base. Est-ce par crainte de ne pas tout maîtriser ? On peut se demander comment le bras de la police a été retenu au nom de la sacro-sainte paix sociale, mais aussi de la carrière des hiérarques essentiellement soucieux de ne pas faire de vagues. Pourquoi management rime-t-il trop souvent avec mépris quand il s'agit de la police du quotidien, « enfermée dans quelque chose de petit », selon les mots d'une commissaire qui dénonce « une culture de la culpabilité qui fait des dégâts et génère de la lassitude » ?

La défiance s'est installée dans les tribunaux, avec un divorce lourd de conséquences, celui de la police et de la justice, avec des juges passés en un demi-siècle du soutien aveugle à la suspicion généralisée. Au point que les policiers ont le sentiment que leur parole a été peu à peu démonétisée. Ils ont toujours tort, leur travail est sans cesse remis en question, comme si l'État cherchait à casser d'une main ce qu'il construisait de l'autre. À remplir les prisons pour mieux les vider. À décrédibiliser les investigateurs en démasquant publiquement leurs méthodes. À interdire le recours aux indics à des professionnels qui n'ont que cette arme pour combattre le trafic de stupéfiants, le mal criminel de ce siècle. Corollaire de cette rupture dans la lutte contre l'insécurité, la méfiance qui s'est développée entre les policiers et la sphère politique. Les élus locaux veulent

avant tout une ville calme dont les médias ne parlent pas en mal, ce qui signifie pas de feux de poubelle ni de violences urbaines, une paix qui a un prix : laisser les cités tranquilles, ne pas perturber cette économie souterraine qui fait vivre une partie de la population. Un important élu de gauche n'a-t-il pas glissé un jour à un policier que le trafic de stupéfiants permettait à des familles défavorisées de vivre ? « C'est une nouvelle forme de culture », a encore soufflé ce politique à propos des voitures incendiées durant la nuit de la Saint-Sylvestre. Difficile à encaisser pour ceux qui sont sur le terrain.

À l'étage supérieur, les ministres n'ont jamais qu'un aperçu tronqué du réel, à l'abri derrière des conseillers qui émoussent, filtrent, écrèment, comme si par définition la base exagérait toujours. Sans compter que ces politiques ont validé, à l'Assemblée nationale, un alourdissement des charges procédurales qui commence à dégoûter du métier ceux qui rêvaient de police judiciaire. Un comble. Un fil à la patte, un de plus. Une prime aux criminels, c'est ainsi qu'ils le vivent. Les politiques ont une autre responsabilité. En imposant une culture du chiffre dans les années 2000, ils ont largement contribué à tuer l'envie de faire. Quant à secouer le « dinosaure » (la police), aucun ne s'en est donné les moyens – tout juste si l'on a fait en sorte que les préfets obéissent aux ministres, au moins à la marge.

Pendant ce temps, pas de cadeau aux policiers qui commettent une faute. L'absence de considération dont ils ne cessent de se plaindre, ajoutée à ce désordre idéologique, fait que bien des flics ne savent tout simplement plus où ils habitent. Tous ne se suicident pas, tous ne versent pas du côté obscur de la force, tous ne s'enfoncent pas dans la drogue ou l'alcool, mais un certain nombre s'égarer en chemin. Les autres optant au choix pour la tactique des bras croisés (je regarde passer les trains) ou pour une saine colère.

Les forces de l'ordre ont leurs faiblesses. En explorant les derniers tabous d'un univers passablement impitoyable, j'ai pu donner la parole aux femmes qui exercent ce métier longtemps réservé aux hommes, avant d'interroger frontalement cette profession sur la façon dont elle accueille les policiers issus des minorités dites « visibles ». Comment se sont-ils fait une place dans la « maison » ? Comment, dans le même temps, sont-ils perçus par des contrevenants qui ne les acceptent pas toujours, pas plus qu'ils ne supportent la présence féminine dans les rangs ? Comment peut-on être flic et musulman ? Comment les idées du Front national prospèrent-elles dans les commissariats et les cantonnements des CRS à la faveur de la faillite des autres discours ?

Voilà pour les tabous les plus manifestes. De cette véritable incursion au cœur de tous les non-dits de l'Intérieur, trois autres sujets sensibles ressortent : les vols au sein même des commissariats, les suicides de policiers et la question de l'emploi de la force, souvent remis en cause par la justice, au point que certains se demandent si la hiérarchie ne préférerait pas parfois un policier mort plutôt qu'une semaine d'émeutes urbaines à la suite d'un tir que la presse qualifiera de « bavure ».

Héros du jour au lendemain de l'attentat contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, en janvier 2015, les policiers ont rapidement retrouvé l'ordinaire de la haine antiflic, dans les quartiers mais aussi dans les manifestations, où les CRS embrassés par des quidams sont devenus des cibles à embraser pour de jeunes cagoulés. En haut de l'affiche le lundi, roulés dans la boue le mardi, ils subissent les soubresauts incessants d'une opinion versatile, du moins celle qui s'exprime dans la rue – l'autre, majoritaire, est réputée silencieuse. Pendant ce temps, renforçant ce sentiment de ballottage permanent, que fait le ministre de l'Intérieur ? Il soigne

son image à travers la police. On peut ainsi comprendre pourquoi une bonne partie des flics se sont brouillés avec les médias au lendemain de quelques affaires retentissantes. La police finit par se replier sur elle-même au nom de sa sécurité physique et mentale, et il s'avère que la multiplication des caméras individuelles a aussi modifié la donne.

Pour déjouer au quotidien le sort qui s'acharne sur eux, les flics inventent des subterfuges. Soucieux de s'arracher quelques secondes à un réel impossible à partager avec des non-initiés, autrement dit avec des citoyens ordinaires, ils écoutent la musique à fond dans l'habitacle d'une voiture de police ou jouent comme des enfants à reconnaître (en mode *blind test*) des bandes-sons de dessins animés célèbres. Tandis que d'autres vont chercher la force en s'inventant une légende, à l'instar de cette équipe qui se surnomme « les Renards de la nuit », noms de code à l'appui : « Fox 1 », « Fox 2 » « Fox 3 ». Une façon de faire corps. De se serrer les coudes face à une menace de plus en plus prégnante. De continuer tout simplement à exercer leur mission, car c'est un autre enseignement majeur qui se dégage de cette enquête : malgré les pressions qu'ils subissent, les policiers restent attachés à leur métier. Pourchasser dans les méandres de la capitale l'individu qui vient de pousser un homme sous une rame de métro n'est pas une option pour ces « Renards » qui patrouillent à deux ou trois : c'est un impératif catégorique. Lorsqu'ils aperçoivent enfin cette nuit-là une silhouette qui pourrait correspondre à la personne recherchée, vers 4 h 30 du matin, du côté de la place Pigalle, ils approchent. L'homme vient d'acheter un sandwich quand ils l'interpellent.

« Mais il n'est pas mort ! proteste le suspect une fois chargé dans la voiture de police.

– Si, il est mort, et tu vas prendre cher », répond calmement un des trois policiers.

Le temps d'être conduit au commissariat, le suspect passe aux aveux, générant chez les flics une satisfaction assez intense pour qu'ils oublient qu'ils ne recevront probablement jamais de lettre de félicitations, parce que ce n'est pas trop l'esprit de la maison : la police ne sait pas distinguer ses meilleurs éléments, l'ancienneté étant le seul moteur bête et méchant de l'avancement. Au risque d'amplifier les frustrations.

Plutôt consciencieux, ils retournent tous les jours au charbon. Malgré la pression des chefs, l'incompréhension des politiques, la peur qui monte et la voiture qui grince et parfois donne des signes d'essoufflement. Avec l'espoir de conclure une « belle affaire », parce que « c'est la base du métier ». Et un attachement rarement démenti pour la « boîte » – il suffit pour s'en convaincre d'écouter cette gardienne de la paix exerçant dans la périphérie d'une grande ville :

« Tu es là, au rond-point, et tu attends le moment où l'histoire va commencer. Tu rêves de voir le mec sauter de la fenêtre du pavillon qu'il vient de cambrioler pour pouvoir l'arrêter en flagrant délit. Tu sais d'avance que ceux qui te diront merci le feront tout bas car ils auront peur de le dire à haute voix, mais tu y vas quand même. Je vous le certifie, il faut aimer son taf pour ne pas baisser les bras. Si je résiste, c'est parce que j'ai le feu sacré. »

Qui sont-elles, ces plus de cent cinquante mille² personnes qui œuvrent pour notre sécurité dans la main de l'État ? Plusieurs tendances se dégagent : nos policiers sont jeunes, puisque la grande majorité d'entre eux est entrée dans la maison après 2000. Ils n'ont connu ni la guerre d'Algérie, ce temps où les commissariats parisiens se protégeaient derrière des sacs de sable, ni Mai 68 et

ses barricades, des événements qui avaient structuré la génération précédente. Ils ont vécu l'abandon de la police de proximité à la sauce Lionel Jospin puis Nicolas Sarkozy, l'homme qui leur avait promis avec fracas et persuasion la fin du « laxisme ». Ils ont subi les émeutes urbaines de l'automne 2005, la montée en puissance des caïds de banlieue et la vague de terrorisme la plus mortelle que la France ait connue. Ils ont en même temps assisté, inquiets, à la baisse inexorable des effectifs, finalement enrayée sous François Hollande, un président qui n'a pas su les aimer, les millions d'euros mis sur la table pour rénover les équipements n'ayant rien pu faire pour compenser l'incompréhension et de fatales erreurs de communication. Côté salaires, enfin, ils sont payés autour de mille huit cents euros à la sortie de l'école, comme gardiens de la paix, et termineront pour la plupart au grade de major avec trois mille euros net – pas vraiment « volés », aiment-ils à dire.

La police a une faiblesse par rapport à la gendarmerie, sa rivale militaire, bâtie de façon pyramidale avec un seul chef à sa tête : constituée d'un nombre incalculable de « boutiques », elle avance en ordre dispersé. Entre la préfecture de police de Paris, la police de l'air et des frontières, les CRS, la police judiciaire et la sécurité publique, on se demande même parfois si la « maison police » existe vraiment. Sans compter les multiples doublons qui frisent l'hérésie et les guerres larvées qui en découlent. À cela s'est ajoutée une décision majeure, sous François Hollande : l'amputation de la Direction générale de la police nationale (DGPN) d'une partie de ses prérogatives, avec la création d'une Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) chargée de chapeauter le renseignement et la lutte contre le terrorisme, érigée depuis 2015 en priorité absolue. La police a en partie perdu pied parce que celui qui l'incarnait, le DGPN (directeur général de la police nationale), a abandonné lors de cette

réforme nombre de plumes et la moitié de son aura. Un élément structurant de la décrépitude de la police nationale, constate le préfet Patrice Bergougnoux, qui a occupé ce poste dans les années 1990. « Le patron de la police n'est plus qu'un gestionnaire, regrette ce grand flic. Ce n'est pas un problème de personne, mais d'institution. Les policiers n'ont plus de référent. Face à des gendarmes qui pètent le feu, ils auraient bien besoin de s'incarner dans un chef. »

Dans le même temps, l'encadrement s'est effondré, avec la diminution simultanée du nombre de commissaires et d'officiers, laissant à la base le soin de se contrôler elle-même, dans un métier où les tuteurs et les anciens jouaient un rôle primordial. Comment, dans ces conditions, faire en sorte que le ministre de l'Intérieur ne pédale pas dans le vide, sur fond de couardise généralisée ? Comment contrer l'économie souterraine qui structure nombre de cités sans une politique publique digne de ce nom dans les quartiers, par ailleurs terreau avéré du terrorisme islamiste ? Comment exiger des élus qu'ils cessent de vivre dans le présent pour se projeter, en matière sécuritaire, dans le futur ? Comment les convaincre que la police est en sous-effectif dans les commissariats, mais aussi dans les services de police judiciaire, comme si seul comptait désormais le renseignement ?

« Ils ont tué la police ! » s'exclame un gardien de la paix avec une émotion non dissimulée. Prise entre le terrorisme, qui a transformé l'exercice du métier, une violence en hausse souvent assortie du déni des pouvoirs publics et les volte-face des politiques, elle en prend plein la figure. Occupée par un bras de fer incessant avec les magistrats, alors qu'elle devrait œuvrer à notre sécurité main dans la main avec eux, elle s'use. Assommée par les

retournements de l'opinion publique, qui l'a brièvement portée aux nues après les attentats, elle se sent seule. Très seule, même.

« Ils ont tué la police » à force de compromissions, mais, cette enquête l'atteste, les policiers vibrent encore, forts d'une impressionnante intelligence humaine.

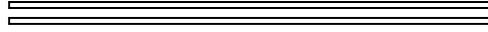
« Ils ont tué la police », et l'enquêteur qui cherche à identifier l'« arme du crime » n'a que l'embarras du choix.

1. Petits monstres.

2. Début 2018, la police nationale comptait 150 612 membres, dont 106 209 gradés et gardiens, 8 400 officiers, 1 600 commissaires, 13 267 personnels administratifs, 6 171 personnels techniques, 2 678 personnels scientifiques et 12 287 adjoints de sécurité.

PREMIÈRE PARTIE

PEUR SUR LA VILLE



8 octobre 2016 – Viry-Châtillon – Brûlés vifs

« Il n'y a pas un quartier, pas une cité où je ne peux pas entrer, mais comment peut-on demander à des policiers de surveiller une caméra de vidéosurveillance ? »

Comme la plupart de ses collègues, ce gardien de la paix n'est pas près de digérer les tragiques événements de Viry-Châtillon, où deux voitures de police ont été attaquées au cocktail Molotov avec la volonté de griller ceux qui étaient à l'intérieur, le 8 octobre 2016. Une quinzaine de jeunes se sont glissés discrètement sur les lieux en empruntant un passage souterrain, puis se sont débrouillés pour approcher la première voiture par l'arrière. Ils ont fait éclater les vitres à coups de pierres, avant de balancer leurs engins incendiaires à l'intérieur. Une attaque en règle, préméditée, calculée. Le polo d'une adjointe de sécurité s'est aussitôt transformé en torche, tandis que la conductrice, qui avait réussi à s'extirper de la voiture, était lapidée et perdait connaissance. Accouru de l'autre véhicule, un troisième policier s'est brûlé grièvement les mains en essayant d'étouffer les flammes avec sa veste...

La dangerosité du secteur, aux portes de l'une des cités les plus ancrées dans la délinquance, celle de la Grande Borne, dans l'Essonne, au sud de la capitale, était connue de plusieurs générations de flics. Pourquoi un chef a-t-il pris la décision de figer deux équipages à ce carrefour, théâtre d'affrontements répétés depuis plus de vingt ans ? Quel aveuglement technocratique a-t-il

brouillé la raison de celui qui a signé la circulaire consignant ce choix tactique ? « C'est juste inadmissible, s'emporte notre interlocuteur, proche des policiers blessés. Il y avait pourtant une solution plus simple et moins coûteuse, installer une autre caméra pour surveiller celle que les jeunes du quartier voulaient détruire. On est prêts à se mettre en danger, mais pas pour préserver un bien matériel. » Une « servitude à la con » dénoncée huit jours plus tôt par un gardien de la paix pas mécontent de partir en vacances. Selon lui, l'attaque était « inévitable », il avait d'ailleurs jugé utile d'alerter les syndicats... Mais un élu local avait fait pression sur le commissaire pour que l'on protège cette caméra, déjà attaquée au camion bélier et à la disqueuse.

Et pourtant, tous savaient, tous avaient été informés... « On les a envoyés à la guerre avec un pistolet à eau en leur disant qu'ils étaient les plus forts, mais on n'est pas là pour se faire canarder, avec le salaire qu'on nous paie ! s'exclame notre interlocuteur. Ce n'est pas la première fois qu'on surveille une porte ou une caméra comme si elle allait s'envoler, mais là, c'est de la barbarie. On est en dehors du ring et on se fait lyncher. »

Et pourtant, tous parlaient d'un état de guerre... « La voiture qui brûle, les portes bloquées, ce n'est plus la "bonne" guerre, renchérit un sous-brigadier, vingt-cinq ans de terrain à son actif. C'est une pure haine. Aujourd'hui, on intervient dans certains quartiers avec la peur au ventre. » Les fonctionnaires visés avaient, il est vrai, peu d'atouts dans leur manche : non seulement ils connaissaient mal le secteur, mais ils n'avaient même pas l'habitude de travailler ensemble.

Et pourtant, on les a envoyés à l'abattoir... « Ce jour-là, les banlieues ont gagné, conclut un policier très remonté lui aussi. Non

seulement les collègues ne les ont pas vus arriver, mais le cocktail a bien fonctionné. Les bâtards ont eu tout pour eux. »

Et pourtant tous savent qu'on ne mettra pas un flic derrière chaque flic pour le sécuriser, mais quand la prise de risque n'a pas de sens, ils ont le sentiment qu'on les « prend pour des cons ». C'est d'autant plus insupportable que l'événement s'est produit au moment où de nombreux policiers commençaient à craindre pour leurs abattis quand ils rentraient chez eux. Les attentats du mois de novembre 2015 étaient présents dans tous les esprits, avec leur lot de victimes, parmi lesquelles ces policiers morts en service, tués parce qu'ils portaient l'uniforme et incarnaient la République. Les rues de la capitale venaient d'être le théâtre de scènes de guerre qui avaient propulsé les forces de l'ordre dans une autre dimension. Le vacarme des kalachnikovs des fous de Dieu s'était imposé dans l'univers des « gardiens de la paix », en première ligne, comme toujours. Transformant leurs habitudes, d'autant que les petites mains de l'État islamique, tous le savaient, n'avaient pas terminé leur sale besogne.

La colère s'est amplifiée cet automne 2016 par l'absence de réaction au sommet de l'État. Ou plutôt par la surprenante réserve du ministre de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve, qui qualifie de « sauvages » des assaillants qui n'ont pas hésité à bloquer les portières d'une voiture pour piéger les policiers dans l'habitacle en feu. Non seulement la hiérarchie n'est pas appelée à rendre des comptes, mais les plus hauts responsables politiques ne prennent pas la mesure du choc, François Hollande le premier, président probablement plus fasciné par le milieu du renseignement que par la « piétaille » policière. Quelques jours après les faits, excédés, des policiers secouent la voiture de fonction du directeur général, Jean-Marc Falcone, dernier rempart avant le ministre. Sa

faute : venu au commissariat d'Évry pour tenter de calmer la révolte, il a été effrayé à l'idée de sortir de sa voiture pour discuter avec ses troupes, environ deux cents policiers rassemblés sur place, aux portes de la réunion officielle. Comme si les « sauvageons », c'étaient eux... Un événement sans précédent, à l'image d'une génération de jeunes policiers qui refuse l'inacceptable.

On connaît la suite, des défilés nocturnes dans les rues de Paris à bord de voitures toutes sirènes hurlantes, puis de policiers au visage masqué prenant le risque de braver l'interdit pour exprimer leur colère, certains pendant leurs heures de travail. Expliquant aux passants qu'ils se sentaient nus devant la violence, que les juges et la réglementation leur interdisaient de sortir leur arme de service – alors tant qu'à faire, autant leur attribuer des armes factices ! Le va-tout de « soldats » à court d'espérance, en pleine guerre contre le terrorisme, convaincus que le ministre les percevait comme une bande de skinheads connaissant à peine l'histoire de France. Le tout sous l'impulsion de coordinations improvisées semblables à celles qu'on voyait d'habitude dans les amphis ou les lycées, dans une corporation jusque-là considérée comme l'une des plus syndiquées du pays. Un mouvement que personne n'avait anticipé, d'autant moins que la parole publique est interdite sous l'uniforme, sauf autorisation ou mandat syndical, et que ces femmes et ces hommes sont censés représenter l'ordre, pas le défier. Un mouvement à la hauteur de l'affaiblissement psychologique et physique des flics, que seule une « Marseillaise » chantée en marchant dans la rue et le froid d'un mois de novembre semblait pouvoir enrayer. La République est dans l'ADN du flic, mais après avoir tourné ostensiblement le dos en son temps à Nicolas Sarkozy et conspué quelques années plus tard la garde des Sceaux Christiane Taubira, incarnation à leurs yeux de tous les laxismes, les policiers réclament

à tue-tête dans la nuit parisienne la démission de Bernard Cazeneuve, sur le chemin de l'hôpital où sont soignés leurs collègues. Et les réseaux sociaux, nouveaux vecteurs de la grogne, libèrent une contestation qui prend la hiérarchie de court.

Le danger, ils y sont confrontés souvent, mais à Viry-Châtillon des chefs passablement déconnectés les ont mis en péril, comme si la menace terroriste ne suffisait pas. Pis, ils l'ont fait sans leur fournir la moindre explication. « Vous surveillez la caméra, point. » Le sommet n'a pas à se justifier devant la base. Quelques patrons et quelques officiers s'attirent le respect en expliquant leurs décisions, mais ils sont rares et plutôt mal vus de leurs supérieurs. D'où ce puissant coup de gueule de Maggy, désignée chef de file de l'une des associations écloses au lendemain de cette lâche agression, le MPC (Mouvement des policiers en colère) : « On n'est pas des moutons, mais des êtres humains. On réfléchit. Il faut nous expliquer pourquoi on va prendre une balle pour deux mille euros. La société a évolué, pas notre institution. »

Le politique décide, la police exécute. Et tousse quand elle entend des élus minimiser la situation, comme si la vérité les effrayait. « Ils n'imaginent pas ce qu'on peut voir dans les banlieues, affirme Guillaume, quinze ans de voie publique à son actif. Aujourd'hui, on a des individus qui n'hésitent pas et cherchent à nous tuer. On n'est pas loin de la guerre civile, avec une situation quasi incontrôlable... »

Chronique d'un affrontement annoncé

« Il est encore temps de changer d'avis », lui avait glissé son instructeur en lui communiquant le lieu de son affectation, une

circonscription de ce même département de l'Essonne, entrelacs de villes nouvelles, de grandes surfaces et de voies rapides. « Bonne chance ! » avait-il ajouté en l'entendant confirmer son choix.

C'était en 2001, quinze ans avant Viry-Châtillon.

À peine sorti de l'école, Guillaume s'était retrouvé au cœur d'une bagarre générale entre deux quartiers. Une centaine de jeunes dans chaque camp et lui au milieu, pas encore au fait de la « vraie » police. Ce jour-là, se souvient celui que les années ont transformé en expert ès violences urbaines, des renforts avaient afflué de tout le département pour tenter de séparer les belligérants ; les grands frères des lanceurs de cocktails Molotov de la Grande Borne avaient transformé un immense parking en champ de bataille. Voyant ses collègues courir dans tous les sens, il s'était retourné vers l'un d'eux, interrogatif. « Mets ton gilet pare-balles », lui avait-il ordonné alors que les pompiers installaient leur poste de secours. Il s'était mis à courir comme les autres pour montrer qu'il était là. Le soir venu, le petit nouveau avait sérieusement songé à démissionner. Il avait décidé de rester pour les collègues, un Marseillais, un Toulousain et un Bordelais, « expatriés » comme lui, le Corrézien. Pour cette cohésion, « tous dans la même merde, main dans la main » sur le terrain comme après la bataille, à l'heure de décompresser. Et même les jours de repos, quand ils se retrouvaient pour parler foot, partager l'apéro ou jouer à la console.

Quand à la faveur d'un congé il rentrait chez ses parents, dans le Sud-Ouest, et leur racontait ces scènes de violences urbaines, Guillaume avait du mal à les convaincre qu'il n'avait pas été affecté à Bagdad, mais bien dans la grande banlieue parisienne. Un champ de ruines tous les matins, entre voitures brûlées, résidus de grenades lacrymogènes et projectiles en tous genres. « La guerre sans les armes à feu. » Loin des médias, débordés par ces

violences urbaines tellement récurrentes qu'elles en devenaient banales ; les renseignements généraux avaient même élaboré un baromètre pour mesurer leur évolution, qu'un pouvoir soucieux de cacher les mauvais chiffres sous le tapis n'avait pas tardé à casser. Un quotidien rythmé par la montée en puissance d'une nouvelle forme d'appropriation du bien d'autrui, ces attaques à la portière perpétrées à la faveur des feux tricolores. Manège rodé : l'agresseur cible une voiture arrêtée, si possible avec une femme à l'intérieur, ouvre la portière et rafle le sac à portée de main. Les plaignants défilent au commissariat, on les rassure : « Ne vous inquiétez pas, on va faire quelque chose. » Une façade, Guillaume l'a rapidement compris, lui qui a mûri plus vite que la musique et sait pertinemment que la plainte restera lettre morte. Comme des centaines d'autres.

« Après le boulot, je mangeais quand j'avais la chance d'avoir faim, puis je partais me coucher tellement j'avais mal à la tête », se souvient le policier. La moyenne d'âge dans le service tournait autour de 32 ans. Le responsable avait tout juste deux ans de métier, trop peu, même si les années sur ce genre de territoire comptent triple. Casque obligatoire, gilet pare-balles avant l'heure, il a réclamé une formation au Flash-Ball, cette arme non létale qui permet de tenir les assaillants à une distance raisonnable sans sortir l'arme à feu.

Il était loin, le temps où les jeunes des quartiers jouaient au foot sur le terrain vague sous l'œil goguenard d'un maire communiste, les policiers du secteur les appelant tous par leur prénom. La rupture approchait, mais le rapport de force ne s'était pas encore inversé.

Autre lieu, même combat pour ces jeunes flics...

Lorsqu'il a été nommé à Trappes, dans les Yvelines, après quatre ans comme adjoint de sécurité, Éric, 23 ans, ne connaissait (lui non plus) pas du tout l'endroit.

« Vous ne savez pas dans quoi vous êtes tombé ! » lui glisse le commandant en guise de mot d'accueil, alors qu'il vient de lui raconter qu'il s'était fait emboutir sa voiture à cent mètres du commissariat.

« Vous voulez aller où ?

– Je préfère la nuit », annonce le petit nouveau.

Le voilà plongé dans le vif du sujet. En patrouille avec un collègue, Éric interpelle un « roulottier » en train de fracturer la porte d'une voiture. « J'étais pas tout seul », jure le voleur, aussitôt menotté. Son collègue détale pour retrouver son complice. Éric voit alors quatre autres types marcher vers lui.

« Il y a du monde autour du square », lance Éric à la radio, un peu stressé.

Un des gars s'approche à deux mètres :

« Va falloir le lâcher !

– Va falloir me tabasser », réplique le policier avant d'appeler de nouveau du renfort à la radio :

« Vous êtes où, les gars ?

– On arrive. »

Le menotté le bouscule, lui s'apprête à sortir son Sig Sauer¹. Il sait que s'ils lui piquent cette arme, il est mal. Heureusement ses collègues débarquent et le tirent de ce mauvais pas.

« On peut être armé, porter l'uniforme et pourtant avoir peur, confie Éric. Celui qui dit qu'il n'a pas peur ment. Quand tu reçois un four à micro-ondes sur la voiture, ça fait un trou dans le toit. Une machine à laver qui s'écrase près de toi, ça fait un bruit sourd. Tu te baisses. Tu gueules : "Enculé !" Le caillassage, tu te dis : "Pourvu que ça s'arrête vite." Au début, j'ai pensé que c'était un jeu. Le jour où je les ai vus lancer dans notre direction une voiture en flammes, à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), j'ai compris. »

Gregory a vite capté les enjeux, lui aussi. Ce gardien de la paix était depuis deux ans à peine dans la « boîte » lorsqu'il a eu droit à sa première bataille rangée, une sorte de baptême du feu. Les collègues ont rattrapé en masse dans le quartier. Deux sections en tenue de maintien de l'ordre, sauf que les émeutiers étaient plus nombreux, une soixantaine, et qu'ils les attendaient avec une réserve de cailloux et des bâtons. « S'ils me chopent, je suis mort », songe ce jour-là le policier tentant de dégager un collègue à terre, frappé par un jeune à coups de marteau. Gregory a encore ces images en tête lorsqu'il se retrouve piégé dans un hall, en plein milieu d'une cité, quelques jours plus tard. Ses deux équipiers sont montés dans les étages « à la courette » dans l'espoir d'attraper un suspect venant d'arracher une tablette puis de tabasser son propriétaire quelques minutes plus tôt, sur le quai d'une gare voisine. Gregory a son bouclier en main lorsqu'un « gros Black » se présente à la porte.

« Laisse-moi entrer, j'habite ici », fait-il, avec derrière lui une vingtaine de « lutins » torse nu, d'énormes pavés à la main.

Gregory déploie toutes ses forces pour maintenir la porte fermée, d'une main, tandis que de l'autre il compose le 17 sur son téléphone – sa radio est restée dans la voiture. « On se fait caillasser, envoie du renfort. » Son interlocuteur percute d'autant plus vite qu'il a noté l'adresse, cette artère qu'ils ont rebaptisée entre eux « l'avenue de la Mort ». Son chef de bord, qui vient de redescendre avec l'interpellé, prend les choses en main : il entrouvre la porte et lance une grenade lacrymogène. Le troisième en profite pour ajuster son lanceur de 40. Gregory ne parvient pas pour sa part à dégoupiller sa grenade de « désencerclement », mais le trio réussit à s'extirper, le voleur présumé en guise de protection : s'ils lancent des projectiles, ce sera d'abord pour lui.

Le soir, sous la douche, Gregory se rend compte que son corps est couvert de poussière de verre, parce que la porte du hall a fini par exploser. Son oncle, policier comme lui, confirmera son intuition : « S'ils étaient entrés, ils t'auraient tué. » « Si cela se reproduit, je braque direct. Le premier qui entre, j'envoie un pruneau. » Auraient-ils dû s'abstenir de poursuivre le voleur, dont ils avaient identifié la voiture et reconnu l'allure ? Le chef de bord, un sous-brigadier flanqué de deux gardiens frais émoulus de l'école, dont lui, aurait-il dû renoncer à cette chasse ? C'est le sens du discours que lui a tenu peu après son commandant. Une leçon pour Gregory, qui ne se souvient pas d'avoir reçu de lettre de félicitations au cours de sa carrière. Juste un coup de fil du patron pour avoir de ses nouvelles après un examen à l'hôpital, à cause d'un pavé qui lui avait heurté la tête. La police, quoi.

Le début d'une carrière au cours de laquelle il a vite assimilé, outre que la police est un univers où l'on ne fait pas de cadeau, que la marge est étroite entre la chance et l'hôpital. Les caillassages « façon *Star Wars* » lui ont appris à « serrer les fesses ». Les parpaings lancés depuis les toits qui se désintègrent en touchant le sol à quelques mètres, alors qu'on est intervenu pour sécuriser les pompiers après un feu de poubelle, lui ont même fait comprendre que la mort rôdait. Courir ? Marcher ? Accélérer ? Un jour, il a vu un groupe de jeunes traîner par les pieds une collègue tombée à terre pour l'emmener on ne sait où ; il n'a bien entendu pas réfléchi longtemps avant de courir à son secours. Scènes de la vie quotidienne d'un flic en banlieue, sur ces territoires où un CRS se fait facilement piquer ses grenades et sa radio, et où les fours à micro-ondes volent parfois en escadrille.

Comment peut-on encore sécuriser les citoyens quand un représentant de l'ordre est lui-même meurtri et qu'il a peur ?

Arrivé lui aussi de sa douce et calme province natale, Mickaël a très vite vu ce qu'était le quotidien d'un flic en Île-de-France, en ce début des années 2000. Affecté dans une compagnie d'intervention à la sortie de l'école, il a eu comme Guillaume la curieuse impression de « changer de pays », au moins de dimension. Premier jour, premières émeutes urbaines aux Tarterêts (une grosse cité de Corbeil), où ses collègues semblaient en difficulté face à des jeunes casqués qui les canardaient, dissimulés derrière des containers. Raison de cette subite colère : trois d'entre eux avaient été interpellés à bord d'une voiture volée. La police avait simplement fait son travail, mais à leurs yeux, elle devait payer. Quinze ans plus tard, cette même police n'impressionnera plus du tout leurs petits frères, chaque génération ayant à cœur de faire mieux que la précédente. « J'ai été effaré par le niveau de violence, confesse le policier. Ils nous voyaient comme une bande rivale avec qui ils voulaient en découdre. Les anciens m'ont mis très vite dans le bain. J'ai compris qu'on nous demandait de régler des problèmes qui nous dépassaient... » Loin des yeux des journalistes parisiens, étouffée par une hiérarchie soucieuse de sa carrière et par des politiques en mal de réélection, la situation a dégénéré à grande vitesse, avec en première ligne de jeunes caïds qui cherchaient l'affrontement. Avaient-ils déjà à l'esprit l'idée de délimiter leur territoire avant de se l'approprier pour y développer une économie souterraine pleine d'avenir ? Pas sûr qu'ait été formulé un business plan digne de ce nom, mais le mouvement était lancé.

Rapidement dénié, Mickaël voit, incrédule, des parents le supplier : « Passez à la maison pour faire peur à nos enfants qui ne nous écoutent plus. » La montée en puissance des plus jeunes, les filles comme les garçons, le surprend. Ce n'est pas le volume des faits constatés qui le déstabilise, c'est la radicalité et le jusqu'au-

boutisme des auteurs de violences. C'est aussi la jeunesse de ceux qui occupent le terrain, puisqu'ils commencent très tôt, avec la préadolescence, dès 12 ans, l'âge des premières dégradations. Ceux-là, le policier le sent, vont occuper la force publique jusqu'à leurs 30 ans, puis ils auront des enfants, une vie de famille qui les ramènera avec un peu de chance à la raison – curieuse façon de compter sur le temps, comme si rien d'autre ne pouvait les dévier de la voie criminelle.

La génération montante ne craint rien, plusieurs cas sont signalés où de jeunes caïds cherchent à poursuivre leur bras de fer avec les « keufs » (« flics » en verlan) hors des heures de travail, sur le terrain privé. « Nos aînés ne risquaient pas grand-chose tant qu'ils évitaient les violences gratuites lors des interventions, mais c'est de moins en moins vrai, constate Mickaël. S'ils peuvent te mettre la misère, te suivre jusqu'à chez toi, ils le font. » Être pris à partie dans la vie privée, quoi de plus inadmissible ? Mickaël se blinde mais s'inquiète pour sa fille. Un jour qu'il se promenait avec elle dans un parc, il s'est fait « détroncher » (reconnaître) par deux délinquants, braqueurs récidivistes. Ils voulaient « en découdre », ça s'est fini à coups de poing. La petite avait 3 ans, depuis il lui a appris à ne plus évoquer la profession de son papa. « Je mets des gens en prison et tout le monde n'apprécie pas », lui a-t-il raconté. Sur les documents destinés au collègue, comme à l'heure de louer un appartement, il écrit simplement : « Fonction publique d'État ». Plusieurs de ses collègues ont vu leur véhicule personnel dégradé, et même des graffitis sur les murs de leur maison, alors autant prendre quelques précautions. Le brigadier s'interdit aussi désormais la fréquentation du grand centre commercial voisin, où vadrouille une partie de sa « clientèle », mais il ne se sent jamais à l'abri d'une mauvaise surprise. Par exemple d'en retrouver un sur la serviette voisine de la

sienne, un été, sur une plage de La Grande-Motte ; le genre de rencontre propre à vous pourrir toutes vos vacances. Tout cela une dizaine d'années avant l'irruption de la menace terroriste.

Certains détenteurs de la carte tricolore sont plus impressionnables que d'autres, sans que cela ait forcément un lien avec leur prestance physique. On peut peser soixante kilos et « déménager » plus qu'un type de quatre-vingt-dix kilos qui se planquera au premier incident, souligne Mickaël, qui a une dette envers un drôle de « collègue », un certain Ghost, berger belge malinois de son état, néanmoins doté d'un matricule. Un de ces animaux dressés pour « conserver la dose d'agressivité nécessaire », avec lesquels « on ne triche pas », mais qu'il fait bon avoir à ses côtés dans ces cités où certains rêvent ouvertement de « bouffer du flic ». Les faits se sont déroulés en 2004, deux ans après sa périlleuse entrée en piste, dans ce même quartier où la violence s'était enkystée. Mickaël se retrouve ce jour-là coincé (déjà) en plein après-midi dans un hall d'immeuble avec le chien et son maître, « conducteur cynophile » à la brigade canine. La situation est tellement tendue que son coéquipier retire promptement la muselière et laisse l'animal se rapprocher de la dizaine de jeunes massés de l'autre côté de la porte vitrée avec la volonté de casser du flic.

« Il va falloir le décider entre vous, le premier qu'il va piquer, ça va être fort, lâche le "conducteur", laisse déroulée au maximum, 1,60 m. Le chien le fera pour moi. » Ghost grogne et aboie. Son maître en difficulté, il est là pour le défendre, c'est son job. L'animal bave, prêt à attaquer s'il lâche la laisse. « Les gars, on va passer, d'accord ? » tente le policier.

Les jeunes obtempèrent face au chien et font une haie d'honneur au milieu de laquelle le trio s'exfiltre prudemment. Ça passe pour

cette fois, visiblement Ghost fait plus d'effet que ses « collègues ». Ils ne tremblent plus devant les flics mais savent ce dont un chien d'attaque est capable. Toute la cité est au parfum. À chaque fois qu'ils le voient sortir du coffre de la voiture, les jeunes se dispersent sans demander leur reste. Juste choix : excité en chemin par le bruit du gyrophare deux tons, « le chien sait qu'il va pouvoir se faire plaisir à l'arrivée », selon les mots de son maître. De quoi ramener n'importe quel excité à la raison, d'ailleurs l'animal est considéré juridiquement comme une « arme de légitime défense », exactement comme un lanceur de 40/46². Ce n'est pas pour rien qu'à l'entraînement le policier de la Canine porte un casque de hockey sur la tête : frappé au visage par Tex, un berger allemand, l'un d'eux y a un jour perdu des dents. Risques d'un métier qui consiste à miser sur l'instinct, à valoriser le plaisir de mordre chez cet animal qui attend son maître comme le messie pour « partir au boulot et jouer », avec son collier en cuir, un harnais en tissu et une muselière de frappe, en cuir elle aussi – la gamelle l'attendra au retour, à la fin de la nuit.

Dans ces quartiers où tout peut s'envenimer d'un instant à l'autre, la seule façon d'obtenir le respect serait désormais de faire masse, d'arriver sur les lieux avec la BAC (brigade anticriminalité) ou avec la Canine. La présence de l'animal n'a que des avantages, rapporte Mickaël. Lors d'un contrôle par exemple, elle fige aussitôt la situation. « C'est quoi comme chien ? » demande facilement le contrôlé, histoire de détendre l'atmosphère et de se rassurer. Personne ne fait le malin à la vue de Ghost, ce qui n'est pas forcément le cas quand il n'est pas là, déplore le brigadier : « Une catégorie de la population ne fonctionne qu'au rapport de force. La première prise de contact conditionne généralement la suite. S'ils

perçoivent une faille, c'est fini. Si c'est pro, ça se passe bien. Tout doit être carré, mais on ne gagne pas à chaque fois. »

Sur un équipage de trois, l'un des fonctionnaires peut avoir un jour une faiblesse. Les autres seront là pour le porter, surtout si l'équipe est soudée et si les hommes se connaissent bien, mais les flics ne sont pas des machines. Il suffit d'un collègue exaspéré dans sa vie professionnelle ou personnelle pour que ça dérape. Mickaël lui-même a répondu un jour maladroitement à la provocation d'un délinquant notoire sur un quai de gare. Celui-ci est venu au contact. Le ton est monté. Le gars l'a poussé et des coups sont partis... « Je lui ai mis une patate dans la gueule devant tout le monde, se souvient-il. J'aurais dû le maîtriser d'une autre façon, ne pas me battre comme un chiffonnier, mais cela a été instinctif. » Pour la peine, le procureur a demandé à la hiérarchie de retirer Mickaël pendant un an de la voie publique. Une sanction à laquelle recourt régulièrement la justice, généralement très difficile à vivre pour le fonctionnaire concerné.

Le temps des guets-apens

Trois nuits après le drame qui a coûté la vie à deux jeunes, morts en se réfugiant près d'un transformateur électrique à Clichy-sous-Bois (93), le 27 octobre 2005, la police est appelée après un début d'incendie dans une école d'une ville voisine. Deux équipages de la BAC convergent vers les lieux. L'un des fonctionnaires reste près des véhicules, tandis que les cinq autres vont au contact des incendiaires, des « petits merdeux de 16 ans » qui n'en mettent pas moins le feu à des véhicules dont ils ont desserré le frein à main,

avant de les pousser vers les flics (un classique). Ils sont une centaine, assez pour se sentir en confiance.

« Ce serait judicieux de nous envoyer du renfort », lance sur les ondes le commissaire présent.

« On a chaud aux fesses, précise-t-il à l'oreille du directeur départemental, qui le contacte aussitôt sur son téléphone. Il nous faut un soutien rapide.

– Ne t'inquiète pas, je t'envoie une unité mobile dans les cinq minutes. »

Pour ralentir les jeunes qui se rapprochent, les policiers « démontent » au Flash-Ball celui le plus en pointe, qui repart en claudiquant. Une cinquième voiture en feu roule sur eux, et là, aguerris ou pas, « on a eu peur », concède l'un des présents. L'idée qu'ils pourraient bien avoir à utiliser les armes à feu effleure même l'esprit du commissaire ; heureusement les renforts arrivent à temps.

Les images de ces émeutes ont fait le tour du monde. Pour la police, elles ont marqué un « tournant », confirme Jean-Marie. « Tout le monde a eu tellement peur d'une subite bascule que les comportements ont changé. Depuis, les chefs de service ne veulent surtout pas de bordel dans leur commune. Le mot d'ordre, c'est de ne pas approcher certains quartiers pour éviter que ça ne s'enflamme. Avant 2005, quand on était en difficulté sur un secteur, on revenait sur place à vingt. Depuis, on a tendance à s'abstenir. » Une prudence que vivent mal les policiers. Pour eux, cette faiblesse est synonyme de reflux de la puissance de l'État. « On nous demande d'être exemplaires, encore faut-il se faire respecter », glisse Jean-Marie, tandis que Maurice, commissaire de son état, met les pieds dans le plat : « Qui va protéger la société si les policiers se laissent traiter d'enculés ? Qui va assurer la sécurité s'ils ont peur eux-mêmes ? Combien de temps tiendront-ils si la violence qu'ils

subissent reste impunie ? » Beaucoup dans les rangs mettent ce recul sur le compte d'une suspicion qui pèserait sur eux. Le monde à l'envers, en quelque sorte, puisque l'on craindrait plus leur comportement que celui des... délinquants. Comme si la peur avait fait tache d'huile. Pas la peur physique de prendre des mauvais coups mais la crainte de voir un flic employer la force, avec le risque de blesser ou de tuer, ce qui mettrait le quartier concerné à feu et à sang, le fonctionnaire fautif en prenant par ailleurs « plein la gueule » sur les plans administratif, judiciaire et médiatique. De quoi tétaniser aussi sûrement des hiérarques pas forcément pressés de sauter que des élus soucieux de se maintenir en place. Une situation que Jean-Marie résume en termes peu diplomatiques : « Plus personne ne veut se mouiller. »

Les émeutes ont produit leur effet. Les jeunes caïds ont marqué la frontière au-delà de laquelle ils ne toléraient plus les policiers. Dans ces espaces qu'ils cherchent à soustraire à l'œil de la puissance publique, ils vont faire régner leur loi, avec tous les ingrédients propres aux sociétés mafieuses : omerta, coups de pression, argent sale, abus sur les personnes extérieures au groupe criminel. L'heure n'est plus aux violences urbaines façon guerre des bandes, ni aux longs affrontements avec la police, que l'on souhaite voir disparaître du paysage. Le temps est aux guets-apens, considérés comme autant de piqûres de rappel à l'usage de la force publique. Des opérations éclairs qui ont le mérite d'entretenir la peur chez l'adversaire et de ne pas mobiliser les médias, du moins tant qu'il n'y a pas mort d'homme.

Le scénario est toujours à peu près le même. Un équipage isolé est attiré au milieu d'une cité où il se retrouve coincé. Les policiers usent de toutes les armes non létales pour tenter de se dégager, jusqu'au moment où, à court de munitions et en panique, ils se

voient dévisser la lampe torche pour récupérer les piles et s'en servir comme projectiles. La peur est alors à son comble. Peur de sortir du véhicule et de se prendre sur le crâne une boule de pétanque, une machine à laver, une poubelle, un grille-pain, un oignon soigneusement durci dans le compartiment congélateur. Ou un pot de confiture de fraises jeté du onzième étage – le fracas sera tel que l'on se mettra à l'abri derrière la voiture avant de découvrir cette tache rouge sur le sol que l'on prendra un instant, dans la nuit, pour une cervelle explosée. Une démonstration de force sur le modèle de ce qui se fait dans les territoires palestiniens, avec pour objectif le harcèlement de la force occupante. Sans aucun autre but que de traumatiser les flics, voire d'en blesser un grièvement. Et de pouvoir dire, le lendemain, dans les cages d'escalier : on a gagné, la cité nous appartient.

Comme en cette chaude nuit du mois de septembre, vers 4 heures du matin, dans l'ouest de la capitale. La cité semble calme et déserte lorsque la voiture de police se glisse dans une petite rue à sens unique, sans visibilité. La mauvaise surprise surgit après le virage sous forme d'un canapé placé en travers de la route, flanqué de plusieurs barrières. À la seconde même, le piège se referme : le véhicule a beau être banalisé, les jeunes connaissent la plaque d'immatriculation par cœur, vu qu'elle n'a pas été changée depuis six ans. Une pluie de pavés s'abat sur la carrosserie dans un énorme fracas, à peu près en même temps que cinq cocktails Molotov qui déclenchent un incendie. Instinct de survie ? Le conducteur fonce dans le barrage et fait voler en l'air le canapé. Une fois dégagés de cette rue « pourrie », les policiers mettent pied à terre pour constater les dégâts. Un trou au niveau du toit, un autre dans la portière, la Ford Focus est en piteux état. Rejoints par trois collègues d'une autre voiture qui patrouillait dans le coin, ils

convergent vers le lieu du guet-apens. Une minute à peine s'est écoulée, mais il n'y a plus personne, reste le canapé en flammes et les stigmates de l'attaque éclair, plus un départ de feu dans les broussailles. Un peu plus loin, les policiers ramassent des canettes entourées de torchons, engins incendiaires prêts à l'emploi, et un tas de pierres en essayant de préserver quelques empreintes. Dissimulée dans un parc pour enfants, une plaque de ballast qui leur était certainement destinée.

La veille, l'équipage pris pour cible était passé par ce même endroit, fenêtres ouvertes. Par chance, ce jour-là, elles étaient relevées. « C'est la première fois que je subis une agression aussi impressionnante, décrypte Tony, l'un des passagers, quelques mois après l'incident. Pour un peu, on brûlait tous. Ils nous attendaient. Ils allaient passer un appel téléphonique bidon pour nous attirer dans cette rue. On est arrivés un peu trop tôt pour eux. Le secteur était calme depuis un mois, et puis d'un seul coup, sans crier gare, ça pète. »

Ce n'est pas Viry-Châtillon, mais les jeunes se font la main, tôt ou tard ils frapperont mortellement. Si le conducteur avait reculé, il aurait explosé la voiture contre divers objets poussés là pour refermer le piège. Les membres de la petite équipe ne le cachent pas : ils ont eu peur. Que se serait-il passé si le pilote n'avait pas eu le bon réflexe ? S'il n'avait pas appuyé sur l'accélérateur ? Si le canapé n'avait pas volé sous l'impact ? Combien étaient-ils, dissimulés derrière les fourrés ? S'ils avaient dû sortir de la voiture, auraient-ils été obligés de tirer à balles réelles ? « On a conscience qu'ils auraient pu mourir tous les trois », confirme un collègue de l'équipage piégé dans cette « rue à guets » (propice aux guets-apens). Les traces relevées sur la voiture suffisent à s'en convaincre. Pour ne pas rester sur cet échec, les policiers se sont

tous obligés à repasser plusieurs fois par cet endroit, prudemment mais avec les pleins phares. L'événement a aussi nourri, pendant plusieurs semaines, les conversations au commissariat, avec un regret : la hiérarchie n'a pas mesuré la gravité des faits, ou en tout cas elle ne l'a pas montré.

« Pour les patrons, devine Tony, ce n'était rien de plus qu'un simple caillassage. Ils n'ont pas percuté. Ils sont dans leur propre monde, loin de notre quotidien. » La hiérarchie n'a même pas commenté le procès-verbal rédigé par la suite. Pas la moindre lettre de félicitations en vue non plus pour celui qui a sauvé ses collègues. Comme si cette haine gratuite, ce niveau de confrontation relevaient du cours normal des choses. La banalité de la vie d'un flic. Le pire étant que personne n'a décidé de hausser le ton dans les jours qui ont suivi, une absence de réponse dont les policiers se doutent bien qu'elle n'a fait que renforcer le sentiment d'impunité chez ceux qu'ils appellent parfois les « crapauds ». Pour couronner le tout, la recherche d'ADN sur les cocktails Molotov artisanaux n'a permis de démasquer aucun auteur.

Ulcère garanti. Sans compter la jeunesse des effectifs qui exercent sur les territoires les plus difficiles, comme le rappelle justement Yves Lefebvre, secrétaire général du syndicat Unité SGP Police (FO) : « On les lâche en pâture sans les avoir préparés à cette violence permanente, sauf que derrière le flic, il y a un homme ou une femme qui a le trouillomètre à zéro. Ils sont transplantés de l'école de Périgueux aux cités du 93 ou du 91 avec leur bâton télescopique, leur arme individuelle et la gazeuse. Ils sont livrés à eux-mêmes du jour au lendemain, le plus qualifié de l'équipe ayant à peine cinq ans de boîte. » Un mal récurrent de cette police où le turn-over est tel que les anciens ne prennent pas le temps d'accompagner les nouvelles recrues sur la zone où elles sont

parachutées, face à de jeunes caïds très remontés qui connaissent leur territoire sur le bout des doigts.

« Ce sont des magiciens, lâche un habitué de la nuit, gardien de la paix de son état. Ils commencent par faire éclater le pare-brise côté conducteur, puis ils nous gazent pour nous aveugler. Ils sortent l'extincteur pour occulter les images des éventuelles caméras. Chaque guet-apens nous rappelle qu'ils sont bons. On ne veut pas sortir harnachés comme des porte-avions, mais on doit pouvoir répondre à ce que nous avons aujourd'hui en face de nous. » Un feu de poubelle ? Un ascenseur bloqué dans une tour ? Tout appel peut dissimuler un piège, aussi n'interviennent-ils plus désormais sans effectuer au préalable un contre-appel. Tout ira très vite, l'époque est aux raids éclairs, quarante-cinq secondes d'une violence inouïe, avec des assaillants dont il arrive aux policiers d'admirer sincèrement l'agilité et le sens de l'organisation.

Chacun y va de son histoire, plus ou moins violente, toujours traumatisante, n'en déplaît à ces magistrats qui feignent parfois d'ignorer ce quotidien. Qui n'a pas « serré les fesses » au moins une fois dans sa carrière, à court de munitions et dans l'attente de renforts ? « Tu es en patrouille, et boum ! » Ils veulent se faire du flic et marquer leur territoire. Le message adressé aux représentants de l'ordre est clair : « Vous venez nous emmerder, nous interpellé, on va vous rendre coup pour coup. » »

Une dérive stupéfiante

Un jour, encore jeune dans le métier, Christophe se met à palper un fumeur de crack qui oublie de lui dire qu'il avait un couteau et une seringue dans la poche. « Il n'a pas peur de toi, le tance un collègue

expérimenté. Tu l’emmènes dans un hall et tu lui en colles une. » La crainte du sida à l’esprit, Christophe le traîne jusque dans un hall et lui met « une grosse baffe ». Une semaine plus tard, nouveau contrôle du même toxicomane. « Bonjour chef, j’ai une lame dans la poche », fait-il, leçon apprise et digérée. « J’avais peut-être commis un délit mais désormais il me respectait, moi, le flic débutant, observe Christophe. C’est la loi de la rue. On peut perdre son travail à cause d’un tel geste, en ce qui me concerne cette baffe m’a permis de rester en vie. »

Quelques mois plus tard, l’un de ses collègues est agressé à une centaine de mètres du commissariat, sur une placette parisienne connue pour être un point d’ancrage du trafic de drogue, alors qu’il marchait vers le métro pour rentrer chez lui. « Fils de pute ! » Il ne s’est pas laissé faire et ses collègues ont fort heureusement accouru en renfort. Le lendemain, les policiers ont tenu à aller au contact. « L’explication a été rude, mais ils ont arrêté de nous emmerder. » Peu après, Christophe croise quatre de ces lascars remuants à la Foire du Trône, où le policier déambule en privé.

« Si on veut, on te démonte, lâche l’un d’eux en le regardant dans les yeux.

– Allez-y, je sais qui vous êtes, réplique-t-il. On vient vous chercher demain et le business, c’est fini pour vous. »

Clan contre clan ? « On est obligés de marquer notre territoire, sinon on ne tient pas la rue. Ce sont des dealers, ils ne vont pas s’amuser à agresser une petite vieille, mais c’est un bras de fer permanent. Il faut avoir des automatismes, ne jamais se placer dos à la porte, selon la formule consacrée. Pour une phrase, un contrôle peut partir en couille. Dans une ville comme Paris, les renforts arrivent en deux ou trois minutes, mais dans un département comme

le 77, on compte un bon quart d'heure. Du coup, on va plutôt chercher à éviter les ennuis. »

Ce qui est toujours possible dans la capitale ne l'est plus depuis longtemps dans la petite couronne, encore moins dans la grande couronne, où les effectifs sont très dispersés. Il suffit de revenir sur un parking où traînent une centaine de jeunes, après s'être fait injurier lors d'un premier passage, pour s'exposer au pire. Comment avoir le dernier mot, à trois contre cent ? On en désigne un : « C'est toi qui nous as insultés ? » On lui dit de descendre du muret où il est assis. Il n'assume pas. On essaie de s'imposer en élevant la voix, finalement ça passe... L'équipage repart sain et sauf, avec en plus le jeune effronté. Le policier apprend au gré des mauvaises rencontres à flairer les pièges, comme celui que tend ce type qui fait semblant de trafiquer un scooter pour inciter les flics à revenir sur leurs pas, non loin d'un container poubelle rempli de pierres prêtes à fuser.

« Quand les mecs partent en live, on ne sait jamais comment ça va finir », constate Christophe, pas vraiment fier à l'heure d'admettre que le tempo échappe désormais souvent à la force publique. Et que l'époque où il pouvait mettre une claque à un toxicomane, à l'ancienne, est bien révolue. En face, les jeunes sont prêts à tout pour défendre leur pré carré et le business qui va avec. « Si tu leur retires ça, ils n'ont plus rien, admet le policier. Ils tiennent à rester enclavés et s'ils peuvent te crever, ils te crèvent. Certains ne se reconnaissent même pas français, ils sont en marge de tout et gangrènent la vie de gens qui n'ont pas d'autre choix que de vivre dans ces quartiers. » Sombre tableau dans la bouche d'un fonctionnaire qui avoue envier l'insouciance de « ceux qui sont dans leur petite bulle et pensent que rien ne pourra leur arriver dans le meilleur des mondes ». Quant à la crainte, il la gère à sa façon. « Si tu n'as pas peur, c'est qu'il y a un problème, dit-il. La peur permet de

rester en vie quand des mecs te calibrent (te tirent dessus) sur un braquage ou qu'un toxico veut te planter avec sa seringue. »

Il faut pousser la porte d'un commissariat ordinaire pour mesurer les forces en présence, en ce cas celui d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis. Nous sommes en 2010. Un commissaire divisionnaire et deux adjoints tiennent un quart du département le plus criminogène de France et gèrent la bourde du moment : cinq gardiens de la paix viennent d'être lourdement sanctionnés par la justice pour avoir maquillé un accident de la route en tentative d'assassinat qui ne tenait pas debout. Un imbroglio à l'image d'un commissariat en déshérence, aménagé dans l'ancienne résidence secondaire du directeur des Folies Bergère (elle lui a été confisquée après la Libération), flanqué de quelques Algeco gracieusement fournis par la mairie (socialiste à l'époque). Lieu que d'aucuns diraient « pourri », pour le moins indécent, peuplé pour moitié de policiers tout juste sortis de l'école et pour l'autre de fonctionnaires en poste depuis un quart de siècle sur lesquels le bordel ambiant a fini par déteindre.

La voiture de l'équipe de la BAC n'est « guère plus respectable qu'un camion à pizzas », observe Maurice, le nouveau commissaire, qui remarque un léger laisser-aller dans la tenue, comme si ses hommes voulaient se fondre dans le décor. Comment reprendre la main ? Officiellement nommé pour remettre les troupes sur le droit chemin, cinq ans après des émeutes traumatisantes pour tout le monde, le patron entame un petit ménage en écartant quelques officiers qu'il soupçonnait de s'octroyer par roulement des jours de congé non déclarés. Mais sur ce territoire plus inflammable qu'un autre, l'incident n'est jamais très loin. En l'occurrence, une opération de contrôle de petits dealers tourne au drame, avec la mort accidentelle d'un jeune toxicomane dont on apprendra qu'il sortait

d'une lourde opération chirurgicale. Réflexe immédiat, des voitures sont incendiées en guise de protestation. Comment éviter que le mouvement ne fasse tache d'huile ? Le nouveau commissaire connaît son monde. Au lieu d'attaquer frontalement les émeutiers, il campe une compagnie de CRS à deux cents mètres de la cité. Leur présence gêne tellement le trafic de stupéfiants que les émeutiers retrouvent miraculeusement la raison. « Les trafiquants sont allés les voir pour leur demander d'arrêter de brûler des voitures, se souvient le commissaire. En fin de compte, ce sont eux qui font la loi. »

Une défaite que ce cadre étaie de quelques données chiffrées. Pour tenir deux villes aussi difficiles que Sevran et Aulnay-sous-Bois, il dispose d'un effectif de trois cents fonctionnaires, alors qu'un arrondissement parisien comme le 19^e, pour une population équivalente, s'appuie sur un vivier de neuf cent cinquante policiers. « Avec ces forces-là, on est fatalement submergé par la vague, déplore le commissaire. La seule chose que peut faire la police, ce sont des incursions pour montrer que les bleus passent par là. Les armes circulent, les stupéfiants sont partout, distribués dans des cités sanctuarisées où la PJ est dans le vent, car les types n'ont pas besoin de se muer en informateurs en échange d'une protection : ils jouent à domicile. Ce ne sont pas les quatre policiers impliqués dans le faux accident que j'aurais personnellement mis en examen, c'est l'État ! »

C'est à cette époque qu'est improvisée, sur ce territoire « ingérable », une brigade spécialisée de terrain (BST). L'idée est simple : se montrer tout en restant groupés, avec au moins deux véhicules et un équipement solide, histoire de ne pas être pris en défaut et d'éviter les moments de panique. Casqués, bottés, ils porteront bientôt le gilet pare-balles. *RoboCop*, ce film de science-fiction américain sorti en 1988, est dans toutes les têtes, signant

l'échec de toute forme de proximité dans ces quartiers où l'économie souterraine s'est enracinée. Des quartiers, prétend ce commissaire iconoclaste, dont le calme précaire vaut de l'or, bien plus en tout cas que le moral de l'institution policière : peu importe que les policiers croupissent dans la misère, l'essentiel est que les jeunes ne se sentent pas « agressés ». C'est du moins ainsi qu'il interprétera, quatre ans plus tard, la fâcheuse « affaire Théo³ », dont ces brigades, dirigées par son successeur, seront les héroïnes malgré elles. Dans les jours qui suivront la descente fatale, on verra des politiques surtout soucieux de maintenir la paix sociale et de faire retomber la colère dans les cités. Le nouveau maire de la ville, ancien secrétaire général d'un syndicat d'officiers et fan de la première heure de Nicolas Sarkozy, prendra ainsi le parti de la « victime », sans chercher à comprendre comment ses anciens collègues auraient pu volontairement sodomiser ce garçon sur la place publique, au vu et au su de tous, avec une matraque télescopique. Le président de la République, François Hollande, achèvera de saper le moral des troupes en se rendant au chevet de Théo, sacralisant la parole du jeune homme au détriment de celle des forces de l'ordre. Les BST seront décriées à longueur de colonnes, et le nouveau commissaire, pourtant considéré par sa hiérarchie comme un chef de meute et apprécié en tant que tel, sera discrètement exfiltré quelques mois plus tard vers un poste moins exposé.

Aulnay-sous-Bois était déjà le lieu où aucun chef ne voulait s'aventurer ; cela risque encore de s'aggraver, entre les comptes à rendre et les coups à prendre. L'endroit où la mission de la police pourrait se résumer ainsi : réparer une chaudière morte avec des pompiers à peine gratifiés du CAP. Le tout à quelques kilomètres de la place Beauvau, avec un maire qui s'interpose pour que les

policiers ne filment pas les jeunes en train de leur jeter des pierres – cela pourrait les énerver !

La menace terroriste

« Papa, il attrape les voleurs », dit le môme de 7 ans.

« Papa, il attrape des poules et des poissons », embraye son petit frère, 5 ans.

Papa, *alias* « Superman », est endormi sur le canapé, au rez-de-chaussée de ce pavillon de la banlieue parisienne, lorsque les enfants se réveillent ce matin-là pour aller à l'école. Rentré à 5 h 30, il a pris soin de ne pas faire grincer les marches de l'escalier pour ne pas troubler leur sommeil ; les garçons lui sautent dessus puis s'éclipsent avec leur mère, le laissant terminer sa nuit dans son lit. Sa journée à lui commence vers 13 h 30 avec un petit déjeuner copieux en compagnie de BFM TV : fruits, céréales, fromage blanc. Un peu de rangement et c'est déjà l'heure d'aller chercher les enfants à l'école. Goûter, devoirs, dîner, un bisou et dodo : il est temps pour papa d'aller voir si les voleurs sont bien cachés. Sans oublier la glacière avec le repas du soir. Au petit jour, sa vacation terminée, sur le chemin du retour, Michel regardera dans son rétroviseur s'il n'est pas suivi, quitte à effectuer deux fois le tour d'un rond-point en cas de doute. Avant, il gardait à l'esprit qu'un voyou pouvait toujours l'attendre à la sortie de l'unité et le suivre pour se venger. Depuis que deux de ses collègues ont été assassinés chez eux à Magnanville (Yvelines) par un adepte de Daesh, le 13 juin 2016, ce brigadier pense davantage au terrorisme. Au « branleur de quartier » qui le filochera jusque dans cette zone pavillonnaire pour le compte d'un illuminé. Même dans sa cuisine, il se surprend parfois

à imaginer en voir surgir un dans son jardin. Son arme de service est cachée quelque part dans la maison. Avant, sa femme ne voulait pas en entendre parler ; aujourd'hui, cette présence la rassure, elle aussi. « Je ne monte plus sur Paris sans le pétard et le brassard, plus la carte de police, car je peux être utile à tout moment », confesse-t-il.

Officiellement, les voisins ne savent pas qu'il est flic. Ce sont des choses qui ne se disent plus depuis l'irruption dans le paysage de ce nouvel ennemi : le terroriste. Trop risqué. Michel a d'ailleurs découvert tardivement qu'un de ses collègues habitait son quartier. « Dire que tu es dans la police, c'est t'exposer. Ça peut mal finir. » La peur a-t-elle changé de camp ? Le danger a débordé du strict cadre de l'exercice du métier pour envahir la vie quotidienne des flics. Après *Charlie Hebdo*, l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, le Stade de France, les terrasses mitraillées et le Bataclan, Magnanville a bouleversé les habitudes et imposé de nouveaux réflexes. L'irruption du terroriste dans l'intimité a profondément marqué la famille police. « Ce jour-là, on a pleuré comme des cons, se souvient Michel. On a pris conscience que l'on pouvait venir chez nous égorger nos femmes et nos enfants comme des moutons. »

Paranoïaque, Superman ? « C'est juste du bon sens », avoue-t-il en expliquant qu'il ne se contente pas de regarder dans le rétroviseur. Vigilant pour deux quand il sort de chez lui, il inspecte la rue, en particulier les angles morts, l'arme dans son sac ouvert. À la faveur du premier feu rouge, il chambre le pistolet, un bruit que sa femme n'aime pas entendre dans la maison. Avant d'arriver à l'unité, en traversant un « petit quartier » sensible, il ne peut s'empêcher de songer à sa plaque d'immatriculation ; avec ses collègues, ils ont demandé à être domiciliés au commissariat pour qu'aucun fichier ne permette de localiser leur logement. Promesse a été faite de traiter

le sujet, pas de nouvelles pour le moment. Rien non plus du côté de l'arme lourde que les brigades anticriminalité triment dans leur voiture, ce G36 qui reste planqué dans le coffre, cadenassé dans son étui. Comment riposter au quart de tour en cas de besoin ? Lors de la formation « tuerie de masse », les collègues de la BRI ne leur ont-ils pas expliqué que leur intervention serait déterminante, eux qui surgiraient sur les lieux en premier ? « On s'en occupe », a dit le chef.

John commandait des sushis à emporter du côté de la Porte des Lilas quand « ça a pété » au Stade de France, ce 13 novembre 2015. « Ça pue », dit-il à ses collègues après la deuxième explosion. Lorsqu'ils arrivent sur place, une dame hurle, la jambe déchiquetée. « Un troisième mec a été refoulé par la sécurité, il faut le retrouver », entend-on à la radio. Les voilà qui se précipitent vers le McDo pour évacuer les clients, alors qu'un terroriste se fait sauter tout seul au milieu du carrefour giratoire, « à l'arrache ». La tension est maximale, « tout le monde est dépassé », encore plus quand on apprend qu'au Bataclan « ça tire de tous les côtés ». Et si on leur tirait dessus, également, au Stade de France ? John s'attend au pire, un type qui arrive avec un fusil-mitrailleur et défouaille sur tout ce qui bouge, une scène de guérilla à laquelle ni lui ni les autres n'ont été préparés. « Si tu n'as pas peur un soir comme ça, tu deviens dangereux, souffle-t-il. Il faut savoir canaliser cette peur. » Le sport l'a aidé à évacuer ces images d'un autre monde, sa femme aussi, avec laquelle John a beaucoup parlé. Dans la nuit de ce 13 novembre, il l'a appelée pour lui glisser quelques mots : « Il y a eu un attentat, je t'aime. » Elle n'avait toujours rien dit lorsqu'il a raccroché. « Les attentats ont changé notre vie », concède-t-il.

Une nuit, peu après le double assassinat de Magnanville, John a repéré deux « barbus » dans la voiture qui le suivait. Pour lever le

doute, il a jugé préférable de les semer, mais c'était une fausse alerte : ils habitaient son quartier. Puis, avec le temps, le quotidien a repris le dessus, ces nuits où l'on encaisse des pierres et des noms d'oiseaux en rafale : « fils de pute », « enculé », « Je vais te tuer, toi et ta famille », « On va violer ta femme »... « Tu enlèves ton uniforme et tu viens », s'est-il un jour entendu dire par un énervé. « Sans l'uniforme, je te mets une patate, a eu très envie de répondre John. Oui, mon gars, c'est cet uniforme qui te protège, même si t'es une raclure. » Quelques jours après ce face-à-face, le policier prend en chasse une voiture volée jusque dans une cité, avec deux collègues, dont une femme. Ils descendent de leur véhicule et se mettent en tête de courser les occupants. Parti en éclaireur, son collègue voit sept types fondre sur lui ; il riposte au premier coup de poing avant d'être ceinturé par-derrière. Une trentaine d'autres convergent vers John et sa collègue lorsqu'il décide de sortir son arme et de la pointer vers eux, provoquant un mouvement de recul général. « On va vous crever », criaient-ils un instant plus tôt.

Chez lui aussi, quelque chose a changé depuis la vague d'attentats. Désormais, sa femme a peur lorsque John part de la maison, vers 18 heures, avec le repas du soir dans sa gamelle et son arme à la ceinture. Il ne quitte d'ailleurs plus jamais cette arme, qu'il emporte au resto comme au centre commercial, histoire d'être opérationnel en cas d'attaque. « On ne sauvera pas tout le monde, mais on peut sauver des vies », dit-il.

Le jour du double assassinat de Magnanville, Maggy a vu un proche des victimes, « un bébé de cent kilos », lui tomber dans les bras. Puis elle s'est retrouvée sur les lieux de l'horreur, devant ce pavillon sous scellés, des traces de sang sur le trottoir, les chaussures de jardinage du collègue – des Crocs – devant la porte, à essayer de tenir à distance respectable les paparazzis. Comment

vivre avec « ça » ? Main dans la main avec les collègues qui avaient vainement tenté de ranimer Jean-Baptiste, ils ont accompli ce que les flics savent faire dans les situations difficiles : serrer les rangs, en l'occurrence en organisant une chaîne humaine autour de l'Arc de triomphe, à Paris. Une solidarité qui n'a pas empêché la trouille de gagner du terrain. Elle est là lorsque Maggy se gare, en pleine nuit, à proximité de son domicile. Elle est encore là quand on s'endort avec l'arme sous le matelas alors qu'elle devrait être remise dans un coffre. Elle est toujours là lorsqu'on va faire ses courses en ville avec la crainte d'être reconnu par un malfrat et de prendre une trempe, comme ce collègue agressé dans le RER qui s'est retrouvé avec plusieurs fractures. Combien ont été contraints de déménager après avoir vu leur boîte aux lettres vandalisée et taguée ? Ou pire, avoir pris deux balles de carabine dans la porte d'entrée ? Un parking à l'abri des regards au commissariat, ce ne serait pas du luxe pour éviter que le gardé à vue ne vous voie monter dans votre voiture personnelle au moment de recouvrer la liberté ; étant donné les finances de la maison, ce n'est cependant pas pour demain.

Maggy intègre les nouvelles habitudes d'une génération marquée par l'irruption du terrorisme aux couleurs de l'islam. Depuis *Charlie Hebdo*, elle ne rejoint plus le commissariat en tenue « panachée » : en civil des pieds à la tête, elle planque ses rangers dans un sac. Et puis il y a cette arme qui rassure... « C'est psychologique, parce que si quelqu'un arrive avec une kalach, je n'aurai pas le temps de faire quoi que ce soit. » Mais elle est là. Dernièrement, un membre de la BAC, que Maggy vient d'incorporer après des années de police « générale », a été obligé de sortir son arme en plein jour. Le conducteur du véhicule volé lui fonçait dessus pour le percuter. Il a plongé sur le côté, avant de parvenir à immobiliser la voiture en tirant plusieurs balles. Le genre de scène qui précipite dans les

affres les équipiers, pris en étau entre la peur de la blessure et celle des sanctions qu'ils pourraient subir s'ils ne parvenaient pas à justifier leur réaction de survie. Dans la voiture qui les ramenait au service, l'un d'eux a craqué et laissé échapper ses larmes, lui qui s'était vu mourir, puis la routine s'est de nouveau imposée : la rédaction du rapport, les auditions, les justifications... Par chance, aucun des passagers du véhicule volé n'avait été touché. Mais personne ne sort indemne de ce type d'expérience, en témoignent ces deux gardiennes de la paix attaquées à coups de pierres un soir qu'elles roulaient vers l'hôpital pour assurer la relève auprès d'un prisonnier malade : un homme a surgi au milieu de la route, cagoulé, et a visé la voiture, contrainte de ralentir. Une vitre a cédé et la pierre a atteint l'arrière du crâne de la policière assise côté passager. Elle a rapidement obtenu sa mutation ; sa collègue, touchée au visage par des éclats de verre, a choisi de désertir quelque temps le terrain. Une agression d'autant plus traumatisante que rien ne l'avait laissé prévoir, comme tous ces actes visant ceux qui représentent l'ordre et la loi.

Hissés au rang de « primo-intervenants » en cas d'attaque terroriste, les « baceux » (membres de la BAC) débarquent avec vingt-cinq kilos de matériel sur le dos, cinquante pour celui qui porte le bouclier lourd. C'est dire la puissance de feu susceptible de s'abattre sur eux. À la différence des équipes spécialisées dans l'intervention, comme le RAID ou la BRI, eux se précipitent vers l'inconnu avec une préparation réduite au strict minimum. Ils peuvent être amenés à contrôler à chaud un individu que les collègues spécialisés viendraient chercher à dix, hélicoptère à l'appui. « Le RAID a son schéma d'intervention, une rigueur, un imposant matériel, alors que le policier lambda arrive sur les lieux avec sa bite et son couteau, résume un collègue de Maggy. Quand il tape à la

porte, appelé pour un différend familial, il ne sait pas ce qu'il y a derrière. »

La vie d'un flic ne tient qu'à un fil

Il n'y a pas que les décisions absurdes des chefs, la haine des flics dans des quartiers sanctuarisés et la montée d'un terrorisme qui cible les représentants de l'État, sans compter cette nouvelle génération de militants anarchistes qui prétendent, eux aussi, qu'un bon flic est un flic brûlé. John l'a intégré, le danger peut aussi venir de la routine.

Ce soir ne sera pas comme hier. « C'est encore Marcel qui a tapé sur sa gonze », sera-t-on tenté de dire à l'heure de répondre à un énième appel au secours de la même personne. Sauf que cette fois, Marcel a peut-être tué sa femme et qu'il attend la police chez lui avec un couteau... Un jour, John a même failli utiliser son arme pour stopper un chien, mais le pitbull qui lui fonçait dessus s'est arrêté à deux mètres de lui. John a gueulé : « Assis ! » Deux secondes plus tard, la bête, qui n'avait rien d'un yorkshire, lui donnait la patte et se laissait caresser. Un comportement plutôt rare chez les forcenés. La peur est là, mais John n'arrive pas pour autant en tremblant au commissariat. L'ambiance est même plutôt joyeuse lors de la prise de service. « On rigole, on vanne, on taille. » Puis on s'entend dire : « Bon courage à tous ! »

Il est 20 heures lorsque la Ford chargée comme un œuf entame sa première ronde. Mission : « Ramener des types qui ont fait des conneries. » Une voiture « bizarre », un regard suspect, un conducteur qui oblique vers des ruelles, un mec qui se met à courir à la vue du mot « police »... L'équipage traque l'anormal en espérant

s'épargner l'« affaire de merde », deux alcooliques qui s'écharpent dans la rue et les mobiliseront trop longtemps à leur goût. Il y a des jours où on est plus attentif que d'autres. « Les soirs de pleine lune, ça peut partir en cacahuète, témoigne le policier. C'est naze. Le premier jour du ramadan aussi, ils sont tous excités, surtout s'il fait chaud. La pluie est notre seul allié, elle calme la rue, mais on n'est jamais à l'abri d'une "inter" (intervention). »

Une heure du matin, c'est l'affaire, une grosse agression, un règlement de compte où il faut tenir les gens loin de la scène de crime... Quand la menace se précise, que l'on se sent brusquement très seul, il reste la radio. Là encore, l'idéal est de garder son calme, de ne pas faire comme cette policière à peine arrivée sur une terrasse de café parisien mitraillée le soir du 13 novembre 2015, qui a hurlé sur les ondes : « Il y a des morts partout ! » Le meilleur moyen de transmettre son stress intense à quelques milliers de policiers dans l'attente d'informations opérationnelles, derrière leur poste. Le contraire de ce que l'on apprend à l'école, où l'on répète qu'un message radio, c'est sujet, verbe, complément. Et que si l'on en est incapable, mieux vaut passer la main à un collègue, comme le rappelle John : « Ne parle pas à la radio si tu ne maîtrises pas tes émotions. Ne mobilise pas les ondes avec une info polluante. La radio est un outil précieux. C'est le truc qui nous maintient en vie quand on est dans la merde. C'est notre cordon ombilical... » Facile à formuler, pas toujours évident dans la pratique.

La montée des dangers s'est traduite par une nouvelle consigne de la hiérarchie : ne plus porter l'uniforme lors du trajet domicile-travail. Par souci de discrétion. Charazad conserve cependant une paire de menottes dans son sac à main, et trimballe aussi son arme avec elle depuis les attentats. À ses risques et périls, bien sûr. « Pour sauver des vies », dit-elle à son tour. Beau programme

qu'elle s'empresse de ramener à de justes proportions : « Si je suis contrainte de mettre un coup de gaz lors d'un contrôle, je dois faire un rapport pour me justifier, sinon c'est le blâme. C'est la même chose pour l'arme, on doit se poser dix mille questions avant de la sortir. On doit se justifier pour tout. La hiérarchie n'est pas derrière nous. On ne se sent pas soutenus et ce n'est pas sans conséquence sur notre activité : on a de plus en plus tendance à ne sortir de la voiture qu'en cas d'urgence, surtout la nuit. » Toujours ce même refrain dépitant, celui d'une police qui voudrait faire le job mais sent confusément qu'on l'a désarmée, ou plutôt qu'on l'aurait désamorcée, comme on le ferait d'une bombe, pour la rendre inoffensive. « L'uniforme, c'est comme une cape, on se sent plus fort quand on le porte, affirme cependant la jeune femme, cherchant la force où elle se trouve. Je suis la même personne, mais en même temps je suis un peu Superwoman. » Quand elle préparait son concours pour entrer dans la police, son père s'est transformé en coach sportif et l'a fait courir avec un sac de vingt-cinq kilos sur le dos. « Tu seras un homme, ma fille. » Charazad a intégré les forces de l'ordre. Levée entre 13 heures et 15 heures pour prendre son service à 22 h 30, elle entame sa journée par une séance de boxe ou une heure de natation. « Ça fait du bien au moral, parce qu'on risque notre vie tous les jours. »

La nuit commence selon un rituel immuable. À la fin de l'appel, tous debout, les effectifs se mettent au garde-à-vous avant d'aller serrer la main des chefs. Puis ils s'équipent. La radio. Un carnet ou un bout de papier pour prendre des notes. Le téléphone portable du service, vu que le perso est vite à court de batterie. Le Sig Sauer, un pistolet automatique de conception suisse fabriqué en Allemagne. Le gilet pare-balles. Le ceinturon. Le gilet tactique pour ceux qui y ont droit, les autres pouvant se le procurer à leurs frais. Plus les

chaussures, généralement achetées sur leurs deniers, cent cinquante euros la paire. À partir de là, c'est un peu la loterie. Une fois ça passe, la fois suivante, ça casse. Ce soir-là, ils venaient de charger à bord de la voiture de police un couple qui avait agressé des agents de sécurité dans le métro parisien, à la station Trocadéro. Le véhicule s'est engagé sur le périphérique, direction le commissariat du 18^e arrondissement, où il fallait arriver vite sous peine de se voir éconduire par l'officier de police judiciaire, contraint par des délais légaux très stricts. Le conducteur accélérât lorsque la femme a commencé à s'agiter sur la banquette arrière. Elle a soudain mis un coup de pied dans le levier de vitesse, le véhicule a zigzagué sur le bitume, avant que le conducteur parvienne miraculeusement à reprendre le contrôle... L'envie de bien faire, de voir les deux agresseurs livrés à temps pour la garde à vue était telle que l'équipage s'est mis en danger. Tant pis pour les consignes du commandant, qui a pondu cette note irritante stipulant que tout policier ne pouvant justifier un feu rouge grillé devrait s'acquitter personnellement de l'amende... Encore un frein, comme si la police avait besoin de ça.

Chaque jour apporte son lot de mauvaises surprises. À tout moment, l'ordinaire peut basculer dans le chaos. Un simple contrôle dans l'enceinte d'une gare parisienne surpeuplée peut dégénérer en émeute, comme cette fois où Charazad et ses collègues se sont approchés d'un couple de Roumains avec un bébé. La mère a bousculé la gardienne de la paix, tandis que des quidams commençaient à filmer la scène. Charazad s'est retrouvée à terre. Le père s'est mis torse nu, prêt à la bagarre, plusieurs SDF ont rappliqué et leur ont jeté des canettes. La policière a perdu son portable, mais elle est parvenue à appeler des renforts, tandis qu'un de ses coéquipiers roulait à son tour au sol... « À partir de là, il faut

tenir, raconte-t-elle. Les minutes sont longues. Le monde afflue. Au début, je ne gaze pas parce qu'une maman s'est mise devant moi avec une poussette, mais ils sont bientôt une cinquantaine. Je n'ai plus le choix. Je gaze pour disperser. Je m'en prends évidemment plein la figure ! »

Le danger rôde en permanence dans les lieux où il y a foule. La nuit est elle aussi porteuse de moments critiques, à cause de l'excitation, de l'alcoolisation et de la drogue, comme cette fois où l'équipage de police arrive auprès d'un banal accident de la circulation, non loin de la place Clichy, en plein Paris, vers 4 h 30 du matin. Les trois fonctionnaires mettent pied à terre lorsque le conducteur fautif tente de se réfugier dans un autre véhicule, bien décidé à fuir. Une dizaine de jeunes tout juste sortis d'une boîte de nuit voisine pointent leur nez au moment précis où deux policiers plaquent le fugitif au sol. Blessé lors de l'accident, l'homme appose sa main ensanglantée sur la bouche de l'un des fonctionnaires, laissant une marque propre à réveiller les bas instincts de la petite foule...

« Du sang ! Du sang ! »

Les trois policiers parviennent à s'extraire grâce à l'arrivée de renforts, mais les ennuis ne font que commencer, la faute, encore une fois, à une hiérarchie tatillonne qui leur reproche de n'avoir signalé qu'un blessé dans leurs rangs alors qu'ils devront tous passer par l'hôpital, l'un car son genou gonfle, l'autre pour un doigt en détresse, le troisième pour une blessure au visage. Or il est 6 h 15 et les collègues terminent leur service dans cinq minutes. La double peine n'est pas loin : débarquant à l'hôpital Bichat le lendemain vers 14 heures, une fois remplie toute la paperasse, les trois blessés découvrent que l'accidenté qui les a molestés a déjà eu droit à tous les examens nécessaires. Avant eux ! Le temps de

recevoir à leur tour les soins, de passer par l'Institut médico-judiciaire, à l'Hôtel-Dieu, pour les jours d'ITT (incapacité temporaire de travail), puis de revenir à la « base », il est environ 20 heures. Presque vingt-quatre heures que le trio a pris son service, mais il faut recevoir une nouvelle avoinée de la bouche d'un commandant que la relève a oublié d'informer de ces événements. Victimes jusqu'au bout, et ce n'est pas terminé, puisque des collègues de jour ont eu la bonne idée de suggérer à l'accidenté récalcitrant de se tourner vers l'IGPN, la police des polices, s'il considérait avoir été « maltraité ».

« La police, c'est pas comme l'usine, philosophe la gardienne de la paix. C'est comme l'écrivain devant la page blanche : on ne sait pas ce qui va arriver. On peut tomber sur une rixe, un terroriste, un mec armé... » L'écrivain aussi peut croiser un monstre, mais celui-ci ne dévorera son héros que s'il le permet ; la vie du flic, elle, ne tient parfois qu'à un fil. La première difficulté reste l'évaluation du danger, à chaud. Le type brandit une arme, mais est-ce un jouet ? Ou un vrai ? Le temps de réflexion peut se révéler mortel, mais la police française n'est pas la police américaine, ni la police turque ou algérienne, elle ne dégaine pas comme elle respire. « On doit réfléchir dix fois avant de tirer », confirme Charazad, trop à son goût, puisqu'elle a parfois le sentiment qu'il faut attendre la mort d'un policier pour recevoir l'ordre d'intervenir. Et la jeune fonctionnaire de regretter un « avant » qu'elle n'a pas connu, période révolue où les policiers étaient « respectés » parce que « le gouvernement était derrière eux⁴ ». Ce sentiment de solitude n'est pas seulement lié à une violence plus vive. La raréfaction des effectifs, qui ont fondu pendant dix ans, crée une nouvelle fragilité et alimente elle aussi la peur. Un manque qui peut se révéler particulièrement aigu à l'heure

d'intervenir loin du centre-ville un jour férié, en l'occurrence le soir de Noël.

Flanqué en tout et pour tout d'une jeune fliquette fraîchement émoulue de l'école, François, la trentaine, gardien de la paix de son état, gare la voiture de police au pied d'une barre d'immeubles, dans la banlieue lyonnaise. Une femme a composé le 17 pour se plaindre de son mari, qui la frapperait. La routine, sauf qu'au moment où il sonne à la porte de l'appartement, la plaignante se faufile vers l'escalier en glissant à l'oreille du policier : « Attention, il est hyper-violent. » Affalé dans le canapé au fond du salon, l'homme dresse brusquement sa carcasse tatouée. Torse nu, tout juste libéré de prison, mais cela ne se voit pas, il lance :

« T'as trente secondes pour sortir de chez moi !

– Calmez-vous, tente le policier, qui sent ses mains devenir moites et la peur l'envahir.

– T'as trente secondes pour sortir de chez moi ! » répète l'armoire à glace, qui brandit un couteau de cuisine sorti de nulle part.

François ne dégaine pas son arme. Il cherche ses mots et voudrait faire bonne figure. « C'est bon, c'est Noël, finit-il par murmurer. Je ne suis pas là pour vous emmerder. » L'homme agite son couteau, le policier a la main sur son arme, d'autant plus inquiet que la radio ne capte rien dans cet immeuble et que sa collègue a disparu, elle aussi. Il a beau être ceinture noire de judo, il devine que la trempe n'est pas loin. « J'ai pas peur de mourir ! » clame le mari violent, qui s'approche du policier jusqu'à ce que celui-ci puisse sentir son haleine. François lève une main tremblante et la pose sur l'épaule du molosse. La magie du contact physique fait son effet. Il lui propose une cigarette et l'ambiance se détend subitement. Un quart d'heure plus tard, il refermera doucement la porte derrière lui,

pas près d'oublier ces quelques secondes où il s'est vu mourir ; la plaignante, elle, s'est volatilisée.

Le pire survient au moment où on s'y attend le moins, et pas seulement lorsqu'un allumé de Dieu brandit un cutter (dans le meilleur des cas). Une alarme se déclenche dans une banque ? La première fois, le policier se rend sur place en toute discrétion et prend soin d'enfiler son gilet pare-balles. La cinquième fois, il gare son véhicule devant l'établissement et frappe à la porte en disant « Bonjour ! ». Cette négligence peut vous coûter la vie, comme ce jour où, appelé pour un nouveau différend familial, vous oubliez de vous écarter de l'axe de la porte et qu'une mauvaise balle fuse à travers et vous frôle. « À la différence des militaires, qui avancent en unité constituée, le flic est souvent seul, surtout quand les effectifs sont à l'os, comme aujourd'hui, confirme Christophe. Sans se mettre à psychoter, il ne faut jamais se dire que ça n'arrive qu'aux autres. »

L'appel radio réveille l'instinct du chasseur : une urgence. On se précipite, le citoyen qui appelle la police déteste attendre. Prêt à tout, mais cela ne suffit pas. « Il faut avoir de bons bras, de bonnes jambes et ne pas avoir peur », précise Antoine, lui aussi gardien de la paix. Facile à dire, plus difficile à mettre en pratique le jour où l'on se retrouve dans un espace confiné face à un homme équipé d'un sabre qui vient de blesser une gamine de 8 ans qu'il accusait seulement de faire du bruit derrière ses volets. C'est la mère de cet individu sous l'emprise d'un cocktail mêlant alcool, came et médicaments qui a ouvert la porte à la police. Une petite dame d'un mètre cinquante qui hurle : « Mon fils est fou, il veut tuer tout le monde ! » La silhouette qui apparaît dans l'ombre est imposante, l'homme au sabre mesure pas loin de deux mètres, et pour ouvrir les hostilités tire une cartouche en direction des policiers, au fusil à pompe. Loupé, heureusement, mais le voilà qui approche

maintenant en brandissant un couteau ; les policiers le stoppent dans son élan grâce à huit tirs de Flash-Ball. Toujours debout, le colosse les pourchasse néanmoins jusqu'à leur voiture avec son arme préférée, le fameux sabre, avec lequel il frappe de toutes ses forces la carrosserie du véhicule banalisé. Une nouvelle cartouche de Flash-Ball l'ébranle à peine, mais le sabre se coince ; un policier en profite pour lui casser un bras, un autre pour lui vider une bombe lacrymogène sur le visage. Le fiston est au sol, il rigole, mais il est cuit. Dans une autre vie, alors flic en Amérique du Sud, le forcené avait pris sept impacts de kalachnikov dans le dos ; ce face-à-face avec des policiers français est pour lui un jeu d'enfant.

« Vous auriez mieux fait de le flinguer », observera curieusement le directeur départemental de l'époque. Antoine avait eu l'homme à portée de canon mais s'était abstenu par crainte des suites judiciaires et administratives. « Dans ces cas-là, tu penses au salaire, à la famille, au boulot », dit-il. « Ton calibre, c'est comme ta bite, si tu le sors c'est pour t'en servir », avait-on coutume de dire autrefois dans les commissariats. Aujourd'hui, même celui qui soutient avoir tiré parce qu'il s'est vu mort aura du mal à convaincre une cour d'assises de ne pas le condamner. Il devra apporter la preuve qu'il était en état de légitime défense, le tout devant des magistrats qui vont rarement sur le terrain et voient parfois la police comme une science exacte. Il restituera des faits forcément embrouillés devant des théoriciens incapables de se mettre à sa place. Et si l'on s'en tient à quelques histoires vraies récentes, le procès tournera en sa défaveur, au point d'inspirer ce propos fataliste à Me Daniel Merchat, ancien commissaire de police devenu avocat et défenseur de nombreux policiers : « En voulant une police parfaite, ils ont obtenu une police démissionnaire. »

« Pourtant, avertit un gardien de la paix en poste en région parisienne, si on laisse libre cours à cette dérive, ce sera l'anarchie. Il n'y a plus une seule intervention dans un quartier un peu chaud sans un acte de rébellion, même dans les petites villes de province. Il faut une sacrée paire de couilles, pardonnez-moi l'expression, pour aller dans ces secteurs où il n'y a plus de respect de l'uniforme. »

DERNIER MOT

« Une société civile incandescente »

Cadre reconnu de l'appareil de renseignements français, notre interlocuteur parle d'or, mais ne peut malheureusement s'exprimer sous son nom. Commissaire de police, il prend tous les jours le pouls de cette France au bord de la crise de nerfs et prompte aux violences. Le pays est-il menacé par une guerre civile, comme l'affirma en juin 2016 Patrick Calvar, alors patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi), en pointant du doigt l'ultradroite française ?

« Jeter en pâture l'idée que la guerre civile est pour demain en France, sauf à disposer d'éléments étayés, est d'autant plus déplacé que l'on a une société civile incandescente et hystérisée. "Pour qu'il y ait guerre civile, il faut qu'il y ait deux camps", rappelait justement Régis Debray. Or, la communauté musulmane n'existe pas en tant que telle, comme il y eut un parti protestant. Il y a des communautés musulmanes, mais aucune homogénéité. Il n'y a pas non plus une

société française blanche, catholique, hétéro et islamophobe. On a une partie de la population musulmane clairement “salafisée”, mais qui pour lui faire face ? Potentiellement l’extrême droite, mais elle est civilisée par le vote Le Pen, quant aux groupes identitaires ils n’ont pas commis d’attentat en France depuis l’OAS. On a seulement vu un trafiquant d’armes, identitaire par ailleurs, vendre des armes à des islamistes, en lointain écho à l’alliance entre le mufti de Jérusalem et les nazis pendant la seconde guerre mondiale.

Hormis une salle de prière qui a brûlé dans le Sud-Ouest, il ne s’est rien passé de ce genre après les attentats de janvier et de novembre 2015. Le salafisme ne canalise pas toutes les énergies des banlieues. Une frange de la population musulmane se met hors jeu, mais une grande majorité penche vers une socialisation. Les vrais problèmes, en termes de maintien de l’ordre, sont plus du côté de l’ultragauche que de l’ultradroite, avec ces manifestants qui affichent leur volonté de blesser, voire de tuer. Les microviolences urbaines, même si on en parle peu, c’est toutes les semaines en France. On n’est jamais à l’abri d’une affaire comme celle qui a déclenché les émeutes de novembre 2005 : une grenade lancée par erreur contre la mosquée Bilal, à Saint-Denis. On l’a oublié, mais c’est bien une question identitaire et religieuse qui a mis ce jour-là le feu aux poudres. Les cités les plus pourries par le trafic n’ont d’ailleurs pas été concernées, elles sont restées à l’écart du mouvement.

Considérer les attentats qui ont frappé le pays comme les prémices d’une guerre civile à venir, c’est faire preuve de naïveté sur le plan analytique. Venant d’un ministre de l’Intérieur et d’un patron du renseignement (en l’occurrence Bernard Cazeneuve et Patrick Calvar), cette thèse renvoyait à une forme de fatalité, d’impuissance mortifère : on a fait tout ce qu’on a pu. C’est “moi ou le chaos”, un

peu comme si on laissait éclater des émeutes pour mieux incarner l'ordre.

Les Français ont sans doute peur de l'islam, mais ils sont aussi subtils. Les attentats n'ont pas entraîné une flambée des actes islamophobes, d'ailleurs les musulmans ne se sentent pas menacés, à la différence de la communauté juive, plus homogène et soudée par la peur. Ils ne se sentent pas non plus minoritaires. Démographiquement, ils occupent le terrain. Seule une frange de cette communauté s'oppose à toute forme de sécularisation, optant ouvertement pour le hors-jeu.

Pourrait-il y avoir affrontement si les attentats se multipliaient et devenaient de plus en plus violents ? Si l'État ne remplit pas sa mission et ne maintient pas une forme d'ordre, la population pourrait effectivement rompre le contrat. C'est le scénario extrême, celui où le citoyen doit prendre les armes.

La neutralisation par les services de renseignements, en juin 2018, d'un groupuscule d'ultradroite formé autour d'un policier à la retraite montre cependant, si les faits étaient confirmés, que nous devons rester vigilants. Leur objectif, du moins en parole, était en effet de s'en prendre directement à la communauté musulmane en injectant du poison dans les produits halal vendus en grande surface. De là à déclencher un affrontement majeur entre deux camps, il y a une marge importante. N'allumez pas la mèche !

L'omniprésence du discours de la peur dans les rangs de la police est plus préoccupante. Je ne suis pas sur la voie publique, je suis un policier de bureau, mais je vois combien cette peur est révélatrice. Elle peut se révéler positive lorsqu'il s'agit d'un réflexe de survie face au danger, c'est nettement moins le cas si on considère qu'elle exprime une inquiétude profonde face à l'environnement dans lequel évoluent les forces de l'ordre. Il est impératif que le

policier se sente en confort dans la société qu'il est censé réguler, d'autant que la peur, si elle s'installe dans les têtes, et elle est contagieuse, peut induire des dérives et des dérapages. Une police professionnelle n'est-elle pas précisément une police qui sait contrôler sa peur et sa violence ?

Le nombre de policiers blessés ou tués en service, en augmentation, nous donne une idée de ce que vivent ces fonctionnaires sur le terrain, de même que le nombre de suicides, deux tiers au-dessus de la moyenne nationale. Cette peur nous dit qu'en réalité, des franges croissantes de la criminalité considèrent qu'agresser un policier ou un gendarme est sans conséquence grave. Pourquoi cette inhibition s'est-elle levée au fil des décennies ? Pourquoi se retrouve-t-on face à des individus instinctifs qui n'ont même plus le sens de la préservation, comme ceux qui ont agressé un couple de policiers et leur bébé en Seine-et-Marne, début juillet 2018, alors qu'ils allaient récupérer leur fille chez sa nounou ?

La première lecture, qui domine et que je récuse, consiste à soutenir que la police serait moins légitime, parce qu'elle se serait elle-même coupée de la population ; ce serait elle la coupable face à des délinquants considérés comme des victimes ! C'est faux. La police fait partie des institutions les plus respectées. Si elle est coupée d'une partie de cette population, c'est de celle qui vit de l'économie criminelle.

Je vois une autre lecture, qui a mes faveurs. Globalement, le "Système", avec un "S" majuscule, est devenu moins dissuasif. Il en va notamment ainsi de la justice pénale, qui s'est effondrée, surtout par manque de moyens. En parallèle, on a vu fleurir un tas de discours qui ont délégitimé l'action répressive et le principe

d'autorité. Comme l'a bien compris la gauche étatiste et républicaine, l'esprit libertaire a fait beaucoup de mal.

La vérité, c'est que certains voyous sont clairement entrés dans une logique de harcèlement et de confrontation avec la police. Le voyou traditionnel menait son activité prédatrice, mais il était assez intelligent pour ne pas attaquer frontalement la police. Ses héritiers consacrent une partie de leur temps à une activité d'intimidation des forces de l'ordre. Ils agissent ainsi pour préserver leur territoire, mais aussi parce qu'ils perçoivent la police comme un gang adverse. Cela explique les tirs de mortier dirigés contre les policiers, mais aussi les actes d'intimidation perpétrés hors des heures de service ou les attaques de commissariats. Leur but, c'est de sanctuariser un maximum de territoires pour y développer le business et de s'affirmer comme des caïds féodaux.

Ces petits voyous ne se reconnaissent pas dans le système républicain, là où les voyous traditionnels veillaient à ne pas entrer en sécession. Ceux qui posent problème sont souvent issus de l'immigration africaine, et la délinquance est l'une des modalités de leur profonde révolte vis-à-vis de la France, révolte qui vire parfois à la haine et s'habille le cas échéant de religion.

Comment faire en sorte, face à cette situation, que la peur ne gagne pas les esprits des policiers ? En tant que membre de la hiérarchie, je me permets de rappeler une évidence souvent oubliée : plus un groupe humain est confronté au danger, plus il a besoin d'un commandement éclairé et proche. Ce n'est pas le cas, parce que tous les échelons hiérarchiques sont soumis à une infinie pression et souvent submergés. Fort heureusement, nombre de gardiens de la paix sont de véritables saints laïcs et vivent leur métier comme un sacerdoce. Ont-ils tous les outils pour affronter cette forme d'ensauvagement des relations sociales ?

Nous avons impérativement besoin de gouvernants qui ne se contentent pas, comme cela s'est vu sous le quinquennat de François Hollande, de communiquer pour masquer le réel. Ce serait la seule façon de ne pas voir la société française glisser vers le modèle brésilien. Un monde nous en sépare encore, mais entre la montée des organisations criminelles et celle des inégalités sociales, nous nous rapprochons dangereusement du cocktail qui déstabilise le Brésil. »

1. Les policiers ont démarré avec un pistolet automatique qui tirait du 7,65 mm, ont poursuivi avec un revolver doté de six cartouches, calibre 38, sont passés au pistolet semi-automatique 9 mm en 2002, avec deux fois quinze cartouches, avant d'en venir à l'actuel Sig Sauer.

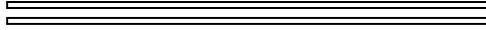
2. Lanceur de balles de défense.

3. Du nom de ce jeune homme, Théodore Luhaka, 22 ans, qui au terme d'un contrôle musclé, le 2 février 2017, dans le quartier de la Rose-des-Vents, à Aulnay-sous-Bois, a accusé les policiers de l'avoir violé à l'aide d'une matraque télescopique.

4. Précisons par honnêteté que cet entretien a eu lieu au mois de mars 2017.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT DES LIEUX



Bas-fonds

Tomber en rade de savon, de serviettes et de papier hygiénique dans les toilettes d'un commissariat un 31 juillet est fâcheux. Les policiers ne voient toujours rien venir au bout de trois jours. Sauf à l'étage du directeur, impossible de se laver les mains dans un immeuble qui accueille entre trois cents et quatre cents personnes par jour, dans des locaux exigus et mal entretenus, avec des fils électriques un peu partout. Au quatrième jour, un mail a cependant raison de la léthargie estivale dans laquelle avait sombré le personnage chargé de la gestion des moyens – de la pénurie, devrait-on dire.

Des locaux en dessous de tout, un flux d'affaires énorme, l'ensemble dans un quartier à la dérive. Comment ces conditions ne finiraient-elles pas par déteindre sur le personnel, quand il faut patienter dix minutes avant que l'ordinateur daigne vous répondre ? Comment ce terreau pourrait-il engendrer une police exemplaire ? L'État ne l'étant pas lui-même, comment demander à ses ouvriers de la sécurité de s'en tenir strictement aux horaires ? Comment leur dire, sans se faire haïr, que ces appareils à barbecue n'ont peut-être pas leur place dans un commissariat, même s'ils prennent plaisir à faire des grillades aux beaux jours dans la cour ? Et que cette petite pièce aménagée pour recevoir des filles dans une arrière-salle des locaux de la BAC, curieusement hébergée par une galerie

marchande du coin, n'est pas trop réglementaire ? Comme dit un commissaire, « quand tout est grave, rien n'est grave ».

La discipline disparaît, le lien hiérarchique se dilue. Les délégués syndicaux défendent toutes les causes, parfois même les indéfendables, sur fond de lutte d'influence à ciel ouvert. Le commissaire, lui, n'a qu'une obsession, outre les mille cinq cents euros qui tombent chaque mois dans sa poche pour « poste difficile » : que ce bordel ne lui explose pas à la figure, ce qui lui ferait perdre toute chance de promotion. Ce n'est pas gagné. Il traite tous les jours avec les syndicalistes pour éviter que les vérités désagréables ne remontent aux oreilles du directeur départemental, en priant pour que son prochain poste soit moins exposé. Difficile pour lui de modifier la donne, de peser sur les mauvaises habitudes, de déplacer ces armoires remplies de cartons qui empêchent de circuler dans le couloir des gardes à vue. Délicat de demander à des gardiens de la paix, qui ont pris le pli, de ne pas traiter le volet judiciaire comme on pilote un car de police-secours. Les constatations sérieuses ? Les officiers n'ont pas mis en place les bonnes pratiques, eux avec qui l'ancien taulier (patron) se bourrait la gueule allégrement une fois par semaine, d'ailleurs il avait parmi eux une maîtresse. Une liaison qui a un jour entraîné une bagarre, un fonctionnaire a même été transporté à l'hôpital, mais on a raconté qu'il avait été « agressé par un manouche » et le préfet est venu à son chevet louer son « courage ».

Comment tenir la distance en prenant son rôle de chef au sérieux ? Comment expliquer à ces policiers qui pataugent dans la boue tous les jours que leur seule étoile possible est celle de la rigueur et de l'honnêteté ? Le chef a le choix, attendre que ça passe ou descendre dans le caniveau et inspecter les caves au côté des gardiens. Fermer les yeux ou distribuer des tonfas (bâtons de

défense) à tout le monde et sonner la charge contre les « gremlins » (les caïds du secteur) avec une fougue qui pourrait faire des dégâts non souhaités... Autour le match est perdu, c'est du moins ce que considère une partie de la troupe. Les cités sont tellement fermées qu'elles sont impénétrables. « Envoyer les policiers dans le dévidoir social ne sert à rien, observe ce praticien expérimenté. Le seul truc à faire, ce sont des contrôles d'identité qui n'ont aucun sens... » Et pas sur le mode « Comment allez-vous les jeunes ? Et les études, ça va ? ». Une approche qui ferait vite rigoler tout le quartier, et même au-delà : le rapport de force est le seul langage connu.

Comme on représente l'État, on fait en sorte de préserver les apparences. En bon chef, on crée un « groupe stups » pour pénétrer l'économie souterraine. Les gars se mettent à « tontonner », c'est-à-dire à s'appuyer sur des trafiquants qui en balancent d'autres. Et tôt ou tard un juge d'instruction du tribunal local se plaindra d'être sollicité par des flics qui cherchent à « décrocher » les types qu'ils mettent en examen, autrement dit à leur obtenir un sauf-conduit parce que ce sont de bonnes sources. Une dérive nationale, où sur un territoire donné tous ceux qui prospèrent dans le vice finissent répertoriés au fichier des « tontons »... Ce qui revient à entretenir des foyers délinquants plutôt qu'à lutter contre, à accorder à certains une sorte de permis de vente sous couvert de police. Une illusion de plus dans ces banlieues où ce qui est institutionnel a perdu presque toute légitimité.

Ces petits riens qui usent

Tout n'est peut-être pas perdu. Officier dans une grande ville, Louise supervise une soixantaine de policiers sur le pont H24. Rivée

à son bureau de 9 heures à 19 heures, cette femme de 37 ans a rarement le temps d'intégrer un équipage. Elle « gère » les stages, les exigences de sa hiérarchie, les réclamations des riverains, les fautes disciplinaires, tout en s'assurant qu'aucun fonctionnaire ne soit parti en vacances avec son arme sans prévenir. Elle gère et colmate. L'équipe de la BAC transporte son lourd matériel au deuxième étage après chaque vacation. Louise déniche des placards au rez-de-chaussée. Elle sait parfaitement qu'elle ne peut pas plaire à tout le monde mais se « décarcasse » (elle aussi) pour combler les béances de l'administration. Perle rare, elle n'est pas seulement à l'écoute des conditions de travail des policiers, mais elle s'occupe aussi de l'accueil du prochain plaignant, pour lequel il n'y a même pas une chaise propre, au mépris de ce code de déontologie qui place la victime sur un piédestal. « Je n'ai à disposition qu'une chaise pourrie et ça me fend le cœur, raconte l'officier. Je vais au moins faire en sorte que sa plainte soit prise au plus vite. Parfois, j'ai honte et je m'excuse, d'autant que celui qui va l'entendre n'était pas sur l'intervention et ne sait pas ce que cette personne a subi... »

Les chaises rompent toutes les unes après les autres depuis que les policiers sortent dans la rue avec vingt kilos de matériel sur le dos. Récemment encore, Louise a dû s'excuser auprès d'une femme victime d'une tentative de vol alors qu'elle retirait de l'argent dans un distributeur. Les petites Roumaines qui l'avaient agressée ont été arrêtées. Cette dame s'est déplacée au commissariat alors qu'elle était censée travailler, et elle a attendu plus de trois heures... L'officier n'accable pas pour autant ses troupes, qu'elle sait en souffrance, entre manque de reconnaissance, pressions de toutes sortes et missions fastidieuses. Elle n'ignore pas combien ce contexte peut les pousser à oublier qu'ils sont là pour aider les gens, pour ce service public qu'elle maintient coûte que coûte.

Et puis il y a les voitures, centrales dans la vie des policiers. C'est peu dire qu'elles sont sollicitées par de nombreux conducteurs, souvent pressés de se rendre sur les lieux d'un méfait ou d'amener un suspect au service. Les contingences sont telles qu'elles s'usent vite, au point d'avoir parfois l'allure de poubelles roulantes, à l'extérieur comme à l'intérieur : du fait de ce turn-over, personne n'a le temps de les nettoyer. Un simple coup d'aspirateur changerait tout, Louise le sait, qui parfois attrape un Kärcher et lave elle-même une carrosserie. Il lui arrive aussi de conduire une voiture au garage pour un entretien express ou un petit redressage de tôle au marteau. Elle peut faire changer une banquette trop sale ou déchirée – à cause des armes. Ou le volant. Le premier outil de travail mérite qu'on le soigne, même si ce n'est pas vraiment la mission d'un officier.

Dans cette société axée sur le bien-être, pourquoi les flics travaillent-ils dans la crasse ? Pourquoi les rideaux du commissariat sont-ils déchirés, comme la housse contenant l'arme lourde, malmenée chaque fois qu'elle est chargée dans le coffre de la voiture ? Une visite chez le cordonnier s'impose, mais quelqu'un doit s'y coller, de la même manière que ces policiers qui viennent de visser quelques planches pour renforcer l'armoire forte. Les fonctionnaires prennent de mauvaises habitudes. Ils oublient l'odeur d'égout qui remonte du sous-sol du commissariat, comme si à force d'être « dans la merde » ils trouvaient normal que ça pue. Le commissaire a beau protester, la nuisance olfactive perdure, imprègne les murs, mais on s'y fait, comme à l'écran illisible, au sac rafistolé, à la voiture pas très sûre. Le neuf devient un cadeau du ciel. Un nouveau véhicule plus puissant et sans la moindre tôle froissée est affecté au commissariat ? Quel service va en

bénéficiaire ? L'euphorie gagne, comme si on l'offrait aux fonctionnaires eux-mêmes !

« Ils vont être plus beaux à l'intérieur », souffle Louise, qui se bat au jour le jour contre les archaïsmes de sa maison, souvent en retard d'un train (ou d'une fourgonnette). Son propre smartphone est bien plus rapide que l'obsolète appareil photo du service pour transmettre à l'état-major le cliché d'un incendie ou d'un accident. Il est aussi plus efficace que l'ordinateur qui équipe le camion de commandement, dépourvu de connexion 3G. Mais la police n'en est pas là : pour remplir le cahier de la main courante, elle utilise toujours une règle d'écolier, alors pour le haut débit, elle attendra encore un peu !

Malgré la bonne volonté de Louise, malgré la mobilisation de nombreux commissaires, le changement d'une ampoule dans un vestiaire situé en sous-sol peut prendre deux semaines, à tel point que les fonctionnaires craquent et vont en acheter une à l'épicerie du coin au cinquième jour de pénombre. C'est que le chef a les mains liées. Lui, dont la marge de manœuvre comptable se réduit à quelques objets, ventilateurs, rallonges, fours à micro-ondes, n'a ni les moyens ni le droit de payer quelqu'un pour déboucher les toilettes ou réparer une serrure, pas plus qu'il ne peut acheter un coffre pour limiter les vols de scellés. Quant aux frais de bouche, inutile d'en rêver : la galette des rois attendra des jours meilleurs, à moins que le taulier ne sorte son porte-monnaie personnel.

Le bouge

Autre ville, même musique : le commissariat est un bouge. Des mouches tournoient dans les douches, parfois les moustiques

pullulent. La robinetterie de la salle de repos, pourtant neuve, est défaillante, pourra-t-on au moins se laver les mains ? La crasse s'accumule sur les meubles, les femmes de ménage ayant pour consigne de ne se concentrer que sur les sols. Quand il pleut, le stand de tir est inondé, l'eau remonte par le sol et les araignées prolifèrent. On a décrété des économies sans se soucier que le commissariat restait un lieu d'accueil, en plus d'être un lieu de travail. Les policiers semblent s'y habituer, n'ayant pour la plupart jamais connu le luxe. Comme les membres de la brigade cynophile de la capitale, dont la vétusté des locaux, réputés pour abriter nombre de rats, en plus des chiens, a fait paraître-il sourire plus d'un visiteur étranger.

Les portes fatiguent très vite dans ces locaux, rares sont celles qui ferment encore, en particulier celle de l'entrée, très sollicitée. Le portail extérieur lui-même reste entrebâillé, surtout en cas de vent fort. Aucune sécurité ! Un comble en ce lieu. Le patron a remonté l'information, sans retour pour le moment. Autrefois, ça passait, mais depuis que les commissariats sont ciblés c'est plus délicat, pour ne pas dire dangereux.

Une voiture neuve a bien été livrée, mais c'est malheureusement une Partner, « la voiture de papa et maman pour partir en week-end ». Pas vraiment idéale pour les rondes malgré son coffre spacieux, elle n'autorise guère une vitesse élevée et ne laisse pas indifférent le fessier de ceux qui passent cinq heures assis sur la banquette arrière. « Un vrai tape-cul », dit crûment notre interlocuteur, qui explique mettre les grenades dans le vide-poches et garder le casque à ses pieds pour être prêt « en cas d'attaque ». Le boîtier électrique de la radio de bord remplit la boîte à gants et la console vient brouter les genoux du passager, qui par mégarde

risque à tout moment d'arracher les fils. Et là, soit on s'improvise technicien et on répare, soit on est bon pour écrire un rapport.

Cette âme de réparateur doit également habiter le fonctionnaire à l'heure de dépecer trois ordinateurs hors service en espérant en reconstituer un en état de marche, mais tous n'ont pas ce savoir-faire. L'imprimante se met justement en panne au moment où l'on achève de prendre une plainte, vers 2 heures du matin, on dirait qu'elle le fait exprès. La plaignante attend patiemment une heure avec son fils, qui réclame un verre d'eau car l'émotion liée à l'agression qu'il vient de subir lui assèche la gorge, mais toujours rien, les trois autres imprimantes ne répondent pas davantage.

« Désolée madame, il faudra revenir demain chercher le récépissé et signer.

– Vous êtes sûre ? demande la dame, dépitée.

– Oui, j'ai essayé tous les ordinateurs et j'ai pas un DEA en informatique ! »

« À ce moment-là j'avais l'air bête et j'ai détesté la police, se souvient la policière. Tu courbes le dos et tu laisses la personne exprimer sa colère contre toi. Tu es toi aussi en colère, contre l'administration. »

Les motifs de mécontentement ne manquent jamais. Au printemps 2017, le doute a ainsi plané sur la qualité de l'air dans les trente-deux stands de tir franciliens. L'alerte est venue de la société de nettoyage, qui a signalé trois personnes intoxiquées parmi son personnel, pourtant protégé par une combinaison et un masque à gaz. Locaux positifs au plomb. Verdict de l'audit déclenché en urgence : deux fois supérieur à la normale, le taux de pollution était proportionnel au nombre de tirs, dont la cadence était très élevée, mais aussi à la faiblesse d'un ménage au rabais. Un problème récurrent, même s'il est maintenu sous silence. Plusieurs moniteurs

de tir, qui passent leurs journées dans ces stands, sont d'ailleurs décédés de cancers peu après leur départ à la retraite, mais l'administration a plaidé qu'ils auraient pu mourir de cette maladie sans avoir travaillé dans un stand. Pour l'heure, elle s'en est tirée en décrétant deux ménages par semaine au lieu d'un, mais gare à la prochaine période estivale : il est arrivé que certains stands ne soient pas nettoyés durant tout le mois d'août. À la fin, il y avait tellement de poudre partout que des moniteurs ont voulu fermer les locaux ; la hiérarchie a refusé. Il faut tenir la cadence, sachant que le nombre de lieux d'entraînement au tir est insuffisant pour les effectifs parisiens et que les moyens financiers manquent pour passer des conventions avec le privé. Sauf pour la pratique du fusil d'assaut : l'administration loue un lieu au prix fort (cinq cents euros par jour) dans l'Essonne. À quarante-cinq kilomètres de Paris.

La panne

Il était 3 heures du matin, cette nuit-là, lorsque la Renault Scénic aux couleurs de la police nationale est tombée en panne de batterie au milieu de la chaussée. L'un des membres de l'équipage a appelé le poste pour signaler cette fâcheuse avarie, non sans avoir tenté de la redémarrer en la poussant à la force des poignets. Et l'on a attendu sagement qu'un collègue débarque avec une autre voiture et les câbles que le patron s'était battu pour obtenir, parce que ce n'était pas la première fois que ça arrivait. La police faisant la circulation pour protéger son propre véhicule en rade, la scène a paraît-il fait beaucoup rire les pompiers. Tant qu'aucune agression n'était signalée sur leur ressort, les fonctionnaires pouvaient sourire eux aussi, à condition bien sûr de ne pas devenir la risée des

réseaux sociaux parce qu'un automobiliste aura eu la bonne idée de filmer la scène. Reprenant sa route une fois le moteur en marche, l'équipage a croisé les doigts pour ne pas caler, d'autant que la radio réclamait maintenant du renfort dans un quartier tendu de la circonscription. En plus, ils n'étaient que deux à bord. Pas réglementaire et même dangereux, seulement le troisième comparse prévu était au chevet de sa fille malade. Ils y étaient allés quand même, « par amour du boulot » et « sens du devoir ». Sans en aviser les autorités. « J'aime me dire à la fin de la journée que le bien l'a emporté, mais on ne nous donne pas tous les moyens pour y parvenir, se lamente Antoine, présent le jour de cette fâcheuse panne. On ne permet pas aux policiers de s'épanouir. On mène une bataille un peu à la façon des chevaliers, avec des effectifs trop maigres et des outils tellement lourds qu'on n'est pas à l'aise. Résultat, on perd du terrain de jour en jour. » Complainte connue, sans doute, mais tellement sincère dans la bouche de ce gardien de la paix expérimenté qui se dit policier H24 et ne quitte jamais son arme de service. « Même si je me mets en danger, j'interviendrai », déclare-t-il, et on le croit volontiers lorsqu'il raconte avoir un jour interpellé des voleurs sur son lieu de vacances.

Sa « bataille » commence par un footing en fin de matinée, mise en jambes oblige, pour une entrée en piste à 19 h 10. Petit moment de discussion avec les collègues afin de prendre le pouls des affaires en cours et des bruits de la journée, avant de vérifier l'état de la voiture, une Peugeot 308 sollicitée plus que de raison, et de charger le « matos » dans le coffre : Taser, Flash-Ball « pour se dégager en cas de besoin ». Dernier café, première patrouille. Un œil sur la rue, une oreille collée à la radio pour capter les appels de police-secours et partir en renfort en cas de besoin sur un différend familial, un tapage, des vols à la roulotte ou n'importe quoi d'autre.

« On espère toujours coincer un cambrioleur en flagrant délit, c'est le rêve, confie Antoine. S'il n'y a rien, on se met sur un "point stups" et on essaie d'interpeller un dealer et un client. On travaille parfois dans le vide parce que la justice ne suit pas, mais la place d'un vendeur de drogue est en prison. »

Ainsi va la police nationale, forte de milliers de femmes et d'hommes qui placent leur mission au-dessus de tout et font le job avec les moyens du bord, tant pis si « la justice ne suit pas », l'essentiel est d'arriver à bon port. Les services spécialisés sont officiellement mieux lotis en équipement, mais les autres doivent se contenter de ce qu'on leur laisse. Des voitures qui peuvent lâcher au pire moment et qui touchent presque le sol une fois chargées à bord quatre personnes alourdies de leur douzaine de kilos de matériel. « On est une police de clochards », renchérit Philippe, officier de son état, avant de glisser une once d'autocritique : « On ne prend pas soin de nos outils de travail. Il y a du matériel perdu, volé... On a un problème de rigueur et de discipline, sans compter ceux qui s'en foutent ! » C'est probablement vrai, mais la panne n'est pas le seul risque qui plane. Une autorité consciencieuse vient en effet de pondre de nouvelles consignes au sujet de la conduite : brancher le moins souvent possible le gyrophare deux tons (lumière et sirène). Objectif : ralentir les véhicules pour limiter les accidents et préserver les précieuses carrosseries. Résultat, certains chauffeurs lèvent le pied et s'arrêtent aux feux rouges, quitte à entendre la victime protester une fois sur les lieux : « On a failli claquer, vous avez mis vingt minutes ! » Désolé, aurait-on envie de répondre, mais la sanction nous pend au nez, une menace bien réelle, deux gardiens de la paix l'attestent avec amertume, eux qui ont été punis après que leur voiture a été percutée par un type sous l'emprise de la cocaïne,

écouteurs vissés sur les oreilles, alors qu'ils se portaient à vive allure au secours d'une femme gravement prise à partie par son conjoint...

« Pour les politiques, le policier est un dangereux casse-cou irresponsable », tranche Abdel. Un casse-cou qui compense par lui-même les manques de l'État qui l'emploie, du moins quand il a gardé la niaque, prenant sur lui, sur son temps, voire sur ses deniers pour assurer ce qu'il considère comme une « bonne » police.

« Avec un trombone et un élastique, on fait un hélicoptère »

En patrouille, on court le risque d'être appelé dans un secteur où l'on n'a jamais mis les pieds et de s'égarer. Pour éviter ces moments de grande solitude, Sandy, gardienne de la paix, a investi dans un GPS (cent euros) : le téléphone Nokia fourni par la boîte n'en est pas équipé. La police est le royaume de la débrouille. Le principal danger, en cas de guet-apens, n'est-il pas de se prendre un éclat de verre dans la tête après explosion d'une vitre latérale, sans compter le pare-brise, qui n'est pas renforcé ? N'ayant pas l'âme de kamikazes, les policiers ont l'habitude de se tenir le plus loin possible des fenêtres. Dans l'idéal, ils devraient porter le casque spécial maintien de l'ordre, mais ce serait trop encombrant à bord de la voiture. Alors, certains ont trouvé la parade : avec l'accord du chef, ils achètent sur leurs fonds personnels (quarante euros) des casques de rafting. Indispensable à l'heure d'emprunter cette artère de leur circonscription qu'ils surnomment entre eux « la rue de la Mort », où plus d'une fois ils se sont retrouvés coincés entre des poubelles et pris sous une pluie de cailloux, sans pour autant renoncer à y aller...

Prendre sur soi, c'est une seconde nature chez les flics. Tel commissaire de la BAC a dépensé deux cent cinquante euros pour disposer d'une bonne lampe, plus les piles, de gants dignes de ce nom et d'un gilet tactique. Tel gardien a déboursé soixante euros pour se procurer une matraque télescopique. Tel autre a sacrifié quatre-vingts euros pour acquérir un étui « transport » pour son arme de service, plus pratique que celui fourni par l'administration. Chacun dispose d'un certain nombre de points annuels pour renouveler chaussures ou uniforme, mais celui qui officie en civil en est de sa poche, et ce n'est pas forcément un mince budget quand vous risquez tous les jours de trouver votre pantalon au niveau des genoux en courant après des voleurs de pièces détachées pour scooter, ou autres lièvres. L'administration est à la fois pauvre et radine. À ce propos, le nouveau casque antiballes distribué a un défaut : la visière en plastique ne résiste pas aux balles. Motif : un meilleur modèle aurait coûté trop cher. Ce n'est pas une surprise pour Yann, brigadier de son état, qui a déjà dû imprimer une procédure sur un papier fourni par un... vitrier, avec en guise d'entête le nom de sa société. Lui qui a toujours travaillé « avec les moyens du bord » en a vu d'autres. « Avec un trombone et un élastique, on fait un hélicoptère », glisse-t-il, ajoutant avec une moue de dégoût : « Il a malheureusement fallu les attentats pour qu'on découvre que le matériel était obsolète. »

Les aberrations administratives survivent à tous les cataclysmes. Commander pour les motards des centaines de tenues qui se révèlent à l'usage peu étanches, c'est clairement du gâchis. Laisser en circulation des gilets pare-balles de plus de dix ans d'âge revient à mettre en danger ceux qui les portent. Repousser le contrôle technique d'un véhicule n'est pas forcément un bon calcul non plus. Des tenues ignifugées ont été distribuées, censées résister aux

attaques aux cocktails Molotov ? Elles ne cadrent pas avec la tenue officielle. Quant aux dernières voitures livrées, elles ne sont pas forcément adaptées au métier. Pourquoi en effet se compliquer la vie à l'heure de renouveler le parc automobile des brigades anticriminalité de la région parisienne ? Dans son bureau, un technocrate a validé une commande publique simple : moitié Peugeot 308, moitié Skoda Superb. La nouvelle a fait rapidement le tour des quartiers : à l'approche de l'un de ces deux modèles, on sonne désormais l'alerte selon le code en usage localement.

Ce ne sont pas les seules erreurs commises par ceux qui gèrent le matériel. Les portières des voitures ont été blindées pour mieux résister aux balles, mais de nombreuses charnières ont lâché à cause du poids. Les nouveaux portails commandés pour équiper l'entrée des commissariats ne résistent pas non plus dans la durée. Achetés à bas prix, ils ne sont pas conçus pour un usage intensif. À la fin de l'année, les réparations incessantes auront coûté bien plus cher qu'un portail de qualité, mais chut ! Les hommes de terrain n'ont pas leur mot à dire. Enfin, comment supporter que plus aucune entreprise ne veuille travailler pour la police à cause de la réputation de mauvais payeur de l'État ? Pas très bon pour le moral. Tout comme le chauffage électrique déficient, l'absence de climatisation dans des bureaux où la température monte à trente-huit degrés, les WC impraticables ou les vestiaires pourris, autant de désagréments que l'on cache malheureusement lorsqu'un élu de la République visite les lieux, comme si l'on voulait se priver de l'appui des politiques.

Les technocrates ont leurs normes, pas toujours raisonnables. Auparavant, un véhicule de dépannage venait chaque semaine au commissariat pour vérifier la pression des pneus, les niveaux de liquide ou les freins ; aujourd'hui, un policier doit conduire la voiture

jusqu'au garage et la laisser sur place, même pour changer une ampoule. « Une grande partie du malaise vient de là », affirme un hiérarque. Les sommes allouées à l'amélioration du cadre de travail ne parviennent pas à enrayer des années de disette, et l'on entendra encore longtemps un médecin ou un avocat murmurer en passant la porte d'un commissariat :

« On nous avait prévenus, mais quand même...

– Asseyez-vous, docteur, mais attention, la chaise est bancale », répondra le policier, forcément gêné.

Les commissariats les plus vétustes ferment les uns après les autres. Dernier sur la liste, celui de Saint-Denis (93), un bâtiment qui s'affaissait sur lui-même et où le seul endroit présentable était les geôles, mises aux normes européennes. Celui-là même où le socialiste Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur, avait découvert avec stupeur des gilets pare-balles pareils à de vieux torchons, incapables de stopper la moindre balle mais portés tout de même par des fonctionnaires soucieux de ne pas être pris en défaut en cas d'accident – mieux vaut mourir avec le gilet sur les épaules que de voir le conjoint privé d'une partie de la pension. Le ministre avait ordonné le remplacement immédiat de ces antiquités, mais cela n'avait pas été sa seule surprise : au milieu de la pièce où il avait réuni les troupes pour un débriefing trônait un seau destiné à récupérer l'eau qui coulait du plafond les jours de pluie. Le chef en poste à l'époque avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer le quotidien, mais combien de commissaires sont accusés par leur base de ne pas lui fournir les moyens de travailler ? « On sait que la hiérarchie ne dispose pas de moyens financiers, mais elle est déconnectée, enfonce un gardien. Les chefs qui sortent de l'école ne mettent pas un pied dehors et ne connaissent pas nos besoins. »

Certains détails font mal. À l'école, on explique au policier que son arme, c'est son stylo. Sauf qu'on oublie de lui en fournir un, alors c'est à lui de se le payer. À moins qu'un serrurier du quartier plus malin que les autres n'ait eu l'idée d'offrir au commissariat un lot de stylos avec son nom et son numéro de téléphone gravés dessus, histoire que l'on pense à lui en cas de besoin, après avoir par exemple constaté un cambriolage. L'artisan aura également pensé à fournir des calepins, pourquoi pas des lampes torches. Profitant de la faiblesse de l'État, il est sûr du retour sur investissement. Les nouveaux polos blancs fournis par la maison auraient d'ailleurs mérité eux aussi un sponsor : achetés au premier prix, ils sont partis en lambeaux au quatrième lavage.

« On vit dans la crasse, assène encore Abdel. C'est même parfois une atteinte à la dignité humaine. À côté de ça, on nous demande d'avoir une tenue irréprochable, mais RoboCop n'a pas le droit de s'énerver. On se fout d'ailleurs de ses sentiments ! » Au passage, on lui taxera même sa carte de crédit pour rembourser une caméra-piéton cassée accidentellement.

« Vous vous êtes cru dans un film de James Bond ? »

L'Intérieur n'assure pas toujours, c'est le moins que l'on puisse dire. En matière d'hôtellerie, on frise même souvent l'irresponsabilité. Comme en témoigne ce jour où, en marge d'une mission de surveillance dans la région, cinq chambres ont été réservées dans un Ibis employant un individu fiché « S » et terroriste en puissance : la personne ayant effectué la réservation n'a rien trouvé de mieux que de donner la véritable identité des

fonctionnaires. Non seulement ils risquaient de se faire « détroncher » (reconnaître), mais leurs données personnelles étaient en libre accès. Offertes à l'ennemi.

Naïveté ? Négligence ? Les deux ? Le manque de moyens et les erreurs d'appréciation ne pénalisent pas seulement la base, ceux qui font tourner au jour le jour l'usine à produire de la sécurité. À la grande surprise des intéressés eux-mêmes, ils fragilisent également les services les plus exposés dans la lutte contre le mal dominant de ces dernières années : le terrorisme. Ceux qui ont filoché le chef du groupe qui a semé la terreur en plein Paris le 13 novembre 2015 s'en souviennent cruellement. L'équipement des limiers de la police judiciaire était encore largement déficitaire. Chaque fonctionnaire ne disposait pas de son propre Acropol (poste radio). Quant aux oreillettes qui permettent de communiquer entre collègues lors d'une filature, elles étaient trop voyantes pour un œil aguerrri, comme le confirme cet extrait d'écoute téléphonique : « J'ai cramé des flics, ils avaient tous la même oreillette. »

« On a des moyens dignes d'une police municipale, notre matériel vidéo a dix ans de retard », dénonce Gérard, qui rappelle que les caméras sont devenues des éléments essentiels de la surveillance, surtout lorsque la cible se sait traquée. « Quand on se plaint qu'elles ne marchent qu'une fois sur deux, on nous renvoie dans les cordes : "Faites avec ce qu'on a." » Même en pleine vague d'attentats dans la capitale ? Oui, faites avec le matériel disponible, une caméra dont il faudra relever les enregistrements là où un appareil capable d'envoyer les images en direct par la 4G aurait été précieux : en l'occurrence, il aurait permis de voir trois personnes sortir des buissons où elles se dissimulaient en mode SDF, le fameux Abdelhamid Abaaoud, sa cousine et le complice qui allaient se faire sauter dans l'appartement de Saint-Denis lors de l'assaut du

RAID. Des terroristes qui n'étaient fort heureusement pas là au moment où un fonctionnaire avait fixé la caméra, sans aucun repérage préalable, quand un simple drone à deux cents euros aurait permis de repérer une présence humaine...

Un drone, vraiment ? « Vous vous êtes cru dans un film de James Bond ou quoi ? » demandera un chef de service à ses hommes, un peu comme il aurait parlé à des « abrutis ». Propos qu'il n'aurait certainement pas prononcé si le trio infernal avait mis à exécution son nouveau projet, une tuerie de masse dans le quartier de La Défense. Les délégués syndicaux ont évidemment dressé la liste des manques à l'intention de la hiérarchie, mais comme ils étaient délégués syndicaux « on » leur a répondu qu'ils exagéraient. « On » ? Les administratifs, qui n'ont jamais été flics de leur vie et dont la ligne de conduite tient en une phrase à laquelle on pardonnera la vulgarité : « Pas de couilles, pas d'embrouilles. » Tandis que, sur le terrain, des femmes et des hommes qui aiment heureusement ce qu'ils font se débrouillent avec les moyens alloués pour arrêter des terroristes, et pas qu'une poignée. Avec le matériel de l'État, mais pas seulement : eux aussi achètent le complément sur leurs deniers personnels. Des batteries de téléphone pour tenir sur la durée – certains ne sont rentrés à leur domicile que cinq jours après l'attaque du Bataclan. Des vêtements adaptés au décor dans lequel ils doivent planquer, comme un treillis et des chaussures de marche à l'heure de surveiller dans les maquis corses des types qui s'entraînaient au tir. Des sacs discrets. De nouveaux écouteurs. Des jeans, le métier usant les tissus comme ceux qui les portent. Un étui de transport pour le Glock. Des achats qui finissent par peser sur le budget : un gardien de la paix a calculé qu'il dépensait ainsi environ cinq cents euros par an.

« On a une conscience professionnelle, on fait les choses », confie ce fonctionnaire habitué à partir huit jours d'affilée de chez lui pour des déplacements hors des clous par rapport aux textes officiels. Avec à la clé des milliers d'heures qui resteront longtemps impayées, peut-être même toujours, comme un reflet éclatant de ce manque de reconnaissance qui revient en boucle dans la bouche de tous nos témoins¹. Pourtant, les flics ne décrochent pas. Dans la nuit du 13 novembre 2015, personne n'a compté ses heures quand il a fallu chercher une voiture dont personne ne connaissait ni la couleur ni le numéro minéralogique. À trois par véhicule, ils ont sillonné les rues de la capitale et de ses environs avec leurs yeux pour seul outil, jusqu'à identifier le véhicule utilisé par les tueurs, stationné dans une rue de Pantin. Une chasse au trésor à mains nues.

Même ceux qui traquent les terroristes, ces ennemis publics numéro un qui menacent nos vies, se plaignent de manquer de moyens, mais ce n'est pas le seul reproche qu'ils formulent : ils ont la désagréable impression de ne pas être entendus lorsqu'ils font état de leurs manques. Ils parlent et écrivent dans le vide à cause de la multiplication des filtres, de brigadiers-chefs en officiers, d'officiers en commissaires, de commissaires en directeur. Cette hiérarchie pléthorique qui édulcore et atténue, à moins que leurs chefs ne les considèrent comme des « idiots », eux, les gardiens de la paix. Au point d'en décourager certains de faire remonter les informations, convaincus que cela ne servirait à rien. En découlent des erreurs potentiellement mortelles, comme en ce jour où des enquêteurs se sont persuadés du danger que représentait une certaine Inès Madani, perçue comme aguerrie et au bord de « vriller », elle qui était en ligne directe avec des amis en Syrie. Le supérieur informé n'y a pas trop cru et n'a fait que mollement remonter l'information. Comment cette « gonzesse » (*sic*) de 19 ans, cas social sur les

bords, pouvait-elle représenter un danger terroriste ? Vu d'en haut, ça ne tenait pas ; d'ailleurs, les moyens étant comptés, il fallait bien faire des choix : impossible d'être à temps plein derrière tous les suspects, on ne s'est donc pas penché sur les échanges de cette jeune djihadiste sur le Net, pas plus que l'on n'a sonorisé son appartement, avec le résultat que l'on sait : un attentat à la bonbonne de gaz avorté à deux pas de Notre-Dame de Paris et de la préfecture de police, dans la nuit du 3 au 4 septembre 2016. La jeune fille et ses complices n'avaient pas su faire fonctionner l'engin de mort, les chefs n'ont donc pas eu à se mordre les doigts d'avoir refusé de poser une balise sur la voiture du père de l'une d'elles, arguant qu'elle n'avait pas le permis de conduire... C'était bien une « amatrice », comme ils l'avaient pressenti !

Dont acte, mais les petites mains de l'antiterrorisme n'ont pas digéré, d'autant que le matériel réclamé n'a jamais été livré. « À l'école de police, on a clairement dit aux officiers et aux commissaires qu'ils auraient affaire à des idiots, souffle notre interlocuteur, un brin sarcastique. Ils ne prennent pas en considération les petites gens comme nous, même si on est en prise directe avec les quartiers. La prochaine fois, ils nous demanderont carrément d'arrêter d'avoir de bonnes sources, ce serait la meilleure façon d'éviter les ennuis le jour où ils n'auront pas pris un de nos tuyaux au sérieux... Je suis devenu policier pour arrêter les méchants. Je n'ai pas envie d'abandonner, mais ça me bouffe, physiquement et psychologiquement. C'est épuisant. »

Ultime anecdote en forme d'apothéose : en pleine filature, au volant d'un véhicule trop sollicité, les limiers de l'antiterrorisme se sont un jour retrouvés coincés dans un tunnel sur le Boulevard périphérique, à Paris. L'individu surveillé était un potentiel terroriste,

et ce n'était que le début des ennuis : impossible de donner l'alerte, la radio ne fonctionnait pas !

Les accessoires ne sont pas fournis par la maison

Quand on manque de tout, il reste le flair, l'intuition, l'expérience, ce savoir-faire qui indique la vraie valeur d'une police. C'est lui qui incite ce fonctionnaire à s'accrocher derrière un Cannois qui vient de passer six mois en Syrie, et pas pour des vacances. C'est une femme qui a donné l'alerte, une femme chez laquelle plusieurs réunions avaient eu lieu en vue de commettre un attentat contre un camp militaire, une femme régulièrement tabassée à la maison et qui, pour cette raison, n'a d'abord pas été prise au sérieux. Sur le terrain, la première surveillance est concluante, preuve que les enquêteurs ont bien fait de se fier à leurs impressions et d'insister pour pouvoir rester sur le dos du Cannois, ce qui leur valait de se faire traiter de « paranoïaques » par un hiérarque. Marié religieusement avec une Européenne convertie, ce type est un Mohammed Merah (le tueur qui a sévi à Toulouse en 2012) en puissance, se disent ceux qui lui filent le train. Avec son scooter et sa caméra GoPro, il est en repérage. Le camp où il semble vouloir passer à l'acte organise ce jour-là une opération portes ouvertes, mais il arrive trop tard pour pouvoir entrer. Va-t-il « faire une connerie » ? Quand ? On l'interpelle deux jours après, un lundi. Il se trouve qu'il allait « taper » le mercredi suivant ; le fusil-mitrailleur et les grenades seront retrouvés chez son ami. Signe supplémentaire que son heure était venue : il avait programmé son divorce d'avec sa

compagne et se retournait sans arrêt dans la rue pour vérifier s'il était suivi...

L'art de la filature s'apprend sur le tas, et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on se sent parfois très seul, moralement et matériellement. C'est généralement en brigade anticriminalité que l'on fait ses premiers pas dans la peau d'un autre, quand on laisse cette tenue qui se repère à trois kilomètres à la ronde pour enfile le costard du VRP à l'heure de se glisser parmi les acheteurs de barrettes de shit d'un point de vente à « démonter ». « Être vu, ce n'est pas forcément être détecté », disent les anciens, mais un simple regard ou une démarche peuvent vous trahir et vous attirer les pires ennuis. Il ne suffit pas en effet de se créer une légende, un personnage, encore faut-il tenir la distance. Un gars à la solde des dealers approche et veut vous palper ? Vous ne vous laissez pas faire et vous criez, en espérant le déstabiliser :

« Laissez-moi tranquille ou j'appelle la police !

– Mais t'es pas un keuf, toi ?

– Non. »

Cette fois, c'est passé. De justesse. Mais la prochaine ? « On apprend sur le tas », confie un brigadier qui a eu la chance d'être envoyé en Corse, une bonne école, et s'est cassé les dents derrière des militants basques de l'ETA presque impossibles à filer. En Corse, il faut toujours penser aux accessoires, par exemple les lunettes de soleil, qui évitent que les regards ne se croisent. La canette de bière à la main, une veste de chasseur sur le dos, les chaussures de randonnée, rien de cela n'étant fourni par l'administration, peuvent vous faire passer plus ou moins inaperçu sur un banc, dans un village de montagne. Au moindre faux mouvement, le dispositif est « grillé »... Comme en ce jour où la personne surveillée a sorti son chien vers minuit et entendu un

policier dire à son collègue : « Tais-toi, il est là », alors que le collègue, justement, lui demandait de lui prendre la main en espérant donner le change et faire passer leur duo pour un couple gay en mal de tendresse.

« Oh, vous faites quoi ? Vous surveillez qui ? » a demandé le type.

Raté ! « Le bon client ne va pas se retourner, il va effectuer de petits cercles autour de toi ou va s'immobiliser devant une vitrine pour observer le reflet. Celui qui ne veut pas être suivi te sèmera vite. La première fois qu'on se plante, on s'en veut. Il faut sans cesse se remettre en question. »

Le jour où cet islamiste radicalisé s'est glissé dans une allée du « marché aux voleurs », à Marseille, des voix se sont élevées de toutes parts pour l'alerter : « Vilcis ! Vilcis ! Vilcis » (civils). L'homme a fait demi-tour, est passé devant les deux seuls « Gaulois » en vue en leur adressant un grand sourire et s'est évanoui dans la nature. « Ils ne peuvent pas savoir à 100 % que tu es flic, mais le doute suffit », témoigne l'un des fonctionnaires présents, qui se souvient d'avoir un jour demandé à la collègue qui l'accompagnait sur une filature de le gifler en pleine rue. Comme elle tardait à comprendre, il l'a traitée de « sale pute » en criant, tout en murmurant à son oreille : « Mets-moi une claque, putain ! » Tandis qu'elle percutait et passait à l'acte, lui s'était retourné vers le type qu'ils suivaient : « Qu'est-ce que tu veux ? Tu ne vois pas que je suis en train de m'embrouiller avec ma femme ? »

Une autre fois, le même s'est déguisé en type bourré dans un numéro d'acteur dont il rit encore. Un de ses collègues a porté djellaba et babouches pendant une semaine en espérant se faire passer pour un Tunisien. Un autre s'est glissé dans la peau du converti après avoir ingurgité en quelques jours toutes les pages du

manuel *Comment devenir un bon musulman*. Au rayon accessoires, le Coran remplace les lunettes de soleil à l'heure d'emboîter le pas du fiché « S », comme « sûreté de l'État », ou d'une « chauve-souris », comme les flics appellent ces femmes qui cachent sous le tissu le moindre centimètre de peau, même les mains. Toujours aux frais du fonctionnaire qui se demande lui aussi certains jours si la « bataille » n'est pas perdue, avec la certitude que le pays, tôt ou tard, pleurera à nouveau des victimes étant donné qu'on n'aura pas tout tenté pour que ça n'arrive pas. Par exemple parce qu'on n'aura pas sollicité les municipalités de fournir en temps réel les images de leurs caméras de vidéosurveillance, au lieu de les envoyer deux jours plus tard, comme cela s'est produit avec la mairie de Saint-Denis après le 13 novembre 2015. Ou compenser le manque d'effectifs en misant sur la technologie, les logiciels de reconnaissance et autres lecteurs automatisés de plaques minéralogiques, dont les coûts feraient s'évanouir ceux qui sont chargés de gérer la disette, avec des objectifs à remplir – leurs primes en dépendent, qui ont bondi avec les attentats...

Et notre interlocuteur d'enfoncer le clou : « On ne sauve pas la France toutes les cinquante secondes, mais on ne tiendrait pas s'il y avait un Bataclan tous les mois, faute de moyens, sans compter la politique du résultat, totalement inadaptée quand 99 % de ce que l'on fait sur le terrain ne sert à rien. »

Bataillons en berne

La question des effectifs n'est jamais loin quand on parle de moyens. Sur le papier, le quinquennat Hollande a renversé la vapeur insufflée entre 2007 et 2012 par Nicolas Sarkozy et Claude Guéant,

sa « tour de contrôle » à l'Intérieur, qui ont fait fondre dangereusement la masse salariale. Des écoles de police ont été rouvertes, mais le temps de formation n'étant pas davantage compressible que les départs à la retraite les ministres de l'Intérieur successifs n'ont pu accomplir de miracles. Le programme brandi en 2017 par Emmanuel Macron contenait la promesse de dix mille recrutements en cinq ans. Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur, a confirmé ce chiffre sans révéler la ventilation de ces recrues entre police, gendarmerie, administratifs et techniciens de la police scientifique. Fallait-il y croire ? « On ne peut pas recruter d'un coup car on n'a pas le vivier et on ne peut pas trop baisser la garde », observe un préfet inquiet de la faiblesse du niveau en période de recrutements massifs.

Loin de ces chiffres théoriques, on continue à travailler dans les services en « mode dégradé », autrement dit avec des équipes réduites par rapport au nombre prévu par les règlements. Trois au lieu de quatre. Deux au lieu de trois. Et cela en police générale comme dans les unités spécialisées. Au point de donner parfois le sentiment aux forces de l'ordre qu'elles font de l'« abattage ». Au point de devoir différer une arrestation d'une semaine, avec le risque de voir le suspect s'évanouir. Au point qu'à partir de 3 heures du matin, dans un département comme la Seine-Saint-Denis, il n'y a plus de commissaire en service, juste un officier de moins de 30 ans chargé de piloter les quatre-vingts membres de la BAC, à deux pas de l'effondrement.

La police générale, celle qui a les mains dans le cambouis nuit et jour, reste largement constituée en région parisienne de stagiaires, d'ADS² et de policiers à peine sortis de l'école. À ces débutants peu qualifiés de se coltiner les réalités les plus noires, la misère et les crises de démence, sous les ordres de chefs manquant forcément

d'empathie parce qu'ils sont loin et ne connaissent pas leurs effectifs. « Rien ne change à cause de la mauvaise gestion des ressources humaines, reconnaît un hiérarque de la préfecture de Police de Paris (PP). On pourrait anticiper les départs, fixer un effectif théorique, comme dans l'armée, mais la police nationale ne le fait pas. Le seul endroit où les gestionnaires sont en lien avec le terrain, c'est Paris, mais la pyramide des âges ne cadre pas et les gradés sont mutés à leur demande les uns après les autres au sud de la Loire. Peut-être est-ce trop gros, le fait est qu'à la différence des militaires, la police ne sait pas faire. »

Parmi les trois cent quatre-vingt-neuf fonctionnaires affectés à la surveillance du palais de justice de Paris lors de son ouverture, mobilisables pour assurer la police de l'audience et les escortes internes, la plupart sont recrutés à la sortie de l'école. Comme les renforts, une vingtaine d'hommes, envoyés sur les zones identifiées comme les plus périlleuses du moment, Aulnay-sous-Bois (93) et Champigny-sur-Marne (94). Et sur le terrain, dans les circonscriptions éloignées de la capitale, il arrive que l'on rappelle un flic en vacances pour éviter une patrouille à deux. Ou que celui qui tombe malade culpabilise car il sait qu'un collègue va devoir interrompre ses congés pour le remplacer. On en a même vus interrompre prématurément leur arrêt de travail...

Composées d'une soixantaine de policiers à la fin des années 1990, les brigades de roulement en comptent moins de trente aujourd'hui dans les villes de cent mille à cent vingt mille habitants, sachant que cette brigade réduite assure la sécurité d'un territoire plus vaste et plus peuplé, les frontières des villes ayant désormais épousé celles des agglomérations. Avec à la sortie une chute vertigineuse de la présence sur la voie publique... « Le confort a un prix, mentionne Abdel. On ne voit plus de policiers faire traverser les

mamies devant les écoles, comme lorsque j'ai commencé. On croise moins de patrouilles aussi... On est là pour faire appliquer les lois, mais ils ne nous en donnent pas les moyens ! »

L'ancien maire de Lyon Gérard Collomb a promis une « révolution ». Véritable *aggiornamento* sur le papier, se profilerait une police « sur mesure » et la fin des tâches dites « indues », celles qui détournent les policiers du cœur de leur métier et leur semblent stériles, genre accompagnement d'un détenu à l'hôpital ou gardiennage de porte. En attendant, les flics colmatent les brèches en élevant la voix pour calmer un mari violent ou en apaisant un couple alcoolisé au gré des interventions sans fin de la police générale, la bien nommée « PS », comme on dit dans le jargon pour désigner police-secours. Une fourgonnette suffit, le reste repose sur l'énergie de l'équipage, sur sa capacité à appréhender les joyusetés de l'espèce humaine. Et à répondre aux appels de la population pour tout et n'importe quoi, souvent pour en prendre pour son grade, comme en ce jour où un monsieur a fait venir la police pour constater la gêne occasionnée par la fumée émanant du barbecue d'un voisin.

« Vous voulez que je fasse quoi ? a demandé le policier sur le pas de la porte, un brin agacé. Vous voulez que je souffle dessus pour éteindre les braises ? » En l'absence de réaction, le policier a poursuivi :

« Vous avez pris attache avec votre voisin pour lui dire que la fumée vous dérangeait ?

– Non, j'ai peur d'y aller », répond le requérant.

Le policier descend et frappe à la porte de celui qui fait griller sa viande.

« Vous pourriez faire moins de fumée avec le barbecue ?

– Vous vous foutez de moi ? » réplique le type, qui le prend assez mal.

Que faire d'autre, à ce stade, que de retourner vers l'importuné et de lui dire, en essayant de faire appel à son bon sens : « Il reste deux saucisses à cuire. Fermez votre fenêtre et vous la rouvrirez après. » L'homme le prend évidemment mal à son tour, et là le policier se sent une nouvelle fois extrêmement seul.

Ce n'est qu'un début. De retour au service, il faut fouiller une Roumaine dans la geôle. Une gardienne s'y colle. Alors qu'elle approche, elle se prend dans la figure un essaim de tampons hygiéniques usagés. Elle ouvre la porte, et là, c'est la douche : une des femmes presse le sein qu'elle a sorti de sous sa robe et l'asperge de lait maternel. À quel moment perdra-t-elle son sang-froid ?

Il faut vraiment y croire pour se coltiner avec les moyens du bord et des effectifs clairsemés un département comme l'Essonne, truffé de trous noirs où la République met assez peu les pieds. Le bol de chocolat, les céréales et le jus de fruits avalés au réveil vers midi n'y suffiront pas plus que les deux heures de sport dans une petite salle, CrossFit, running, un peu de combat, de quoi s'envoyer une bonne dose d'endorphines dans le caisson. Puis direction l'autre monde, celui des flics et de la nuit, en sachant que des pans entiers du territoire ne sont pas surveillés, comme le dit notre interlocuteur : « À partir d'une certaine heure, il n'y a plus que nous et les délinquants dehors. Les gens sont chez eux et dorment. Cela simplifie le travail : on sait à qui on a affaire. Mais il ne faut pas être pressé quand on nous appelle ! »

À Paris, il y a un policier tous les dix mètres, mais dès que vous allez vers la grande couronne c'est une autre histoire. S'il faut traverser le département, c'est une demi-heure de route. Le moins

urgent attendra, au risque que la police ne soit accueillie un peu fraîchement par quelqu'un qui l'a sonnée à 23 heures et ne la voit arriver qu'à 3 heures du matin. Comment être audible lorsqu'on explique qu'il a fallu « prioriser » à un type qui a subi des heures de tapages et fait des bonds ? On détend la situation comme on peut, puis on repart vers de nouveaux horizons : la surveillance d'une nationale au bord de laquelle on pose son véhicule. Mission : repérer celui qui grille un feu rouge, à qui on va aller demander pourquoi il est si pressé. Actionner le gyrophare pour procéder à un contrôle en espérant que cela ne se passe pas trop mal. Reprendre la chasse avec un œil pour les Mégane RS, les BMW X5 et les Clio, pour l'heure les modèles les plus volés. « Se faire un bandit », l'envie est là. Le prendre la main dans le sac. L'interpeller en pensant à sa victime, dont on verra avec un peu de bol le sourire au commissariat. « La chance se provoque, confie ce flic invétéré. Il faut être dans le bon secteur. Le flagrant délit, c'est royal, je ne vois pas meilleure récompense. Après la poussée d'adrénaline lors de l'arrestation, c'est une grande satisfaction. »

L'aigreur n'est malheureusement jamais loin. Comme il n'y a plus d'officiers à cette heure-là au commissariat le plus proche, il faut rouler plusieurs kilomètres et faire la queue avant de pouvoir présenter le « client ». Une halte qui immobilise l'équipage au moins deux heures, le temps de passer dix coups de fil pour asseoir la procédure, remplir tous les papiers, le télégramme, plus la main courante informatisée... Inutile, on l'aura compris, de ramener une affaire au-delà de minuit : il n'y a plus personne pour la traiter. Quant aux suites judiciaires, mieux vaut ne pas y penser sous peine de frôler la dépression, parce que le policier s'identifie, qu'il le veuille ou non, à cette victime qui pourrait être sa fille, sa mère, son frère. Mais il est 4 h 30 et la fin de service approche. Ce soir, ça déborde, le

brigadier préfère ça aux nuits de pluie battante où il ne se passe rien, où les « lascars » restent à l'abri dans les halls, où l'on se prend à rêver d'une nuit de pleine lune avec son lot de bizarreries, comme celle où il a doublé sur la nationale 7 un fauteuil roulant accroché à une voiture, avec un type assis dessus, parfaitement consentant au demeurant. On se pince.

« Tu as vu la même chose que moi ? demande-t-il à un de ses deux collègues.

– Oui. »

Contrôle.

« Qu'est-ce que vous voulez qu'il m'arrive de pire ? lance le gars dans le fauteuil.

– Non, ce n'est pas possible, monsieur, il va falloir arrêter.

– Mais je suis déjà handicapé ! » proteste-t-il vainement.

Surtout, ne pas lâcher prise. Tenter d'incarner au fil des patrouilles cet État qui trop souvent se désengage. Éteindre les incendies. Traiter l'urgence. Foncer dans une gare où l'on signale une rixe violente où « ils se foutent sur la gueule à coups de couteau ». Séparer les protagonistes sans espérer interpellé quiconque, cela ne servirait à rien puisque personne ne déposera plainte. Essayer de mettre de l'ordre parce qu'on ne peut pas les laisser s'étriper publiquement jusqu'à plus soif. Siffler la fin de la partie avant qu'il y ait mort d'homme. Miser sur cette connaissance du terrain qui permet de reconnaître les personnes à problèmes à leur seule démarche, parce que cela fait cinquante fois qu'on les arrête. Au point que ce brigadier est en mesure d'anticiper les ennuis, et ce malgré « des instructions pas toujours claires transmises par des supérieurs qui sont plus des politiques que des policiers ».

Le ministère de l'Intérieur est très fier des tablettes informatiques qui vont être distribuées dans les services, mais derrière ces gadgets au demeurant fragiles les hiérarques oublient l'essentiel : le moral des troupes ! Heureusement pour eux, même dans la misère, les flics font le job, souvent avec passion, comme cette jeune gardienne de la paix qui a tout fait pour être affectée aux Mineurs, la brigade où l'humain balaie le matériel. Où l'on se fout du kilométrage des véhicules comme de la taille de l'arme de service, lourd Sig Sauer ou discret Glock. « C'est là que je me suis sentie le plus utile », dit-elle, reléguant au rang d'accessoire tout ce qu'elle a pu entreprendre par ailleurs dans la boîte. Elle n'était pas encore maman, « heureusement », sinon elle n'aurait pas tenu le choc face à des pédophiles qui voient leurs méfaits « comme un acte d'amour », rarement comme des violences.

Fumer une cigarette avec le gardé à vue pour créer un lien de confiance. Trouver les mots qui délient la parole : « Pourquoi vous avez fait l'amour à votre enfant ? » Écouter la victime, pour une fois, elle qui se dessine avec son grand frère sur elle, puis la grande sœur au-dessus – les deux autres ont probablement été également abusés par leur père avant de reproduire chacun les mêmes gestes sur le plus petit. Faire face avec l'effectif imparti, en l'occurrence cinq flics, dont trois femmes. Se souvenir qu'on a soi-même été agressée par une tante, à l'âge de 12 ans, pour mieux se concentrer sur l'essentiel : que la victime soit entendue et reconnue comme telle. « Tu es le premier à donner à l'enfant ce statut, se souvient la gardienne de la paix. C'est important de lui dire qu'il a souffert, il pourra entamer son travail de deuil. Le plus beau des mercis, c'est de le voir esquisser un sourire en sortant alors qu'il pleurait en entrant. Il n'y a plus qu'à espérer que la justice ne soit pas trop

clémentine, ce qui est malheureusement le cas lorsque manquent les preuves, notamment les traces physiques des sévices subis. »

Mais déjà une autre victime se présente. Prendre des poupées et demander à cette enfant de 6 ans de mimer les agressions sexuelles dont sa maman assure qu'elle a été l'objet. Écouter attentivement et se rendre compte que les mots utilisés par la gamine – pénétration, pénis – sont des mots d'adulte. Cette femme serait-elle en train de manipuler la police dans le cadre d'un divorce qui se passe mal ? Prudence. La jeune fille de 16 ans qui vient de débarquer à son tour au service et affirme être enceinte de son père, elle, semble dire vrai. Le test ADN confirmera l'intuition de l'enquêtrice et balayera les dénégations du père, un homme d'origine africaine et d'un niveau intellectuel assez limité – toutes les couches de la société sont touchées par les abus sexuels, même si le suivi éducatif fait éclater plus de scandales dans les milieux défavorisés que dans les familles bourgeoises.

Pas besoin de voitures qui roulent vite, on pourrait même se passer de vestiaires qui sentent le propre ; approche maternelle et douceur font des miracles aux Mineurs. Peu importe que la police ait longtemps continué à communiquer par fax à l'âge du mail, les visions d'horreur qui surgissent au détour des interrogatoires créent du lien. L'ambiance au sein du groupe fait oublier la peinture cloquée et les chaises défoncées comme la misère humaine.

« Dans une affaire de stuprs, on peut prendre son temps, pas dans une affaire de femme battue, dit encore cette policière. Le préjudice moral est aussi bien supérieur à celui que laisse derrière lui un vol par effraction. » La pression des chiffres ne serait pas très déontologique dans un tel service. Le jeune commissaire alors à la tête de la brigade l'avait bien compris, lui qui s'était fendu d'une plante verte pour égayer le bureau. De là à mettre en avant les

succès de ce petit groupe dans la presse, l'idée n'a pas germé dans son cerveau. Non que le travail fourni n'ait pas de valeur, mais les Mineurs n'ont jamais occupé le devant de la scène. Petits moyens, labeur de l'ombre, prestige inversement proportionnel à l'impact social et zéro reconnaissance : la police en miniature.

DERNIER MOT

« On a déshumanisé la police »

Le syndicalisme aurait pu être une parenthèse dans la carrière de Nicolas Comte, elle a duré vingt ans. Sa dernière intervention en tant que responsable du syndicat Unité SGP Police (FO), deuxième organisation de la Place Beauvau, en dit long sur l'institution et ses travers. Son but : faire en sorte que les policiers présents en tête de la colonne d'assaut de la BRI au Bataclan aient droit aux mêmes primes (six cents euros par mois) et aux mêmes avancements que leurs collègues du RAID, la grande unité d'intervention de la police.

Pour des raisons de profonde rivalité avec le préfet de police de Paris de l'époque, le directeur général en titre pesait de tout son poids pour refuser un tel alignement. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a validé la demande du syndicaliste, mais son départ impromptu pour Matignon, où il devait remplacer Manuel Valls, a laissé le champ libre au directeur. Une histoire à la mesure d'une police aussi fragmentée que la gendarmerie nationale est unifiée...

À la veille de décrocher pour rejoindre un service actif et tourner le dos aux plateaux télé sur lesquels il avait représenté ses pairs des dizaines de fois, Nicolas Comte, encore couvert par son mandat syndical, nous a accordé un ultime entretien.

« J'ai commencé par garder mon arme avec moi pour circuler après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, comme on y a été autorisés. La vraie raison qui m'a poussé à reprendre du service est là : au lieu d'expliquer le travail des collègues à la télé, j'ai eu envie d'être plus utile quand les attentats ont frappé le pays, de faire tout simplement mon travail de policier.

Élu à 36 ans, avec la naïveté et l'énergie qui vont avec, je ne me sentais par ailleurs plus en phase avec la jeune génération, celle qui est descendue dans la rue en novembre 2016 après l'attaque de Viry-Châtillon, réunie par ces réseaux sociaux face auxquels les syndicats sont restés trop longtemps frileux. Cet automne-là, j'ai clairement senti la République vaciller. C'était la panique partout. Les policiers réclamaient la démission de plusieurs commissaires, mais aussi du ministre de l'Intérieur, et même du président de la République. Jusque-là, je m'étais toujours opposé aux manifestations de policiers en tenue et armés. Ce bras d'honneur adressé à tout ordre hiérarchique était pour le moins inquiétant. Refusant d'obéir, les policiers ont pris le pouvoir sur la voie publique, face à un gouvernement faible.

Le ministre de l'époque (Bernard Cazeneuve), peu connu pour sa souplesse, a commencé par convoquer en urgence le directeur général pour lui intimer l'ordre d'annoncer des sanctions contre les manifestants, avant de laisser entendre à ses interlocuteurs que la majorité des revendications concernait le ministre de la Justice, et pas lui. Le directeur départemental de l'Essonne, qui connaissait la réalité du métier de policier, a fait pour sa part une apparition

malheureuse sur le parking où se préparait la première manifestation spontanée en leur lançant : “Vous avez vu comme vous êtes ? On dirait des manouches.”

Les policiers n’avaient pas complètement tort de pointer du doigt cette politique du chiffre inchangée depuis les années Sarkozy, et pour cause : tant qu’on ne touchera pas à la prime d’objectif des commissaires, la bâtonnite a de beaux jours devant elle. Le ministre n’a pas compris, il n’a pas écouté et a continué à faire la leçon à ses interlocuteurs, persuadé d’avoir raison. Le dialogue social avait été réduit à un truc tellement formel qu’il ne servait plus à rien, avec un conseiller social en arrêt maladie longue durée. Pour ma part, je n’ai pas vu venir la profondeur du mécontentement, ni la fracture de représentativité. La Seine-Saint-Denis manque d’effectifs, mais le département est quadrillé par les brigades spécialisées. L’Essonne, où les faits se sont produits, est le département le plus fragile, avec des effectifs exsangues qui doivent faire face à une multiplication des incidents. Les difficultés sont les mêmes que dans le 93, sauf qu’on est loin de la capitale, avec moins de renforts disponibles... Sans compter le terrorisme. Le policier vit avec cette épée au-dessus de la tête. L’attaque est désormais possible n’importe où, on le sait tous. Il a d’ailleurs une obligation d’intervention et ne sera jamais M. et Mme Tout-le-Monde le soir quand il rentre à la maison. Le comptable, lui, cesse de l’être quand il fait ses courses, pas le policier. Il exerce plus qu’un métier, et cette « mission » renforce évidemment le sentiment qu’il a parfois d’appartenir à une élite incomprise.

Les plus anciens ont été formés à la police de proximité. Quand ils sont arrivés en service, on leur a dit qu’ils n’auraient jamais dû y croire, du coup ils ne croient à rien. Face à la nouvelle génération, je fais figure de dinosaure, et pas seulement parce que je suis fils de

maréchal-ferrant. Je n'ai pas le bac, j'ai travaillé en usine et sur des chantiers, j'ai été parachutiste pendant deux ans, comme militaire, avant d'entrer dans la police à 25 ans, en 1993. Le brevet des collèges suffisait³. La fin du service militaire a changé la donne. La classe moyenne provinciale a pris la place des enfants d'ouvriers, pour qui le fait syndical signifiait quelque chose. On a vu arriver des jeunes sortis de chez papa-maman et jamais confrontés à la vie extérieure, ni à la vie en collectivité. On a vu des parents accompagner leur enfant le premier jour. Ils vont devoir aider les gens à résoudre leurs problèmes mais n'ont pas d'expérience.

La police traverse en même temps une énorme crise de management, entre des officiers qui ne savent plus où ils sont et n'assument pas leur rôle hiérarchique et des commissaires surdiplômés qui ne sont plus policiers. La base a besoin d'une hiérarchie présente, pas d'une hiérarchie qui reste dans sa tour, coupée des réalités, les yeux sur les chiffres. Les commissaires auraient beaucoup à gagner à savoir en quoi consiste le fait de garder une porte. À force de se rêver préfets, ils s'en sont rapprochés, mais le préfet n'est pas flic. Comme me disait un des principaux responsables de la police, "la patte humaine, l'empathie, le respect qu'on doit à ses subordonnés, la gentillesse, c'est le cœur du sujet".

On a voulu rationaliser un métier humain, on a déshumanisé la police dans son fonctionnement interne, comme dans les actions qu'elle mène. On a fait sauter les amicales qui géraient le casse-croûte et imposé le badge dans les nouveaux commissariats pour passer d'un service à l'autre. Les policiers sont devenus des producteurs de statistiques. Quand deux voisins se mettaient des baffes, on arrivait et on les calmait, puis chacun rentrait chez soi. Avec les chiffres, cela fait deux interpellations, deux gardes à vue et

une affaire résolue. On interpelle des gamins qui font un barbecue dans un Caddie de supermarché ? Cela donne un recel de Caddie. C'était la meilleure façon de paralyser le système et de tuer le sens du métier.

Cette perte d'humanité s'est accentuée avec le choix qui a été fait de privilégier une police d'intervention au détriment de la population. Il y a vingt ans, il y avait des îlotiers qui circulaient à pied aux Francs-Moisins, un quartier de Saint-Denis. De temps en temps, c'était chaud, mais les policiers étaient tolérés. Le gardien de la paix ne sait plus ce qu'on attend de lui. On lui demande juste de mettre le couvercle sur les quartiers difficiles comme sur une Cocotte-minute, avec le risque de voir chaque jour surgir une polémique lancée par quelqu'un qui aura filmé son intervention. Le métier de police judiciaire a lui aussi perdu de l'intérêt à mesure que la paperasse a absorbé son temps. L'officier de police judiciaire passe son temps à classer au plus vite les affaires en "vaines recherches", d'autant que la justice est encombrée.

Comme on a aussi dégarni les grades intermédiaires, de jeunes policiers sont livrés à eux-mêmes avec l'idée qu'ils sont les seuls à pouvoir affronter ce qui se passe dehors. Leurs codes sont inspirés de *The Shield* ou de *Braquo*, des séries dont les héros ne respectent pas toujours les règles, avec une idéologie sous-jacente qui peut les faire glisser vers les extrêmes sur le plan politique. »

-
1. Reconnaissance : action de reconnaître, d'accepter, d'admettre une chose après l'avoir niée ou en avoir douté.
 2. Adjoints de sécurité, qui apprennent sur le tas avant de passer les concours.
 3. Le baccalauréat n'est obligatoire que depuis 2009.

TROISIÈME PARTIE
SOUS PRESSION



« Cessez les poursuites ! »

C'est par un vote que ce gardien de la paix s'est vu coopter au sein d'une BAC après six ans passés en tenue. Les gars l'ont regardé travailler et l'ont sélectionné pour intégrer leur groupe. Autrefois visible sur la voie publique avec son uniforme, il doit désormais apprendre à se mêler à la population sans être vu. Jusque-là appelé au secours par une victime après la commission des faits, il va s'employer à faire en sorte que les délits ne se commettent pas. Le rêve de nombreux flics.

« Avec mon faciès, je passe bien partout, résume l'intéressé, prénommé Ahmed. Arabe et police, ça ne matche pas dans la tête des gens. »

Pragmatiques, les membres de la petite équipe savent que cette nouvelle recrue pourra approcher plus facilement un lieu de deal. C'est Ahmed qu'on enverra en éclaireur dans les étages d'un immeuble avec pour mission de bloquer l'ascenseur pour limiter les risques de fuite. Il n'ira peut-être pas jusqu'à enfiler une burka pour piéger les « épiciers » du shit, de la marijuana, de la cocaïne et de l'héroïne, comme l'ont fait des collègues marseillais, mais il bénéficiera de l'effet de surprise. Indispensable, sachant que les trafiquants se laissent rarement faire et que la castagne n'est jamais loin.

Se fondre dans le décor, c'est la règle que le coopté met désormais en œuvre. Un jour, il est officiellement vendeur dans un magasin de jouets, le lendemain intérimaire dans un entrepôt, avant

d'enfiler la tenue de l'acheteur de drogue. Adrénaline garantie, poussée immanquablement suivie d'un gros coup de fatigue, mais l'équipe est là pour amortir. Au-delà du stress, force est par ailleurs de reconnaître que le policier prend aussi parfois du plaisir à poursuivre son gibier, du moins quand on le laisse faire. Ahmed l'admet, être aux trousses d'un bandit qui vient de signer un forfait, il aime ça. Même si les moyens ne sont pas à la hauteur de l'enjeu, comme en ce jour où deux collègues et lui se mettent en chasse derrière un bolide – une Audi Q7 3 L TDI, pour les amateurs – du côté de Livry-Gargan. À bord d'une Peugeot 307 diesel, le trio ne lâche pas prise, s'accroche jusque dans le secteur de Meaux, lorsqu'il voit l'Audi ralentir, vers 1 heure du matin. Le conducteur de la Peugeot connaît tellement bien les parages qu'il éteint les phares. Une brève accélération, un virage franchi à 90 km/h plus loin, et les voilà au contact. Tandis que son collègue extrait le fugitif de sa voiture, Ahmed lui « met une droite » pour l'empêcher de décamper, mais c'est un piège : une trentaine de personnes approchent, des cailloux dans les mains. Ahmed braque son arme dans leur direction, tandis que son collègue extirpe les deux Flash-Ball de la voiture et tire. Les « mecs » ont beau être courageux, ils se carapatent, laissant le temps au trio d'embarquer le grand costaud (1,90 m).

Mission accomplie, sauf qu'ils ont désobéi. « Vous cessez la poursuite », leur a-t-il été ordonné sur les ondes alors qu'ils s'éloignaient trop de leur base. « Je ne sais pas qui m'entend, mais on va vers Meaux », a répondu l'un d'eux en feignant de ne pas avoir capté ce message leur intimant d'interrompre la chasse en cours – la qualité des radios rendait cette explication parfaitement plausible. Ils se font évidemment taper sur les doigts, avec un bémol dans la bouche de la patronne : « Je vous rappelle à l'ordre

parce que je dois le faire, mais vous avez fait preuve de sang-froid et c'est une belle affaire. » Commentaire du policier concerné quelques années après : « La hiérarchie trouvait cette poursuite dangereuse. Elle voulait se couvrir, au cas où le gars provoquerait un accident, mais si on ne le fait pas, qui le fait ? » Au départ de la chasse, le colosse avait tout de même failli renverser des collègues. Puis il avait pris la fuite, laissant toutes les hypothèses ouvertes quant à la gravité des faits qu'il avait commis – en l'occurrence, il planquait des stupéfiants. La chefferie freine des quatre fers, mais sur le terrain quelques récalcitrants conçoivent leur métier autrement. Les patrons ont leurs raisons, ils restent sous le choc de quelques courses-poursuites qui se sont terminées par la mort du fugitif et plusieurs nuits d'émeutes dans la foulée. Ce jour-là, entre Livry-Gargan et Meaux, Ahmed admet qu'il n'a pas beaucoup réfléchi : « Quand on est derrière, on est dans une sorte de tunnel. On ne veut pas lâcher. Un jour, je surveillais une fourrière où des motos étaient régulièrement volées. J'étais planqué lorsque j'en ai surpris un. J'ai couru derrière lui, je suis monté sur le toit d'un vieux camion qui a cédé sous le poids. J'ai perdu brièvement connaissance, je me suis relevé, puis j'ai repris la course. Il s'est mis en position de combat. J'étais blessé, mais je crois que je lui ai pété l'arcade. Je me suis retrouvé à l'hôpital. » Bilan : traumatisme crânien et fracture dans le bas du dos.

Ces scènes se répètent dans toutes les circonscriptions de France, comme aux abords de cette cité du Val-de-Marne alors que reviennent les beaux jours. « Rodéos à moto signalés, pas de casques », entend sur les ondes un policier en patrouille. « Quelles sont les instructions ? » prend-il la peine de demander avant de se rendre sur les lieux. « Pas de chasse, pas d'interpellation », s'entend-il répondre après un long silence. « Je vais rentrer au

commissariat, c'est là que je suis le mieux et le plus utile », réplique le policier, passablement énervé. « Ça ne vient pas de moi », finit par dire la voix dans le poste. « Je ne vais pas aller sur place et montrer à tous mon inefficacité, tranche le policier en patrouille. Je rentre. »

L'incident est évidemment remonté aux oreilles du directeur départemental, qui a reçu les représentants syndicaux quelques jours plus tard pour leur expliquer qu'il était aussi là pour éviter tout problème d'ordre judiciaire aux fonctionnaires. Insuffisant pour calmer la colère de celui qui voulait se rendre sur les lieux, contrôler cette moto peut-être volée et faire cesser le délit en cours. En clair faire son travail, au risque de passer pour le Che Guevara du commissariat. Le chef, lui aussi, fait le sien, qui consiste précisément à intervenir sur les ondes pour stopper une chasse en cours, comme le préconise une note diffusée par la Direction générale de la police nationale. Même si les conditions sont favorables, il n'est pas censé laisser l'opération se poursuivre jusqu'à son terme : la neutralisation du fugitif. Un manque de souplesse qui heurte ceux qui ont choisi ce métier pour faire de la « police », mais qui a ses raisons : la réduction maximale des risques.

Les scènes auxquelles la police est confrontée ces dernières années en cas de fortes chaleurs, où l'on voit des jeunes ouvrir des bouches d'incendie par dizaines pour improviser des minipiscines, illustrent merveilleusement cette impuissance organisée afin de préserver la paix dans les quartiers. Ces fuites mettent en péril toute intervention des pompiers dans le secteur concerné, mais lorsque la police approche c'est aussitôt l'affrontement ; quant à trouver un coupable, c'est à peu près impossible. Du coup, on choisit de ne rien faire. À part ceux qui sont là pour faire respecter la loi, cela arrange tout le monde, à commencer par ces trafiquants qui ont accru leur

emprise sur les quartiers et détestent le désordre. La clientèle, qui va du cadre de la SNCF à l'ingénieur, en passant par le banlieusard bon chic bon genre et le lycéen, préfère le calme. Le bordel, pourquoi pas, mais le jour où ils le décident, comme l'atteste l'incendie d'une école maternelle à Saint-Denis (93) quarante-huit heures après la reprise en main par la municipalité d'un « point jeunes » transformé en « point joints ».

« On ne nous fait pas confiance »

Le discernement, c'est le moment où le policier fait fonctionner sa jugeote pour prendre la décision qui lui paraît la plus juste, la plus efficace ou la plus pédagogique. C'est la petite marge de manœuvre qu'il a sur le terrain, coincé entre l'application des textes et l'œil de sa hiérarchie. Le moment par exemple où il décide de laisser filer une coiffeuse qui se promène avec une « gazeuse » (un spray de défense) parce qu'elle ramène la caisse du jour dans son sac. De ne pas interpellier ce peintre en tenue qui circule avec un cutter, en réalité son outil de travail. Ou de confisquer la lame de six centimètres avec laquelle un type vient d'en blesser un autre, au risque de se faire mal voir de l'officier de police judiciaire, qui ne tient compte des lames qu'à partir de vingt centimètres. Il le lui reprochera, mais six centimètres ou pas, « le sang pissait partout », protestera-t-il.

Le discernement, c'est l'instant où le flic se sent flic, où il s'extrait de l'infantilisation générale pour prendre une initiative, parfois dans l'urgence. Où aucun taulier ne lui dicte la marche à suivre, sur le mode : « Évitez les interpellations pour le moment, vous reviendrez après les élections » (*sic*). Motif : si ça canarde, il faudra riposter,

politiquement ça ferait mauvais genre, surtout s'il y a des blessés... Renoncer aux opérations à risques et aux patrouilles pédestres sur un secteur donné ? Certains obtempèrent, d'autres continuent à « s'éclater » sur le terrain, à attraper un dealer plutôt qu'un acheteur, à choper un cambrioleur plutôt que de verbaliser la jeune fille qui s'entraîne sur un parking pour passer son permis de conduire. Autrement dit à exercer leur métier plutôt que de faire du chiffre les yeux fermés, quitte à perdre prime et promotion, parce que c'est un fait : celui qui ne ramène pas son quota peut se retrouver à surveiller une porte.

Le discernement, c'est parfois le contraire du protocole, à l'instar de l'initiative que prend ce jour-là un jeune commissaire face à un homme qui vient de tirer sur la voiture de son voisin avant de se retrancher chez lui avec sa famille. L'individu est manifestement saoul, mais le commissaire entre en contact par téléphone avec son épouse. La règle voudrait qu'il patiente trois heures avant l'arrivée d'un groupe d'intervention ; lui négocie le fait de pouvoir venir discuter, à condition de laisser son arme dehors. Au bout de quelques minutes dans l'appartement, il boit un verre avec le « forcené », qui se met à pleurer, enfile son manteau et lui emboîte le pas. « C'était un choix pas très administratif, reconnaît le commissaire, mais tout le monde a dit bravo. Il faut parfois sortir des clous si l'on veut être policier. Malheureusement, plus on monte dans la hiérarchie, plus on se couvre. » Lui avait encore la fibre.

Le discernement, cela consiste aussi à savoir distinguer les conducteurs de bonne foi et les autres. Celui-ci n'est pas à jour de son contrôle technique, sur une route du Pas-de-Calais.

« Je vais vous verbaliser, monsieur.

– Je préfère que le frigo soit plein, quatre-vingt-dix euros c'est énorme, glisse le contrevenant.

– Je vous propose un marché. Je dresse la contravention mais je ne la transmets pas. La semaine prochaine, si vous me présentez le contrôle technique, je la déchire. »

Le gars est revenu la semaine suivante présenter son attestation.

« Vous êtes sympa, a-t-il dit.

– Non, vous avez été franc avec moi », a répondu le policier, qui comme nombre de ses collègues n'aime pas trop qu'on le prenne de haut, à la façon de cet autre conducteur à qui il faisait observer qu'il venait de brûler un feu. « C'est vous qui êtes aveugle ! » a tenté le chauffard. Lui a touché le gros lot, comme cet autre qui s'était garé sur une place réservée aux handicapés et a préféré finir tranquillement son café plutôt que de déplacer sa voiture comme on le lui demandait. Il a été condamné, en prime, à deux cents euros de dommages et intérêts pour avoir jeté à la figure du policier : « C'est moi qui te paie, enculé de flic ! »

En ne laissant pas la moindre liberté au fonctionnaire, en le contraignant à « ramener du chiffre », on « tue la police », assure Mickaël, vingt ans de métier. « Lui demander de rapporter un certain nombre d'amendes au lieu de l'inciter à mettre hors d'état de nuire les individus dangereux, cela revient à dénaturer son travail, poursuit-il. Il n'y a rien de pire pour nous que d'avoir l'impression de ne servir à rien. » Mais il y a plus fastidieux que les amendes : garder la porte de l'appartement d'une personnalité ou la barrière de la préfecture. C'est si peu valorisant qu'on appelle ça « faire la plante verte ». Cela peut même être rapidement déprimant, affirme ce brigadier, surtout quand la mission pourrait être confiée à d'autres, des vigiles par exemple. Garder le portail en panne du siège de la Sûreté départementale pendant une semaine, est-ce un travail de policier ? Disperser les personnes qui font la queue devant la préfecture et se bagarrent pour les places, n'a-t-on pas mieux à

faire ? Surveiller les détenus à l'hôpital ou les transférer de la prison au tribunal, est-ce le rôle d'un flic ? Sans oublier le point fixe vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant deux ans devant le domicile de la fille d'un Premier ministre, inutile car l'immeuble est doté de deux entrées, la protection des imams et des rabbins parce que le service dédié à la sécurité des personnalités est débordé, chacune de ces missions chronophages mobilisant un véhicule du service, et forcément le plus beau.

Le discernement, tranche Maggy, « c'est une arnaque ». « On nous demande de faire preuve de discernement, on nous le martèle, on nous laisse effectivement nous débrouiller sur la voie publique à l'instant *t*, mais à côté de ça on décide à ta place et on pense que tu n'es pas capable d'utiliser ton arme. On ne nous fait pas confiance. » S'il fallait dresser le hit-parade des raisons de la colère ou du malaise policier, celle de la confiance viendrait probablement en tête. Entrés dans ce métier avec l'idée d'incarner la loi, si ce n'est l'autorité, les flics ont la désagréable impression que la moindre initiative pourrait se retourner contre eux, un peu comme si on ne les considérait pas comme des personnes responsables.

La planète des chefs

Originaire du nord de la France, Claude est affecté à la sortie de l'école de police à Villepinte (93), pas trop loin de cette autoroute A1 qui le ramènera vers sa famille pour les congés, à l'époque deux jours tous les quatre jours. Un plongeon dans le chaudron de la délinquance, puisqu'il fait face dès sa première heure de service à une rixe entre Noirs et gens du voyage. « C'est parti en pugilat », se souvient-il. Le « bleu » a improvisé et s'est retrouvé en train de

menotter le poignet d'un belligérant avec la cheville d'un autre, malin puisqu'il ne disposait que d'une paire de « pinces ». « C'est comme ça que tu apprendras », a dit le chef. Bienvenue dans la « boîte », avec cette tenue encore impropre à la course à pied (au début des années 2000) et ces locaux qui fleurent bon la « vraie » police : un bâtiment défraîchi, des cellules de garde à vue « ignobles », le vestiaire juste en face, une épaisse couche de crasse et pas de femme de ménage. Bienvenue dans le département français où les dealers battent des records en termes de chiffre d'affaires, d'ailleurs un « point stups » a pris racine juste en bas de chez lui, dans cette cité où il avait trouvé un loyer à quatre cent cinquante euros...

Mais il y a pire aux yeux de Claude, niveau conditions de travail : un management tout à fait à la hauteur du décor. Un management « forcé », se remémore-t-il quelques années plus tard. « On pousse à bout les collègues. Franchement, on nous aide pas. » Un collègue réclamait l'aménagement de ses horaires pour raisons personnelles ? Le capitaine s'y est opposé. À ses yeux, seuls les horaires des collègues féminines étaient aménageables. « J'ai vite compris que nos chefs n'étaient pas formés à la psychologie, qu'ils n'avaient pas appris à diriger une équipe. J'ai eu tout de suite la nette impression d'être pris pour un pion. On me baladait sans tenir compte de mes desiderata. On ne déplace pas ainsi des gens que l'on considère ! » La considération, on y revient toujours. Être mal vu dehors, cela serait plus digeste si l'on se sentait bien vu à l'intérieur, mais ça n'a pas été le cas de ce gardien de la paix. Les missions qu'on lui confiait n'y étaient pas pour rien, sans compter le tout-venant, le flux des « appels 17 », ces gens qui font venir la police pour une fuite d'eau ou parce qu'ils ont détecté une odeur de gaz. Comme si les flics allaient sortir le seau et la serpillière...

Où est le taulier, ce chef censé considérer, écouter, encadrer, punir et féliciter ? Dans les étages supérieurs – il paraît qu'un nouveau a pris le poste il y a sept mois, mais on ne l'a toujours pas vu passer une tête. D'autant plus distants que leur nombre a fondu, les commissaires ayant négocié sous Nicolas Sarkozy une hausse de leur rémunération contre une baisse de leurs effectifs. Quant à son adjoint, il semble sur un nuage, assez peu pressé de regarder ce qui se trame « en bas »... Lui aussi joue sa carrière, qui progressera vite si tout va bien, nettement plus en tout cas que celle des gradés et gardiens, à condition que son parachutage dans un poste surdimensionné, sans lien avec sa maturité professionnelle, ne le pousse pas à la faute... Il faut écouter les flics décrire la façon dont ils se sentent « gouvernés ». Tous parlent de managers invisibles, sauf à l'heure de mettre la pression sur les troupes, de patrons ignorant à peu près tout des relations humaines, essentiellement occupés à conjuguer sur tous les tons leur verbe préféré : « je verrouille », « tu verrouilles », « il verrouille »... Tableau caricatural ?

« Il y a le chef bureaucrate, sans cœur, qui reste cartésien et coupe des têtes en conseil de discipline, résume Jean-Marie, et le chef capable de sortir un billet de cinquante euros pour aider un collègue en difficulté. Il y a le chef très volontaire qui le soir vous demande : "Vous en avez tué combien aujourd'hui ?", et celui qui finit torse nu aux vingt ans de la brigade, porté à bout de bras par les collègues, sa casquette sur la tête du patron du resto. Il y a celui que l'on déteste parce qu'il fait chier les collègues pour des trucs à deux balles et celui que l'on apprécie parce qu'il a pris des nouvelles d'un blessé... »

C'est peu dire qu'il y a une fracture entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent. Un gouffre, comme si les deux parties

n'habitaient pas la même planète. Un gouffre entretenu ; pour preuve, ceux qui ont proposé une formation commune à tous les grades se sont régulièrement fait éconduire depuis des décennies. Comme si le système se satisfaisait pleinement d'un monde ultra-hiérarchisé, avec des commissaires au niveau intellectuel de plus en plus élevé et des soldats le doigt sur la couture du pantalon. Un modèle que la nouvelle génération, plus rebelle, remet de plus en plus ouvertement en cause, à l'instar d'Albert : « On est gérés par des petits sultans qui se marchent sur les lacets pour des histoires de pouvoir. Les grands patrons décident de tout, sauf que ce ne sont pas des policiers. Ils sont là pour gérer les primes et ne savent pas ce qu'est une affaire. Du coup, l'efficacité de la police a été considérablement réduite. » Même son de cloche, plus moqueur encore, dans la bouche de cette gardienne de la paix : « Avant, il y avait des chefs qui géraient en bons pères de famille et se mêlaient à la base. Leurs successeurs sortent de boîtes à concours et sont à dix mille lieues du monde policier. Ils ne savent pas ce qu'on vit au quotidien, mais pour briller à la télé, certains sont forts. »

Le chef est la cause de tous les maux. C'est celui qui vous ordonne de quitter au plus vite la cité dans laquelle un guet-apens vient d'être tendu à la police, puis vous accompagne sur les lieux « la fleur au fusil une fois que la guerre est terminée », flanqué de gars « équipés comme des chars d'assaut ». Et vous lance : « Tout va bien ici, je trouve que vous en faites des tonnes... »

C'est celui qui se pointe alors que vous êtes à l'abri derrière votre bouclier lourd devant la porte d'un appartement où est retranché un forcené. Au lieu de s'intégrer à la colonne et de donner l'ordre de l'assaut, il la dépasse et vous décrédibilise en frappant à la porte : « Écoutez-nous, rendez-vous. » Et là, le type se rend. Pas parce que le patron est un magicien, mais parce que l'attente a usé le forcené.

D'ailleurs, la fois suivante, le même hiérarque vous envoie au casse-pipe avec un simple bouclier, précisant que le type retranché n'a ni chien ni couteau. Sauf qu'à peine entré dans l'appartement, vous vous faites « rafaler » à la Sten, une mitrailleuse lourde, depuis la cuisine. « Si le patron était arrivé comme une fleur, il était mort, tranche un flic présent sur les lieux ce jour-là. On en parlerait au passé. » Le pire, ils le sauront après, c'est que le commissaire avait été avisé de la présence de cette arme mais pensait que l'individu ne s'en servirait pas.

Le chef, c'est celui à qui on a envie de dire, alors que les violences urbaines font rage : « Puisque vous savez, prenez le G36 (une arme de guerre), le gilet lourd et montrez-nous ! » C'est celui qui a le mauvais rôle, par exemple quand il doit interrompre une chasse en cours, on l'a vu, rôle qu'assume au demeurant sans état d'âme cette femme officier d'une quarantaine d'années : « Je suis un peu le garde-fou. On ne peut pas courir après tout le monde. Je ne veux pas de blessés chez nous. Si ça tourne à la courette dans une cité, mieux vaut parfois se replier que se disperser. On peut se ridiculiser si on y va sans moyens. On y retournera plus tard, s'il le faut avec des maîtres-chiens. Je vois bien que ce retrait crée des frustrations, mais je leur explique ma décision. Il faut savoir se contenir. On sait qui sont les jeunes à l'origine de l'agression, on sait qu'ils sont là. On retournera les voir plus tard et on leur dira : "Vous avez joué hier, aujourd'hui on joue nous aussi." » C'est encore vers le chef qu'on se tourne quand la justice classe sans suite une affaire que l'on estimait réussie. « C'est scandaleux ! » proteste-t-on avec une colère non contenue à l'oreille de l'officier qui cherche les mots pour maintenir la motivation au sein de ses troupes : « L'important pour la victime, c'est que l'auteur ait été interpellé, que le gamin ait retrouvé son téléphone volé, que la mamie ait récupéré grâce à vous

son sac à main. On rend la petite justice. C'est un bonheur d'arrêter le méchant, non ? »

Le chef est dans son « bocal », un mot qui signifie bien son isolement par rapport au vacarme de la rue. C'est lui qui établit le planning, un argument redoutable. Lui qui veille sur le cahier des mises à disposition : motif de l'interpellation, composition de l'équipage, tout est consigné, comptabilisé, évalué. C'est aussi celui qui note, souvent « à la gueule du client », un pouvoir considérable tant le dossier pèse lourd dans une carrière : il permettra peut-être un jour de « changer de camp », de gravir les échelons et de rejoindre ceux qui règnent également sur les jours de congé, encore une arme fatale.

Le chef, c'est celui qui touche des primes. On ne sait pas combien exactement, le secret est bien gardé, mais les ragots fument et les envieux ne manquent pas. « Quand les policiers mettaient du cœur à l'ouvrage, qu'ils oubliaient la famille pour sortir une belle affaire, à gratter au bureau jusqu'à 22 heures, le patron arrivait avec une bouteille, un merci ou une petite enveloppe, se souvient Christophe, brigadier-chef. Cette reconnaissance du ventre a disparu, aujourd'hui ce sont ces chefs qui s'engouffrent les primes. Le directeur départemental, on a dû le voir deux fois en trois ans, mais il est très occupé : il apporte ses chiffres bien trafiqués au préfet qui les arrange à son tour, et à la fin il touche l'EuroMillions. »

Pour être honnête, Christophe ne les met pas tous dans le même sac, puisqu'il mentionne parmi ses chefs une sorte de survivant de l'époque antérieure, un « vrai flic », 52 ans, officier devenu commissaire, toujours la radio à la main, présent à la moindre intervention, en l'occurrence patron d'une Sûreté départementale. Son directeur aurait cependant récemment rappelé à l'ordre cet original : « Un commissaire, ça doit toujours douter de ses

hommes. » Trop proche du peuple, en somme, ce taulier n'aurait pas forcément sa place dans une police « moderne »...

Moderne, mais tout de même forte de quelques fondamentaux : le chef appartient à un petit milieu où l'on construit son parcours en jouant les coteries, souvent politiques, le réseau et la loge maçonnique, la solidarité fraternelle primant parfois sur tout le reste. Avec en ligne de mire cet objectif suprême : devenir un jour contrôleur général.

Au royaume du principe de précaution

Il y a chef et chef. Version ville moyenne, quelque part en Normandie, cela donne ceci : arrivé comme tous les matins vers 8 h 15 à l'hôtel de police, un immeuble de briques datant des années 1960, le commissaire passe par la salle radio pour découvrir les petits et grands événements de la nuit et récupérer les télégrammes. Il épluche aussi la main courante (où sont consignés les faits qui ne donnent pas lieu à plainte) avant de réunir dans son bureau vers 9 heures quatre ou cinq officiers. Les aspects opérationnels réglés, le chef se penche sur les plaintes qu'il affectera aux différents groupes d'enquête. Rien ne l'y oblige, mais s'il fait le tour des services, il marque des points auprès de la base. Vers midi, le commissaire déjeune à l'extérieur avec des collègues ou des institutionnels, eu égard à son étiquette de « notable » de cette cité provinciale. S'ensuivent près de deux heures de réunion avec en ligne de mire la problématique du moment, en ce cas le bruit lié à la consommation d'alcool dans les bars et aux ivresses sur la voie publique. Une rencontre avec le procureur si besoin, lecture obligée des notes pondues par le Service du renseignement territorial

(successeur des Renseignements généraux), puis vient le moment de consacrer une heure aux médias locaux, parfois nationaux, et de répondre à quelques questions sur les faits divers du jour, tout en valorisant si possible le travail des brigades dans la presse locale. Une nuit par mois, on le verra dans la rue, s'atteler par exemple au contrôle des bars en compagnie de ses effectifs.

« Le rôle du commissaire, c'est de faire en sorte que le travail des autres soit efficace », résume notre interlocuteur. Une routine que vient bousculer l'imprévu, des voitures brûlées qui inquiètent le ministère, des mineurs isolés qui cambriolent, un cas d'inceste signalé par le parquet... Au chef de choisir s'il faut concentrer l'effort sur ce qui fait des vagues en haut lieu ou s'il pousse davantage ses services vers les sujets oubliés, comme ceux que traite par exemple la brigade des mineurs... Puis il y a le reste. Un commissaire veille à donner une bonne image de lui. Il pense à sa carrière et au galon, non sans respecter les codes de son corps : ne pas dire ouvertement du mal d'un autre commissaire, tenir à distance ces officiers qui lorgnent ses prérogatives. Fidélité à la « caste » oblige...

Version banlieue agitée, laissons la parole à ce commissaire divisionnaire qui sait de quoi il parle : « Le chef est responsable de son territoire. Il est à l'écoute de la radio et de la salle qui supervise les événements au niveau de l'agglomération. Présent à l'appel si l'actualité l'oblige, il briefe les mecs avant d'aller sur le terrain. Quand il sent qu'il va se passer quelque chose, il se rend sur les lieux. Notre rôle, c'est de calmer les choses si c'est nécessaire, d'apaiser les situations. Au fond, on fait le même boulot que les gardiens de la paix. On doit faire en sorte qu'ils se sentent bien dans leurs pompes, ce qui demande de s'intéresser à eux. En deux ans à la tête d'un service de deux cent cinquante personnes, on finit par connaître tout le monde, mais si on n'aime pas les êtres humains,

pas la peine d'insister. La main-d'œuvre est au cœur du sujet. On a des gardiens qui sont pour la plupart déracinés et plongés dans un milieu hostile. Il faut les entourer, sans pour autant devenir leur père. Le fait d'être arraché à une vie pépère et propulsé dans des endroits où ils voient le pire de l'humanité, c'est difficile... »

Lui ne tutoie pas ses hommes, il veille même à maintenir une certaine distance, mais l'affirme : sa porte reste toujours ouverte. Du moins quand il a le temps, parce que le commissaire d'aujourd'hui est mangé par une mission fastidieuse, la production de statistiques, surveillées par le ministère comme le lait sur le feu. Et qu'au fond, notable ou pas, il a vu ces dernières années sa marge de manœuvre se réduire, lui aussi, comme les gardiens de la paix. Il ne dispose pas de l'enveloppe financière qui lui permettrait d'améliorer le quotidien de ses « effectifs ». Pour colmater une fuite d'eau, il lui faut composer avec la Direction départementale de la sécurité publique. Il n'a pas deux mille euros devant lui pour effectuer une réparation, pas de carte de crédit sous la main pour prendre une simple mesure de bon sens...

Derrière l'apparat et les déclarations d'intention, les commissaires ont-ils perdu une jambe en chemin ? C'est l'avis de l'un d'eux, Guillaume Ryckewaert, commissaire détaché au sein du Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI), persuadé que ses pairs sont bridés, et pas seulement au niveau des initiatives qu'ils pourraient prendre sur leur territoire. « À trop centraliser, on empêche les idées neuves de sortir des cerveaux créatifs, juge-t-il. C'est évidemment confortable de faire ce qu'on nous dit, un système dans lequel personne n'a jamais tort, mais l'application bête et méchante de la règle ne donne pas envie de s'investir. On ne prend plus le risque de réussir. On préfère éviter les problèmes. On fait tourner un système qui ne prend pas en compte la valeur des gens.

On a peur de l'intelligence collective. Tout est pyramidal et aseptisé. »

Au royaume du principe de précaution, l'initiative trinque. Un mauvais pli qui s'est accentué à mesure que la décision a été confisquée par un carré de grands chefs, bridant sur le terrain la marge de manœuvre du commissaire, qui est désormais rivé à son téléphone, à l'affût du message de celui qui décide pour lui.

Le maillon faible

Quand elle entend sur les ondes que ses équipes sont en danger, quand le silence s'installe trop longtemps, la capitaine les rejoint dans la rue. Une prise d'otages dans une banque ? L'interpellation d'un suspect peut-être équipé d'un engin explosif ? Elle n'a pas attendu la nuit du Bataclan pour pratiquer le débriefing, trop peu habituel dans une maison où l'on tourne vite la page, submergé par un torrent d'événements. « Ils ont besoin d'être rassurés, dit-elle. Ils ont besoin de savoir que ce qu'ils ont fait, c'était la meilleure solution. » Son téléphone reste ouvert aux appels nuit et jour au cas où un collègue serait en difficulté quelque part. Une nuit, elle a rappliqué en un quart d'heure au service. Un fonctionnaire était revenu après avoir été suivi jusque chez lui par une voiture dont elle a aussitôt diffusé l'immatriculation afin de déclencher un contrôle. « Si je ne suis pas là pour ça, je suis là pour quoi ? » annonce-t-elle, à l'écoute des bonnes et mauvaises nouvelles jusque pendant ses congés. Il lui est arrivé de grimper avec les collègues les escaliers d'une tour, à la recherche d'un stock de shit. « Il faut savoir tout faire si l'on veut diriger, reprend la surprenante capitaine. Regarder les autres sans participer n'aurait pour moi aucun intérêt.

Si je peux contribuer à améliorer le fonctionnement quotidien, je le fais. »

Ce n'est pas à l'école de police que s'apprend cette forme de management. On n'incite pas le futur cadre, officier ou commissaire, à écouter les besoins des autres, à s'intéresser à la vie privée de ses effectifs. Un membre de la famille est-il malade ? Un bébé vient-il de naître ? N'est-ce pas l'occasion de faire preuve d'un peu de souplesse ? D'insuffler dans les rapports professionnels une dose d'humanité qui fera du bien, d'autant que le chef doit tout, succès comme échecs, à ces fonctionnaires qui prennent tous les jours des risques ? Le vrai maillon faible, c'est bien la gestion humaine, clé du fonctionnement de l'énorme entreprise de main-d'œuvre qu'est la police. Tous les chefs ne sont pas des harceleurs, ni d'affreux personnages perchés sur leur Olympe et accrochés à leurs primes mirifiques. Pour autant, tous ne font pas les efforts impressionnants que fournit la capitaine.

« Dans mon service, les fonctionnaires doivent leur carrière au commandant, accuse un gardien de la paix. Il y a beaucoup de favoritisme. Tel collègue aura tous les stages du monde, tel autre va galérer. » Les dérives seraient assez nombreuses, parfois cela vire au harcèlement, comme avec cette gardienne qui revenait de son congé maternité après avoir accouché d'un cinquième enfant. Aucun de ses collègues ne vient prendre de ses nouvelles, mais le pire, c'est ce chef qui lui « fait la misère ». Parce qu'elle est « moche » et qu'elle bégaie, croit-elle savoir, elle sera la dernière à choisir ses congés, une brimade que la jeune mère supporte évidemment mal. « Si t'es pas contente, tu vas à l'ANPE ! » assène le chef quand elle fait mine de protester. La seule à se préoccuper de son sort est rabrouée publiquement à l'occasion d'un appel collectif :

« Vous n'avez pas ciré vos chaussures, vous me ferez un rapport.

– Mais...

– Ne me reprenez pas, mademoiselle », assène le patron, plutôt négligé, en chemise et mal coiffé, coutumier par ailleurs de gestes obscènes.

Quelques jours plus tard, la malheureuse mère de famille envoie un SMS depuis le vestiaire à celle qui a voulu prendre sa défense : « Je me sens pas bien, je crois que je vais faire une bêtise. » Pressentant l'urgence, la gardienne de la paix déserte le poste qu'elle occupait, la porte d'un bâtiment administratif, où elle laisse son « binôme » assurer tout seul ; elle la trouve son arme de service braquée sur la tempe et en pleurs. À deux doigts d'appuyer sur la détente.

Faut-il tout raconter à l'IGPN, comment on se moquait de cette femme dans le service, à quel point elle était humiliée ? Dans la police, se souvient la demoiselle aux chaussures mal cirées en passant la porte de l'enquêteur de la police des polices, on ne parle pas, une omerta propre à toutes les sociétés secrètes.

« Pourquoi vous a-t-elle envoyé ce message ? insiste l'enquêteur.

– Parce que je suis l'une des seules à lui parler », répond-elle avant de lâcher le nom de ce chef peu porté sur l'humain.

Heureusement pour elle, un brigadier lui emboîte le pas, sinon c'en était probablement fini de sa carrière. Car elle le saisira vite : toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire dans la maison. Le fonctionnaire qui tient à ses congés et à sa notation doit même apprendre à se taire. Petit réconfort tout de même, outre le fait d'avoir la conscience tranquille : si le harcèlement n'a jamais été démontré, le fameux chef a été affecté sous d'autres cieux.

La pression quotidienne pourrait être atténuée, du moins mieux vécue, si la maison savait remercier et féliciter les siens. Or, c'est loin d'être le cas. « La seule reconnaissance que l'on obtient, c'est à titre posthume », raille Maggy. La lettre de félicitations reste un objet rare. « C'est toujours gratifiant, mais on doit la réclamer, confirme un brigadier d'une quarantaine d'années. "C'est votre travail, vous êtes payés pour ça !" nous répondent parfois les chefs. On ne demande pourtant pas d'argent, mais un papier qui ne coûte rien et qui va entretenir la motivation. On veut juste être reconnu pour ce qu'on fait. On porte l'espoir de ces citoyens qui ne veulent pas se faire voler leur vélo, leur moto, leur voiture ou leur téléphone. On se débat avec tous ceux qui sont perdus pour l'école et estiment que la rue est un espace plus vaste et plus juteux que la salle de classe. »

L'absence de marques d'attention en provenance de la hiérarchie entraîne parfois un violent sentiment d'injustice, comme quand une équipe de nuit vient de réaliser un joli flag en interceptant dans la rue un type (identifié grâce à son pull bleu) signalé pour un cambriolage dans une maison de retraite. L'homme ayant laissé l'empreinte de sa chaussure dans la terre, l'affaire paraît carrée, d'autant qu'il était recherché pour un vol, cette fois dans une maternité. Typiquement la « superaffaire » qui réjouit d'être flic, sauf que les chefs n'ont pas cru utile de se fendre d'une petite lettre.

En guise de gratification, le policier peut se rabattre sur la fameuse prime au mérite, mais elle tourne autour de cinq cents euros par an pour un gardien et le contraint surtout tout au long de l'année à se conformer strictement aux desiderata de l'administration. Ce qui débouche sur ce constat amer du même brigadier : « On n'est plus jugé sur le professionnalisme, mais sur ce qu'on rapporte. » Résultat, le policier va chercher ailleurs le « merci » qu'il attend, comme en ce jour où une patrouille de nuit

intercepte un véhicule utilitaire qui vient d'être volé avec sa cargaison de fruits et légumes ; ce sont les maraîchers, trop heureux de retrouver leur marchandise, qui féliciteront l'équipage.

Les trois semaines de congés annuels durant lesquelles aucun officier ne peut rappeler le policier, sauf décret du président de la République, ne sont pas superflues. La plupart utilisent ces jours pour rentrer « chez eux », là où ils ont grandi et où vivent leurs parents, comme mus par un besoin de s'enraciner, mais aussi de se faire un peu chouchouter. Le reste de l'année, ils peuvent toujours poser un jour de congé en espérant assister au mariage de leur meilleur ami, mais rien n'est certain : en cas de rappel, le fonctionnaire aura vingt-quatre heures pour rejoindre son service. « À la merci » de l'administration, selon les mots de Farida, gardienne de la paix, l'officier doit toujours dire où il se trouve, ou cocher la case « itinérant ».

Comme si cette pression ne suffisait pas, il a fallu déménager en vitesse et quitter le quartier « sensible » où l'on disposait pourtant d'un appartement pas trop cher. Depuis les ravages de l'« affaire Théo », il ne faisait plus bon être flic dans cette cité où fleurissaient les tags sur le mode « Flic = violeur ». Combien de temps aurait-on le droit de rentrer à la maison avec l'arme de service ? Pas longtemps si on ne se pliait pas aux dernières consignes selon lesquelles on ne peut plus la porter hors des heures de service si on n'a pas effectué trois séances de tir dans l'année, espacées de quatre mois chacune. Irréalizable pour beaucoup, faute d'effectifs suffisants pour pouvoir s'absenter du commissariat. Un comble en cette période où « ça dégueule sur les flics de partout », selon les mots d'une gardienne de la paix qui regagne son domicile, la nuit, la main sur son arme.

Formation low cost

« On travaille à la chaîne, on forme aussi à la chaîne, au rabais. La formation, le chef s'en fout complètement. Ce qu'il veut, ce sont des policiers sur le terrain, des interpellations, et surtout pas d'emmerdes. Au fond, on préfère qu'un policier se fasse buter plutôt qu'un malheureux ne soit blessé dans le cadre de la légitime défense. » C'est un moniteur de tir qui s'exprime ainsi, et il sait visiblement de quoi il parle. Pour apprendre le maniement du nouvel HK G36, un puissant fusil d'assaut, les fonctionnaires disposent de six heures là où il en faudrait au moins neuf, à l'en croire, pour acquérir quelques automatismes. Difficile quand on sait que de nombreux formateurs ont été incités au départ et n'ont pas été remplacés, au détriment notamment de l'entraînement au maniement des armes non létales, pourtant plus souvent utilisées que l'arme à feu. On se retrouve, comme à Amiens, dans la Somme, avec deux moniteurs pour près de mille policiers. « Moins tu pratiques, moins tu es en sécurité », rappelle notre interlocuteur, convaincu que des comptes seront réclamés le jour où cela se passera mal. Les recrues sortent de l'école avec pour première consigne d'éviter de toucher leur arme. Mais comment tenir la distance sans formation continue ? L'entraînement au sport subit le même effet « peau de chagrin ». La condition physique est essentielle à l'exercice du métier, le flic étant souvent amené à courir, outre le fait qu'il porte un poids important sur les épaules, mais aucun chef ne laisse ses troupes s'entraîner sur le temps de travail. Trop tendu !

La formation à bas prix, c'est aussi celle qui a été dispensée aux fournées de gardiens de la paix recrutées dans l'urgence au lendemain de la vague d'attentats. Six mois de formation au lieu

d'une année pour tenir la promesse politique (le renforcement des effectifs) avant la fin du quinquennat de François Hollande, était-ce bien raisonnable ? Fallait-il partir du principe que les ADS (adjoints de sécurité) étaient déjà au niveau alors qu'une bonne partie n'avait fait que garder des barrières, assurer l'accueil ou effectuer des tâches subalternes – on a vu une ADS entretenir une pelouse communale pendant trois ans –, loin des zones à risque ? Pouvait-on préparer correctement les policiers de ces trente prochaines années sans augmenter le nombre de formateurs ? Après six mois dans des écoles bourrées à craquer, ponctués de leçons de tir à cent dans un amphithéâtre, les petits nouveaux ont été affectés là où les besoins étaient le plus criants, notamment dans l'Essonne, où il ne fait pas toujours bon manquer d'expérience et de réflexes. « Envoyés au casse-pipe », dit sans détour un responsable de la formation, qui s'est bien sûr adapté à cet afflux soudain, à ce brusque retournement après la disette des années Sarkozy, mais ne cache pas sa frustration : « Ces jeunes ont débarqué dans des zones où il y a trop peu d'anciens pour les prendre sous leur tutelle. Les gradés ayant quatre ou cinq ans d'expérience et susceptibles de les épauler sont confinés dans les bureaux, quant aux commissaires, ils sont en réunion permanente pour la politique de la ville ou en train de rendre compte à leur propre hiérarchie. Personne ne leur donne les clés de la circonscription. Ils ont appris le métier de policier dans les livres, mais ils sont tout juste formatés. »

Une perte d'expérience dont on voit bien qu'elle est préjudiciable à leur propre sécurité comme à leur efficacité réelle. « Au bout de six mois sur le terrain, pronostique ce formateur, le choc culturel passé, ils prendront tous les travers ambiants. Avec la population des quartiers, ce sera l'opposition systématique. Ils joueront au gendarme et au voleur sans chercher à comprendre. »

Le mode d'affectation des postes à la sortie des écoles est source d'une autre forme de déperdition. Le classement passe devant les compétences. Les seuls à pouvoir choisir sont ceux qui se destinent aux secours en montagne, les autres seront tributaires de leurs notes dans les matières les plus académiques. On a ainsi vu une jeune femme écartée de la police judiciaire à cause de ses notes en français, alors que son master en finances internationales intéressait un service régional. Une approche « très scolaire », juge le formateur, qui prive la police de vrais talents et de sincères vocations. Une rigidité propre à l'administration française, qui gère les hommes de la même manière depuis des siècles et des siècles. Un mauvais classement (avant-dernier) avait ainsi valu à un ADS (adjoint de sécurité) d'origine antillaise de ne pas être intégré à la police ; un exploit largement relayé par les médias et les réseaux sociaux ont changé la donne. Alors que des manifestants parisiens antiflics tentaient d'incendier sa voiture et l'arrosaient de projectiles divers, ce 18 mai 2016, l'ADS a dressé sa grande silhouette et fait face au lieu de battre en retraite. Rebaptisé par ses pairs du doux nom de « Kung Fu Panda », le gaillard a finalement été incorporé dans les rangs sur décision du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui de surcroît a ratifié sa nomination aux Antilles. Preuve, s'il en fallait, que les notes ne font pas forcément un bon flic, et *vice versa*.

Le manque de formation peut entraîner des conséquences lourdes. On peut même passer à côté de l'essentiel, comme ce policier qui n'a pas vu l'intérêt de saisir les cartes mémoire trouvées sur le scooter d'un présumé terroriste, faute d'avoir à l'esprit les méfaits de celui qui fut appelé le « tueur au scooter », le Toulousain Mohammed Merah. On peut aussi oublier, lors d'une perquisition, toujours dans une affaire de terrorisme, de saisir la PlayStation,

alors que les recruteurs de Daesh ont précisément un faible pour les jeux vidéo en réseau, comme les pédophiles. Et qu'ils parviennent à accrocher par ce biais quelques cerveaux fragiles. Former, cela prend du temps, et donc de l'argent, mais force est de constater que l'apprentissage sur le tas ne suffit pas toujours face à des terroristes ou à des criminels qui ne sont pas nécessairement mauvais. « Il faut du vécu professionnel et personnel, analyse un enquêteur. Un mec de 23 ans qui arrive est peut-être formaté, mais c'est aussi une page blanche avec ses lacunes. »

Le fait que la police se remette peu en question, surtout dans les services d'élite, aggrave la situation. Personne n'a cherché à comprendre, après coup, comment ce même Mohammed Merah, qui faisait l'objet d'une haute surveillance, avait pu quitter son domicile et y revenir sans que les hommes du dispositif mis en place s'en aperçoivent. Personne n'a voulu savoir dans quelles circonstances, lors de l'attaque de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, en 2015, un policier avait tiré plusieurs balles dans le dos d'un collègue, heureusement équipé d'un gilet pare-balles. Personne ne s'est posé la question de savoir pourquoi, alors que les balles du Bataclan résonnaient encore aux oreilles, la source qui a permis de localiser la planque des derniers membres du commando, à Saint-Denis, a été aussi mal traitée et mal protégée, sans même parler de l'absence de récompense, comme si l'on voulait se priver d'informations la fois suivante. L'officier qui l'a auditionnée en premier semble ne pas l'avoir prise au sérieux et l'a traitée davantage en criminelle qu'en alliée, elle dont la cousine copinait avec rien de moins que le coordinateur présumé des attentats du 13 novembre 2015. Elle aurait pu recevoir la Légion d'honneur, elle aussi n'a eu droit qu'à la suspicion. Mais la police ne veut pas savoir. Elle avance, tourne les pages, n'apprend pas beaucoup de ses

échecs et ne valorise pas la formation de nouveaux venus qui seront pourtant la police de demain.

« Débriefing, c'est critiquer, pointer un brigadier. C'est reconnaître ses erreurs pour prendre les problèmes à bras-le-corps. Chez nous, c'est plutôt "Pas de vagues, pas d'ennuis". Beaucoup de nos chefs sont d'abord des carriéristes. Ils ne pensent pas au bien commun. Ils ne vont pas demander plus de moyens, plus d'heures sup, de peur de passer pour de mauvais gestionnaires. Ils visent la Légion d'honneur, et pourquoi pas la médaille d'or de la police, remise en mains propres par le ministre. Pendant ce temps-là, nous, les ouvriers, on peut toujours courir pour avoir une médaille d'argent : le chef n'a pas eu le temps de s'en occuper ! »

Comme la lettre de félicitations, la médaille est gratuite, simple et efficace, mais au lendemain de l'assaut du RAID contre les derniers membres du commando du 13 novembre 2015, à Saint-Denis, les technocrates de la Direction générale de la police nationale ont fixé le cap : seuls ceux qui avaient pris leur service avant 23 heures, le 13 novembre, avant d'enchaîner quatre jours sans sommeil, auraient droit à une médaille. Pas celui qui s'est pointé le même soir à 1 heure du matin, interrompant son congé pour venir en aide aux autres. Parmi les oubliés, des fonctionnaires présents à Saint-Denis au risque de leur vie avant l'arrivée sur les lieux du RAID. Écartés de toute récompense à cause d'un quota absurde.

C'est que la formation au rabais ne porte pas seulement préjudice à la base. Quelques cours de management sont dispensés dans les écoles, mais on prépare surtout le chef à se retrancher derrière son galon. De même que le directeur de l'hôpital n'opère pas, il a tendance à se dissocier du terrain, réflexe amplifié par la complexité de plus en plus grande des outils de procédure. « Le moindre acte de courage d'un commissaire est mis en avant parce

que c'est une résurgence du commissaire de terrain d'autrefois », tranche encore Guillaume Ryckewaert.

Le jour où un professeur a évoqué devant ses élèves une situation humaine compliquée, la mort d'un fonctionnaire dans les bras de son chef, les futurs commissaires sont tombés des nues. L'essentiel des cours reste très théorique, genre : « Un avion se crashe sur le commissariat, que faites-vous ? » Quant à l'ouverture sur l'extérieur, elle n'est pas vraiment inscrite au programme, comme le confirme un ex-élève de l'école de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or : « On est dans l'entre-soi. Les jeunes découvrent la vie active dans cet ancien couvent à l'écart du monde, ceux qui sont issus de la promotion interne retrouvent une seconde jeunesse, avec un petit côté télé-réalité. On appréhende l'extérieur à travers cette promotion, qui fabrique le corporatisme. On voit les flics comme une masse impersonnelle que l'on discernera au cours des stages. La police elle-même, avec son côté éminemment intuitif, le flair, l'audace, la prise de risque, on ne l'approchera que plus tard, à condition de savoir s'extraire de l'administratif, des histoires de grades et de galons. »

L'Empire du mal

Vingt-cinq ans après les faits, François conserve intact le souvenir de cette intervention nocturne sur la commune de Bron, dans l'agglomération lyonnaise. L'émotion envahit ce brigadier-chef désormais âgé de 55 ans, plutôt robuste, alors que l'on roule sur la voie rapide où s'est produit l'accident, dans ce virage situé en bas d'une longue descente. Le camion fou a percuté de plein fouet la moto chevauchée par un jeune couple, précipitant engin et

passagers au-delà de la balustrade. Lorsqu'il est arrivé sur place, avec un collègue, environ deux minutes après les faits, le pilote était déjà mort. La jeune et jolie fille parlait encore quand il l'a ramassée dans le fossé et prise dans ses bras ; son casque avait volé au loin. « C'est rien », lui a-t-il glissé. Elle a prononcé quelques mots puis s'est éteinte à son tour. Il devait être autour de 22 heures et elle venait d'avoir 21 ans, le policier s'en souvient. Il n'a pas non plus oublié l'arrestation du camionneur, manifestement ivre et en récidive : il avait déjà causé un grave accident dans des conditions similaires.

Deux jours plus tard, oubliant un instant qu'il n'avait fait qu'exercer son métier, François est retourné sur les lieux, le « virage de la femme morte », comme il l'a rebaptisé, pour déposer un bouquet de fleurs. « Ce n'était pas mon rôle, dit-il, mais l'instinct a pris le dessus. » Pas son rôle, ce devait être aussi l'avis du commissaire. Interrogé par les parents au sujet de ce bouquet de fleurs, le chef n'a pas fendu la carapace. « Je n'en sais rien », a-t-il répondu, un peu honteux à l'idée d'étaler au grand jour la sensiblerie de l'un de ses hommes.

C'est peu dire que le suivi psychologique des troupes a toujours été le cadet des soucis des cadres de l'Intérieur. Un peu comme un soldat doit être formaté pour les scènes de guerre, le flic est censé être à peu près étanche aux émotions qui peuvent l'envahir au gré de ses interventions. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, il a pourtant les pieds et les mains dans le cambouis. Une cacophonie permanente ponctuée de fous rires et de coups de stress. Un chaos dont personne ne sortirait indemne, malgré ces remontants que sont les « belles » arrestations.

Le jour de sa prise de fonctions, alors âgé de 24 ans, John s'était fait la réflexion : « Ça a l'air compliqué, il va falloir avoir les reins

solides pour tenir. » Comme les autres, ce gardien de la paix a été rapidement initié à la face sombre du monde. Elle prend le visage d'une jeune fumeuse de crack qui se prostitue pour acheter sa dose quotidienne, une vie réduite au chemin qui mène de la passe au « caillou », à la manière d'un personnage de *The Walking Dead*¹. Un cercle vicieux qui pourrait bien ressembler à l'enfer, songe ce jour-là John, qui s'est forgé son propre bouclier, l'administration n'ayant rien prévu en la matière. « Si on tombe dans la compassion, mieux vaut s'arrêter », dit-il.

Le cul-de-basse-fosse de l'humanité, voilà le décor de ceux qui répondent aux appels de détresse lancés à la police. Cette nuit-là, une équipe de police-secours intervient dans un appartement à la requête d'un voisin excédé par le bruit et tombe sur une fête très alcoolisée dont les participants ont en moyenne... 12 ans. Dur à avaler, surtout si on est soi-même parent, mais il faudra faire avec. Le lendemain, les mêmes embarquent de force une fille shootée au whisky, élève infirmière sans antécédents judiciaires qui voulait tout bonnement tuer son compagnon. « Détends-toi, t'as 18 ans, c'est ton premier mec », lui glisse un policier. « Ne bois plus d'alcool, ça ne te réussit pas, si tu continues ce scandale on va devoir te menotter », tente son collègue en demandant à l'infirmière de bien vouloir rendre à son ami les clés de la voiture qu'elle a cachées dans son soutien-gorge. Cruel, mais il faut maintenant calmer ce couple abonné à la castagne. « Pour ce soir, il y en a un qui dort sur le canapé, d'accord ? » propose un policier sur un ton de maîtresse d'école.

Le tout-venant d'un métier où l'on côtoie la noirceur sans y avoir été préparé, en essayant d'oublier pour mieux « éponger » le drame suivant. Avec le sentiment d'être l'ultime rempart, de devoir à la fois fliquer et soigner, constater et régler l'embrouille, car personne

n'interviendra en deuxième rideau. « On résout tous les problèmes du monde, explique Maggy. On prend des décisions pour ce type qui erre dans la rue : "Toi, tu rassembles tes affaires et tu vas dormir à l'hôpital ce soir." On répond à la demande d'un migrant afghan qui a sollicité la police parce que la chambre attribuée par le foyer ne lui plaisait pas. On lui en trouve une autre, sauf que le lendemain il écrira à l'IGPN en expliquant qu'on a "violé" son intimité... » Avec à la clé une cascade de rapports à rédiger, le mal attirant le mal.

Les Français s'adonnent aux joies du 14 Juillet ? Le policier turbine en songeant aux carcasses de voitures brûlées qu'il faudra compter et dégager au petit matin. Une grappe de jeunes filles légèrement alcoolisées trinquent et multiplient les selfies à la terrasse d'une brasserie de la place de Clichy, à Paris ? L'humeur est gaie et légère, la vie presque belle, mais dans leur voiture, à quelques encablures, trois policiers de la BAC de nuit ne voient pas le monde en rose : voilà des victimes idéales pour ces arracheurs de portables qui frôlent en coup de vent les terrasses et disparaissent avec leur butin. À l'affût, les « baceux » guettent le premier mouvement suspect, une posture, un regard, un type qui ferait tache dans le décor, capuche sur la tête, pas vraiment là pour boire un coup. S'il passe à l'acte, ils s'éjecteront de leur véhicule et se mettront à courir, vite, malgré les kilos de matériel, en espérant le rattraper... Le coup de vice n'est jamais loin, les lames non plus, comme celle qui ira se planter tout à l'heure dans la jambe d'un des équipiers de la BAC, geste ultime d'un dealer tentant de se soustraire à l'interpellation. Plus tard encore, il faudra maîtriser ce Mauricien de deux cents kilos qui jetait par la fenêtre de son appartement tout ce qui lui tombait sous la main, et là, Greg ne sera pas de trop, lui qui passe pour un maître de la clé de bras.

Au petit jour, l'équipage devra encore sécuriser les clients des boîtes homos du Marais, proies sur mesure pour toutes sortes de prédateurs... L'ordinaire de la nuit, où le policier côtoie tout ce que la ville compte d'oiseaux plus ou moins exotiques et souvent très imbibés, à commencer par ces jeunes bobos bourrés et défoncés qui sautent sur les voitures ou massacrent les rétroviseurs pour flirter avec la vie de voyou. Entre les mauvais regards qui débouchent sur un œil en moins, les coups de couteau pour une cigarette, les vols avec violence, ceux qui finissent dans les eaux d'un fleuve pour n'en pas remonter, la vie nocturne donne au flic une image assez radicale de l'âme humaine. Tout au moins une idée assez précise de ce que le peuple urbain compte de déjantés et d'agresseurs. « Il y a la face visible de l'iceberg et le reste, poursuit ce brigadier que ses amis surnomment "le Hibou", nuiteux depuis plus de dix ans. En surface, tout le monde il est beau et gentil. La jeune étudiante qui a grandi dans un quartier chic laisse son sac à main n'importe où comme si elle ne savait pas qu'on était entouré de charognards. Elle ne surveille pas ses arrières. Elle vit dans son monde et refuse de déposer plainte contre celui qui l'a dépouillée parce que c'est un "pauvre" SDF. Moi, flic, je ne vois que le mauvais côté de la barrière. »

Au risque, parfois, de se faire du souci plus que de raison pour les personnes en détresse que l'on secourt. Comme cette femme de 76 ans que l'on ramène chez elle après un malaise sur le trottoir, pour découvrir un appartement à l'abandon, avec des obstacles sur toutes les marches de l'escalier intérieur. Plus qu'un capharnaüm, une puanteur... On fait venir la fille de la dame, dont le policier songe qu'elle pourrait être sa grand-mère, et on met les pieds dans le plat : « Rien ne vous choque ? » Apparemment pas, alors on s'oblige à transmettre l'information à la mairie, photos à l'appui, en

espérant mobiliser les services sociaux autour de ce cas. Comme on s'est attardé auprès de cette femme battue pour la convaincre de déposer plainte...

Au détour d'une soirée surgit soudain l'horreur absolue. Il est tard, des jeunes sortaient d'un anniversaire fêté comme il se doit, les 18 ans de l'un des leurs, lorsqu'ils ont commencé à faire les fous. L'un d'eux s'est accroché à la rame du métro qui partait, a basculé et fini sous les roues. Accourus sur place, les policiers s'enquèrent bien sûr de savoir si quelqu'un ne l'a pas poussé, ce n'est pas le cas. Ses amis ont déjà alerté la famille, qu'il faut cantonner à l'extérieur, le temps qu'une machine arrive pour soulever le wagon et dégager le corps. Ou plutôt les morceaux du corps, une vision que plusieurs des fonctionnaires présents auraient sans doute préféré s'épargner, mais il leur faudra vivre avec. Le tout au milieu des cris et des pleurs, car l'un d'eux est allé dire la vérité aux proches qui attendaient dans la nuit à la sortie du métro. « On se construit son armure, confirme un policier présent ce soir-là, mais ce sont des choses qu'on n'oublie jamais. »

Cette femme s'est-elle défenestrée ? Son mari l'aurait-il aidée, lui dont on sait qu'il la battait ? Dans l'appartement, alors que son papa a été emmené en garde à vue, la gamine de 4 ans répète : « Maman, elle m'attend en bas. Elle est passée par là. » Heureusement, sa grand-mère accourt et la prend avec elle. Veut-on vraiment avoir le fin mot de l'histoire, entendre le verdict du médecin légiste, ou repartir sans savoir pour garder l'espoir que le mari ne l'a pas assassinée ? Non seulement on a joué les nounous d'urgence, mais en plus on doit voir le vice partout.

Son premier accident de la route mortel, son premier pendu, son premier cadavre marquent le policier, et tous le disent : on ne

s'habitue pas à la mort. Pour Greg, ce fut une mamie de 95 ans retrouvée sans vie.

« T'as combien de mois de boîte ? lui a demandé le brigadier-chef.

– Quatre mois, chef.

– Tu vas porter le cadavre. »

Derrière, les collègues piaffaient : « Tu t'es fait bizuter. »

Pour un autre, ce fut ce motard passé sous un camion au petit matin, avec toutes les démarches à effectuer, à commencer par la mauvaise nouvelle à porter à la famille. On se défile si on peut. On se retient de pleurer, car il va falloir consoler. On cherche dans ses propres souvenirs la meilleure manière d'annoncer à une mère le suicide de son fils, qui vient de se pendre à 35 ans, alors qu'on n'est encore que stagiaire. « On fait comme avec un proche, dit une gardienne de la paix. On a 20 ans. On est là, avec toutes nos faiblesses. On relaie le collègue quand on comprend qu'il est arrivé au bout. On opte pour l'humour noir, cela permet de relativiser. »

« On est démuni face aux pleurs », confie Maggy, qui raconte que le flic n'a pas forcément envie de regarder des films d'horreur en rentrant à la maison, vu la dose qu'il encaisse pendant ses heures de travail. Ce serait plutôt le genre : « Écoute, chéri, j'ai eu un cadavre aujourd'hui, on peut regarder un film drôle ? » Trop de tension, même si le flic a souri en entendant une alcoolique révéler la raison pour laquelle elle avait appelé la police : son mari avait « bu tout le vin » ! Ou en croisant cette femme venue déposer une main courante au commissariat pour consigner le fait que son mari avait... effectué un virement bancaire de deux mille trois cents euros sur le compte de sa maîtresse.

Ce jour-là, un voleur de voiture a renversé un père et l'un de ses enfants sur un passage piéton. L'officier laisse à ses collègues le

soin de vérifier dans quel état ils sont. Sa priorité : éloigner la mère et ses deux autres enfants, les amener au commissariat après leur avoir acheté des bonbons, trouver un jeu pour les occuper, car elle le sait maintenant, le pronostic vital est engagé. Comment leur apprendre que l'enfant va peut-être mourir ? C'est finalement un gars du SAMU qui s'en charge. « Ça ne va pas du tout, votre enfant », annonce-t-il, cash. On sort des coloriations pour le plus petit, le malaise grandit. La mère préfère-t-elle que l'on se taise ? Que quelqu'un la prenne dans ses bras ?

Quand personne ne fait le boulot, la police s'y colle. L'ambassade de France en Italie a appelé le commissariat au sujet de la mort d'un homme, victime d'un accident de plongée : il faudrait qu'un fonctionnaire se rende à son domicile pour avertir son épouse. Mission délicate, ces mots-là ne s'apprennent dans aucune école, ni la méthode, sonner à la porte, demander si la personne est seule, vérifier qu'il n'y a rien sur le feu, lui proposer de s'asseoir, puis :

« Vous êtes bien la femme de monsieur Untel ?

– Oui.

– Il lui est arrivé un accident... »

La dame craque, se roule par terre et le policier avec elle. Il tente de la calmer mais l'hystérie la gagne, et voilà qu'elle se tape la tête contre les murs.

« Vous avez de la famille ? » s'informe le policier, qui voudrait bien voir quelqu'un prendre le relais. Une sœur arrive enfin. Mission terminée. « On ne peut pas rester toute notre vie auprès d'eux, il faut les abandonner à un moment », se souvient le fonctionnaire, qui s'est juste abstenu ce jour-là de préciser à cette femme les circonstances exactes de la mort – elle les connaîtrait bien assez tôt. Il faudra aussi annoncer à une mère que son fils s'est tué dans un accident de moto, à une fille que sa mère est décédée ou à cette

femme que son mari a été victime d'une attaque cérébrale sur l'établi, à l'usine, tout en la priant de ne pas aller regarder le cadavre tant qu'il n'aurait pas été dûment maquillé et nettoyé.

« Avant d'entrer dans la police, je ne savais pas ce qu'était une défenestration, confie Louise, la jeune capitaine. J'ignorais aussi qu'on pouvait s'accrocher à une tringle à rideaux, la première fois c'est un choc. Les enquêtes décès, c'est presque tous les jours. On est obligé de toucher le corps pour vérifier qu'il n'y a pas de traces de coup. Parfois, il y a une odeur très forte, des mouches qui tournent et même des vers si la mort remonte à longtemps, comme cette vieille dame chez qui les factures impayées avaient fini par attirer un huissier. Je me souviens aussi d'être restée de longues minutes en apnée dans une pièce, près d'un cadavre dont la tête avait tellement enflé qu'elle semblait vouloir éclater. On n'en parle pas, mais les suicides touchent des gens de tous âges. Quand le défunt a laissé un courrier, il faut le lire et c'est lourd... » Même si l'on n'est pas sujet aux cauchemars, difficile d'y échapper, surtout quand on vient d'avoir 20 ans, mais les flics le savent trop bien, le pire, c'est certainement la violence faite aux enfants. L'injustice subie par cette petite fille de 10 ans qui en paraît 5, dormant sur un vague matelas crasseux posé à même le sol, déscolarisée, souffre-douleur d'un couple d'origine pakistanaise, peut désarçonner le plus solide du commissariat, rappelle fort justement cette gardienne de la paix confrontée plusieurs fois à des cas insupportables : « Derrière les gilets en kevlar, on a des petits cœurs. Le plus aguerri d'entre nous peut verser une larme. »

On a beau être flic, on n'en est pas moins fait de chair et de sentiments. On est un matricule, anonyme sous l'uniforme, dans une maison où s'épancher est un signe de faiblesse, mais il arrive parfois que l'intime heurte de plein fouet la vie professionnelle. Ce jour-là,

inutile de compter sur l'administration, elle n'a pas de case pour ça. La solidarité fait en revanche parfois des petits miracles dans les rangs, comme en ce jour où une jeune lieutenant qui venait d'accoucher a été appelée pour traiter le cas d'une handicapée de 5 ans tombée du balcon du deuxième étage. Un de ses collègues a proposé de la remplacer sur l'affaire, elle n'a pas dit non. « On se connaît un peu entre nous, observe-t-elle. On ne va pas mettre en difficulté celui qui ne veut pas voir un cadavre au risque de vomir partout. On a d'autres urgences à gérer. »

DERNIER MOT

Chefferie, un directeur se lâche

Le lecteur comprendra que l'on taise son nom en lisant les propos de ce directeur. Impossible pour lui de tourner le dos aussi sèchement à la langue de bois en affichant son identité, sauf à compromettre définitivement sa carrière à l'Intérieur, une maison où la parole reste très encadrée.

« La hiérarchie supérieure a tendance à négliger la piétaille, or les policiers ont besoin d'être aimés. Ils se sentent considérés quand ils ont à leur tête des chefs charismatiques. Sous l'autorité d'un directeur absent, qui ne s'impose pas, dirigés par un commissaire qui ne va pas au contact, ils souffrent d'un manque de reconnaissance. Ils se sentent livrés à eux-mêmes sous la coupe de chefs frappés d'une forme d'aveuglement, de surdité face au peuple

qui un jour finit par se venger. La technocratie croit tout savoir, mais elle va tuer la police comme elle tue le pays.

En fait, les policiers sont généralement à l'image de leur chef. C'est souvent leur faute s'ils se comportent mal sur le terrain. Les flics ne sont pas plus racistes que d'autres, mais ils sont embêtés au quotidien par une certaine population issue de l'Afrique noire qui se sent soutenue par les politiques. Pour tenir un mec qui fait 1,90 m à 16 ans, ils s'y mettent à trois. La suite dépend de ce que le chef leur a inculqué. Lorsque la police n'est plus tenue, cela se traduit forcément par des exactions. Le chef fait un sport de combat ? Ils sortent plus facilement le bâton.

Les grands chefs flics ne sont pas irréprochables. Tous ont touché du pognon pendant des années, des espèces ponctionnées dans la caisse des frais d'enquête et de surveillance. J'ai vu un directeur gratifié de douze mille euros pour son déménagement ! Tant que cette maison ne sera pas rénovée de la cave au grenier, elle continuera à godiller, à avancer par à-coups en fonction des idéologies, des événements ou des bavures. Elle n'a pas de colonne vertébrale.

Les vieux chefs sont des semi-politicards que l'on promeut par copinage. Les compétences devraient un jour prévaloir sur les potes, l'influence maçonnique et les amitiés particulières. À Londres comme à New York, il faut venir du terrain pour devenir chef de la police ! Il est temps que cette génération parte à la retraite, moi compris, et laisse la place à des jeunes qui ont des idées.

Au gré des élections, on met un coup de barre à droite, un coup de barre à gauche, mais on ne résout pas les problèmes. La question des gardes statiques est pendante depuis trente-cinq ans, celle des votes par procuration, qui encombrant les commissariats, traîne depuis aussi longtemps, comme celle de la présence auprès

de la population. Les majorités passent, les sujets restent et rien n'avance. Résultat, la police est en piteux état, on a même régressé sur certains plans, engluée qu'elle est dans des tâches administratives et procédurales qui l'éloignent de la voie publique, où il n'y a plus personne.

Quelques patrons prennent bien sûr leurs responsabilités, je pense à Daniel Ducléry, à Claude Cancès, à Jacques Franquet ou à Roger Marion, puis il y a la cohorte de ceux qui font les plus belles carrières, sans oublier ceux dont le seul souci est d'aller à la chasse, où ils rencontrent des gens importants. Que les voitures ne démarrent pas, que les ascenseurs ne fonctionnent pas, ça ne les intéresse pas car ce n'est pas valorisant. Ils ne veulent pas mettre la main dans la matière, tourner les vis. Ils se tiennent loin du terrain, où l'on risque de prendre une peau de banane à tout moment et de voir sa carrière fragilisée. Les policiers, du coup, ne se sentent ni soutenus ni compris, outre que l'IGPN se retournera contre eux à la première occasion, une police des polices dirigée par des gens qui n'ont pas fait de terrain, parce que le terrain est dévalorisant.

La police des quartiers, la police de tous les jours, celle que les gens ont envie de voir, personne n'en parle. Les syndicalistes eux-mêmes s'en détournent, du moins ceux qui sont trop occupés à tutoyer les grands chefs, à réclamer des décorations ou à devenir sous-préfets. La seule issue serait de revenir à une police pédestre, car celui qui se trouve en voiture ne peut pas savoir ce qui se passe. Aujourd'hui, on sort le pistolet-mitrailleur au moindre contrôle routier. On a le calibre à la main. Ce n'est pas interdit d'avoir du discernement !

Les policiers sont seuls sur la voie publique, face à des gens qui n'ont plus peur. Pour un simple vol à l'étalage, ils doivent rédiger

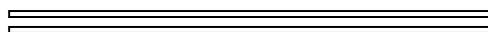
trente pages ! Ils sont englués par des tâches qui les éloignent de la rue, où il n'y a plus personne.

La fin de l'histoire, je la vois d'ici : ce sont les polices municipales qui tiendront la rue et les commissariats seront fermés la nuit. À ce train, la mission des prochains directeurs généraux consistera à enterrer la police nationale. »

1. Série américaine.

QUATRIÈME PARTIE

JUGES, POLITIQUES
ET POLICIERS :
LE GRAND DIVORCE



Les petits calculs des ministres de l'Intérieur

Le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy, en 2007, Abdel est en renfort avec la BAC. Les quatre policiers qu'il accompagne ont voté pour le nouveau président.

« Ce gars-là, je le sens pas, leur avait dit Abdel.

– On va être enfin reconnus », avaient rétorqué les collègues comme un seul homme.

Lorsqu'ils entendent, à la radio, que l'heureux élu a quitté la place de la Concorde pour fêter son succès au Fouquet's, Abdel sourit : « Les gars, je crois que vous vous êtes fait avoir. » Nicolas Sarkozy était l'homme de la situation, celui qu'ils attendaient. Sous le charme, ils ont assez rapidement déchanté. « L'ère Sarko a été un choc, analyse Abdel des années plus tard. On nous voyait comme les hommes de main du président de la République. Il faisait sa pub dans les quartiers sur le dos des policiers. Il arrivait et lançait : "Je vais vous péter la gueule." Puis il remontait dans sa voiture et repartait. Et les collègues dégustaient. Il a dit tout et son contraire. On devait faire la guerre, on était prêts, ça nous allait très bien de partir sécuriser ces quartiers. Résultat, il a fallu faire plus avec moins d'effectifs. »

Nicolas Sarkozy a déçu ces flics qui le prenaient pour un « ami », mais il n'est pas le seul responsable politique accusé d'avoir affaibli la police. Dans la bouche de ce gardien de la paix, la sentence est même sans appel : « Nos ministres sont déconnectés. Ils ne sont

pas au quotidien dans la rue, comme nous. Ils ne connaissent pas la réalité. Ils ne viennent jamais à l'improviste sur le terrain. Quand ils débarquent, on est tous bien habillés. On invente même des interventions pour assurer le spectacle... » Les voitures sont propres le jour de la visite officielle du ministre, la cour est balayée, et comme par enchantement les policiers patrouillent à quatre au lieu de deux. La radio, elle, fonctionne comme à l'école, alors que de graves problèmes de communication sont régulièrement signalés dans quelques secteurs pourtant sensibles. On enjolive au risque d'offrir au « premier flic de France » une image tronquée. Vision qu'aucun fonctionnaire, même s'il en rêvait, ne pourrait corriger, faute d'avoir l'oreille du ministre, protégé par des conseillers « qui leur font croire que tout va bien ». Abdel invoquerait presque Spielberg, tant il est convaincu que l'on présente à l'autorité politique une police ripolinée, nickel, des commissariats nettoyés de fond en comble, parfois même repeints la veille de leur visite. « Du cinoche », dit-il.

Qui pourra un jour prendre un ministre par la main et lui faire tâter la vraie vie de flic ? Quand ils reçoivent un représentant syndical qui leur parle cash, la plupart en ressortent avec l'idée que le problème, ce sont ces syndicalistes qui leur mettent le moral à zéro pour obtenir des sous supplémentaires. Une façon de réduire la portée du propos pour pouvoir camper confortablement sur leurs convictions. De mémoire de policier, le seul ministre à avoir pris la peine d'entrer sans prévenir dans un commissariat pour se faire sa propre idée s'appelle Pierre Joxe, deux fois en fonction dans les années 1980, alors que François Mitterrand était président de la République.

L'homme politique, c'est l'empêcheur de bien faire la police. Celui à qui ce brigadier la tête bien plantée sur les épaules a envie de dire,

de lancer ce cri du cœur : « Laissez-nous travailler, laissez-nous faire. » Une façon de réclamer à la fois confiance et reconnaissance, au-delà de la séquence émotion que suscitera la mort d'un policier en service – à l'arrière-plan, la tour Eiffel plongée dans le noir.

« Les politiques ont peur », tranche le brigadier, ce qui se traduit sur le terrain par cette consigne donnée sur la radio de bord de ne pas poursuivre un automobiliste après un refus d'obtempérer, par crainte de l'accident, d'un piéton renversé, de grabuge dans la cité. « Je veux que tout se passe bien », voilà la phrase clé relayée pour le compte du ministre par le préfet à l'oreille du patron qui transmet à tous.

« Ce soir, vous n'allez pas sur le quartier.

– Pourquoi, chef ?

– Pour ne pas mettre de l'huile sur le feu. »

On se tait, on obéit, mais on n'en pense pas moins : le boulot, n'est-ce pas au contraire d'y aller ? De ne pas tourner le dos ? De faire face, y compris si on doit revenir avec la voiture cabossée ? Ira-t-on jusqu'à ne pas appliquer le Code de procédure pénale pour éviter des feux de poubelle ou des voitures calcinées ? A-t-on bien réagi, en novembre 2005, alors que des émeutiers occupaient le terrain depuis trois jours au lendemain de la mort par électrocution de deux adolescents, sur la commune de Clichy-sous-Bois (93) ? « On nous a demandé de rester en retrait et d'attendre les renforts, alors qu'on était assez nombreux pour intervenir, affirme un gardien de la paix présent sur place. Ce n'est que le troisième jour que nous avons reçu la consigne de procéder à des arrestations, mais le mouvement était parti et on a eu quinze jours d'émeutes dans tout le pays. » Et le fonctionnaire de pointer un doigt accusateur vers Nicolas Sarkozy, convaincu que le ministre de l'Intérieur de l'époque

avait ce jour-là à l'esprit sa candidature à la future élection présidentielle.

Outre ces calculs opportunistes qui poussent alternativement à désertier les quartiers chauds pour ne pas avoir d'ennuis ou à y opérer d'inutiles descentes pour la galerie, les politiques ont une autre responsabilité. Alors que la police abrite autant de chapelles qu'un village grec, ils contribuent activement à nourrir un millefeuille administratif qui s'épaissit de jour en jour jusqu'à l'étouffement. Celui qui veut laisser une trace dans l'histoire invente une nouvelle strate, un nouveau sigle, un nouveau sédiment. Signé (Charles) Pasqua, (Daniel) Vaillant, (Brice) Hortefeux, (Manuel) Valls ou (Gérard) Collomb.

L'empilement des services de renseignements a été dénoncé après les attentats de 2015 : trop de boutiques, trop de rivalités, pas assez de communication et des terroristes qui passent entre les mailles du filet, voilà ce qu'ont découvert ceux qui ont pris la peine de regarder le dispositif français en face. Avec des conséquences bien réelles pour la lutte contre le terrorisme, cette cause nationale censée ne pas souffrir la moindre entorse. L'erreur est inévitable, mais voir trois services (le Service central du renseignement territorial, la Sous-direction antiterroriste de la police judiciaire et la Direction générale de la sécurité intérieure) travailler en parallèle sur un même objectif peut nuire gravement à l'efficacité collective. D'autant que pendant ce temps d'autres personnes échappent à toute surveillance, faute d'effectifs. Dans cette police découpée depuis toujours en tuyaux d'orgue, comme si un architecte avait cherché à l'affaiblir, où l'information remonte de bas en haut en oubliant l'horizontale, rares sont ceux qui échappent à la tentation de conserver les bons renseignements pour briller le jour venu auprès de l'échelon supérieur. Non seulement c'est naturel, chacun menant

sa carrière, mais le pli est pris depuis si longtemps qu'il est difficile de s'en défaire. Même lorsque l'on traque les assassins de *Charlie Hebdo*, on en dit le moins possible au concurrent. Le cabinet du ministre ne citera en effet dans son communiqué victorieux qu'une seule entité : le service qui a signé l'affaire...

« La gendarmerie, c'est la légion romaine, la police, ce sont les tribus gauloises », s'amuse un ancien militaire entré dans la police. Le pouvoir issu des urnes en juin 2017 a décidé de reprendre les choses en main, du moins la lutte antiterroriste, en installant une *task force* à l'Élysée. Il aura fallu plus d'une année pour entamer la bureaucratie mise en place sous le quinquennat précédent, en l'occurrence cet état-major inventé par Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, avec l'espoir fou de centraliser enfin l'information opérationnelle. Un état-major qui doublonnait furieusement avec l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste et dont le leadership avait été maladroitement confié aux... gendarmes. Lesquels, ayant désormais une main sur des dossiers qui jusque-là leur échappaient, se sont forcément accrochés comme une moule à son rocher. Au nom du blason, de l'écusson, de la « maison », des couleurs, de l'uniforme, carburants indispensables de la mobilisation, ferment de la réussite, mais aussi source de tous les crocs-en-jambe, cachotteries et autres coups tordus machiavéliques. Avec pour objectif de signer l'affaire et de ramasser lauriers, louanges et médailles.

Dès les premiers mois, Emmanuel Macron a tenté d'imposer l'unité par le haut, mais entendra-t-il le sage conseil d'un simple brigadier ? « À New York, après le 11 Septembre, ils ont tout remis à plat et mis en branle des moyens stratosphériques. Les grosses têtes de l'antiterrorisme devraient créer une entité unique. De quatre patrons, on passerait à un seul... » Une urgence à l'heure où les

services semblent débordés par le flot de ceux qui ne demandent qu'à frapper sur le sol français au nom de Daesh. Débordés malgré le doublement en deux ans des effectifs de la Sous-direction antiterroriste de la police judiciaire, passés à deux cent cinquante, et le gonflement de ceux de la Direction générale de la sécurité intérieure, qui ont franchi la barre des trois mille. Preuve supplémentaire que le nombre ne suffit pas à pallier des faiblesses structurelles historiques.

La police en tenue n'échappe évidemment pas aux mouvements de balancier politiques. Ils entraînent même sur ce terrain des déplacements tectoniques massifs, chacun portant son projet pour la sécurité, aux couleurs de l'idéologie qui l'habite. À la police de proximité prônée par les socialistes à la toute fin des années 1990 a répondu en 2002 la police d'intervention de Nicolas Sarkozy, avec la fermeture brutale de tous les postes de police ouverts dans les cités difficiles, où des gardiens de la paix avaient pourtant réussi la prouesse, en certains endroits, de renouer avec ceux qui n'attendaient que ça : des uniformes en bas de leurs tours. Dix ans plus tard, le socialiste Manuel Valls a mis en place les zones de sécurité prioritaires (ZSP) avec l'espoir d'inciter tous les services à se coordonner au moins localement, y compris avec la justice. Les brigades spécialisées de terrain (BST) surgies sous le quinquennat précédent, époque Michèle Alliot-Marie, continuaient à fonctionner, au risque du chevauchement, lorsque Gérard Collomb a sonné, en 2017, l'heure de la police de sécurité du quotidien (PSQ)...

Arrêtons là avec les sigles, chacun aura compris le risque de ce bout à bout alimenté au fil des ans sans que l'architecture générale ne soit jamais repensée, comme si des technocrates avaient construit Beaubourg autour de Notre-Dame de Paris, tout en y intégrant la Philharmonie de Paris. Les policiers, eux, s'adaptent

toujours. Ils sont même d'une incroyable souplesse, mais au-delà des plans de communication l'humain reste une donnée intangible. Comment transformer un flic qui fait du « saute-dessus » et du chiffre pour le chiffre depuis sa sortie d'école en parangon de la politesse, « Bonjour monsieur, pouvez-vous me présenter vos papiers » ? Comment aller au contact et donner le cas échéant ses coordonnées quand on a développé des habitudes d'assiégé ? Sans compter les déceptions, quand on s'est pris au jeu et qu'on a cru bien faire...

Les politiques ont aussi leurs petites manies. Leurs marottes. Leurs protégés. Leurs territoires. Ils aiment satisfaire les uns et les autres, surtout ceux qui comptent, au risque de créer de ces servitudes dont les flics ne raffolent pas. Manuel Valls à Matignon, l'entreprise chargée de rénover une partie de la difficile cité de la Grande Borne s'est autorisée à réclamer l'aide de la police pour préserver ses engins de chantier. Par ailleurs élu local dans le département, l'Essonne, le Premier ministre a fait redescendre la consigne. Et trois policiers se sont retrouvés pendant plusieurs semaines à épauler les agents de sécurité face aux caïds du secteur, en désaccord profond avec les rénovations en cours. Pas vraiment sûrs d'être à leur place, ils auraient préféré assister les collègues dans les cités ou sécuriser une grande gare des environs, mais l'ordre venait de si haut qu'ils n'ont pu remettre cette mission en cause. « C'est comme ça et c'est tout ! » a tranché le chef.

Un soir, les trois policiers ont « frôlé la correctionnelle » lorsque près de quatre-vingts personnes ont fait irruption pour les déloger. Des collègues en patrouille non loin sont arrivés en renfort, mais à dix ils se sont rapidement retrouvés à court de munitions. « Ils essayaient de nous encercler pour nous péter la tronche, se souvient un policier présent. Sans l'arrivée de nouveaux renforts, on

n'aurait plus eu qu'à partir. Cela a duré près de deux heures. Tout ça pour sauver deux pelleteuses ! »

La faute à la procédure

La justice, sur le papier, c'est le partenaire sans qui rien n'est possible pour la police. Celui avec lequel on devrait danser du même pas. Or, c'est tout le contraire que ressentent les policiers. La faute à la procédure, à cette paperasse qui plombe les enquêteurs. Combien d'heures de travail purement administratif sur vingt-quatre heures de garde à vue ? « Quatre si l'avocat arrive tout de suite », tranche un enquêteur, qui embraye : « On perd un temps fou, et certainement pas au bénéfice de la victime. » La lourdeur s'immisce dans tous les instants, au point que l'investigation, prisée par tous il n'y a pas si longtemps, crie famine aujourd'hui, désertée par les vocations. Et ce ne sont pas les premières mesures annoncées sous le quinquennat Macron qui les réconcilieront. Car la commission chargée de revoir la procédure pénale ne comptait en son sein aucun technicien de la police. Placée sous l'égide de la Chancellerie, elle a accouché d'une douzaine de « mesures miniatures à l'effet très réduit », selon le jugement sans appel du secrétaire général du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), David Le Bars. « Le policier de Saint-Denis ou de Marseille ne verra pas la différence », a-t-il prévenu au lendemain des annonces faites par le ministère de l'Intérieur.

« Si on ne responsabilise pas les enquêteurs, on n'y arrivera pas », alerte pour sa part Christian Sainte, directeur de la police judiciaire parisienne, qui connaît le poids des procès-verbaux dits « de forme », le temps consacré à chercher l'avocat, qui viendra s'il

le peut, et sait combien il est difficile d'aborder le fond d'une affaire pendant la première journée de garde à vue. « Il faut leur redonner une marge d'autonomie pour leur permettre d'accomplir des actes sans passer à chaque fois par le procureur, poursuit ce cadre respecté. L'infantilisation n'est pas bonne, elle nourrit le manque de reconnaissance dont beaucoup font état au sein de la filière d'investigation. »

Ce commandant en poste dans une ville moyenne ne dit pas autre chose, mais ses mots sont plus crus. Sa principale source d'inquiétude, ce sont les appels des victimes qui demandent des nouvelles de leur affaire. Il ne le leur dira pas, mais il doit s'occuper d'environ deux cents dossiers en même temps et sait qu'il n'aura pas les moyens d'aller chercher des centaines d'auteurs de délits pourtant identifiés. Rattaché aux Mœurs, il lui arrive d'avoir à traiter trois viols dans un week-end. La plainte pour attouchement sexuel, si importante soit-elle, passera à l'arrière-plan. La faute à cette procédure qui dévore le temps de l'enquête. « Il faut cocher toutes les cases l'une après l'autre, l'avis à la famille, l'employeur, pourquoi pas le consul, un ami, sans oublier de lui rappeler que le gardé à vue a droit au silence, raconte-t-il. On en sourit parfois en disant qu'on devra bientôt lui apporter le café crème et un bouquet de fleurs, mais c'est la réalité : l'auteur est dans nos murs depuis quatre heures, mais l'enquête n'a pas avancé. La victime n'a pas droit à autant d'égards, on ne lui demande pas si elle a faim, si elle va bien, et si le voleur refuse qu'on lui restitue le butin, on ne le lui rend pas. C'est assez gavant de voir doubler les droits des mis en cause alors que la mamie n'en a pas plus qu'avant. La personne a ses trois repas par jour et le flic se débrouille avec son casse-dalle pendant que les avocats guettent la faute. »

La procédure n'est pas seulement chronophage. Elle nourrit chez le policier le sentiment qu'on l'encadre car il serait indomptable, voire dangereux pour la démocratie. Un costard si difficile à porter que Christophe, brigadier-chef dans une grande ville de province, le jette aux orties : « Le policier n'est pas un gros fachos qui met des coups de bottin dans la gueule du gardé à vue. Le policier est un être humain qui a une famille, qui pisse, qui mange et qui peut être humain. » Et de rapporter, pour illustrer le propos, la façon dont ses collègues et lui ont traité le cas de ce toxicomane de 25 ans qui venait de braquer un paquet de clopes dans un bureau de tabac avec un fusil à pompe bidon : ils lui ont fait comprendre que c'était peut-être une chance qu'ils l'aient « gaulé » (arrêté) avant qu'il ne commette l'irréparable. « La procédure nous encombre tellement qu'on n'a même plus le temps de discuter avec le délinquant, de le mettre à l'aise pour le faire parler, pas plus qu'on n'a le temps d'annoncer à la victime l'interpellation de l'auteur, regrette notre interlocuteur. Le métier réside dans le contact. Au lieu de cela, il faut se justifier pour le moindre acte, attendre qu'un avocat soit disponible, compter deux heures pour avoir en ligne un parquet débordé lui aussi, avec un seul magistrat pour gérer les procédures d'un département entier, le tout face à une criminalité dont le volume ne cesse d'augmenter. » Un travail toujours au bord de la rupture qui génère énormément de déchets vécus comme autant d'échecs, quand tombe au téléphone la phrase fatale d'un substitut du procureur : « Je n'ai pas reçu votre avis à parquet dans les temps, mettez-moi ça dehors... Vous le reconvoquerez. »

Un voleur de sac à main est-il interpellé ? Le policier dispose d'une heure pour lui notifier ses droits, sous peine de voir l'affaire « cassée ». Depuis 2017, règles européennes obligent, il lui est permis de s'entretenir pendant trente minutes avec un membre de

sa famille, un policier mobilisé pour garder la porte, comme pendant l'entretien avec l'avocat. Un moment propice, si l'on a le vice dans la peau, pour transmettre toute une série d'informations pouvant nuire, par exemple, aux perquisitions futures. Le comble, aux yeux de ce brigadier, étant le fameux article 77-2 du Code de procédure pénale, qui autorise le mis en cause à avoir accès à la procédure un an après, occasion inespérée de récupérer les noms des éventuels témoins, et pourquoi pas le numéro de téléphone de la victime.

« Du coup, soupire le policier, beaucoup de gens se dégonflent à l'heure de témoigner. » Trop peur d'être démasqués un jour et de voir leur vie quotidienne transformée en cauchemar, dans un quartier où les malfrats tiennent toutes les cages d'escalier.

Le grand procès de la justice

« J'ai du mal avec les magistrats qui me parlent de façon désagréable », confie Louise, qui garde des souvenirs cuisants du temps où elle était jeune lieutenant. « Ah, le plus beau service de France ! » se moquait parfois le magistrat de permanence quand elle appelait pour signaler un nouveau dossier. « Quelle belle affaire allez-vous encore me présenter ? » De quoi donner envie de raccrocher, mais elle n'a jamais baissé les bras. Même lorsqu'un juge a lancé, désinvolte, en voyant arriver une victime souillée par un agresseur sexuel dans le métro :

- « Vous ne pouvez pas aller lui acheter un pantalon ?
- Mais je n'ai pas les sous ! a-t-elle répondu poliment.
- Vous n'avez pas de caisse noire dans la police ?
- Ah non, pas à ma connaissance. »

Finalement, la police a accompagné la dame à son domicile pour qu'elle se change, mais la lieutenant n'encaisse toujours pas : « C'est injuste que l'on me parle comme ça parce que je fais mon métier. Quand on allait au parquet, on se disait "Bonne chance" entre nous. J'avais la hantise d'entendre un magistrat décréter que ce n'était pas de la bonne police, qu'on faisait n'importe quoi. C'est sûr que ce n'est pas de la grande police, mais c'est elle qui assure l'essentiel du boulot, elle qui est la plus méritante. C'est la police qui est sur le terrain, la première intervenante, celle qui aide les gens, qui doit avoir du discernement à chaud alors qu'elle ne sait jamais sur quoi elle va tomber. »

Le procès de la justice se tient à tous les étages de la police. La majorité élue en 2017 a assuré vouloir rapprocher la police de la population, mais les acteurs de la sécurité le savent : si la justice ne descend pas, elle aussi, au niveau du quotidien, rien ne changera. La réalité, c'est une institution judiciaire qui ne partage pas suffisamment l'information avec les policiers. Ont-ils décidé d'accorder une permission à un délinquant ? Rares sont ceux qui songent à en avertir les fonctionnaires concernés, histoire de leur éviter une mauvaise surprise.

« La réalité, rappelle utilement Philippe Capon, secrétaire général de l'UNSA Police, c'est l'agresseur qui ressort libre du tribunal et insulte la victime. » Que fait ce garçon dans la nature avec une cinquantaine de délits à son actif ? Que fait au volant ce garçon qui n'a que 17 ans et évidemment pas son permis, lui qui a déjà été condamné pour refus d'obtempérer, port d'arme et violence sur agent de la force publique ? « C'est pour ça que l'on prend des risques, lâche Mickaël sur le ton du désarroi, pour retomber trois fois sur le même et lui dire : "Encore toi ?" »

« Est-ce que ces juges se mettent quelquefois à la place de la victime ? demande Yann. Nous, on l'a eue dans la voiture et on est allés chez elle ! Les juges évoquent un problème financier, le manque de places dans les prisons, mais c'est culturel. On a installé le laxisme dans les esprits. On a renforcé les droits en oubliant les devoirs. On nous a laissés tout seuls, sans les clés. »

À l'arrivée, ce récit lancinant qui monte de tous les commissariats confrontés aux multirécidivistes. Où l'on comprend qu'il faudrait commettre pas moins d'une quinzaine de vols à l'arraché (connus) avant d'être condamné. Où un charbonneur (celui qui transporte les barrettes de shit vers le point de vente) revient en moyenne deux jours après son interpellation sur son lieu de travail, dans un milieu où l'on craint moins la police que le dealer, susceptible de vous couper un doigt à la première incartade. Où le patron du trafic gère son commerce depuis la prison du coin, ne manquant ni de quoi fumer ni de moyens de communication et ne pleurant même pas sa console de jeux. Une petite musique dont on se dit qu'elle est exagérée, avant de la capter de Dunkerque à Cannes, au point que l'on finit par la connaître par cœur et par admettre qu'il y a pire que l'absence de moyens : le sentiment d'inutilité.

Un quidam compose le 17 sur son téléphone ? On envoie la police. « Vous verrez sur place », dit le chef, à l'abri derrière une décision qu'il sait lui-même difficile à mettre en œuvre pour cause d'effectifs tendus. L'équipage arrive deux heures après le cambriolage, la victime n'en est pas moins rassurée de voir des uniformes. Le policier connaît par avance les limites de l'exercice mais joue son rôle, comme il accepte de prendre toutes les plaintes que l'on vient déposer à son guichet. Il pourrait dire à cette personne qui déplore le vol de cent euros sur son compte bancaire qu'il n'y pourra rien, qu'il n'est pas outillé pour enquêter sur l'affaire, mais il a

appris à taire faiblesses et dysfonctionnements. La personne rappellera, demandera des nouvelles de son cas. Rien n'aura bougé, rien n'aura même été seulement tenté, mais il brodera. Un mensonge perpétré tous les jours des dizaines de fois dans tous les commissariats. Mais comment en sortir ?

« Si la police disait la vérité et reconnaissait son impuissance, la désillusion serait trop importante », constate Maggy. Le fonctionnaire, lui, sait. Il prend en pleine figure la peine de cette victime dont le cambrioleur a chamboulé les effets personnels et qui aimerait bien voir l'intrus sous les verrous. Il doit assumer l'absence, écrite dès la première heure, de réponse pénale. La justice est débordée, combien de fois a-t-il croisé le procureur avec les yeux aussi cernés que les siens ? Comment rester zen face à ce lascar qui a menacé de mort quelqu'un, roule comme un cinglé en ville, a déjà été convoqué cinq fois par le juge pour refus d'obtempérer et niera tout durant sa garde à vue ? « Tu les arrêtes, ils s'en foutent, maugrée Maggy. Au pire, ils auront Canal + en prison. » Le policier ne se sent pas seulement fragilisé dans son essence même, il a mal pour les victimes. « Quand tu intervies trente fois pour le même différend familial, que la femme s'est encore fait démonter la tête, tu ne comprends pas, s'emporte celle qui est devenue la porte-parole de ceux qui n'ont pas voix au chapitre. Tu te retrouves facilement en porte-à-faux avec ces victimes. Tu connais les limites, mais tu prends quand même la plainte, la victime te dit merci, et tu t'énerves parce que le parquet ne répond pas. » Certaines séquences auraient de quoi transformer en poulet blasé le plus motivé des majors. Celle-ci commence lorsque le commissariat envoie un équipage, vers 3 heures du matin, après le signalement d'un vol par effraction. Le portail est ouvert et un tournevis a été abandonné au pied de la

porte. À l'intérieur du pavillon, trois hommes en train de fumer un joint.

« C'est chez vous ? demande un policier.

– Non », reconnaît l'un des fumeurs, qui visiblement squatte la maison avec ses amis.

Dans le garage, la batterie du véhicule est d'ailleurs en charge, signe qu'ils comptaient le dérober. Deux des trois n'ont pas de papiers d'identité. Une belle affaire, carrée, estiment les policiers, qui les emmènent au commissariat. Pour apprendre le lendemain matin que le parquet n'a pas pris l'affaire au sérieux. Griefs retenus : la violation de domicile et le joint. Puniton annoncée : un simple rappel à la loi. Quant à l'absence de papiers, une injonction de quitter le territoire leur a déjà été signifiée auparavant, donc tout est en ordre. Cruelle désillusion pour ces policiers qui en déduisent que l'on peut se dire marocain alors que l'on est d'origine algérienne, circuler sans papiers et squatter la maison d'un défunt (le propriétaire était mort) sans s'attirer de sérieux ennuis...

« La solution n'est pas d'incarcérer la moitié de la population française, embraye un brigadier, mais chaque fait délictuel devrait entraîner une sanction pénale. »

Simple, du moins en apparence.

En attendant, la montée du sentiment d'impunité aurait largement contribué à faire disparaître la peur que pouvait inspirer l'uniforme.

« Caillasser un flic coûte moins qu'un excès de vitesse »

L'incompréhension entre policiers et magistrats atteint des sommets qui donnent le vertige aux premiers. L'histoire qui suit met

en scène un officier de police judiciaire d'origine tunisienne en poste dans un commissariat des Yvelines. Vingt ans de « boîte » derrière lui, il prend quelques précautions à l'heure d'extraire de sa cellule un homme suspecté d'avoir étranglé sa mère pour lui soutirer deux cents euros. L'homme ayant régulièrement menacé la France ces dernières années, le policier lui porte une attention toute particulière. Le gars se met à l'insulter dans le couloir, au point que le policier décide de reporter l'audition et de le ramener dans sa cellule. Trop tard : l'individu commence à éructer et à baver, tout en avançant vers le fonctionnaire en meuglant deux « Allahu akbar » et des menaces de mort. Ancien boxeur, le policier sèche ce « client » récalcitrant d'un coup de poing, avant de le reconduire en cellule. Puis il appelle le parquet pour expliquer la situation. Normal, sauf que dans sa plainte, encore sous le coup de l'altercation, le gardien de la paix a omis de rapporter comment l'homme s'était jeté sur lui. Et que l'étrangleur, finalement transporté devant un juge du tribunal de Versailles, a déposé plainte contre lui. Pour « violences ».

« Il me saute dessus si je ne le frappe pas », se justifie le policier devant le magistrat qui l'a convoqué. Peut-être, mais il ne l'a pas clairement énoncé dans sa plainte, lui rétorque-t-on. Alors que se profile le risque d'une comparution d'un collègue devant le tribunal correctionnel, la colère monte au sein du commissariat, où se multiplient les manifestations de soutien. L'un des fonctionnaires a été témoin des menaces de mort réitérées dont il a fait l'objet et le mentionne expressément dans un écrit. Pour tous, si on peut reprocher au policier une virgule de travers dans son rapport, il a fait correctement son travail. Il a même fait venir un médecin qui n'a constaté, côté plaignant, qu'une éraflure au genou. La hiérarchie elle aussi le soutient contre ce substitut « zélé » dont chacun se demande s'il ne rêve pas, la nuit, de « casser du flic ».

« Notre parole est trop souvent mise en doute par la justice, renchérit John. On est sans arrêt appelés pour des confrontations, comme si on arrêta des gens pour rien. C'est plus facile de juger derrière un bureau que d'être sur le terrain. J'invite les magistrats à tourner avec nous en voiture de police pour vivre notre quotidien. Ou plutôt je les mets au défi de prendre l'uniforme et de traverser une cité ! » Et le policier de suggérer une liste de lieux pour cette initiation : le Franc-Moisin à Saint-Denis, le Clos Saint-Lazare à Stains, les Poètes à Pierrefitte, les 4000 à La Courneuve, ou encore les Boute-en-Train (*sic*) à Saint-Ouen. Pas forcément avec l'espoir que le juge en revienne avec un vaccin propolice dans les veines, mais qu'il comprenne une ou deux petites choses. Par exemple que la question du contrôle au faciès est un « faux problème » dès lors que la population d'un quartier est majoritairement d'origine africaine ou maghrébine. Ou qu'un type est capable de tout, y compris de crier « Je vais t'étrangler comme Daesh » pour que le policier le frappe, afin de pouvoir ensuite porter plainte contre lui.

Dossier suivant : des policiers interviennent pour une rixe dans le secteur de la Bastille, à Paris. Un membre de la BAC met des coups de bâton en caoutchouc à un fêtard particulièrement éméché et défoncé qu'il ne parvenait pas à repousser, sauf que la scène a été filmée depuis la terrasse d'un café. Une fois dégrisé, le lendemain matin, découvrant qu'il n'est pas poursuivi pour outrage, le type a la bonne idée de déposer plainte contre la police. Les images en poche, il convainc un magistrat qu'il a été victime d'une agression caractérisée. Malgré un parcours sans accroc, le fonctionnaire sera présenté comme un flic « assoiffé de sang » et prendra une peine de prison avec sursis, à la grande surprise de ses collègues, estomaqués que le procureur n'ait pas pris en compte le taux d'alcool de la « victime », et le fait que cet honnête citoyen avait été

frappé au préalable par... un vigile. De quoi donner envie aux nuiteux de ne plus approcher les pochtrons, même ceux qui se mettent des coups, et pourquoi pas d'éviter les sorties de boîtes de nuit pour limiter les risques de finir en position d'accusé... Tout en suggérant eux aussi au magistrat d'aller voir de plus près de quoi sont capables ces bandes qui déambulent au cœur des grandes villes la nuit. De se confronter à ce qu'ils appellent, eux aussi, la « vraie vie ».

« Vous êtes des citoyens comme les autres », a dit un jour un magistrat à un gardien de la paix qui rechignait à l'idée de venir au tribunal se confronter à la partie adverse après une interpellation musclée qualifiée de « violences policières ». « Vous ne représentez plus l'ordre », s'est encore entendu dire l'intéressé, accusé d'avoir brusquement neutralisé ce jeune qui lui lançait des pierres depuis trois quarts d'heure. Un traitement qu'il ne digère toujours pas un an plus tard : « Quand le procureur parle au tribunal, c'est un monologue. Il a ses convictions. Il n'y a pas d'échange. C'est un peu comme s'il vendait des baskets sans jamais avoir couru. La justice contribue à nous décrédibiliser. On représente quand même la loi ! Si on était suivis, on serait plus forts. »

Les juges ne sont pas seulement soupçonnés d'être « dans leur monde », ils auraient, par leurs décisions, contribué à banaliser la violence contre les policiers. « Caillasser un flic, c'est moins puni qu'un excès de vitesse », glisse un connaisseur, comme si l'on s'était habitué à la répétition de ces scènes d'émeutes. Tout juste si on ne dit pas aux flics : « Vous êtes là pour ça, normal si vous vous faites malmener. » Les noms de certains procureurs hérissent particulièrement les troupes, qui les perçoivent comme des « bouffeurs de flics ». « Lui, il ne peut pas blairer la police et ne s'en cache pas », voilà une phrase que l'on entend souvent, et pas

seulement dans les parages du tribunal de Bobigny, longtemps montré comme le réceptacle de tous les laxistes du monde. « Lui, il est de parti pris, il enfonce les gars car ils sont policiers, pointe un gardien en poste dans le Nord. Il est plus tendre avec les voyous qu'avec nous. On n'est pas des criminels ! Les magistrats se justifient parfois en disant qu'ils sont surchargés, mais c'est pour certains une ligne de conduite. On doit tellement se battre dehors qu'on ne devrait pas avoir à se battre avec eux. »

Le pire advient quand la suspicion s'insinue au sein même de la police et qu'un jeune officier de police judiciaire tout juste sorti de l'école en fait des tonnes. En l'occurrence, un contrôle a tourné au pugilat dans le métro parisien. La personne ciblée prétendait ne pas avoir de papiers d'identité, mais une rapide palpation a permis de découvrir un passeport américain et des cachets d'ecstasy. L'homme, plutôt bien bâti, a aussitôt collé une baffe au policier le plus proche avant de s'enfuir au pas de course. Le gardien de la paix, qui sous le coup avait perdu ses lunettes, l'a rattrapé dans les escaliers et plaqué au sol, non sans s'exploser le genou au passage. Deux collègues ont pris le relais et fini par le maîtriser avec l'aide d'agents de la RATP. Normal, sauf que le gars s'est mis à hurler en balançant des coups de pied, ce que racontent avec moult détails les policiers à l'officier de police judiciaire qui les reçoit, un jeune collègue. Ça coince au moment d'aborder le motif du contrôle. « Recherche de stupéfiants », annonce le blessé, qui a de plus en plus mal. « C'est carré, ajoute-t-il, agacé. Il m'a mis une baffe et il est parti en courant. » Cela se crispe davantage encore lorsqu'il se voit vertement refuser par le jeune officier l'autorisation d'aller montrer son genou aux urgences : « Tu restes ici ou je te mets en garde à vue ! C'est moi le chef ! » Une confrontation est prévue, car

l'Américain, qui pour sa part a eu droit à la visite d'un médecin, a déposé plainte pour coups et blessures...

Bilan pour le gardien de la paix : fracture de la cheville, ligament déchiré au niveau de l'épaule, quarante-six jours d'ITT. Moins grave à ses yeux que sa convocation annoncée devant la police des polices, lui qui rêvait, petit, de devenir Goldorak, un héros qu'il n'a « jamais vu baisser son arme », qui était « toujours à fond la caisse » et qui gagnait à chaque fois. L'inverse de ce qu'il est devenu, lui dont la parole n'a pas été considérée. Pour autant, il l'assure : il ne se résignera pas.

La police judiciaire à l'amende

« Un pur scandale », lâche un haut responsable de la police judiciaire. D'autant que personne, au niveau de la Direction générale de la police nationale comme à l'échelon politique, n'a osé s'exprimer publiquement sur le sujet par crainte de se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de la sacro-sainte institution judiciaire.

De quoi s'agit-il ? De la chute du commissaire François Thierry, patron de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS), poursuivi par des magistrats pour des pratiques pourtant validées par d'autres magistrats, tel le recrutement d'un indicateur de très haut vol infiltré au cœur du trafic international de stupéfiants. Une mêlée dont l'issue n'était pas connue à l'heure d'imprimer ce livre, mais qui a fait des heureux : les trafiquants, débarrassés de flics qui dérangaient leurs petites affaires, ainsi que du service de pointe de la douane, la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED),

débouloignée dans le même élan au terme d'une guerre fratricide arbitrée par la justice.

Comment en est-on arrivé à cet invraisemblable gâchis ? La grenade a été dégoupillée avec l'arraisonnement par les douanes d'une cargaison de sept tonnes de cannabis dans des camionnettes stationnées sous les fenêtres de l'un des plus grands logisticiens du shit, en février 2016. Les gabelous (douaniers) ne l'ignoraient pas, l'homme en question, Sofiane H., est l'indicateur prolifique du commissaire François Thierry, qui l'a recruté au fond d'une prison espagnole. Non seulement ils le savaient, mais cette estocade peu confraternelle a une explication : quelques années auparavant, plusieurs douaniers, membres de cette même DNRED, s'étaient retrouvés en garde à vue dans les locaux de l'Office des stupés pour cause de gestion hasardeuse des produits saisis. Où l'on voit deux services de l'État se marcher sur les pieds sous les yeux tétanisés des responsables de Bercy (dont dépendent les douanes) et de la Place Beauvau, avec les juges en position d'arbitres.

L'affaire débouche sur l'incarcération de l'indicateur le plus généreux de ces dernières années. Elle entraîne surtout la mise en examen du patron de l'Office central, en même temps que la suspension d'une opération d'infiltration hautement sensible à Lyon. Toute une chaîne répressive se trouve mise à mal, n'en déplaise aux autorités politiques qui se sont gargarisées de la saisie de ces sept tonnes, le président François Hollande en tête, fier de ce « coup porté au crime organisé ». La faute au tacle improbable infligé par les douanes à la PJ, mais aussi à des magistrats qui auraient changé en cours de route les règles du jeu de la lutte contre le trafic.

Face au flux du produit (environ quatre cent cinquante tonnes de cannabis entrent chaque année sur le territoire français), les stratèges de la police judiciaire avaient deux options : rester les bras

croisés et regarder passer les semi-remorques ou mettre en place une stratégie « audacieuse » – le recours aux informateurs, un exercice qui relève davantage de l'art que de la science. Un plan risqué, reconnaît Emmanuel, un praticien : « Même avec du métier, on n'est pas à l'abri du coup de vice, surtout quand l'informateur, comme c'était le cas dans l'affaire des sept tonnes, est au cœur de la logistique. Non seulement il affrétait les camions qui remontaient du Maroc à travers l'Espagne, mais il choisissait parfois lui-même les lieux de stockage. Une partie de la marchandise peut évidemment s'évaporer en cours de route, mais n'est-ce pas mieux que de ne rien voir passer du tout ? Depuis que l'on avait mis en place ces opérations, l'Office ne faisait plus rire les trafiquants ! »

François Thierry aurait géré la lutte contre le trafic en aimable retraité, il serait tranquillement devenu contrôleur général. Au lieu de cela, le policier a connu l'infamie. A-t-il été berné par cet indic avec lequel il avait noué une relation hautement privilégiée, au point de neutraliser grâce à son concours plus de deux cents gros revendeurs et de saisir plus de cent tonnes de shit, sans compter trois ou quatre tonnes de cocaïne ? Les juges parlent de « déloyauté » et vont jusqu'à évoquer une complicité policière avec les trafiquants. Le commissaire n'aurait pas tout dit, pas tout déclaré, pas tout mis sur la table. Il aurait agi dans le dos de la justice, ce qu'il conteste, soutenu par la plupart des membres de son service. Pour un peu, on le ferait passer pour un ripou, lui qui s'est retrouvé privé de son habilitation de police judiciaire et placardisé.

Comment continuer à perturber les trafiquants sans recourir à la technique éprouvée de la provocation, par indicateurs interposés ? Comment monter des dossiers si les juges remettent en cause, après coup, le feu vert donné par des procureurs ? Les tuyaux continuent à affluer vers le service, le milieu de la drogue étant

particulièrement propice à la délation, mais la tentation est grande, chez certains fonctionnaires, de ne pas donner suite. Le moral des troupes est au plus bas, au point qu'ils ont symboliquement déposé les calibres sur le bureau du directeur, le temps d'une journée. En coulisses, la guerre fait rage avec les juges spécialisés dans la lutte contre le crime organisé, ceux-là mêmes avec lesquels ils devraient travailler en parfaite harmonie. Tant que la Chancellerie et l'Intérieur ne se mettront pas autour d'une table pour revoir les textes encadrant l'infiltration des milieux criminels, la machine tournera au ralenti. Comme le cannabis, la cocaïne affluera sur le territoire par tous les ports, tous les aéroports, toutes les routes, un flux impossible à contrôler, sauf à avoir le bon tuyau au bon moment, autrement dit un informateur bien placé. Pas un type bien sous tous rapports, mais un voyou ayant eu la chance d'être contacté par un importateur à la recherche d'une porte de sortie pour sa marchandise dans la ville de départ, Caracas, Cayenne, Pointe-à-Pitre ou Saint-Domingue, ou d'une entrée sur le territoire français, à Orly, Roissy, au Havre ou sur une plage des Landes.

« Tout est paralysé, confirme un pilier de la lutte contre le trafic, passablement écoeuré. On laisse passer les convois... Les juges connaissaient notre indicateur depuis février 2010, ils ont même couvert une fausse garde à vue en 2013, mais ils ont fait mine de l'avoir découvert en 2015 ! Au palais de justice, ils s'en félicitaient tous les jours, je dirais même qu'ils nous encourageaient, mais quand ça a pété, ils ont fait ceux qui ne savaient pas. Ils nous ont abandonnés en chemin au profit de la morale : les tontons, c'est "sale". Chez eux, c'est "Courage, fuyons". Ils veulent tout diriger, sauf qu'ils sont tétanisés par les avocats des grands voyous et qu'ils ne savent pas ce qu'est un trafiquant de stupés. Les juges sont la

vérité et nous le mensonge. Ils sont dans le dogme. Ils ignorent la vraie vie. »

La « vraie vie », on y revient toujours. Comme leurs collègues gardiens de la paix, les limiers de la police judiciaire, hier conquérants, se sentent incompris des magistrats qui supervisent leurs actes. Au point de friser la rupture : plus envie de travailler dans cette insécurité juridique, avec la menace d'une mise en examen alors que les livraisons « surveillées », autrement dit l'introduction encadrée de drogue sur le territoire dans l'espoir d'intercepter les acheteurs, avaient jusque-là prouvé leur efficacité – en même temps que leurs faiblesses, les saisies de produits stupéfiants se limitant à la marchandise introduite sur le territoire avec l'aval, voire l'appui logistique, de la police. De quoi gripper une mécanique fragile, non sans laisser des traces profondes chez les policiers placés en garde à vue comme les trafiquants qu'ils arrêtent, les menottes en moins.

Le sentiment d'une lente érosion ronge les plus anciens membres de la police judiciaire¹, et pas seulement parce qu'on demande aux enquêteurs de « bosser la nuit et le week-end pour pas une thune de plus », à part une petite prime de cent cinquante euros pour les officiers. « Les sachants partent », déplore un commissaire. « Un savoir-faire se perd », embraye un autre. En cause, l'arrivée massive dans les rangs d'une génération qui a tendance à se fondre dans le moule « fonction publique ». Des « fonctionnaires », un peu comme ces juges qui réclament aux enquêteurs de restreindre leurs coups de filet. Ils pourront traiter trois personnes en garde à vue, pas dix. Et comme leur agenda est rempli, ils insistent pour retarder les arrestations d'une semaine. « Je suis tout seul et j'en peux plus, vous comprenez. » « Vous attendez le lundi pour les interpellier, parce que le week-end, je ne bosse

pas. » « Vous ne le présentez pas demain car je n'ai pas de greffier. » « Faites-moi un résumé par individu, je n'aurai pas le temps de tout lire. » « Voyez avec la permanence pour les prolongations de garde à vue, je ne peux pas rester... » Pour finir par ce magistrat qui imposa aux policiers d'interrompre leur action – le démantèlement d'un réseau de trafiquants d'armes – parce qu'il avait... golf.

Le pays est « en guerre » contre la drogue, mais les « guerriers » ont un genou à terre. Ou « le cul dans les roses », selon une expression entendue à Nanterre, derrière les tours de La Défense, siège des offices centraux de la PJ. « J'ai parfois l'impression de courir un marathon avec quarante kilos sur le dos, où l'on te donne des coups de fouet tous les deux kilomètres », confie ce commissaire, trente ans de PJ à son actif. Malheureux de voir les criminels accroître leur avance, tant sur le plan technologique que par les libertés qu'ils prennent désormais avec les frontières, quand les investigateurs sont « bagués » par les textes, les juges, mais aussi la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), laquelle leur interdit par exemple de comparer les numéros de téléphone d'un dossier à l'autre... Un monde étranger au directeur général de la police lui-même, le plus souvent fort éloigné de ces contingences propres à l'enquête sur le terrain, où l'on salit facilement son costume. Étranger davantage encore aux politiques, même aux ministres de l'Intérieur, qui débarquent dans les services sur le mode « Dessine-moi un voyou », « Mais d'où vient donc tout ce shit ? », « Et la cocaïne, il y en a beaucoup ? ».

« Le flux de stupéfiants, tout le monde s'en fout, affirme un commissaire. Les politiques n'ont d'yeux que pour la police de proximité. Ils s'intéressent à l'immigration, mais la drogue leur paraît accessoire. Ils n'ont aucune stratégie dans ce domaine. Pas une

journée ne se passe sans que se produise un règlement de compte lié à la drogue, y compris dans des villes improbables. À Marseille, c'est même apocalyptique. Mais la criminalité organisée ne les concerne pas. » La priorité donnée depuis 2015 aux services engagés dans la lutte contre le terrorisme a elle aussi contribué à affaiblir la police judiciaire. Les services de renseignements et les groupes d'intervention ont absorbé une bonne partie de l'enveloppe budgétaire au détriment de l'investigation, qui a dû renoncer à quelques voitures et autres paires de jumelles, ordinateurs, radios et casques équipés pour la transmission. Une paupérisation en pleine contradiction avec les discours officiels, mais aussi une balle dans le pied, dans la mesure où réseaux criminels et réseaux terroristes s'entremêlent de façon flagrante, sur fond de basculement d'un certain nombre de voyous ratés dans la folie religieuse – Amedy Coulibaly, né en 1982 dans l'Essonne et auteur de l'attaque de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, en 2015, avait confié à un policier rêver d'intégrer un jour une équipe de braqueurs de fourgons blindés.

La lutte contre le trafic international de stupéfiants cafouille et se mord la queue, mais ce n'est pas mieux en bas de l'échelle, sur les lieux de revente du produit. N'importe quel policier passé par la Seine-Saint-Denis reste « choqué » par ce qu'il a constaté de ses propres yeux. S'il abandonne la langue de bois au vestiaire, il vous dira même que « la guerre est perdue ». « On a laissé se former une socialisation délinquante, analyse un commissaire longtemps en fonction dans ce département qui carbure au narcobusiness. Les jeunes baignent dans cet univers. Les stupéfiants font fonctionner la cité. Les revendeurs recrutent des mômes de 12 ans qu'ils paient cent cinquante euros la journée pour faire le guet : ils ont pour mission de siffler s'ils voient une voiture de police. Ils ne savent rien

du trafic. À 18 ans, ces garçons n'ont aucun repère. Ils roulent avec des voitures de location, jettent régulièrement leur portable et maîtrisent les armes. La prison leur fait d'autant moins peur qu'ils risquent leur vie. À 20 ans, ils touchent vingt mille euros par mois et bâtissent leur maison au bled. En face, on vide la mer à la petite cuillère. »

Les policiers le savent, la drogue est le moteur à oxygène du crime, « la mère de toutes les batailles ». Les toxicomanes multiplient les vols à la roulotte et les cambriolages ; nombre de violences urbaines sont directement liées au contrôle du territoire ; le trafic génère du blanchiment d'argent. Comment reprendre la main, sachant qu'une commune peut compter jusqu'à une quarantaine de points de vente et que le traitement sérieux d'un seul de ces points représente au moins deux mois de travail ? Les policiers voudraient au moins les juges avec eux, mais aussi les douanes, qui se sont égarées en chemin dans une stérile guerre de chapelles.

Les stats tuent le métier

La police n'a pas forcément besoin de la justice pour mettre la pression sur les siens : entre le poids démesuré du chiffre et un système assez opaque de primes, elle fait ça très bien toute seule. Une comptabilité qui prend tellement de place qu'elle tue, elle aussi, la police à petit feu, orientant son action tel un puissant et dictatorial maître chanteur. Mises à disposition, interpellations, on organise l'abattage pour mettre les courbes à niveau, pas forcément avec à l'esprit la sécurité et la tranquillité des citoyens. « Ramenez des étrangers en situation irrégulière », « Pensez à la vente à la sauvette », ainsi se résument trop souvent les consignes de la

hiérarchie, orales bien sûr – on ne va tout de même pas écrire noir sur blanc que l'on préfère vingt faits sans importance à la mise à disposition de trois bandits de poids au terme d'une enquête ayant demandé plusieurs jours de travail... Le tout au grand dam d'une écrasante majorité de policiers : il suffit de leur poser la question pour déclencher une avalanche de critiques.

« Avec la politique du chiffre, tranche Jean-Marie, tu n'as plus le temps de discuter. Le chiffre a détruit le lien social. Cela s'est tellement dégradé qu'une reprise du dialogue semble impossible. »
« Le chiffre pour le chiffre n'a aucun sens, déplore le commissaire Guillaume Ryckewaert. On marche sur la tête... »
« La police ressemble de plus en plus à l'usine, confirme Yann. La recherche du résultat a fait disparaître toute forme de discernement. Trois jeunes qui tiraient sur un joint, avant, on n'en voulait pas. Aujourd'hui, si tu ne fais pas le nombre requis de contraventions, tu es un mauvais élément. On fait du ramassage... »
« Le chiffre du mois commande l'organisation de la journée », regrette Michel.

Du sommet à la base de la police, tous rechignent face au slogan qui structure la police depuis une quinzaine d'années : « Le poids du chiffre, le choc des camemberts. » Nicolas Sarkozy est passé par là. Devenu ministre de l'Intérieur en 2002 avec la promesse d'une France plus sûre, il a forcé le trait jusqu'à la caricature, transformant les effectifs en courtiers du chiffre au nom de l'efficacité policière accrue. Toujours plus, sur le modèle de l'entreprise, au point de dénaturer le métier, d'éloigner le policier du qualitatif, comme si le chiffre avait toujours raison. Une dérive ancrée dans les cerveaux à l'époque où le ministre de l'Intérieur convoquait place Beauvau les « mauvais » directeurs, ceux qui avaient de « mauvais » chiffres, pour les sermonner au su de tous, parfois même les humilier. Au risque d'engendrer une énorme entreprise de trucage et de rendre

inutilisables des chiffres dont certains se servaient auparavant pour piloter intelligemment leur commissariat.

Nicolas Sarkozy s'est érigé en champion de la police. Calculette en main, il allait faire mieux que ses prédécesseurs, mais il n'est pas le seul responsable de cette dérive : cela faisait déjà vingt ans, depuis le début des années 1980, que tout débat sur la sécurité en France était confisqué par des polémiques stériles sur les statistiques. Lequel avait arrêté le plus de voleurs ? Lequel faisait patrouiller ses policiers le plus longtemps ? Lequel affichait le plus grand nombre de barrettes confisquées, de faits élucidés, de voitures verbalisées ? Point de discussions sur les conditions de travail des forces, ministres, députés et sénateurs préféraient s'écharper sur les courbes, à la hausse ou à la baisse, le « laxiste » étant celui qui présentait un chiffre global à la hausse, peu importait que cette donnée mélange assassinats et agressions sexuelles, vols par effraction et violences volontaires, infraction à la législation sur les stupéfiants et dégradations publiques.

La hiérarchie avait les yeux rivés sur la courbe des crimes et délits, les années 2000 ont transformé le chiffre en obsession majeure, chaque commissariat développant son petit atelier de maquillage destiné à présenter son meilleur profil aux autorités, comme le confirme José, jeune commissaire divisionnaire : « On "chanstique2" à tous les étages. J'ai découvert le pot aux roses quand le chef que je secondais est parti. La première fournée de chiffres que m'ont livrée les services m'a inquiété : soit j'étais plus mauvais que mon prédécesseur, soit la situation s'était brutalement détériorée sur le territoire. J'ai compris qu'il ne suffisait pas d'être efficace, l'important était surtout de montrer qu'on l'était. »

Pour être peinard côté chiffres et pouvoir travailler sur le trafic de stupéfiants, sa principale problématique, José a trouvé une astuce :

il a planifié une opération de contrôle des débits de boissons par semaine. Cela permet de soutenir la courbe des infractions révélées (port d'arme, détention de stupéfiants, infraction à la loi sur les étrangers, recels...), du coup « on ne t'emmerde plus et tu peux remettre les collègues sur des choses plus intéressantes, des enquêtes qui durent deux ou trois mois mais qui permettent de mettre hors d'état de nuire un clan entier qui vivait du trafic ».

« Je ne suis pas contre le fait de mesurer l'activité, on est tout de même un service public, pondère José. L'absence de chiffres et la navigation à vue ne marchent pas, mais on ne vend pas des petits pois. On ne peut pas calquer le public sur le privé. » C'est pourtant ce qui a été fait. Priorité a été donnée aux courbes et aux *smileys*, avec des indicateurs mis en place par des gens coupés du terrain, mélangeant les choux et les carottes, les viols et les vols à l'étalage, et c'est devenu aussi « imbitable » qu'indéchiffrable. Les cinq années de François Hollande n'ont pas réussi à déplacer le curseur. Manuel Valls a essayé de passer du chiffre au résultat, mais il a buté sur la problématique sensible des primes : difficile de remettre en cause l'argent acquis. Tout n'était désormais que quotas, même la formation. Une question de culture, le chiffre conditionnant tout le reste, à commencer par la notation des fonctionnaires : celui qui ne plaçait pas suffisamment de personnes en garde à vue se faisait inmanquablement « sabrer ».

La politique du chiffre a largement contribué à vider le métier de son sens, soutient Philippe Capon, secrétaire général du syndicat UNSA Police. « Il n'y a pas si longtemps, on ramenait au commerçant le jeune qui lui avait volé une banane pour qu'il paie, raconte-t-il. Cela ne se fait plus depuis que nous sommes devenus les VRP de chefs de service soucieux d'assurer leur carrière et de politiques désireux d'être réélus. Un policier qui rentre au

commissariat sans avoir verbalisé n'est pas un "bon" policier. Mieux vaut donc verbaliser les parents à la sortie de l'école ou devant la boulangerie que rapporter des renseignements utiles. »

« On était jugés sur le nombre de voyous qu'on ramenait, désormais c'est sur le nombre de timbres-amendes », renchérit Abdel. Ce que Nathalie appelle la « répression porte-monnaie », cette façon de transformer le policier en collecteur de fonds. Ce n'est pas seulement que ce rôle ne soit pas valorisant, assure cette gardienne de la paix, les dégâts sont plus profonds : « Le chiffre nous a tués, dit-elle. Il nous a écartés de la devise de la police, *Pro Patria Vigilant* ("Ils veillent pour la patrie"). À la fin du service, il faut une heure pour dresser le compte rendu administratif des amendes. Une fois par semaine, les chefs envoient leurs statistiques avec le nombre de timbres-amendes, et quand ça baisse, tu te fais gronder. Les gens ne voient plus que ça. Ils nous perçoivent comme des collecteurs d'impôts indirects, loin de nos missions régaliennes. »

L'instauration du chiffre comme unique boussole a en même temps conduit les policiers à traiter sans la moindre passion de petites infractions qu'ils auraient normalement « écrasées » pour se consacrer à la délinquance dure ; contraint les officiers, en deuxième rideau, à prendre en charge ces petits faits et à les transmettre à un parquet dont tous les membres sont débordés. Tout cela avec l'espoir de toucher la prime, cent quatre-vingt-quinze euros par trimestre quand on est en bas de l'échelle, entre quinze mille et vingt mille euros par an pour un patron d'arrondissement parisien, un peu plus pour le patron du district... le tout couvert par une omerta digne de celle des bergers corses. Une mécanique infernale également à l'œuvre derrière la multiplication des contrôles d'identité, destinés en réalité à nourrir la pile des mini-infractions qui embelliront le tableau à la fin du mois, avec toutes les contestations et autres outrages

qu'ils génèrent, sachant qu'une patrouille moyenne, dans les quartiers les plus chauds de l'Île-de-France, sera composée d'un titulaire, d'un stagiaire, d'un ADS et d'un élève.

La base mouline. Le truc le plus connu, c'est la course à la boulette de shit. Un gramme de shit égale une interpellation égale une affaire résolue, puisque l'auteur de l'infraction est connu. Résultat ? Une folle dérive que décrit une gardienne de la paix en colère : « Tu ne discernes plus, tu attrapes tout ce qui bouge, tu fais ton chiffre pour être tranquille. Tu te concentres sur le petit, le rapide. Tu laisses de côté les saisies d'avois criminels, les enquêtes patrimoniales, qui mobilisent trop d'énergie pour un rendement statistique faible. Tu encombres la permanence avec un tas de conneries. » Un jour, en plein appel, un officier en poste en Seine-Saint-Denis a clairement formulé ses préférences devant une équipe fière d'avoir saisi trois kilos de cocaïne : plutôt ramener mille fois un gramme qu'un kilo d'un seul coup. Plutôt mille consommateurs qu'un trafiquant. Si la base ne joue pas le jeu, le chef aura des ennuis, de même que le chef du chef, et ainsi de suite.

Cela fait tellement longtemps que ça dure qu'une génération entière a pris le mauvais pli. Une énorme quantité d'argent est ventilée chaque année dans les services, en guise de récompense, de manière totalement inégalitaire et souvent arbitraire, laissant dans son sillage un petit nombre de satisfaits et beaucoup d'aigreur. Avec des conséquences directes sur la façon dont est assurée la sécurité des Français au quotidien, puisque le prisme de la prime déforme tout, ou presque. Les commissaires sont les premiers servis, forcément. La grille qui fixe le montant de la prime en fonction du poste occupé est pour ainsi dire frappée du « secret défense ». Flou artistique à tous les étages. La troupe n'est pas censée savoir, les journalistes encore moins, du coup la machine à fantasmes

tourne à plein régime. Le commissaire de Calais, secteur « pourri » oblige, est bien loti, qui dit mieux ? Les officiers touchent eux aussi une prime en fin d'année. Elle est bien sûr plus grasse si le service n'a pas fait parler (en mal) de lui. Pas de tract syndical, pas de vagues et les sous tomberont.

Sans compter les effets pervers. La course aux chiffres a alimenté la zizanie entre les équipes, une dérive entretenue à en croire Maggy, pour qui l'administration se régale de voir les services « se tirer la bourre », une façon pour elle de diviser pour mieux régner. On joue des coudes pour récupérer une affaire. En cas d'appel général sur les ondes, c'est la course à celui qui sera le premier sur place, notamment la nuit, quand le calme règne en ville. Saine émulation jusqu'au moment où l'on s'écharpe pour savoir qui prend le dossier à son compte. Pas pour le plaisir, mais pour remplir son quota.

Retour sur terre

Pendant ce temps, sur le terrain, la chasse redouble. Partis du service vers 20 h 30 après un petit café, les trois policiers de la brigade anticriminalité sillonnent leur territoire à bord d'une Skoda Superb (la fameuse). En fonction de la forme des uns et des autres, ils ont désigné un conducteur. Est-ce que ça va « bouger » ce soir ? Des « cagoulés » vont-ils sortir pour braquer un bar-tabac ou un entrepôt ? Va-t-on jouer au gendarme et au voleur ? L'envie est là, comme toutes les nuits. Malgré les politiques qui freinent, l'incompréhension des juges et ce chiffre qui chiffonne. La prudence aussi : les casques de maintien de l'ordre et les casques balistiques

sont dans le coffre, ainsi que les gilets lourds, le G36, le fusil à pompe et les grenades lacrymogènes...

L'autre soir, « trois individus de type caucasien » ont été aperçus avec une arme de poing dans une rame du RER. Banditisme ? Terrorisme ? L'équipage s'est préparé au pire : pied au plancher, gyrophare branché, ils ont fait bloquer la rame à la station suivante. Sauf qu'un conducteur étourdi a percuté leur voiture et qu'il s'en est fallu d'un poil qu'elle n'aille s'encaster dans le véhicule qui arrivait en face... Envolés, les suspects... Ce soir, la « vacation » s'annonce plus classique. On passe au fichier un véhicule peut-être volé. On approche un point de deal « pour se faire un petit acheteur ». Bénéfice escompté : récupérer des infos sur la façon dont le business tourne dans le quartier. Le gars sort dix euros de shit de son pantalon, mais il n'est pas connu des services.

« Ça tombe bien, j'avais besoin d'un petit quelque chose pour fumer à la maison », plaisante l'un des membres du trio, avant de jeter la boulette dans les égouts, tant pis pour les chiffres.

« La prochaine fois, ça ne se passera pas comme ça !

– Ah, la police... Je ne vous voyais pas comme ça », fait le fumeur occasionnel, qui téléphonera le lendemain au commissariat pour remercier la police de sa bienveillance. La pédagogie aurait-elle plus d'effets que la répression ? Un peu plus loin, toujours dans le secteur des Ulis, grosse plaque tournante du trafic, un autre présumé client est contrôlé.

« J'ai rien, affirme-t-il.

– Regarde-moi bien, dit l'un des policiers en haussant le ton. Le “ter-ter” (le quartier, le vice, la rue), je le connais mieux que toi. Tu ne sais pas où j'ai grandi. Il est où, le shit ?

– Non, c'est pas du shit, réplique le jeune homme en tendant une bonbonne de cocaïne. J'étais à un barbecue avec des amis, je suis

allé chercher ça pour eux...

– T'as besoin de cette merde ? Ça te procure quoi ? T'es content de te taper ça à 21 ans ? Tu te retrouves menotté sur le trottoir. Tu vas avoir droit à la garde à vue.

– Je m'excuse...

– T'excuse pas, je suis pas là pour te punir. »

Pendant ce temps des flics se dépatouillent avec le réel et la loi. « Il y a forcément une part de dialogue dans ce métier, sinon tu es un tocard, commente à froid l'un des membres de l'équipe. Une police intelligente ne fait pas que dans la réprimande. » N'est-ce pas la meilleure définition de cette « police de sécurité du quotidien » lancée par Gérard Collomb, le ministre, à la faveur d'une grand-messe de près de trois heures à l'École militaire ? Comme des milliers de flics qui naviguent sans filet dans la rue de nuit comme de jour, le trio en Skoda s'adapte le mieux possible aux gens, à leur attitude, aux situations. « Je suis un caméléon, résumé le plus tempéré des trois. Je ne contrôle pas un foireux de 14 ans comme un gars de 45 ans. Si je suis obligé de rouler par terre avec la personne, j'assume, mais j'essaie avant de la calmer. » L'un de ses collègues est « plus agressif », mais il ne le désavoue jamais publiquement : inutile de donner le bâton pour se faire battre.

Alors qu'un individu connu pour être un grossiste en stupéfiants s'approche à vélo, s'arrête et tend la main, le collègue serre les dents : pas question de répliquer à cette « crapule », à cette « merde » qu'ils ont interpellée il y a quelque temps. Le « caméléon » perçoit les choses autrement et répond à ce type qui semble vouloir « refaire le match ». Moment précieux à ses yeux, lui qui est persuadé que l'on peut « discuter d'homme à homme » avec tout le monde – les collègues des « grands services » le font bien avec les gros voyous.

« Vous m'avez bien niqué, les gars, laisse tomber le dealer.

– Oui », lâche le policier, qui n'en fait pas une « affaire perso » et sait qu'on ne peut être en permanence dans la confrontation.

« C'est pas mes copains, nous dira à froid ce policier, mais si demain je le croise au Carrefour avec mes enfants, ça se passera bien. »

Le rapport de force échappe à tous les calibrages, il se règle sur le macadam à chaque instant, mais notre témoin en est convaincu : « Ils ne comprennent que ça. » Le contrôle déclenche généralement un sonore « Nique ta mère », auquel il faut savoir répliquer pour rester maître des opérations.

« Il y a un problème ? demande le policier sur un ton sec.

– Vas-y, c'est bon, lance déjà le jeune, qui recule un peu.

– Tu cherches quoi, là ? insiste le policier pour marquer le point. On sait que ça tape le bédo (que ça fume des joints) depuis tout à l'heure. Vous voulez que je revienne tous les jours ?

– Vas-y, normal, renchérit le jeune, qui a compris le message.

– Fume ton petit bédo, mais fais pas ton cinéma », conclut le policier, soucieux de montrer que la rue n'appartient pas à cette petite bande.

Les chefs sont dans leur bulle, les juges dans leur monde, les politiques naviguent à court terme ; eux, femmes et hommes de terrain, « savent ». Combien de fois l'avons-nous entendu dire au fil de cette enquête ! Comme une rengaine, celle de fonctionnaires qui se sentent abandonnés sur le front, digue ultime face à un mal sur lequel ils sont les seuls à poser le bon diagnostic. Avec une colère parfois difficile à contenir devant ces délinquants qu'ils connaissent par cœur, au point d'être souvent capables, à leur modeste niveau, de dresser un petit annuaire local de ceux qui tombent entre leurs mains tous les quinze jours, connus pour tellement de faits qu'ils les

oublie eux-mêmes, aussitôt relâchés, aussitôt à l'ouvrage. Aussitôt, c'est-à-dire moins d'une heure après être sortis de garde à vue ou du tribunal – il suffit de les suivre pour de nouveau les prendre en flagrant délit...

Eux savent, et il leur faut une sacrée dose de conviction pour y retourner tous les jours, piocher dans ce « vivier » qui surfe sur l'impunité. Et se permet ce genre de provocation : « Il faut que je t'insulte pour que tu viennes me chercher ? J'ai pas où crecher ce soir, ça m'arrangerait que tu m'embarques ! » Ou encore : « Je signe votre papier, de toute façon je sors demain matin. » Le genre d'effronterie qui donne envie de « mettre une baffe », admet notre interlocuteur, qui va au bout de sa pensée : « Ils ont compris le système, c'est nous qui sommes bêtes. On se sent impuissant. On s'adapte à la délinquance. On baisse notre pantalon. C'est pas pour ça que je me suis engagé. »

Une impunité nourrie par les lendemains d'émeutes, de poubelles brûlées ou de guet-apens, quand les chefs freinent des quatre fers et retiennent les troupes avec l'espoir que le feu s'éteigne tout seul. Comme au lendemain de l'« affaire Théo », quand ils ont préféré voir les policiers à la cafétéria du commissariat plutôt que de risquer l'affrontement. Sans préjuger de l'issue judiciaire du dossier, la stratégie aura consisté à être le moins visible possible dans l'espoir d'éviter l'embrasement. « Il ne faut pas les énerver », a dit un chef plus cash que les autres. « Énerver qui ? » a osé un gardien qui n'a reçu en réponse qu'un silence embarrassé, mais a obtempéré : ce soir-là, il a regardé les poubelles brûler à la télévision. Avec une petite gêne, celle du type qui se sent flic et qui voudrait bien l'être. Qui se trouve un peu ridicule, à faire le café au poste avec sa tenue sur le dos en espérant recevoir à un moment l'ordre de sortir pour « arrêter les méchants », en rêvant au jour où

son savoir-faire, son vécu et ses intuitions seront pris en considération. « Faut pas les énerver », rumine le fonctionnaire, qui choisira l'ironie, le lendemain, pour répondre à la collègue qui lui demandera des nouvelles : « T'inquiète, on n'a pas eu le droit d'aller au contact, alors je risque pas d'être blessé ! »

Pourtant, tout n'est pas perdu. « Il y a des patrons qui sont de notre côté », dit Maggy. De quoi justifier une bonne douche quand elle rentrera de sa nuit de travail, accompagnée d'une longue pause cigarette, en quête de sérénité. La dernière avant la sonnerie du réveil, vers 13 heures. Café, musique, sport, petit plat cuisiné à la maison, un peu de lecture et elle sera prête pour la séquence suivante. Avec la certitude de garder la « patate » malgré tout, parce qu'elle « aime son taf » et sait pouvoir compter, en cas de mauvais coup, sur ses « supercollègues ». Avec cet optimisme chevillé à l'âme sans lequel elle soutient qu'on ne peut tout simplement pas être flic.

DERNIER MOT

Sentiment d'inutilité

Émile Perez rêvait de devenir le grand patron et d'appliquer enfin ses idées. Après un mandat à la tête du Syndicat des commissaires de la police nationale et plusieurs années passées à piloter la Direction de la coopération internationale, il avait fait connaître sa disponibilité. Devant l'absence de perspectives, il a préféré quitter la police pour le privé, début 2017. C'est au lendemain de cette rupture

qu'il nous accordait un entretien en toute liberté, véritable bilan des années dont ce fils d'officier de police avait été le témoin privilégié et l'acteur.

« La culture de la maison, c'est la réactivité. Elle est tellement ancrée que l'on frise l'aberration. J'ai toujours martelé l'idée qu'il fallait faire preuve d'anticipation, mais la police ne sait pas faire. Anticiper une vague d'attentats n'est pas simple, ce serait cependant la meilleure façon d'être le moins démuni possible. Anticiper le mouvement de grogne des policiers, c'est le travail du directeur général, qui a découvert en l'occurrence après les manifestations de l'automne 2016 qu'il devait aller sur le terrain au lieu de rester dans sa tour de verre, caché derrière son bouclier.

La grogne a évidemment persisté, la faute à ce décalage énorme entre ceux qui décident et la réalité des choses. Les chefs ont pris l'habitude de se focaliser sur le résultat et la décision apparente. Les solutions qu'ils apportent sont quantitatives. Des effectifs, toujours des effectifs, tel a été le leitmotiv du quinquennat Hollande. Le budget de la police est grevé à 90 % par la masse salariale, et la seule solution que l'on trouve, c'est de l'alourdir encore. On ne réfléchit pas. On ne s'attaque pas au vrai problème, celui des missions. Trop de policiers ne font pas ce pour quoi ils ont été recrutés, ce métier qu'ils ont souvent idéalisé, avec l'appui des séries télévisées. À la sortie de l'école, ils se retrouvent rue de l'Élysée à pousser le cône de Lübeck de deux mètres avec le pied toute la journée pour laisser passer les voitures officielles. Sont-ils entrés dans la police pour ça ? Ou pour surveiller le commissariat, là où ils sont gardés en Espagne ou aux États-Unis par des sociétés privées, ce qui permet aux policiers d'être dehors ? Avoir aujourd'hui des policiers plus instruits aide à faire face à un monde plus complexe, autant se servir d'eux !

Au siècle dernier, les policiers rapportaient verbalement ce qu'ils avaient constaté à un secrétaire, qui mettait les choses par écrit. Ce procès-verbal facilitait la vie. Aujourd'hui, tout est écrit, mais personne ne s'attaque à simplifier la procédure, comme s'il fallait renoncer à tous les chantiers de longue haleine. Les ministres sont là en moyenne pour deux ans, comme les directeurs généraux. Ils se focalisent sur le plus facile, les chiffres. Puis il y a eu les attentats. Après 2015, on a tout concentré sur le terrorisme, comme l'avaient fait les Américains après le 11 septembre 2001 : tous les budgets fédéraux avaient été affectés à la lutte contre le terrorisme, avec à la clé une augmentation de la délinquance, meurtres et stupéfiants notamment, et une population qui s'est sentie oubliée. On se réveille un jour en découvrant qu'il y a soixante-huit millions de Français.

La police est gérée avec une mentalité d'assiégé. S'attaquer aux vrais chantiers, c'est risquer de prendre des coups. Le système est verrouillé. Vous dites au plus haut gradé des majors qu'il doit abandonner le secrétariat à heures fixes pour retourner dans la rue, même le week-end, il va protester avec l'aide de son syndicat. Cette logique, ils veulent s'y tenir. L'institution s'est construite comme ça pendant des siècles, avec la réactivité pour seule option.

Certes la police a besoin d'effectifs, mais la justice en a encore plus besoin, notamment pour l'administration pénitentiaire, dont le fonctionnement est une honte. Depuis les années 1960, j'entends les policiers se plaindre du temps qu'ils passent à remplir des papiers et du fait que les gens sont libérés par la justice avant qu'ils aient fini de les remplir. Il est impératif de donner aux magistrats la possibilité d'envoyer les gens dans des prisons dignes de ce nom, en clair d'appliquer la politique pénale.

On demande au policier d'arrêter des méchants, il les arrête, le juge les libère car il ne sait où les mettre, le policier a donc le

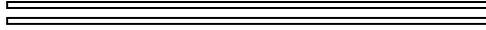
sentiment qu'il ne sert à rien. Mon père le disait déjà dans les années 1970 quand il était brigadier-chef ! Il faudrait enfin que juges et policiers marchent main dans la main ! »

1. La police judiciaire parisienne, ce sont 2 200 personnes, dont 1 600 enquêteurs. La Direction centrale de la police judiciaire compte pour sa part entre 4 000 et 4 200 membres.

2. Chanstiquer : maquiller, manipuler.

CINQUIÈME PARTIE

DERNIERS TABOUS



Flics au féminin

« Au début, ils n'arrêtaient pas de me mettre chauffeur. Pendant un an et demi, je n'ai pas protesté. Parfois il y en a un qui formulait clairement les choses : "Tu déranges parce que tu es une femme." Les servitudes, c'était pour moi. Je me récupérais tous les types bourrés qu'il fallait conduire à l'hôpital pour obtenir le bulletin de non-admission avant une garde à vue. On me prenait pour une fille qui ne savait pas travailler. » Les choses auraient pu changer quand la jeune femme est devenue brigadier grâce à une intervention syndicale, mais d'autres objections sont apparues. Les gars rechignaient à tourner avec elle sous prétexte qu'elle se faisait « draguer » à chaque contrôle. Ce n'était pas complètement faux, tant les hommes avaient l'ironie facile, sur le mode : « Pour une policière, elle est jolie ! » Elle aussi est pourtant convaincue qu'une femme, dans une équipe, peut peser sur le climat d'une intervention. Elle assure avoir dû travailler « trois fois plus que les autres ». « J'étais à ramasser à la petite cuillère, poursuit-elle. C'est à partir du moment où j'ai réalisé plusieurs belles affaires qu'ils ont commencé à me respecter. »

À moins d'être une championne de judo, comme cette jeune femme que tous regardaient de travers depuis son intégration dans les rangs d'une BAC, une femme ne trouve pas facilement sa place quand elle choisit ce métier très masculin. La première intervention a permis à cette sportive de faire éclater son talent : voyant des individus en train de roulotter une voiture, elle a sauté du véhicule et

en a attrapé un. Alors qu'un second s'approchait pour la ceinturer par-derrière, elle n'en a fait qu'une bouchée et a maîtrisé les deux. En flagrant délit, le rêve de tout « baceux » qui se respecte. De quoi s'imposer définitivement.

Toutes n'ont pas fait leurs classes sur un tatami. Lorsqu'elle a débarqué dans un commissariat pour son premier poste comme lieutenant, jeune et fluette, bien que de bonne constitution, Louise a également subi une forme de bizutage. « Ils ont mis mes compétences en doute parce que j'étais une femme. C'étaient des anciens. Certains m'ont envoyée chier devant tout le monde, mais je ne suis pas entrée dans leur jeu. Les adjoints avaient l'âge de mon père, ils ont été plutôt bienveillants. Ce sont eux qui m'ont appris le métier, car en sortant de l'école on ne sait rien faire. Je ne voulais pas m'inventer une connaissance de la voie publique que je n'avais pas. Dix ans plus tard, les mentalités ont changé. Quand on se retrouve en intervention dans une cité, ils sont protecteurs avec le collègue femme. »

Louise l'admet : la bagarre de rue avec des jeunes de 17 ans qui mesurent 1,90 m et pèsent cent vingt kilos, ce n'est pas son point fort. Il lui est arrivé de devoir s'y coller, un corps à corps avec un cambrioleur en herbe qui l'a un peu « énervée ». « J'ai hurlé pour montrer qu'on n'allait pas lâcher, mais je me suis retrouvée aux urgences avec mon collègue, un peu frustré de me voir blessée aussi. Il avait l'impression d'avoir mal fait son travail. » Résultat : quatre jours d'ITT. Normalement, Louise n'est pas en première ligne, mais elle peut très bien prendre le relais si elle voit que ça s'envenime.

Les femmes sont-elles l'avenir de la police ? C'est l'avis de Sylvie, l'une des premières à intégrer la police judiciaire, quand les nanas se comptaient sur les doigts de la main au sein de ce service.

Devenue commissaire et bientôt plébiscitée à la tête de la première organisation syndicale représentant ce corps, elle a sans mollir résisté à plusieurs ministres de l'Intérieur au nom de l'intérêt supérieur de sa maison, à commencer par Nicolas Sarkozy, l'homme qui a affaibli l'institution en prétendant la renforcer. Durant son mandat, elle se sera opposée aux membres du cabinet au risque de compromettre la suite de sa propre carrière, un choix assez rare qui mérite d'être souligné.

Nathalie a 22 ans, elle est blonde et gardienne de la paix dans un bureau de police d'une ville moyenne de l'Ouest. Le profil parfait pour être confrontée à ce « racisme antifemme » qu'elle découvre le jour où elle convoque un « grand Noir » pour un différend entre voisins. « Je parle qu'à ton collègue, pas à une femme », annonce le colosse. Sans se démonter, elle demande à son collègue masculin de sortir de la pièce. « Je ne suis pas un homme ou une femme, je suis policier », impose-t-elle, assez fermement pour que le type n'ait pas le choix. La fois suivante, un dimanche soir, ils sont trois policiers en service pour quatre-vingt mille habitants, loin des standards parisiens, lorsqu'elle est appelée pour un vol par salarié dans une grande surface. Manque de chance, le suspect se rebelle et envoie voltiger la jeune ADS, quarante kilos à tout casser, qui l'appuyait. La séquence passage des menottes lui vaut une entorse du poignet ; sans l'aide d'un vigile du magasin, elle n'aurait jamais fait monter ce type dans leur voiture.

Pas simple pour Nathalie d'exercer ce métier où la force est souvent requise. Un autre dimanche, elle a carrément appelé les gendarmes à la rescousse : un homme avait poursuivi jusque dans leur cité deux jeunes voleurs partis avec le scooter de son fils et les avait percutés. Alors que des témoins de la scène s'apprêtaient à retourner sa voiture et à le malmener il s'était enfui. Nathalie, du

haut de ses deux ans de carrière, s'est accroupie pour maintenir la tête de l'un des blessés, tandis que son collègue est parti à la poursuite de l'homme en fuite, avec la radio. La salle de commandement a vite compris que la police ne maîtriserait pas seule la colère qui montait. « J'ai eu peur, se souvient-elle. J'ai regardé mon arme. Les jeunes n'ont pas bougé car je secourais leur copain. Je suis restée concentrée sur mon truc. Arriver sur le terrain avec une petite ADS, cela n'a pas le même impact que deux Golgoths. Tu te sens comme un petit poisson au milieu des crocodiles. » Moment de solitude qu'elle a parfois ressenti parmi ses propres collègues : « Tu arrives, tu es jeune, tu es mignonne et tu as 20 piges, il faut montrer que tu existes, dit-elle. Tu ne veux pas être toujours à l'arrière dans la voiture. Tu es policière avant tout ! »

Un policier comme les autres qui se fait parfois traiter de « connasse » par les jeunes qu'elle contrôle et tente de rester calme en se disant qu'ils insultent l'uniforme, pas elle. Recul salutaire, mais la patience de Nathalie a des limites : n'en pouvant plus, elle a un jour mis une claque à un mineur qui lui crachait dessus en la traitant de « salope ». « C'est parti tout seul. » Il a crié :

« T'as pas le droit.

– Je sais », a-t-elle répliqué, parfaitement consciente que ce geste lui vaudrait une « soufflante » de la part de son chef.

Elle n'en proteste pas moins avec véhémence contre ceux qui voient les flics comme « des 007 avec un permis de tuer ». Pas son style.

Maggy assure elle aussi que ses collègues ne sont pas mécontents de pouvoir compter sur la petite « touche féminine » à l'heure d'intervenir sur un différend. « Le dialogue passe mieux avec une femme qu'avec un homme », dit celle qui se maquille très légèrement dans le vestiaire avant de prendre son service, juste

« pour être présentable ». Lorsqu'une bagarre enflamme la rue, en revanche, elle laisse les hommes séparer les protagonistes et gère les autres tâches, la surveillance de l'environnement ou la radio.

« Mais non, t'es pas une fille, toi », lui lance parfois un collègue, et c'est vrai qu'une fois endossée cette tenue qu'elle aime tant, le gilet pare-balles sous le K-way, sa « caisse à outils » fixée à la ceinture, elle se sent d'abord « flic ». Elle reste femme mais ne l'affiche pas, ce n'est pas son genre d'entrer dans un commissariat comme elle entrerait dans un bar. Quant aux avances que pourraient lui faire les collègues, elle sait les remettre à leur place sans circonlocutions. « Perds pas ton temps », claque-t-elle, et cela suffit généralement à détourner le fil de la conversation. Si on s'adresse à elle en tant que femme, elle réplique en tant que telle, quel que soit le grade de la personne qui lui fait face.

« Nuque dégagée », dit la consigne, l'administration ne voulant pas voir de femmes en uniforme les cheveux au vent. De là à considérer que les femmes sont des collègues comme les autres, il y a de la marge si l'on s'en tient au propos de ce gardien de la paix en poste dans un secteur difficile de l'Île-de-France, qui les présente comme les « mamans » de la brigade. « Des protectrices », ajoute-t-il, évoquant ces petits gestes qui ponctuent le quotidien, tel que remettre en place un col de travers. Maggy, elle, a gagné le surnom de « Mère Teresa », sans doute parce qu'elle est à l'écoute des bobos, vagues à l'âme et autres plaintes de ses collègues.

Charazad avait 22 ans lorsqu'elle a vu un collègue déchirer un passeport algérien oublié sur un banc par un quidam ; 23 ans lorsqu'un major proche de la retraite l'a fait entrer dans son bureau puis a refermé la porte, alors qu'ils étaient censés se rendre à une séance de tir. Une collègue l'a sortie de ce mauvais pas en pénétrant sans frapper au moment où le supérieur tentait un baiser

sur la bouche. L'importun s'est vengé en humiliant de son mieux la jeune recrue au stand de tir.

Charazad aurait-elle été reçue au concours de gardien de la paix si elle avait verbalisé cette agression ? « Ils m'auraient collé l'image de la petite beurette qui fout sa merde et j'aurais tout perdu », assure-t-elle. « Comme femme, quand on a en plus des origines étrangères, on dérange beaucoup, glisse-t-elle. On doit se battre deux fois plus. » La jeune femme s'est faite aux vanes dérangeantes mais tellement banales de ses collègues. Elle a intégré en silence les « bougnoules » et autres « melons », ces doux noms qui fusent au gré des patrouilles en voiture. ADS, c'est un tremplin vers le métier, pas question de tout gâcher en faisant la grimace. Sous-payée, elle a « ramassé la merde » et les mégots des autres, même si elle ne fumait pas. « J'avais plaisir à leur faire le thé et le café, mais pas le ménage. » Elle a fini par se « rebeller » et se confier à un commandant qui lui a apporté son soutien. Mieux, puisqu'il l'a aidée à préparer son concours quand les autres se moquaient de son accent étranger. « Je veux que tu sois un exemple », disait le commandant. Elle a mis un point d'honneur à saluer toutes les personnes qu'elle interpellait, même les plus jeunes, quand certains collègues provoquaient systématiquement le contrôlé dans l'espoir de toucher les trois cents euros versés par le ministère en cas d'agression.

Aujourd'hui, la brigadière a la confiance de ses supérieurs, même de la PJ, qui l'emploie parfois comme traductrice. Certains ont cependant un peu de mal à l'accepter comme leur supérieur. Femme, jeune et musulmane, c'est beaucoup pour eux. Elle tient le choc. Le jour où elle a vu un policier rédiger un faux en écriture pour accuser un homme d'avoir voulu le pousser sous le métro, elle a protesté. « On n'envoie pas un individu au ballon pour rien. » Le

fonctionnaire qui voulait passer pour un héros a d'ailleurs été suspendu quelques mois de ses fonctions. Des années plus tard, dans une gare, elle patrouille avec un collègue plus gradé qu'elle lorsqu'un « Rebeu » les insulte.

« Ça ne sert à rien de nous insulter », réplique-t-elle calmement, mais le collègue ne l'entend pas de cette oreille :

« T'as pas à intervenir, lui lance-t-il une fois l'importun écarté.

– Il est où, le panneau d'interdiction ? interroge-t-elle.

– T'avais pas à lui parler en arabe, t'es en France ici !

– Mais je ne lui ai pas parlé en arabe ! proteste-t-elle.

– Et ton parfum, tu devrais le changer ! » renchérit-il, à bout d'arguments, juste vexé d'avoir vu cette femme réussir à calmer l'insulteur sans élever la voix, ni la main.

« C'est une fierté de porter l'uniforme, un honneur de travailler pour la France, assure cette femme née au milieu des années 1980. Mon père a été humilié par ses patrons parce qu'il ne parlait pas français. Enfant, j'avais honte d'appeler le médecin à cause de notre accent, mais je me disais qu'un jour, c'est moi qui défendrais mon père. » Une fierté qui ne la met pas à l'abri de ceux qui lui reprochent le simple fait d'être là, comme ce policier qui s'est tourné vers elle en 2012, au lendemain de l'arrestation de Mohammed Merah, le terroriste tueur d'enfants juifs et de militaires, en lâchant : « Encore des Arabes ! » Comme s'il était son frère.

Quand elle obtient sa mutation à la nuit, la jeune femme provoque des jalousies. « Elle a dû coucher avec quelqu'un pour arriver là », maugrée un ancien. Même les femmes la regardent de travers, comme on toise celles que l'on considère comme des « salopes ». Elle fait mieux que s'accrocher car elle aime son métier, qu'elle exerce « avec le cœur ». Peu lui importe la lettre de félicitations qu'elle a reçue le jour où elle a retrouvé la valise de ce

couple de touristes japonais. « C'est leur sourire que j'ai retenu », dit-elle, celui qu'ils ont affiché quand ils ont récupéré leurs effets avec leurs photos.

Se battre, c'est le quotidien des flics, mais ce serait plus simple s'ils devaient seulement affronter le crime. « Je me bats plus à l'intérieur qu'à l'extérieur », témoigne la gardienne de la paix, décrivant un univers impitoyable. « Je vais me la faire, elle est morte », lâche un jour entre ses dents un chef se dirigeant vers elle en salle de pause, persuadé qu'elle dit du mal de lui. Trop mordante, trop typée, trop féminine, trop révoltée contre les injustices, cette femme ne fait pas partie des siens. Sans doute est-elle aussi trop rigide à ses yeux, elle qui s'est un jour braquée contre les faux en écriture qu'il rédigeait pour faire reluire ses chiffres. Il ne l'a pas « tuée », mais durant plusieurs mois il a abusé de son pouvoir, celui de l'affecter dans des « services de merde ». Avec au passage une petite frayeur dont elle se serait bien passée : alors qu'elle contrôlait quatre « individus » dans une gare un 23 décembre, elle reçoit cette injonction sur les ondes : « Le chef d'équipe doit rentrer d'urgence à la base. » Elle pense à son père, malade.

« Je termine les contrôles et j'arrive.

– Non, c'est urgent », s'entend-elle répondre.

De retour, elle découvre le mobile.

« C'est vous qui avez enlevé les étiquettes des casiers des officiers ?

– Vous m'avez fait rentrer pour ça ? »

Elle avait pensé au pire, elle s'effondre en larmes, soulagée malgré tout.

La voilà dans la rue, la nuit. Où la rattrape une autre forme de goujaterie, celle des Maghrébins qui ne supportent pas de voir une femme issue de leur « communauté » porter l'uniforme. La panoplie

des remarques insultantes est vaste. Il y a celui qui la considère comme une « traître ». Son cri de guerre : « Salope ! T'es une vendue ! » Celui qui la joue intégriste : « Je parle pas aux femmes, moi ! » Celui qui cherche la complicité et s'adresse à elle en arabe, elle faisant mine de ne pas comprendre pour ne pas se mettre à son niveau. Celui qui lâche le macho qui ne sommeille pas en lui, s'adressant aux policiers qui l'accompagnent :

« Ah, j'avais pas vu votre belle collègue... Elle est trop bonne !

– La regarde pas trop, intervient un des collègues.

– Vous pouvez me menotter, mademoiselle ? Vous pouvez me fouiller ? »

Le nombre de femmes n'a cessé d'augmenter. En 2017, elles formaient 18 % du corps des gardiens de la paix, 24 % de celui des officiers et 27 % de celui des commissaires. Leur présence n'en est pas pour autant complètement « naturelle », à en juger par les réflexions de certains. « Vous ça va, vous n'êtes pas une pisseuse », s'est entendu dire Charazad lors de son passage au grade supérieur. Une autre fois, son binôme lui lâche en pleine figure qu'elle n'est pas Mère Teresa. Motif : elle avait fait monter dans la voiture de police une dame qui cognait à la fenêtre et avait accepté de la conduire à l'Hôtel-Dieu. « Elle avait froid et faim, se justifie-t-elle. C'est vrai que j'aurais dû aviser l'officier, mais on n'est pas des robots ! Il faut savoir être humain ! » À son collègue, elle a préféré ne rien dire. « Les femmes amènent de la douceur dans la police », aurait-elle pu répliquer, mais elle a laissé courir.

« Je suis fière du drapeau français comme on l'est d'une mère adoptive. » L'assimilation n'est pas sa tasse de thé, mais Farida, née au début des années 1980 de parents algériens, est devenue flic vingt-deux ans plus tard. Seule musulmane à l'école de police, plongée pour la première fois dans un « milieu franco-français », elle

a surpris ses futurs collègues : contrairement à ce qu'ils imaginaient, elle savait écrire. Plus intrigant, elle s'opposait à l'autoritarisme mal placé des cheffillons et dénonçait un certain favoritisme au risque de voir sa note de comportement abaissée ; clairement, elle ne comptait pas là-dessus pour son classement. « À l'école, on porte l'uniforme et on marche en rangs, se souvient la jeune femme. On nous inculque une forme de communautarisme, d'appartenir à un corps uni, à la communauté des flics français. Le bleu-blanc-rouge renforce le sentiment d'appartenance, il nous colle à la peau, mais il ne me donne pas cet instinct de puissance que l'on rencontre parfois. Je ne suis pas entrée dans la police pour régler des comptes, plutôt par humanité pour les victimes. »

Lorsque Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a brandi son Kärcher contre la « racaille » des cités, Farida a validé. Elle ne se prive pas de garder « un œil critique » sur la colonisation, l'esclavagisme ou la Collaboration, mais « nettoyer » la ville de ses délinquants lui a paru un objectif louable. « Ce n'est pas une question ethnique, mais une question de positionnement dans la société, dit-elle. Je ne suis pas là pour trouver des excuses à quiconque. Je n'ai aucune forme de compassion pour les auteurs de crimes et délits. J'ai toujours prôné une réponse ferme et répressive de la justice, terrain sur lequel je ne cache pas avoir perdu mes illusions. La justice est laxiste avec les droits communs. Sa réponse n'est pas à la hauteur du dommage subi par la victime. Je n'ai jamais vu quelqu'un écopé de la peine encourue, sauf en matière de contraventions. Les juges n'appliquent pas le Code pénal... »

Ce langage sans concession a bien sûr surpris ses jeunes collègues, qui de la Maghrébine n'avaient pas vraiment cette image. Ils ont encore révisé leur jugement lorsqu'ils l'ont vue opter pour un poste dans une zone tendue de la banlieue parisienne, expliquant

qu'elle n'était pas entrée dans la police pour être « tranquille ». « Sarkophile » comme beaucoup de flics à l'époque, elle a déchanté en même temps que les autres quand elle l'a vu, devenu président de la République, tailler dans les effectifs. Elle a senti une bonne partie (un gros tiers, dit-elle) de ses collègues glisser vers « Marine » (Le Pen) et voter pour elle, mais certifie que le racisme reste « minoritaire » dans les rangs. « C'était un vote de colère, analyse Farida. Ce qui me fait mal, c'est que cette gonzesse est la seule personnalité politique qui soutient les policiers. » Les collègues n'en ont pas moins continué à caler gentiment les patrouilles en fonction de ses heures de repas pendant la période du ramadan ; à détourner le véhicule administratif pour faire une halte devant une sandwicherie halal, malgré ses protestations. Les seuls jours où « ça pouvait partir en vrille » entre elle et eux, c'étaient les fois où la France et l'Algérie se rencontraient sur un terrain de football...

Dans la rue, c'est une autre histoire. Farida remet vite en place le caïd de quartier qui l'appelle « cousine ». D'une pichenette :

« Mon père était fils unique.

– Comment t'es arrivée à être flic ? Tu es pas pour les délinquants ? lui a demandé un jour un jeune mal embouché.

– Si tu n'as pas de casier et que tu veux te rendre utile, intègre la police », a-t-elle répliqué.

Ses collègues ont achevé leur mue lorsqu'ils l'ont vue rouler par terre avec des délinquants récalcitrants, ces « gangréneurs », comme elle les appelle depuis son enfance en cité. Elle assume : « La bagarre de rue, on nous l'impose. Ou on la joue déontologie, ou on porte le coup qui fait mal. » Certains jeunes, eux, n'en sont toujours pas revenus.

« Tu es une harkie ! a crié l'un d'eux en pleine rixe.

– Choisis ton camp, l'a sommée un autre.

– C’est clair, je vais être du côté de ceux qui ne sont pas délinquants », a-t-elle tranché.

Sur la voie publique, Farida se garde bien de parler en arabe. « On est la police française », dit-elle. Il lui arrive parfois de renseigner une « petite dame » en arabe ou de notifier ses droits à un délinquant dans cette langue, mais elle voit bien la gêne de ses collègues, qui ne comprennent pas ce qu’elle raconte. La plupart sont pourtant conscients que manier cette langue peut contribuer à pacifier une situation, notamment pendant la période sensible du ramadan. Expliquer à un jeune que le vol à la portière n’est pas compatible avec le jeûne produit son petit effet quand c’est Farida qui le lui dit. Il arrive aussi par miracle que cela ramène à la raison un « barbu » qui faisait un esclandre parce qu’il avait été contrôlé.

Flics et Arabes

Le premier déguisement qu’il a réclamé, en maternelle, c’était un habit de policier. Ahmed, qui est né et a grandi dans les corons du Nord, ne se voyait pas jouer au bandit. Fils de mineurs, une fratrie nombreuse, une éducation « plus que stricte », il est devenu flic au milieu des années 1990 contre l’avis de sa mère, qui craignait le danger. Il avait 18 ans. L’administration a rechigné parce que l’enquête de moralité lui avait découvert un frère passé par la prison. Déterminé, il a déposé un recours et plaidé sa cause devant le tribunal, où l’ont littéralement laminé les avocats de l’État. Sans doute troublé par sa dernière phrase (« On choisit ses amis, pas sa famille »), le procureur a cependant fait taire les critiques et pris sa défense. C’est ainsi qu’Ahmed est devenu policier auxiliaire, avant d’intégrer l’école de Saint-Malo.

Gamin, il donnait facilement son casse-croûte à celui qui n'en avait pas ; le voilà prêt à combattre l'injustice. À 13 ans, il avait coursé un voleur qui avait fini par lâcher le sac arraché à une vieille dame ; il représentera le bien contre le mal sans l'ombre d'une hésitation. Un grand classique. L'uniforme, il en tombe aussitôt « amoureux ». Le garde-à-vous, « La Marseillaise », il en redemande. Les anciens le prennent sous leur aile sans pour autant laisser leurs préjugés au vestiaire. Les « bougnoules » et autres « sales Arabes » fusent de partout ; il sait que ces mots ne lui sont pas destinés mais se sent tout de même « un peu dénigré ». Il est policier « mais » aussi arabe.

Son premier chef le lui rappelle d'ailleurs sans détour le jour de son affectation dans un département d'Île-de-France, à sa sortie de l'école : « Les stagiaires ont un mois pour faire leurs preuves. Pour toi, ce sera deux. » Puntition rapidement annulée, puisque quinze jours plus tard le chef faisait amende honorable : « La période d'essai est finie. Je pensais que tu n'y arriverais pas, mais je me suis trompé. » Sa mère n'avait cependant pas tort d'avoir peur : ses collègues doivent un soir sortir leur 7,651 pour le protéger alors qu'un délinquant vexé par un contrôle tentait de le renverser sur un passage piéton. Ahmed réussit son intégration dans les rangs. Il gagne cinq mille six cents francs par mois. Plus que son père n'a jamais touché. Un peu désarçonnés de le voir « plus sévère » avec ceux qui ont les mêmes origines que lui, les gars du commissariat viennent le chercher les jours de barbecue ; aimable attention, ils ont prévu de la viande halal. Il a intégré une nouvelle famille, dirigée par un commissaire sympathique bien que souvent bourré à l'heure de prendre son service. Parfois derrière le bar, le jeune Maghrébin respecte le règlement : une bière par personne lors de la pause, pas plus. Le chef insiste pour qu'il lui en serve une deuxième, Ahmed

refuse, arguant de la note de service. Un major, surnommé « Papy », prend fait et cause pour lui, mais dans la famille police, on ne fait pas de cadeau : le voilà confiné quelque temps dans des tâches « ingrates ».

« Cela a été très difficile de composer avec le racisme, la peur de l'autre, l'ignorance et la bêtise », avoue Ahmed dix-huit ans après être devenu flic. Fils d'une Kabyle et d'un Algérien du Sud, il porte ses origines sur sa peau. Le rejet est venu du dedans et du dehors. « Dans nos rangs, tu as des Blacks, des Arabes, des noms qui sentent l'Orient, mais tu ne peux pas empêcher les mouvements de colère, même s'ils se terminent toujours par : "Si tout le monde était comme toi." J'essaie de leur expliquer. 80 % des vols sont effectivement commis par les mêmes types, mais ce n'est pas une question de race. C'est à cause du quartier populaire, avec une forte immigration. La menace terroriste n'a fait qu'empirer les choses. Le moindre appel à la prière, ça donne : "Mais il va fermer sa gueule, celui-là !" » Ahmed pratique sa religion discrètement, sans l'imposer aux autres, car « elle n'a pas sa place dans ce métier ». La prière, il la garde pour lui. Le ramadan, oui, il le fait depuis ses 10 ans, mais sans ostentation. « Chacun sa tambouille. » Les collègues se demandent comment il court aussi vite qu'eux dans le quartier le ventre vide et la gorge sèche, lui ne change jamais de discours : « C'est à moi de m'adapter à vous, pas le contraire. » En même temps, tous ont compris l'impact que pouvait avoir sa présence sur le terrain : « Ahmed, ça me rassure que tu sois là parce que tu sais parler aux gens et que tu fais le tampon », s'entend-il dire souvent.

Un peu plus et il n'était pas là, avec eux. Une nuit, alors qu'il était jeune adjoint de sécurité, en 2000, il roulait en voiture sur une route du 93 lorsqu'une patrouille de la BAC lui a fait signe de s'arrêter : perdu, il avait fait demi-tour au mauvais endroit. « Tout juste s'ils ne

m'ont pas éclaté la tête sur le bord de la route, se souvient le policier. Ils m'ont dit : "Tu vois la cage ? Tu vas finir dedans !" On aurait dit des fachos faisant sa fête à un petit bougnoule. Je ne suis pas entré dans leur jeu. J'ai serré les dents, mais le lendemain, j'ai rendu ma carte d'ADS. J'étais dégoûté de la police. » Le patron l'a rattrapé par la main et s'est employé à faire sauter la procédure engagée par ces collègues mal lunés et gonflés de haine envers les Arabes. Ahmed est resté. Faire le « tampon » n'a cependant pas été de tout repos, surtout au début, quand la présence des enfants d'immigrés était encore rare dans la police. « Va-t'en, le traître ! » « Casse-toi, le harki ! » « Putain, un Rebeu dans la police ! » « T'as vendu ton cul à la France, toi ! » Il a tout entendu de ces jeunes qui voient presque la présence policière sur leur territoire comme une « occupation » et considèrent que « policier » et « France » ne font qu'un. Un climat que le gardien de la paix évoque en appelant Coluche à la rescousse : « Tu as le cul entre cette France qui te rejette et te jette la pierre et cette France qui est fière de toi. En même temps, tu y crois et tu es fier de ton taf. »

Aujourd'hui, affirme Ahmed, « ça ne choque plus personne » de voir un Arabe dans la police. En patrouille, beaucoup témoignent même que c'est un plus d'en avoir un dans son équipe, qui peut déstabiliser d'une phrase un récalcitrant d'origine maghrébine :

« Me raconte pas la messe à moi, c'est pas la peine.

– T'es sérieux, ou quoi ? T'as vu comme ton collègue me parle mal ?

– On est potos tous les deux ? J'ai été correct avec toi, j'ai commencé par te vouvoyer, maintenant tu fais ce que je te dis. »

Le calme est ainsi revenu avant que l'un des policiers n'empoigne le rétif et ne roule à terre avec lui, dans un corps à corps à l'issue incertaine. Ils auraient peut-être sorti les « gazeuses »,

mais tous le savent d'expérience : les gaz n'épargnent pas les policiers qui les actionnent, il y a même des chances pour qu'ils soient aveuglés l'espace de quelques secondes... Parfois, Ahmed demande à ses collègues l'autorisation de s'adresser en arabe à un individu. Lui voit ça comme un atout, et même un « point fort » dans la mesure où cela peut « faire avancer les choses ». En général, personne ne s'y oppose.

De son côté, Abdel a très vite compris de quel bois se chauffaient les politiques. En 2001, il était encore simple ADS à Nancy lorsque Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, avait planifié une visite officielle dans son commissariat. Conscient de n'être qu'un simple débutant, craignant par ailleurs un petit calcul politique quant à ses origines maghrébines, Abdel s'était caché au fond du commissariat. Un malheureux crochet par les toilettes le propulse en première ligne, en panique totale, ne sachant ce qu'il pourra dire au ministre du haut de ses 24 ans, de surcroît devant les caméras des journalistes. « Et là, se souvient-il, c'est le drame. Il ne salue personne et fait une fixation sur moi. Je suis pris au piège... »

« Vous êtes de quelle origine, monsieur ? interroge le ministre sous les yeux inquiets du préfet, qui se demande dans quelle langue ce jeune ADS au teint bien mat va s'exprimer.

– Des Vosges, répond Abdel.

– Ah, très bien ! Et vos parents ?

– Ils sont marocains. »

Et Nicolas Sarkozy, après avoir compris que ce jeune homme attendait son affectation pour bientôt, de se tourner vers les journalistes : « Celui-ci est un modèle républicain ! »

Le lundi suivant, Abdel reçoit une convocation devant le directeur départemental en personne :

« Vous voulez aller où ?

– Nulle part, je suis bien dans mon service, répond-il, traversé par l'idée que son attitude vis-à-vis du ministre a fait capoter sa carrière.

– Vous ne comprenez rien ! Choisissez une école, le ministre souhaite qu'on vous incorpore. »

Et d'appeler la direction de l'école, qui affiche complet mais prendra cet élève tombé du ciel, pas le choix. Preuve que lorsque les patrons veulent, ils peuvent, n'est-ce pas ? Puis à l'école, l'ex-ADS croise le chemin d'un major que ses « origines » semblent perturber. « Les gens comme toi n'ont rien à foutre là », balance-t-il à l'élève, avant de découvrir chez lui une inhabituelle résistance : désigné pour dîner avec d'autres élèves en compagnie du préfet, Abdel explique qu'il n'est plus sous ses ordres au-delà de 17 h 30 et qu'il préférera ce soir-là boire un coup avec ses copains.

Les aventures d'Abdel se poursuivent à Paris dans le quartier des Halles, point de ralliement à l'époque de toutes les bandes de la banlieue parisienne. Les collègues sont fermes avec la « faune » locale, souvent black, à la grande surprise du provincial, formé à la proximité et au contact de la population. Toujours à l'arrière du véhicule, Abdel ne se retrouve pas dans cette police qui ne dialogue pas, au point que ses collègues provoquent une petite réunion au sommet.

« Abdel, il y a un gros problème, il faut que tu nous dises ce qui se passe. Tu ne parles pas, tu es en retrait, tu ne rigoles pas à nos blagues. Il y a un hic.

– Ouais, c'est vrai, je ne suis pas bien avec vous, les gars, fait Abdel, intimidé.

– Abdel, tu penses que nous sommes tous des fachos ?

– Je pense juste que votre attitude est orientée.

– Écoute, Abdel, on t’apprécie. On veut te garder. On a une proposition : on va aller en patrouille et tu seras le responsable. On sera à tes ordres.

– Ça me va. »

Premier contrôle aux abords du Forum des Halles. Cible : une troupe de lascars menée par une sorte de chef à la coiffure rasta. « Monsieur, bonjour. Police nationale, contrôle d’identité. » Carré, nickel, comme à l’école. Pas de réponse. Abdel répète en parlant plus fort, du haut de son mètre soixante-dix. Zéro réaction. « Messieurs, c’est la police. » Toujours rien. Les collègues, en retrait, ne bougent pas. Le rasta se tourne vers l’un d’eux, qu’il a déjà croisé : « Eh, chef, dis-lui, au bleu, qu’il arrête de me casser les couilles. » Un gars de la bande, black lui aussi, embraye :

« On parle pas aux Arabes.

– Vous prenez ça chez vous ? Vous êtes dingues ! » renchérit un autre, à deux doigts de le traiter de « harki ».

Tétanisé, Abdel se liquéfie en jetant un regard vers ses collègues, dont l’un se dévoue :

« Je peux reprendre, là ?

– Oui.

– Il n’est pas arabe, il est flic, vous donnez chacun une pièce d’identité », dit-il en attrapant le gars et en le secouant. Et les gars de sortir docilement leurs papiers.

Leçon de l’épisode, tirée par le principal intéressé : « Le policier courtois, ils ne le respectent pas. Ils le prennent pour un guignol. Ils sont dans le rapport de force. Si je hausse le ton, ils m’appellent “chef”. Si on est juste deux, ils sont prêts à nous péter la gueule. Ça a été une leçon de vie. » Jusque-là, quand les collègues lui disaient en désignant un type : « Lui, c’est le chef de bande », Abdel

songeait : « Quels mythos... » Quand ils lui présentaient un guetteur, il pensait : « Ils ont vu trop de films américains, les collègues. »

« J'ai vite compris que le vouvoiement, c'était de la grosse daube. J'avais l'impression d'avoir changé de civilisation. » Le jour d'après, Abdel prend la couleur locale. Au jeune qui lui tient tête au prétexte qu'il est d'origine étrangère, il lance : « T'as le droit de ne pas aimer la France, mais t'as aussi le droit de te casser. Si l'herbe est plus verte ailleurs, ne te gêne pas, vas-y. » Effet désarmant garanti. Restait à traiter le cas de ce major qui lui attribuait toujours « l'endroit le plus pourri » et faisait en sorte qu'il soit le dernier à choisir ses jours de congé... « Le principal, c'est de rapporter la gamelle à la fin du mois », lui balance-t-il un jour entre ses dents, comme pour signifier que ses brimades ne l'atteignaient pas.

Abdel a fini par plonger dans le syndicalisme « pour combattre l'injustice de l'intérieur ». « J'en avais ras le bol des magouilles internes, du règne de l'arbitraire, de ces chefs qui se sentent au-dessus de tout, des petits arrogants, raconte le Vosgien. Les chefs sont dans un bolide, ils ne connaissent pas le frein. Ils foncent dans le mur car le système le leur impose. S'ils doivent écraser leurs hommes, ils le feront, car c'est leur feuille de route. » Devenu responsable départemental de son syndicat, Unité SGP Police (FO), il n'en a pas moins participé, la tête haute, au mouvement de grogne né en octobre 2016 autour d'associations balbutiantes et informelles, au lendemain de la terrible attaque de Viry-Châtillon. Photographié à la tête d'un défilé, il a été convoqué le jour suivant par son directeur.

« C'est vous le chef de file, lui a assené le patron.

– Non, je suis dans la grogne, c'est tout », a répliqué ce policier pour qui, sans les organisations syndicales, « la police craquerait ».

Le secrétaire général de son organisation recevait le lendemain un petit mot du ministre de l'Intérieur en personne, Bernard

Cazeneuve, avec une photo d'Abdel en train de manifester...

« Si tu as une maîtresse, fais attention à toi, lui a glissé le leader syndical en plaisantant.

– Je paie l'eau, l'électricité, j'ai acheté une voiture à crédit et ma femme est fonctionnaire », a répondu le délégué local.

L'usage de la force

« Force doit rester à la loi », voilà pour le principe. Dans l'âpre réalité des confrontations quotidiennes, c'est une autre paire de manches. Le policier doit avoir le dernier mot, sauf que le recours à la force est aussi réglementé pour lui qu'il est débridé pour le hors-la-loi. « Ils n'ont aucune règle, nous si », résume John, le « baceux » de 38 ans, qui fixe les termes du dilemme : « S'ils nous rigolent au nez, il faut bien en imposer et montrer les dents, sinon vous vous faites manger. » Un de ses collègues ajoute : « Tu es là pour mettre le bourre-pif avant de le prendre, à condition de rester dans les clous. »

Loin de l'espace codifié d'une salle où l'on pratiquerait les arts martiaux, la rue est pleine de pièges. Difficile de secouer un type sans risquer de passer soi-même pour un voyou aux yeux des éventuels témoins fortuits, pourtant il arrive fréquemment qu'une interpellation ou un contrôle dégénère et que l'on doive en venir aux mains. Le mauvais déclic peut survenir au moment où le policier, au cours d'une palpation, s'apprête à découvrir une arme, de l'argent ou de la drogue. Le coup de tête ou de poing part toujours plus vite qu'on ne l'imagine. « On doit riposter, mais dans un cadre légal », reprend John. Maîtriser celui qui voudrait s'enfuir, mais « sans mettre trop de coups ». Autant dire que celui qui n'est pas un peu

sportif et un brin entraîné risque fort d'en faire trop. Ou pas assez. Entre la clé de bras et un jet de gaz lacrymogène, il faut choisir vite. Aucune de ces deux options n'aurait cependant suffi à ramener sur terre cet homme retranché au sein du centre de rétention administrative (CRA) de Bobigny, un solide gaillard muni d'une lame de rasoir. Le fonctionnaire qui lui faisait face lui a demandé de lâcher cette lame et de s'allonger au sol, comme dans les exercices. Loin d'obtempérer, l'homme en voie d'expulsion du territoire s'est alors tailladé bras et torse en criant : « Viens me chercher ! » Sans l'impact du Taser, le policier était assez mal barré.

« La rue, c'est dur, et pas seulement parce qu'on risque de se faire lyncher le jour où on se retrouve isolé, poursuit John, un physique d'athlète et des années d'entraînement derrière lui. C'est plus difficile qu'avant parce que le niveau de violence a augmenté. Le petit voleur arrachait un téléphone et se sauvait, aujourd'hui il faut en plus qu'il tape et tabasse sa victime. Une joggeuse qui courait le long d'un canal a pris un coup de lame dans la gorge parce qu'elle s'était rebiffée. Elle a eu la vie sauve grâce à une passante dont le témoignage a aussi permis de retrouver les agresseurs, *via* Facebook. J'en ai vu un autre revenir vers sa victime après l'avoir dépouillée, juste pour lui mettre deux coups de poing. Ces types aggravent leur cas mais ils ont l'air de s'en moquer complètement. Leur cité est gouvernée par les stups. Depuis tout petits, ils sont noyés dans la violence. Ils sont tous armés. Les flics ne leur font pas peur, la justice non plus : jusqu'à la dixième fois, ils ressortent de chez le juge avec un simple rappel à la loi. »

Dans la « maison » depuis 2000, d'abord côté police-secours, John a connu les différends familiaux et les méfaits de la consommation d'alcool, mais c'est en 2005 qu'il fixe le début de ce qu'il appelle la « montée en flèche de la violence ». Pour prendre

possession d'un point de deal, désormais, on ne discute plus : on abat celui que l'on cherche à évincer. À l'arme à feu. La police prend des coups, il lui arrive aussi d'en donner, mais le temps est fini où le flic pouvait coller une gifle à quelqu'un sans terminer à la police des polices. « La claque pédagogique est désormais interdite, regrette Fayçal. Ils ont oublié que la violence faisait partie de notre métier. Quand tu vas chercher un mec, tu ne lui fais pas la bise. » Sans compter les moments où on a envie d'en coller une au voleur de sacs à main assis devant vous qui vient de laisser dans la rue une vieille dame la gueule en sang. On se retient juste pour ne pas gâcher sa carrière. Parce que ce n'est pas un fantasme : les « bœuf-carottes », comme on les appelait avant la généralisation des kebabs et autres fast-foods, n'y vont pas avec des pincettes. Il arrive même aux limiers de la police des polices d'en rajouter, comme en ce jour où ils entendaient un policier pour « violences volontaires » à la suite d'une plainte transmise par le procureur. Au cœur de la procédure, une tête « écrasée sous des rangers ».

« Vous avez le certificat médical ? » a interrogé le fonctionnaire mis en cause.

– Oui.

– Il dit quoi exactement ? »

Rédigé dix jours après les faits, le certificat évoquait un bleu au mollet mais ne mentionnait aucune plaie au niveau de la tête. Le procureur n'avait pas daigné lire les procès-verbaux, les « bœufs » (les carottes ont disparu avec le temps) non plus, mais la mère du jeune interpellé avait décrété la police coupable.

Bilan pour le fonctionnaire : deux heures perdues. Sans compter que certains adorent endosser le statut de victime, meilleure façon pour eux de noyer leurs propres méfaits. À l'instar de ce manifestant qui avait porté plainte pour avoir pris un coup de Flash-Ball dans une

manif après avoir jeté des pavés sur les flics, comme s'il s'attendait « à ce qu'on lui apporte des fraises Tagada sur un plateau d'argent », raille celui qui a pressé sur la détente, avant d'étaler son incompréhension : « La violence que l'on subit, ni les juges ni les journalistes ne la voient. » Une acrimonie d'autant plus sévère que le policier est sanctionné dès la première incartade, même si le plaignant est un délinquant interpellé dix fois par mois qui vit dans l'illégalité vingt-quatre heures sur vingt-quatre, avec l'assurance de la double peine dans la mesure où l'autorité judiciaire sévira en deuxième rideau, après l'administration. Un traitement qui nourrit un sentiment d'injustice, sachant que le voyou s'en tire généralement par une admonestation polie.

Un contrôle mal abordé, des propos déplacés et tout dérape, avec le risque d'en venir au corps à corps et de voir l'instinct prendre le pas sur la réflexion. Mais il y a pire : ces moments où l'on se sent acculé, à tort ou à raison, où l'on ne se donne d'autre choix que de s'emparer de son arme à feu au risque de s'attirer de graves ennuis. Les dix ans de procédure infligés au fonctionnaire ayant neutralisé d'une balle le fameux Human Bomb, auteur d'une prise d'otages dans une école maternelle de Neuilly-sur-Seine, en mai 1993, ont marqué une génération de flics. Le manque d'entraînement, faute de place dans les stands, de moniteurs et de temps, a fait le reste : le Sig Sauer finit parfois par peser plus qu'il ne rassure, voire par inquiéter. « On a un rapport très particulier avec l'arme, concède un brigadier. Le conditionnement commence à l'école. "Petit, me disait le chef quand j'ai débuté, tu mets ton arme dans ton étui et tu la ressors à la fin du service." Utilisation de l'arme rime avec emmerdements. La peur de la bavure est omniprésente, et nous ne sommes pas les seuls à l'avoir en tête : en face, les délinquants sont au courant de la pression qui pèse sur nos épaules. »

C'est un moniteur de tir qui résume le mieux ce que ressent le policier lorsqu'il est à deux doigts d'attraper son arme. De la crainte, d'abord, celle de voir une procédure ouverte contre lui. Puis il pense à ses enfants, au crédit qu'il a souscrit pour la maison, autant de choses qui le poussent à ne pas prendre de risques. Durant sa scolarité, il a tiré environ une fois par semaine. En service, ce ne sera plus que trois fois par an, insuffisant pour manier l'arme dans une situation de stress. Sur les stands de tir, on compte en moyenne un départ intempestif de la cartouche par mois à la suite d'erreurs de manipulation, c'est dire. La perte des automatismes s'accompagne d'une montée de l'appréhension, au point que certains préfèrent laisser l'arme au commissariat plutôt que de la rapporter chez eux, comme ils en ont aujourd'hui le droit. « L'arme de poing, c'est la continuité du bras, martèle le moniteur à l'oreille de ceux qui passent entre ses mains, mettant à profit la petite demi-heure consacrée au tir. Ce n'est pas l'arme qui maîtrise le tireur, mais l'inverse. Si vous la tenez mal, elle bouge. »

Quand la journée se termine sur un mauvais bilan, que près de la moitié des balles ont manqué leur cible, l'écoeurement guette le formateur. Parfois survient le malheureux accident, comme en ce jour où au cours d'un exercice l'un des policiers n'a pas reculé en même temps que les autres, sourd à la consigne. Un de ses collègues, à deux ans de la retraite, lui a mis une balle dans le gilet et une autre dans la tête. Le genre de drame sur lequel l'administration préfère rester discrète, pourtant cela n'arrive pas qu'aux « bleus » : lors d'un stage de tir rassemblant les BRI de tout le pays, un flic en a tué un autre accidentellement. Traumatisme garanti pour tous, comme au lendemain de cet incident qui a vu un policier du commissariat de Saint-Denis (93) tuer en jouant avec son arme un collègue du service, d'une balle dans la tête, lui qui pensait

tellement maîtriser son sujet qu'il mimait régulièrement, au vestiaire, la mise à mort d'un camarade.

L'arme est nominative, elle est même équipée d'une puce et accompagne le fonctionnaire tout au long de sa carrière, avec sa mallette. Elle se démonte et se nettoie régulièrement, sinon elle risque tout simplement de s'enrayer. On peut très bien vivre toute une vacation sans la toucher, mais elle se rappelle à celui qui la porte au moment où il s'assoit au volant, car elle gêne. Sa présence est censée rassurer parce qu'elle dissuade, mais en cas de guet-apens on se tournera d'abord vers les armes intermédiaires, le lanceur de 40/46, qui tire des balles en caoutchouc, un moyen de riposte rapide, le Taser (pistolet à impulsion électrique) ou le fameux bâton télescopique, qui réclame lui aussi de l'entraînement.

Sur le papier, un cocktail Molotov peut conduire à une riposte par arme à feu, mais lors de l'attaque de Viry-Châtillon les policiers n'en ont eu ni le temps ni même le réflexe. Comment cela se passera-t-il la prochaine fois ? L'agression, d'une violence inouïe, a laissé des traces dans les esprits. Comme pèse sur les policiers le fait que désormais, dans les stands de tir, on ne s'entraîne plus à viser le buste, susceptible d'être protégé par un gilet pare-balles ou muni d'une ceinture explosive, mais la tête...

L'institution est censée couvrir les siens le jour où ça dégénère, mais dès l'instant où elle renifle un danger, le vent peut tourner brusquement. Le fonctionnaire qui a utilisé son arme à feu et touché quelqu'un, mortellement ou non, se sent alors très seul au moment de rentrer chez lui. Il ne lui reste plus que les syndicats pour assurer sa défense et l'accompagner, le cas échéant, devant le tribunal. Hier bon élément, le fautif porte vite le costume de délinquant notoire, relève Maggy : « Dès que tu utilises ton arme, tu es traité comme un coupable. Tu es jugé. Tu es désarmé, ce qui est lourd à vivre,

auditionné, puis on attend que le parquet se prononce. On risque notre vie pour protéger les gens, il ne faut pas l'oublier. On espère tous ne jamais tirer, mais je le ferais s'il le fallait. »

L'arme reste taboue pour beaucoup, mais les récentes attaques terroristes ont fortement changé la donne. Qui aurait pensé qu'un policier se servirait un jour de son Sig Sauer à deux pas de la cathédrale Notre-Dame de Paris pour abattre un fou de Dieu qui l'attaquait au marteau ? « Avant, on regardait à la télé le récit des braquages qui tournaient mal, aujourd'hui ces attaques sont dirigées directement contre nous, analyse le formateur. On va être amenés à tirer plus souvent. » Il arrivait qu'un policier oublie son arme au coffre-fort lors de sa prise de service, acte manqué éloquent, jusqu'au moment où quelqu'un le lui faisait remarquer : « Tiens, ton étui est vide ! » L'irruption du terrorisme et la multiplication des tueurs de flics pèsent sur les réflexes. La peur a fait tache d'huile au-delà même des heures de travail, puisque le policier peut désormais être attaqué dans le cadre de sa vie privée. Au point que beaucoup ne sont plus capables de boire tranquillement un verre dans un café sans scruter les yeux des clients, sans chercher du regard leurs mains, habités par cet esprit « police » qu'ils laissaient autrefois au vestiaire à l'heure de se détendre. Ils finissent même par rendre leurs proches méfiants, par contagion. Prêts à tirer le cas échéant pour sauver leur peau.

Donner un mauvais coup et terminer devant une cour d'assises ou essuyer l'agression fatale et finir allongé dans un cercueil, telle est parfois l'alternative. À chacun de peser le pour et le contre durant la fraction de seconde qui sépare la vie de la mort, et pour cette gardienne de la paix, c'est tout vu : « Je préférerais être jugée par neuf personnes que portée par six. »

Vivante et condamnée plutôt que morte et enterrée.

Hold-up au commissariat

« Message pour le collègue ou plutôt la personne qui m'a pris, pendant mes congés de juillet, mon VTT tout neuf (cinq cents euros). Vu ta profession, j'ose espérer que tu me le rapporteras dans le même état que tu l'as trouvé. Récompense à tout collègue qui aurait des informations... Tu as réussi à franchir le poste de garde avec, donc je suis persuadé que tu réussiras à faire le chemin inverse. Pour info, c'était un cadeau, donc énormément de valeur sentimentale. Tu peux m'envoyer un message privé si tu souhaites RDV ou autre. Sache que je veux absolument le récupérer. »

On a beau être dans la police, il y a des vols comme partout, comme l'atteste ce message affiché dans l'enceinte d'une école de police. Les conséquences dépassent parfois la seule perte matérielle, raconte une victime : « Pendant les vacances, on a ouvert mon casier. On m'a volé mon ceinturon administratif. Le tonfa avait disparu lui aussi. J'ai écrit un rapport, mais j'ai eu un blâme. À cause de ça, je n'ai pas pu faire valoir mon droit à un avancement pendant deux ans, ni discuter d'une mutation. »

Un jour, ce sont les gamelles qui disparaissent du coin cuisine, le lendemain un Tupperware rangé dans le frigo du service, la semaine suivante une paire de baskets ou de rangers. Ou une enveloppe dans laquelle étaient réunis les cent cinquante euros récoltés pour ce collègue victime d'un AVC, avec son nom écrit dessus ; le chef de poste qui en avait la garde a juré n'avoir rien vu : autour de 2 heures du matin, il s'était absenté pour compter les armes. Une jeune stagiaire a pour sa part déploré la disparition, pendant sa pause cigarette, de quinze euros en espèces, produit de la vente de rouleaux de printemps faits maison. Un gardien de la paix a également constaté l'évaporation de son flacon de parfum dans son

vestiaire, resté ouvert le temps de sa douche. Sans compter ceux qui ont un jour pleuré le vol d'un lecteur MP3, d'une lampe LED ou des écussons qui se scratchent sur la veste de l'uniforme.

Plus lourd encore, mais le principe reste le même, un gardien de la paix a modifié un document pour faire main basse sur une somme de six cents euros mise de côté à la faveur d'une fouille ; une perquisition a permis dès le lendemain de retrouver les billets chez lui, sous son matelas. Ses mille neuf cent cinquante euros net mensuels lui semblaient probablement un peu légers. « Les voleurs n'ont rien à faire chez nous », affirme haut et fort un brigadier. Une évidence apparemment bonne à rappeler : l'encombrement des instances disciplinaires laisse entrevoir que ceux qui dérapent ne se comptent pas sur les doigts d'une seule main².

La palette des sanctions encourues par le fonctionnaire devant le conseil de discipline, s'il est démasqué, va de l'avertissement ou du blâme à la révocation, en passant par l'expulsion temporaire de un à quinze jours, avec blocage de l'avancement pendant dix ans, et l'exclusion de un à vingt-quatre mois ferme. À l'heure de sa comparution, il est défendu par des représentants syndicaux, mais comment éviter la révocation au policier qui a « emprunté » un téléphone parmi les objets trouvés sous prétexte que le sien était en réparation ? Même punition sans retour pour ce brigadier parti avec deux stagiaires effectuer des constatations dans un tabac qui venait d'être cambriolé : sous l'œil des deux novices, qui ont refusé de piocher, il avait embarqué trois cartouches de cigarettes. L'un des stagiaires, soucieux de ne pas avoir d'ennuis à ce stade de sa carrière, a rapporté la scène à son chef. Une rapide perquisition dans le vestiaire a permis de confondre le voleur. « Prenez des grattages, tout ce que vous voulez », avait-il lancé aux jeunes.

Révoqué aussi ce policier à qui un livreur avait proposé un appareil électroménager pour le remercier de ne pas l'avoir verbalisé, avant de le dénoncer dans un courrier à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) – sans omettre de préciser la marque de l'appareil qu'il lui avait offert.

Révoquée encore Rachida, une brigadière qui se pointait au commissariat, en Seine-Saint-Denis, avec des chaussures signées Louboutin aux pieds, habitait un bel appartement et roulait au volant d'une voiture de luxe. Ses lettres de félicitations n'y ont rien fait. Il faut dire qu'elle s'était approprié le « code Cheops³ » d'une collègue pour consulter les fichiers dans son dos et alerter son mec, l'un des plus gros dealers de son quartier, des dangers qui guettaient. Mais là, on quitte les kleptomanes pour entrer dans une autre dimension. Celle où s'est perdu cet adjoint de sécurité arrêté à l'aéroport d'Orly avec cinq kilos de cocaïne. Ou cet autre, ADS lui aussi, cueilli par ses collègues de la BAC alors qu'il venait d'acheter de la cocaïne auprès de vendeurs sous surveillance.

« Je suis policier, c'est une petite quantité », croit-il pouvoir plaider, mais personne ne lui sauvera la peau. Pas plus que ne sera gardé dans la boîte cet autre qui, à l'heure de remplir son dossier de recrutement, avait enlevé un « m » à son prénom « Mohammed » pour échapper aux recoupements : son casier judiciaire aurait immanquablement fait état d'une condamnation à un an et demi de prison pour trafic de stupéfiants. Écarté après une dénonciation, il a quitté la police en emportant quelques secrets quant au fonctionnement des fichiers. Poussé dehors également, ce jeune policier qui dès ses premiers pas, à Annecy, avait cru malin de « solliciter » la générosité de plusieurs personnes âgées chez qui il se présentait en uniforme... Ou cet autre, une jeune recrue, qui avait donné à ses camarades de la cité la liste des particuliers qui avaient

signalé leur absence dans le cadre de l'opération « Tranquillité vacances », afin qu'ils puissent cambrioler en toute sérénité.

Les cinq fonctionnaires poursuivis pour avoir empoché trente barres chocolatées tombées du distributeur automatique du commissariat ont en revanche échappé à la sanction suprême. Ils n'en ont pas moins été « punis », en l'occurrence affectés à la garde des détenus, comme celui qui avait réclamé la carte « 150 », sésame permettant de voyager gratuitement avec la SNCF jusqu'à cent cinquante kilomètres de chez soi, alors qu'il habitait près de son lieu de travail...

« Il faut rester du bon côté de la barrière, insiste un routier de la BAC de nuit. On peut être sur le fil sans faire un pas de côté, à condition d'être équipé d'un bon bouclier personnel. » Un de ses collègues a été « mis à l'amende » pour deux cents euros. « Il a gâché sa vie. » « Si je prends un jour un truc, je n'arriverai plus à dormir, affirme notre interlocuteur. Et puis je ne suis pas entré dans la police pour ça. On lutte contre les bandits, c'est pas pour en devenir un soi-même. » Se prémunir du vice n'est pas donné à tous, surtout quand on tombe régulièrement, chez les dealers, sur des sacs remplis de kilos de billets. Il suffit de peu pour perdre pied, admet ce brigadier, « si tu es mal entouré, que tu as des problèmes de thunes et que ça se passe mal avec la hiérarchie, tu peux être tenté ». Ne pas déclarer les mille euros confisqués à un dealer, c'est aussi facile que de faire réparer gratuitement sa voiture par un garagiste véreux, mais à terme cela finit forcément par transpirer : on peut compter sur les voyous pour fanfaronner un jour et dire qu'ils ont tel ou tel flic « dans la pogne », avec la volonté d'amplifier la rumeur. Des gestes contraires à toutes les règles qui n'appartiennent pas au bon vieux temps des ripoux du cinéaste Claude Zidi : la nouvelle génération pourrait nous réserver de mauvaises surprises,

et pas seulement dans des villes comme Marseille, où la corruption est un classique. En 2018, affirme ainsi un baroudeur de la PJ, de Strasbourg à Orléans, en passant par Dreux, on ne donne plus à l'avance l'adresse à laquelle on va avoir besoin de renforts pour une perquisition à l'aube : on réunit les effectifs une heure plus tôt en rase campagne, dans un village, afin de limiter les risques de fuite.

Ceux qui ont approché de tels spécimens se souviendront toute leur carrière de ces policiers passés du côté obscur sans crier gare. L'un d'eux a semble-t-il été pris de remords à la veille de sévir une nouvelle fois. Pour être certain de ne pas aller plus loin, il s'est tourné vers son commissaire : « Patron, j'en peux plus. C'est trop lourd. Demain, je dois aller braquer la Poste avec deux collègues. Je préfère me rendre. Je ne peux pas y aller. On a piqué l'arme d'un ADS... » Sur leur temps libre, ils avaient effectué quelques repérages ; le projet a évidemment capoté.

Le policier peut être rattrapé par la patrouille jusque dans sa vie privée. Perdre son arme de service coûte un blâme. Blâme également pour ce brigadier que sa passion pour le naturisme avait jeté, nu, dans les allées du bois de Boulogne, à la recherche de la liberté, jusqu'au moment où des gendarmes l'avaient interpellé. Tout écart est sanctionné d'au moins huit jours de suspension, que cela soit un accident routier en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants, ou des violences conjugales. Un an de suspension en revanche pour ce gardien à bout de nerfs que sa femme avait accusé d'avoir secoué leur bébé, avant de venir le défendre parce qu'elle avait besoin de sa paie. Révocation pour ce policier qui avait tué son beau-père à coups de pelle avant de l'enterrer dans son jardin, mais aussi pour celui qui avait volé une bouteille de whisky dans un supermarché, même si la justice avait classé l'affaire sans suite. Cette jeune policière qui avait dérobé pour cent cinquante

euros de jouets pour ses enfants lors d'un passage par Euro Disney a cependant su convaincre ses pairs qu'elle avait agi par nécessité. Bilan : trois mois de suspension.

Sur les vingt-trois mille policiers que comptent Paris et la petite couronne, une centaine passe ainsi chaque année en conseil de discipline, dont un tiers pour des faits de corruption ou de consommation de stupéfiants (pour détecter la « mauvaise graine », l'administration a développé ces dernières années des tests inopinés dans les écoles), les autres pour conduite en état d'ivresse ou violences conjugales. Les vrais bandits restent heureusement assez rares dans la police, mais ces cas isolés font d'autant plus mal que les médias, fans de ripoux, ces personnages souvent rocambolesques qui fascinent tant ils osent tout, leur font une publicité inversement proportionnelle à celle qui entoure les petits vols du quotidien.

Racistes, nous ?

Devant la machine à café du commissariat, un gardien de la paix raconte qu'il a « mis des claques » aux migrants pour les déloger de leur campement, à la hauteur du métro La Chapelle, à Paris. « Tu ne pouvais pas leur dire gentiment de partir ? » lui demande une collègue. Le vantard laisse entendre qu'il a fait ça « par plaisir ». « C'est trop facile, il faut se maîtriser », lui glisse la gardienne de la paix, pas exactement sur la même longueur d'onde que ce collègue débridé. Se « maîtriser », ce n'était pas non plus le fort de ces deux policiers frais émoulus de l'école qui tournaient à bord d'un véhicule de patrouille, la nuit, du côté de Barbès, toujours dans la capitale, en compagnie d'un collègue maghrébin et d'un autre antillais.

« Y a que des négros ici ! » lance sans crier gare le conducteur.

L'Antillais met cet égarement sur le compte de la spontanéité et se tait, mais le jeune Maghrébin proteste avec vigueur dans l'habitacle.

« C'est vrai, tu as raison, y a aussi des bougnoules », lâche l'autre jeune flicard. La phrase de trop, l'équipage s'en retrouve sens dessus dessous pour le restant de la nuit. De quoi inciter les deux recrues à réfléchir avant de causer, à l'avenir.

Aucun instrument digne de ce nom ne permet d'affirmer quoi que ce soit quant au vote des flics, mais après trente ans de labour, Le Pen père et fille ont de toute évidence fini par récolter des sympathisants dans les commissariats. Les motifs de cette adhésion tiennent en quelques mots, rapportés par Michel avec les précautions d'usage : « Les policiers ne sont pas fachos, j'ai beaucoup de collègues qui vivent avec des Rebeus, et même avec des sans-papiers. Ceux qui votent Le Pen ne le font pas par racisme, ils valident seulement les déclarations de soutien envers les forces de l'ordre. Les discours du Front national sur la sécurité sont rédigés par des policiers, ça saute aux yeux. Chaque fois qu'elle s'est exprimée sur le sujet ces dernières années, Marine Le Pen a trouvé les mots justes pour évoquer nos réalités. »

Le « réel », ce nouveau Graal.

Un jour, le préfet Jean-Charles Marchiani, qui devait toute sa carrière à son mentor Charles Pasqua, le parrain de la Ve République, s'est lâché devant le syndicaliste policier qui lui rendait visite place Beauvau : « Mais dites la vérité, dites-le, que vous n'arrêtez que des bougnoules et des Blacks ! Faites-le savoir ! Organisez une conférence de presse et racontez-le aux journalistes ! » Estomaqué, le syndicaliste qui nous révèle la scène n'a pas donné suite.

La part des personnes d'origine étrangère dans le crime n'est pas un sujet en France. Le premier flic qui s'exprime publiquement sur la question se voit infliger un rappel à l'ordre cinglant, quel que soit son grade. Dénier ? « Les politiques ne connaissent pas la vie, tranche un responsable de la police judiciaire confronté depuis plus de trente ans au crime organisé sous toutes ses formes. Ils ne savent pas ce qu'est une cité. Ils sont aussi ignorants lorsqu'ils parlent du crime que lorsqu'ils débattent des centrales nucléaires. Les faits doivent se plier à leurs idées, l'inverse conviendrait mieux : analyser les faits. »

Les politiques visés balaieront certainement le propos en disant que ce commissaire (qui précise ne jamais avoir voté pour le Front national) exagère, mais vues de son bureau, à travers les affaires qu'il traite et les écoutes téléphoniques qu'il décrypte, les escroqueries aux aides sociales augmentent de façon exponentielle, en particulier parmi la population d'origine étrangère. « La France, c'est open bar », continue-t-il en évoquant le cas de douze Nigérianes qui tournaient avec la même carte Vitale. « Vous n'êtes pas obligés de le croire, mais c'est vrai », insiste ce policier, comme beaucoup d'autres habité par le sentiment de détenir des informations qui dérangent et que personne ne croira. Et de citer cette phrase assassine captée au détour d'une écoute de malfrats : « Viens en France, c'est le pays du miel ! On va te soigner gratos ! » Sa vision de l'immigration en choquera plus d'un ; vue à travers ses lunettes de flic, chaque nouvelle vague de population apporte son lot d'ennuis, entre les russophones spécialisés dans le cambriolage low cost, les Maghrébins dans le commerce de shit, les Chinois dans les escroqueries et le blanchiment ou les Pakistanais dans la came. Un éternel recommencement si l'on se souvient que ses prédécesseurs,

au siècle dernier, se plaignaient avec le même aplomb des « Ritals » (Italiens) et des « Espingouins » (Espagnols)...

C'est tout juste si notre interlocuteur ne s'excuse pas d'être confronté à la « réalité des choses », comme un infirmier se sentirait désolé de voir le monde à travers le prisme des urgences. « Les réseaux de proxénétisme, ce sont à 95 % des étrangers, chinois, bulgares ou nigériens, poursuit le commissaire. En trente ans de PJ, je n'ai vu défiler que ça, que cela plaise ou non. Ce n'est pas la doxa ambiante, mais il suffit de regarder la population d'une prison pour s'en convaincre. C'est la réalité, n'ayons pas peur de l'affronter. Même nos tontons (informateurs) le disent ! On va nous taxer de fachos, mais la réalité, je la connais mieux que l'ambassadeur de France au Japon ! Au niveau criminel, on est morts. Que nos politiciens aillent faire un tour du côté de Trappes pour voir à quoi ressemble l'apocalypse : les salafistes mettent les cités en coupe réglée, ils font eux-mêmes la justice et surfent sur les zones de non-droit. » Les dernières salves de ce pilier de la PJ sont destinées aux magistrats, « qui ne comprennent pas ce dont on leur parle » et « sont à dix mille kilomètres de la rue ». La fracture n'est pas loin. Elle est de la même amplitude que celle qui sépare les flics des politiques, du moins de ceux qui ne les soutiennent pas les yeux fermés.

Ainsi, lorsque le socialiste Benoît Hamon est venu bavarder avec des policiers à l'approche de l'élection présidentielle de 2017, il a rapidement mis sur le tapis la question du contrôle au faciès, dont certains abuseraient gaillardement. « Ce n'est pas ma faute, lui a répondu un fonctionnaire, si 90 % des personnes que nous plaçons en garde à vue sont originaires des quartiers et de l'immigration. Je ne vais pas rechercher un Européen si celui qui vient de commettre un vol est de type NA (nord-africain) ! » « Je ne travaille pas en gare

de Périgueux, mais aux Tarterêts, a protesté un de ses collègues. Les Tarterêts, ce sont près de treize mille personnes plutôt africaines et nord-africaines. » « Les fils de bonne famille sont souvent les pires car ils se croient intouchables, protégés par leur statut social, a tenté un troisième policier, visiblement avide de bousculer ce politique venu à sa rencontre. “C’est facile, vous avez peur d’aller dans les cités”, nous balancent-ils, certains que les parents les couvriront... » Nul ne sait si ces échanges ont fait évoluer, ou pas, le regard du candidat socialiste sur la police, mais Benoît Hamon aura compris que ses interlocuteurs le considéraient comme légèrement étranger aux problématiques qu’ils affrontent dans le cadre de leur métier. Presque comme un Martien.

« Fachos », les flics, comme on le scande volontiers à la gauche de la gauche ?

Côté roustes et délits de faciès, Gilbert, 52 ans, CRS depuis toujours, a sa petite expérience. La donne a évolué avec la technologie, explique-t-il, comme l’atteste le ton de ce contrôle de routine effectué un dimanche sur la commune de Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise. Gilbert et son équipage ont stoppé sur le bas-côté de la route le conducteur d’une Ferrari rouge immatriculée en Allemagne. « Et pourquoi vous me contrôlez ? Parce que je suis arabe ? » s’insurge le jeune pilote maghrébin qui se met à filmer la scène avec son portable. Le chef de patrouille intervient pour tenter de calmer le jeu, le tutoiement permettant à ses yeux de « créer une proximité bienveillante » :

« Tu peux filmer, mais pas nos visages. Tu n’es pas footballeur, ni acteur, ni animateur télé. Tu circules avec un engin à plusieurs centaines de milliers d’euros dans un quartier défavorisé où beaucoup vivent des minima sociaux. Le secteur est gangrené par toutes sortes de trafics, notamment de stupéfiants. Manifestement,

tu pourrais avoir un train de vie extérieur sans rapport avec tes revenus. Tu es flic, tu fais quoi à ma place ?

– Vous avez raison, monsieur ! » s'exclame le conducteur de la Ferrari.

Interpellé dans le calme, le jeune homme (20 ans) a été présenté à la brigade des délits routiers, l'occasion de découvrir que le véhicule de location avait servi à enfreindre le Code de la route de nombreuses fois. Commentaire à froid du CRS : « C'est vrai qu'il y a une quinzaine d'années, lorsque nous étions confrontés à des provocateurs impertinents et arrogants, la boîte à gifles était de sortie pour faire baisser d'un ton. La gifle thérapeutique s'appliquait à tout le monde, même aux gauchistes gaulois. La banlieue est un lieu trop sensible aujourd'hui pour qu'on ne soit pas d'une extrême rigueur. Il y a bien trop de moyens de captation d'images ou de sons pour qu'on ne soit pas irréprochables. En plus, tu perds un temps fou avec les procédures d'outrage et la réponse pénale dérisoire encourage les auteurs à réitérer. »

Le 7 mai 2017, la France abordait le second tour de l'élection présidentielle. La victoire programmée du candidat En Marche écartait *a priori* l'hypothèse de désordres liés à une victoire du Front national, la soirée s'annonçait donc plutôt tranquille pour Gilbert et sa compagnie républicaine de sécurité. Sans troubles, mais sans le sourire non plus, car à en croire le flair de ce CRS près de 80 % des membres de sa compagnie avaient apporté leur voix à Marine Le Pen au premier tour, lui compris. Un choix que cet « écologiste dans l'âme », lui qui circule à vélo, mange bio, exècre la chasse comme la tauromachie, met sur le compte de la non-application des peines par la justice. Laquelle donnerait selon lui aux auteurs de menaces, outrages et autres violences contre les forces de l'ordre « un sentiment de toute-puissance ».

« J'ai vu de jeunes policiers arriver avec des idéaux, épris de justice sociale, qui après avoir subi des agressions parce qu'ils étaient policiers ont sombré dans une noirceur autodestructrice », affirme Gilbert, comme si ce métier ne pesait pas seulement sur le moral, mais aussi sur les idées politiques. Calais et les migrants sont passés par là. Au printemps 2017, sa compagnie s'était déplacée dans le Calaisis pour la septième fois depuis décembre 2015, soit un total de trois mois sur place en deux ans. Avant le démantèlement de la « jungle », le travail consistait à signaler tout mouvement hors de ce périmètre, forcément annonciateur d'actions au niveau de la rocade autoroutière menant au port et aux ferrys pour l'Angleterre. Technique des migrants : joncher la chaussée d'obstacles (planches munies de clous, rondins de bois, carcasses de vélo...) afin de stopper les poids lourds et de monter à bord, généralement la nuit. Risqué pour les camionneurs, pour les policiers appelés à intervenir, mais surtout pour les candidats à la traversée de la Manche, dont beaucoup ont été percutés par des véhicules.

« Conscients de l'absurdité de la situation, nous n'avons aucune animosité à l'encontre des migrants, des gens qui prennent des risques insensés pour arriver jusque-là », observe Gilbert, soucieux de montrer que le vote Front national ne rime pas forcément avec haine. Le job est cependant cette fois tout autre, puisque avec le démantèlement de la « jungle » il s'agit de faire en sorte qu'aucun migrant ne s'installe de façon pérenne autour de Calais. Une nouvelle mission que Gilbert n'est pas le seul à apprécier modérément : effrayer les réfugiés en faisant semblant de foncer sur eux pour éviter toute reconstruction de campement. Une « mascarade » à laquelle il ne souscrit pas, pas plus qu'il n'encaisse les slogans hostiles des membres des associations de soutien aux migrants – « CRS SS » lui reste tout particulièrement en travers de

la gorge, et pas seulement parce que le père de sa mère, juif, est mort à Auschwitz.

Reste la délicate question de l'homophobie.

Le 17 juin 2017, Gilbert et sa compagnie remplissaient une mission plutôt paisible : assurer la protection des participants à la parade des fiertés lesbienne et gay à Lyon, un événement festif qui se déroule en général dans la bonne humeur. Parfois sollicités pour des selfies par des participants, les policiers s'étaient fixé une limite : ne pas finir sur un char à jouer les policemen façon *cop YMCA*. Le pire qui pouvait leur arriver, c'était de se retrouver en vedette sur Facebook ou Twitter après avoir accepté une invitation à danser. La tension n'était pas totalement absente à cause du risque de voir un fanatique islamiste s'en prendre à une marche peu conforme à sa vision de la famille, qui plus est dans la ville dont le maire est désormais ministre de l'Intérieur. Comme tous les membres de sa compagnie, Gilbert conservait par ailleurs à l'esprit le vif souvenir de l'attentat qui a fracassé la soirée du 14 juillet 2016 à Nice : ils sécurisaient l'Euro de foot quelques jours auparavant sans avoir un instant imaginé l'hypothèse d'un camion fou lancé dans la foule.

Le CRS avait aussi en mémoire, et il n'était pas le seul, l'assassinat deux mois plus tôt sur les Champs-Élysées de son collègue Xavier Jugelé, dont l'homosexualité assumée avait montré que « les policiers étaient des hommes et des femmes comme tout le monde » – la question n'est « pas taboue » chez les CRS, affirme Gilbert, au point qu'en vingt-huit ans de service il n'a jamais assisté à un comportement inconvenant à l'égard des homosexuels.

Vraiment ? Les nombreux fonctionnaires qui ont frappé à la porte de Flag, l'association créée en 2001 pour défendre les gays et lesbiennes victimes de discriminations dans les rangs de la police, sont là pour rappeler qu'en la matière on revient de très loin.

Aujourd'hui secrétaire général d'un petit syndicat affilié à la CFDT, Denis Jacob conserve le souvenir cuisant de ce jour de 1999 où il fut convoqué par le secrétaire général du syndicat Alliance et son adjoint. Alors simple conseiller technique, le jeune policier, pressenti pour jouer les premiers rôles au sein de cette puissante organisation, se voit interpellé en ces termes :

« On a rencontré quelqu'un qui te connaît bien... Pourquoi tu ne nous as pas dit ?

– Quoi ? demande-t-il, sentant venir la suite.

– Que tu étais homo.

– C'est ma vie privée », objecte Denis Jacob, qui voit ses ambitions voler en éclats d'une petite phrase dont il se souvient parfaitement près de vingt ans plus tard : « T'es un peu trop olé olé pour l'image du syndicat. »

« Si je ne vous conviens pas, je repars dans le département d'où je viens, propose-t-il.

– Non, tu restes au bureau, mais tu ne pourras pas diriger le syndicat. »

Pas vraiment sur la même ligne que Gilbert, le CRS cité plus haut, Denis Jacob l'assure : « Être beur, être black, être une femme dans la police, ce n'est rien par rapport au fait d'être homo. » Lui a donné le change, offert aux autres le masque d'un homme marié, tout en restant stoïque face aux attaques graveleuses ; d'autres, moins robustes, ont craqué, voire sombré dans la dépression après avoir découvert, exemple parmi d'autres, la porte de leur vestiaire barrée au feutre d'un « Sale PD ! ».

Aujourd'hui, les membres de l'association Flag vont parler homosexualité dans les écoles de police, mais le tabou persiste et plus d'un homosexuel juge prudent, pour vivre heureux, de vivre caché, conformément à l'adage. Preuve du retard de la France en ce

domaine, la Marche des fiertés organisée le samedi 30 juin 2018 dans les rues de la capitale a donné lieu à un curieux spectacle : alors que les délégations de policiers venues de plusieurs pays européens ont défilé en tenue, les policiers français se sont vu interdire le port de l'uniforme. Ordre du ministre de l'Intérieur et du directeur général de la police nationale, qui venaient pourtant de tenir des propos généreux lors de la conférence des policiers gay et lesbiens organisée à l'Hôtel de Ville.

Libérer la parole, oui, mais de là à sacrifier la sacro-sainte image de la police, il y a encore un pas.

Suicides à tous les étages

Difficile pour quiconque d'admettre que des policiers, ceux-là mêmes que les citoyens appellent au secours en cas de danger, peuvent sombrer dans une telle détresse que ce sont eux qui appellent au secours. Que ceux qui nous protègent sont faillibles ; certains d'entre eux doivent même recourir aux anxiolytiques pour tenir le coup face aux petites et grandes misères qu'ils traitent au quotidien, sans compter les pièges que leur tend leur propre vie. La comptabilité morbide reprend chaque année. Combien de policiers (et de gendarmes) se sont-ils donné la mort ? Quand la courbe monte en flèche, que l'année en cours s'annonce mauvaise, c'est l'affolement. Déclarations des syndicats, sujets dans les médias, conclaves à la Direction générale pour tenter d'élaborer une réponse collective à ces questions d'abord individuelles. Polémiques aussi parfois, quand les proches d'un défunt mettent en cause un management défaillant, pointant du doigt des responsabilités au sein de l'administration...

Comment prévenir ? Comment détecter celui qui va s'enfermer dans les vestiaires pour retourner contre lui cette arme censée lui sauver la vie en cas de menace ? Les ministres ont toujours un mot sur le sujet au détour de leurs discours, expression de leur compassion, mais savent-ils que les visites médicales sont espacées de trois ans, avec la probabilité, pour celui qui montre des signes de faiblesse, d'être désarmé et déclaré inapte à la voie publique ? Ont-ils conscience qu'imprimer une marque strictement financière aux ressources humaines fait courir le risque de passer à côté de l'essentiel, les besoins et les désirs des hommes ? Ont-ils compris que leur administration gérait les personnes sans trop tenir compte de leur équilibre familial, voire de leur couple quand ils sont tous les deux policiers ?

« Quand les gens vont mal, moi je vais bien », a osé lâcher un jour un directeur départemental au cours d'une réunion où le management était mis en cause après le suicide d'un brigadier de 40 ans qui avait demandé quatre fois à changer de service, car il ne voyait plus son épouse, infirmière libérale. Une fin de non-recevoir claire et nette, en phase au demeurant avec les usages d'une administration habituée à mettre la poussière sous le tapis : obligatoire, l'enquête environnementale n'est quasiment jamais effectuée après un suicide. Zappée. Une façon de limiter les éclaboussures et de bloquer toute remontée d'information qui pourrait mettre un hiérarque en porte-à-faux.

L'interdiction de l'alcool dans les services, au milieu des années 1980, a certainement écarté de la voie publique un nombre important de poivrots armés. Décrétée par Pierre Joxe, ministre soucieux de déontologie, de probité et de droits de l'homme, elle a entraîné la disparition des bars dans les commissariats, généralement tenus par une sorte d'amicale. Le pastis a laissé place

aux sodas, les bières au café, mais rien n'est venu remplacer ces lieux de convivialité où l'on vidait son sac en famille et où l'on pouvait détecter les plus fragiles. Les CRS ont réussi à conserver leurs foyers-bars, les services de PJ quelques bouteilles cachées dans les placards, les ministres, du moins certains, ont continué à servir l'apéritif à leurs invités, tous les autres se sont retrouvés le bec dans l'eau, si l'on peut dire.

Les policiers peuvent entrevoir les faiblesses d'un collègue à l'occasion d'un échange au vestiaire ou d'une patrouille en voiture, un lieu à l'abri des oreilles extérieures, mais cela ne suffit apparemment pas. On a entendu Gérard Collomb, fin 2017, en pleine polémique sur les suicides, distiller au fil de ses discours l'idée qu'il faudrait recréer des espaces de vie commune dans les commissariats. Une chaise, des tables, une télé, un four à micro-ondes, un frigo, il n'en faut pas beaucoup plus pour reprendre des forces entre deux patrouilles. Ou après avoir pris une plainte plus dure qu'une autre, où l'on s'est un peu trop identifié à la victime, faisant naître une irrésistible envie de partager. Ces espaces ne suffiront cependant pas, alerte Yves Lefebvre, secrétaire général du syndicat Unité SGP Police (FO), avant de souligner encore une fois les lacunes du management : « Les chefs ne voient plus les hommes. Ils montent directement dans leur bureau pour ne plus en redescendre, sauf pour gueuler. Quand ils viennent serrer des mains, les mecs n'en reviennent pas. Les vieux tauliers mettaient de l'humain, on a transformé leurs successeurs en technocrates. »

La nature du métier ne pousse pas à l'optimisme, rappelle avec des mots justes un commissaire. « On n'appelle jamais la police pour un mariage ou un anniversaire, sauf si le marié a buté son épouse, ou le contraire, observe-t-il. On prend forcément des coups. On révise sans cesse son approche de la nature humaine, comme

cette fois où j'ai entendu un éducateur pédophile m'expliquer sérieusement que les gamins le "provoquaient". Obligé pour le faire parler d'entrer dans son jeu, je me suis vu à deux doigts de le frapper, d'autant que la victime, un type cassé, s'était manifestée trop tard, au lendemain de la prescription. Il est difficile de ne pas se laisser atteindre par la souffrance des autres, je pense toujours à ce gamin violé à l'âge de six mois ou à cette autopsie d'un bébé mort-né. La maman avait 40 ans, elle était morte au cours de l'opération, et là, il a fallu annoncer la nouvelle à son mari... On a beau se constituer une carapace, il y a forcément des moments où on est plus irritable qu'à d'autres. »

Un jour un inceste, le lendemain un viol. Des gens qui se plaignent, sinon ils ne se tourneraient pas vers la police. Le matin à attendre sous la pluie devant une préfecture, le pistolet-mitrailleur en main, jusqu'au moment où on est appelé pour une grosse bagarre entre SDF alcoolisés, ou un grave accident de la route, sans oublier qu'il faudra rendre compte minute par minute. On ne passe pas ses jours ou ses nuits aux portes de l'enfer, ces villes sinistrées où prospèrent les drogues dures et les armes automatiques, en butte à des élus hostiles à la police, sans absorber une partie de cette noirceur, pendant que les « grands chefs à plumes » (comme on appelle les commissaires coupés du monde) planifient leurs nouvelles brigades en réfléchissant assez peu au long terme... Ajoutez à cela le manque de repos, des « horaires de merde », un patron qui ne rembourse pas les frais avancés, un autre qui revoit les heures sup à la baisse, et vous avez un cocktail passablement explosif. Il suffit d'avoir son compte en banque dans le rouge et une vie personnelle chahutée pour ne plus savoir faire face et voir s'effriter le blindage de l'uniforme. On résiste le plus longtemps possible. On cache son malaise de peur d'être mis sur la touche, de

devenir inutile et de se voir confisquer cette arme attribuée en même temps que son matricule...

Ses collègues ont appelé à plusieurs reprises ce gardien de la paix qui ne se présentait pas au service. En vain. L'un d'eux s'est souvenu que la veille il n'avait pas l'air bien. Comme il n'habitait pas très loin, une patrouille de police-secours a été dépêchée pour sonner à sa porte. Ils ont fini par forcer la serrure pour découvrir qu'il s'était tiré une balle dans la tête et gisait au milieu de son salon, sa carte de police bien en évidence sur la table. De quoi les marquer à vie, parce que le suicide d'un collègue n'est pas celui d'un inconnu. Quelques semaines après, un deuxième lui a emboîté le pas. Plus jeune, plus taiseux aussi, sous le coup d'une rupture amoureuse, il s'est lui aussi donné la mort avec son arme, cette fois à bord d'un véhicule de l'administration. Puis il y a eu le cas de ce jeune gardien qui s'est mis une balle dans la tête parce qu'il venait de rater son permis de conduire et n'allait pas être titularisé ; ses collègues sont arrivés sur les lieux deux secondes trop tard.

La table ronde organisée dans la foulée place Beauvau a de nouveau tourné au pugilat, les représentants des gardiens d'un côté, ceux des patrons de l'autre, l'incompréhension au milieu. « Le suicide, c'est insondable, a regretté un commissaire. Même en étant proche des mecs, on ne peut parfois rien faire... »

Ultime tabou d'un « métier d'homme », comme disaient autrefois les campagnes de recrutement.

Les non-dits du système

Dans cette administration où l'écrit est la règle, les silences et les non-dits prolifèrent comme l'humidité dans les sous-sols des

commissariats vétustes. Ce qui est couché sur le papier étant susceptible de fuiter dans la presse, la police étant une maison bien plus transparente que la gendarmerie, un grand nombre de choses restent au stade oral. Pour ne pas laisser de preuves, ne pas être un jour comptable d'une consigne que l'on n'assume pas, éviter d'aller épaissir des dossiers qui sont conservés pour la vie aux archives avec la menace d'être un jour déterrés. Chercher une trace écrite détaillant la ventilation des primes au sein de la maison est nettement plus complexe que d'obtenir le nombre de personnes mises à la disposition de la justice par la police. Pister une note officielle stipulant que les patrouilles ne doivent pas approcher de tel ou tel quartier en ébullition pour ne pas provoquer la colère des petits caïds, c'est risquer de se casser les dents. Quant à décrypter la logique des mutations et des avancements, négociés les yeux dans les yeux dans des bureaux aux portes fermées, il faudrait une meute de journalistes d'investigation chevronnés pour y parvenir...

« Le copinage a remplacé la valeur travail, soutient un brigadier. Le piston contribue à démobiliser, avec un individualisme qui prend le pas sur la cohésion et la solidarité. » De quoi valider la petite gestion de ces deux anciens en poste dans un quartier chic de la capitale, à qui personne ne demande de comptes tant qu'ils font à eux seuls le chiffre du commissariat en matière de timbres-amendes. « On va gratter du bourgeois », aiment-ils dire à l'heure de partir en chasse sur la voie publique, un œil sur les ceintures de sécurité, un autre sur les voies de bus. Et la récolte est généralement fructueuse !

Non-dits, les punitions officieuses, ces brimades, menaces et autres humiliations qui prospèrent elles aussi dans l'ombre sur fond de gestion humaine catastrophique. Ici, un délégué syndical envieux de la popularité d'un rival décide de lui « faire la misère » du haut de

son grade de brigadier-chef. Facile, pour pourrir la vie de quelqu'un, de lui coller dans les pattes un binôme peu enclin au travail. Simple, quand on tient le planning, d'imposer à un fonctionnaire toutes les gardes hôpital. De rappeler en service un policier dont le fils est malade. De lui transmettre de fausses informations pour nuire à sa crédibilité. Ou d'oublier en chemin une lettre de félicitations pourtant méritée, au point de donner au fonctionnaire l'impression qu'il doit davantage « se battre avec la hiérarchie qu'avec les bâtards de l'extérieur ». Ou encore de privilégier sa petite cour au moment de choisir qui va être formé, et donc habilité à utiliser le Taser, le lanceur de grenades, le bâton de police ou la dernière arme lourde livrée pour cause de menace terroriste.

Secret bien gardé, les difficultés financières que rencontrent les jeunes policiers à l'heure de s'installer autour d'une capitale où les loyers ont flambé, endettés pour acheter une voiture et se meubler. Alors beaucoup optent pour la double vie dans l'espoir de se renflouer, policier le jour ou la nuit, nounou, carreleur ou garagiste les jours de repos. « Sinon on ne s'en sort pas », souffle une gardienne à découvert de mille euros tous les 29 du mois. « On risque notre vie et on est sous-payés », peste-t-elle. Cinq cent cinquante euros de loyer, une femme et un bébé à la maison pour un salaire de mille trois cents euros, cet ADS a mis longtemps à avouer qu'il était interdit bancaire, jusqu'au moment où il a été obligé d'emprunter des sous à ses collègues, cinquante euros par-ci, cinquante euros par-là, pour faire face à ses dépenses.

Non-dit, le fait que huit mille policiers, sur les vingt-trois mille que compte la région parisienne, aient déposé une demande de mutation en 2017. Non-dit, le nombre de démissions ou de demandes de mise à disposition en très forte hausse parmi les jeunes recrues, comme s'ils s'étaient trompés de voie, comme s'ils venaient de

découvrir que le métier de flic n'était pas tout à fait un boulot comme les autres.

L'Intérieur cultive le clair-obscur.

Derrière la façade lisse et propre des statistiques officielles, on s'emploie à étouffer la désagréable petite musique qui monte des commissariats. Puisque l'on vous dit que les chiffres sont bons, prière de le croire sur parole, tant pis pour ceux qui pédalent en sous-sol et en silence, conscients que ces chiffres ne signifient pas grand-chose. Tel caïd sorti trop vite de prison est revenu plus confiant que jamais sur son territoire, ils se le prennent en pleine figure, comme cette victime de cambriolage qui refuse de porter plainte parce qu'elle n'y croit plus. Difficile d'encaisser, difficile de s'habituer au fracas lancinant des violences conjugales, des enfants maltraités, des ravages de l'alcool ou de la drogue, ce chaos sur lequel les policiers de la base posent tant bien que mal l'étouffoir avec la frustration de ne pouvoir partager ce fardeau qu'entre eux.

Le droit de réserve a bon dos, qui interdit à juste titre aux fonctionnaires d'évoquer une enquête judiciaire en cours. En son nom sont réduits au silence ces policiers censés être les derniers remparts de la République, nos anges gardiens, nos gilets pare-balles, et boucliers de l'État lors des manifestations. Un mutisme source de résignation, à moins qu'une saine colère ne prenne le dessus, l'occasion d'énoncer pour ne plus consentir. Avec les réseaux sociaux en guise de vecteurs incontrôlables.

DERNIER MOT

Tricards

Xavier Raufer, criminologue, passe pour un bon connaisseur des forces de sécurité en général et de la police en particulier. Nous l'avons invité à formuler ce que lui enseigne la fréquentation des troupes.

« L'état psychologique de la police est affreux. C'est un corps déprimé. En zone police, plus personne n'a peur d'eux. Tout le monde les envoie bouler. Quand ils sortent la carte tricolore, ils deviennent du gibier. Même les juges ne les prennent pas au sérieux. C'est un calvaire pour eux, mais aussi pour les épouses et les enfants.

La raison pour laquelle ils ont voulu devenir policiers a volé en éclats. "Ce n'est pas comme ça que j'imaginai la police", disent les jeunes, laissant place à une montée de l'amertume.

Ce sont en même temps des gens très seuls. S'ils racontent leur journée à madame, elle divorce dans les quinze jours. Ou elle ne les croit pas, les histoires sont trop lourdes. Résultat, certains tombent dans les pièges tendus par les sectes, les religions ou le milieu, d'autres dans l'alcool ou la drogue. À force de se pencher sur l'illégal, ils basculent dedans. On n'est pas fasciné par son ennemi lorsqu'on est bien soutenu. Ce sont des choses qui se produisent quand on est seul. Les membres du service "action" de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) sont seuls, eux aussi, mais ils restent pilotés et le collectif est très fort. Il est trop faible aujourd'hui dans la police.

Dès qu'il y en a un qui sort son arme en service, c'est six mois d'enquête. Leur arme, c'est devenu un gag. Non seulement ce ne sont pas des héros, mais ils ont peur. J'ai connu un commissaire qui était en poste à Stains (Seine-Saint-Denis). Personne ne voulait le remplacer. Son commissariat, c'était fort Apache. Aucune aide et les

Indiens qui tournent autour. Avec en prime l'appel du préfet, inquiet à l'idée que tout cela se sache car les élections approchaient...

Les flics sont tricards dans bien des endroits, mais l'exprimer, c'est anxiogène. Comme on dit, la vache qui a peur ne fait plus de lait. D'ailleurs, personne n'a parlé de la sécurité au quotidien pendant la campagne électorale de 2017... Les policiers ne peuvent dire la vérité sur ce qu'ils sont les seuls à voir en face, ces noyaux durs de délinquants multidéférés, ces *usual suspects* qu'ils connaissent souvent par leur nom. Celui qui lève le voile se fait virer tout de suite. Même devant ses propres enfants, le policier ne peut dire ce qu'il voit. Il ne le lit d'ailleurs pas dans le journal non plus, du coup il n'a plus confiance en personne.

Pendant ce temps, la hiérarchie continue à les traiter comme des loufiats, des domestiques, des clochards, quand elle ne les accuse pas de racisme parce qu'ils se font rarement insulter par un Suédois. Elle continue à les envoyer au casse-pipe et les sanctionne après. Dans la Légion, on ne laisse jamais un homme sur le terrain, dans la police c'est différent. Les chefs pour qui on se ferait tuer sont devenus rares.

Si tu as signé, c'est pour en chier, comme on dit. Cela passerait beaucoup mieux s'ils étaient vraiment considérés comme des héros.

D'autant que la France profonde, elle, ne comprend pas ce que peut signifier le "vivre-ensemble". Soumise aux pillages, aux vols à répétition, cette population se sent délaissée. Elle a vu partir la Poste, se raréfier les transports, il ne leur reste plus que l'épicerie et une hantise : que l'appareil de l'État s'éloigne davantage encore. Une tentative de braquage et l'épicerie pourrait fermer, ce n'est pas du fantasme puisque de tels faits sont évoqués tous les jours dans les journaux de province. Cette poche de grisou est en train de gonfler ! »

1. L'arme de service.

2. Alors qu'ils représentent environ 7 % des effectifs de l'administration, les policiers concentrent environ 45 % des sanctions distribuées.

3. Clé permettant l'accès aux fichiers.

SIXIÈME PARTIE

HÉROS D'UN JOUR,
SALAUDS DEMAIN



En haut de l'affiche

Il n'y a qu'un pas entre le haut de l'affiche et le purgatoire, les médias le savent bien, qui adorent lyncher ceux qu'ils ont adulés. Une chute vertigineuse vécue par nombre de policiers, voués aux gémonies après avoir été propulsés sur le devant de la scène, à l'instar de ce brigadier remisé au fond d'un garage (à vélos) après avoir été présenté comme le « premier flic de France ».

Le fonctionnaire, patron d'une BAC (brigade anticriminalité), avait des résultats si monstrueux que ses supérieurs s'en gargarisaient. « Les bandits étaient en stress lorsqu'ils le voyaient, plaide un de ses acolytes. Ils ne disaient pas : "V'là la BAC", ils disaient : "V'là Albert." Ils le respectaient. » Évidemment, le major disposait de ses propres informateurs, qu'il se débrouillait, conformément aux usages, pour faire libérer à la faveur d'un petit vice de forme en cas d'arrestation fortuite. Le basculement s'est opéré au lendemain de la diffusion d'un reportage entièrement à sa gloire sur la chaîne M6, le major ayant été invité dans la foulée par le staff de Nicolas Sarkozy à la garden-party de l'Élysée. Ses patrons auraient moyennement apprécié de voir ce subordonné ainsi starifié ; toujours est-il que ses ennuis ont commencé peu après. Comment tant de bons tuyaux convergeaient-ils vers lui ? Pourquoi ramenait-il autant de voyous dans ses filets, au point de faire de l'ombre à tous les autres ?

Du jour au lendemain, le héros est devenu un coupable en puissance, puis un paria. Mis en examen à la suite d'une perquisition à son domicile, privé par le procureur de son habilitation d'officier de

police judiciaire, fui par nombre de collègues, il portait désormais le costume infamant du délinquant. Plus de dossier à traiter, juste le droit de fumer ses cigarettes dans son garage périphérique en buvant du mauvais café. Une vedette au fond du ruisseau qui n'aura eu de cesse, par la suite, de démontrer que l'affaire a été montée par ceux que ses succès et son aura dérangeaient au sein de l'administration. Sans compter les dégâts collatéraux, ses informateurs convoqués l'un après l'autre pour être passés à la question.

Au bout de l'histoire, le major a été blanchi – et le procureur a eu droit à un avertissement de la part de la Chancellerie pour ne pas avoir respecté la procédure. Il ne s'en est cependant jamais vraiment remis, désormais certain que cette chère administration pouvait « plomber » n'importe lequel des siens en fonction de ses intérêts propres. Le rouleau compresseur se met en marche en un clin d'œil, nourri de petits faits qu'il suffit de gonfler pour donner corps à la cabale. D'avoir utilisé un jour son Flash-Ball en omettant de rédiger le télégramme de rigueur a ainsi valu sa mutation à un collègue du major. N'ayant rien à se reprocher, très bosseur et plutôt proche de ses hommes, le policier avait commis l'erreur d'exprimer publiquement son rejet de la politique du chiffre. Poussé à bout, il a fini par s'enfermer dans son bureau avec la sérieuse intention de se flinguer ; les forces d'intervention ont réussi à le faire renoncer à son geste, mais l'officier a été déclaré inapte et suspendu.

« L'administration est puissante, conclut le major, passé lui aussi à deux centimètres de la pendaison les semaines où il n'arrêtait plus de pleurer. Tu ne te bats pas comme ça contre la boîte. On te salit copieusement, tant et si bien que tes collègues gobent les accusations qui pèsent contre toi. » Seul au monde après avoir crevé l'écran, le major invité à l'Élysée a pu vérifier que la police ne

savait décidément pas profiter de la gloire des siens, à la différence d'une gendarmerie passée maîtresse dans l'art de mettre ses héros sur orbite. Trop de jalousies, d'envies, de cacophonies neutralisent son service après-vente, sans compter que la maison « poulaga » (surnommée ainsi parce que la préfecture de police de Paris a pris la place d'un marché aux volailles) est bien trop segmentée pour réunir un jour ses composantes disparates sur une seule image.

« Après *Charlie Hebdo*, on était des héros, avec l'«affaire Théo» on est devenus les pires raclures de la Terre », s'insurge un gardien de la paix. Raccourci saisissant d'une séquence particulièrement orageuse pour les flics, entamée par la douche chaude de l'après-Charlie pour s'achever avec la scabreuse affaire de la matraque télescopique « violeuse ». Un jour adulés par la rue, le suivant mis plus bas que terre, les policiers ont parfois le sentiment de vivre dans une essoreuse. Au lendemain d'une série d'attaques terroristes meurtrières où on les avait vus en première ligne, payer de leur vie, la population a fait assaut de fleurs et de sourires, même vis-à-vis des CRS, les plus stigmatisés en période de conflit. À peine une semaine plus tard, ce fonctionnaire se sent nettement plus seul à l'heure de sa convocation devant le tribunal d'Évry. Raymond doit témoigner comme victime dans une affaire d'outrage-rébellion, sauf que l'avocat de l'auteur présumé des faits sait trouver les arguments pour défendre son client. Et ils ne sont pas à l'avantage de la police.

« Je ne vais pas vous raconter ma vie, dit en substance le pénaliste, mais j'ai assisté un jour à une prise de service dans un commissariat et je les ai vus s'équiper, puis charger leur véhicule. Si les policiers sont nerveux, c'est qu'ils sont conditionnés. Ils ne partent pas en patrouille, ils partent à la guerre ! » De victime, le policier se métamorphose en un clin d'œil en accusé. « Si j'allais faire ma mission en short et en tee-shirt, que se passerait-il ? » a-t-il

envie de demander, mais il se tait, montré du doigt alors qu'il a l'impression d'avoir simplement fait son métier. Cherchant des yeux sa propre avocate qui sera prise à partie quelques instants plus tard, en rejoignant son véhicule sur le parking du tribunal, par des jeunes venus soutenir leur copain comme ils se seraient déplacés pour supporter leur équipe de foot.

« On ne va jamais confiants au tribunal et ce n'est pas normal, observe le fonctionnaire quelques mois après l'épreuve judiciaire. Les attaques contre les policiers sont devenues banales aux yeux de nombre de magistrats. "Vous êtes là pour ça", nous disent-ils, comme si on allait au boulot pour se faire caillasser. » Un jour héros de la nation, le flic passe le lendemain un sale quart d'heure au tribunal, avant de se coltiner à nouveau les insultes récurrentes auxquelles l'a habitué la rue. Il est le « sale SS » dans la bouche des enfants de bourgeois. Le « sale Blanc » ou le « sale putain de Français » (*sic*) dans celle des caïds de banlieue, qui puisent facilement dans le vocabulaire animalier, entre « porcs » et « poulets ».

« La pensée unique nous tue, regrette un commissaire. Pour beaucoup, on est d'horribles fascistes. Il faut nous surveiller, des fois qu'on enfilerait l'imper et les bottes. Il y a envers nous une présomption de culpabilité. » Les ennemis de la police ne sont pas seulement ceux que l'on croit. Il y a aussi M. Tout-le-Monde, celui qui insulte le « connard de flic » qui prétend l'avoir vu griller un feu, gonflé de ses préjugés et parfois doté de relations haut placées qu'il actionnera contre le fonctionnaire.

Tous contre les flics ? « On sait que la population nous soutient, mais il y a comme une gêne, observe Maggy. Ce soutien est rarement officiel. Le petit dernier de la famille a fait un dessin pour la police, mais il ne faut pas le dire. Les gens n'ont pas peur des flics,

mais des voyous. Ils craignent des représailles si quelqu'un apprenait qu'ils soutiennent la police. Ils redoutent de devenir une cible dans leur quartier. »

C'est lorsqu'il retourne vers sa famille en province, loin d'une Île-de-France « où le respect s'est perdu », que ce brigadier retrouve le goût rassurant du respect pour le curé, le douanier et le gendarme. « Cela me reconforte de voir que toute la population ne me hait pas, dit-il. Je comprends que certaines personnes ne nous apprécient pas. Je comprends aussi la défiance, mais la haine, j'ai beaucoup plus de mal. J'ai interpellé énormément de délinquants et je n'ai jamais eu ce sentiment de haine envers eux. Parfois une intense tristesse, de l'abattement ou du dégoût, jamais de la haine. »

Vitrine des ministres

Une partie du grand public a de la police l'image que donnent d'elle les séries télé, dont beaucoup sont américaines. Une image faussée qui peut générer d'amusants quiproquos, comme en ce jour où un type débarque dans un commissariat avec l'empreinte d'une chaussure dans une motte de terre, celle du gars qui lui a volé ses géraniums. Au policier qui l'accueille avec une moue dubitative, il déclare :

« Mais vous ne pouvez pas faire un moulage, comme dans *NCIS*¹ ?

– Non, désolé », répond le fonctionnaire.

Les politiques, eux, rêvent d'une police à leur image ; peu importe qu'elle corresponde à une quelconque réalité, du moment qu'elle leur ressemble – et les sert.

Les gaullistes ont confiné pendant des décennies les flics dans les arrière-salles de la République, en mode soutiers prêts à rendre service ; bras armé du pouvoir, ils étaient là pour obéir et cogner, remettre ouvriers communistes et étudiants tiers-mondistes à leur place, s'occuper des criminels, un peu moins des cols blancs. Pas besoin de voitures rutilantes pour faire ce boulot, ni de vestiaires dignes de ce nom, ni de salaires mirobolants.

Sous François Mitterrand, au milieu des années 1980, Pierre Joxe a voulu les flics irréprochables, leur code de déontologie sous le bras, la Déclaration des droits de l'homme affichée dans les commissariats ; il est l'un des rares ministres de l'Intérieur qui aient laissé un bon souvenir, notamment parce qu'il a signé un plan de modernisation historique. Charles Pasqua, géant de la Ve République, qui lui a succédé, s'est vu comme leur idole et n'a laissé aucun espace à ceux d'entre les flics qui n'étaient pas entièrement dévoués à sa cause ; chargé de faire le tri entre les fidèles et les autres, un brigadier originaire de Corse du Sud, très bon connaisseur du milieu policier, l'a certainement mieux guidé que ne l'aurait fait aucun préfet.

À la fin des années 1990, devenu Premier ministre, le socialiste Lionel Jospin a brandi le mot « proximité » comme un étendard, avant de se fracasser contre le mur des réalités – l'accomplissement de son rêve aurait nécessité le doublement des effectifs. Ministre, puis président, Nicolas Sarkozy a choisi de transformer la police en une sorte de force d'action rapide : retranchée dans ses bunkers, prête à fondre sur l'ennemi, avec à la clé vingt-cinq millions d'euros de primes à distribuer aux « meilleurs » ; sa « tour de contrôle » place Beauvau, Claude Guéant, alias « le Cardinal », a laissé un très mauvais souvenir aux services d'investigation : pour avoir puisé à satiété dans le coffre-fort de la police, depuis toujours bourré

d'espèces, il a mis à mal les frais d'enquête et de surveillance ; les primes pour affaires réussies ont disparu et avec elles les bonnes bouffes entre collègues à la fin du mois².

François Hollande élu, le socialiste Manuel Valls est arrivé place Beauvau pour séduire les troupes ; son côté autoritaire a fait son effet. Bernard Cazeneuve, qui a pris le relais sous ce même quinquennat, a su garder la tête haute, et froide, au milieu des éloges funèbres. Le supplément d'âme que certains lui ont prêté n'a pas toujours été perceptible par la base policière, mais il lui est arrivé de se rendre incognito au chevet d'un policier blessé à l'hôpital, et les intéressés s'en souviennent tous avec une pointe d'émotion. Le gouvernement socialiste ne s'en est pas moins retrouvé avec les policiers dans la rue, à l'automne 2016, un événement rare à la hauteur de l'écœurement général, de la peur qui montait et du rejet d'une hiérarchie hors sol clairement accusée de les envoyer « à l'abattoir ». Au niveau également du déni décelé dans le mot employé par leur ministre pour qualifier ceux qui avaient arrosé de cocktails Molotov deux voitures de police à Viry-Châtillon : « sauvageons ».

La police est un outil politique qui parfois se retourne contre celui qui croyait lui tordre le bras, cette séquence inédite l'a cruellement rappelé. Ce mot malheureux pour désigner de présumés assassins, ajouté au fait que les policiers blessés ne connaissaient pas le secteur où ils avaient été postés en dépit du bon sens, a jeté des centaines de policiers dans la rue malgré la menace de sanctions brandie par la hiérarchie. Et ce avec d'autant plus de conviction qu'aucune personnalité politique n'a cru nécessaire de se porter au chevet des blessés, ni discrètement ni avec une caméra de BFM TV dans le dos, alors que le célèbre Théo avait reçu la visite du président de la République en personne après sa plainte pour

« viol ». En parlant de « sauvageons », le ministre a choisi à leurs yeux son camp ; une gifle à laquelle ils ont répondu en offrant aux chaînes de télévision ces images de flics marchant nuitamment dans les rues de Paris sans autorisation, au petit bonheur, foulards ou cagoules sur la tête pour ne pas être identifiés par les voyous, mais surtout par la police des polices.

Images chocs, comme cette photo réalisée par un policier à Nice, montrant ses collègues alignés dans la rue devant le commissariat, de dos. Une prise de parole silencieuse. L'affichage de la colère sans les visages, celle aussi de la solidarité du groupe. Images largement relayées par les réseaux sociaux, d'une immense commodité pour communiquer sur tout le territoire sans recourir aux canaux habituels des organisations syndicales. Avec au bout du chemin une réunion de policiers en colère improvisée un matin dans un garage de Pierrelaye, dans le 95, où quelques-uns d'entre eux jetèrent les bases d'une « assoce » (baptisée « Mouvement des policiers en colère ») inédite dans le paysage, à la tête de laquelle s'est trouvée propulsée malgré elle une gardienne de la paix de 35 ans : Maggy Biskupski³. Une inconnue bien décidée à casser la vitrine en prenant la parole avec un naturel désarmant. À secouer une police habituée à contrôler son discours et son image, quitte à devenir la bête noire du service de communication de la Place Beauvau, elle qui n'accepte que les émissions en direct et ne cherche pas forcément à maquiller ses traits tirés quand elle n'a pas dormi de la nuit pour cause de vacation.

Ce n'était pas la première fois que la tentation de la coordination effleurait le peuple policier. La fois précédente remontait à l'automne 2015. Le 5 octobre, un peu plus d'un mois avant la nuit du Bataclan, Yann Saillour, 38 ans, « soldat » de la BAC de Saint-Denis, était grièvement blessé de deux balles dans la tête tirées à bout portant

par un braqueur cagoulé qui venait de rafler un dépôt de bijoux. Un terrible face-à-face au cours duquel la première balle du tueur est entrée dans le canon de son arme de service, le touchant au passage au nez, la seconde lui ayant atteint le crâne ; sa survie a ému aux larmes les médecins, le soutien de sa famille (un père et un frère policiers) et de toute la police n'y étant pas pour rien, au point que Yann n'a pas quitté son métier, lui qui a appris le massacre du Bataclan sur son lit d'hôpital, par la bouche de l'infirmière venue à son chevet le samedi 14 novembre au matin.

Mauvaise appréciation de l'événement, les médias avaient froissé, le mot est faible, une police sous le choc en réservant ses gros titres, le soir même, à un fait divers social survenu à Air France – un drame sur fond de chemise déchirée. Invité en plateau sur une chaîne de télé, le Premier ministre Manuel Valls était lui-même passé à côté, peut-être parce que Yann Saillour n'était pas mort.

Trois jours plus tard, les collègues du blessé occupaient la place Vendôme lors d'une impressionnante manifestation statique encadrée par l'ensemble des organisations syndicales, des chefs à la base. De justesse, tant la colère débordait de tous les commissariats, en attendant le prochain drame, dans cette France où désormais le voyou pouvait avoir une double casquette, braqueur et terroriste. Touché de plusieurs balles, celui qui venait de tirer sur Yann avait en effet prononcé un verset du Coran avant de mourir, « détail » relevé par les présents qui avait échappé à la fois aux pouvoirs publics et aux médias, un peu plus d'un mois avant la nuit du 13 novembre 2015. Alors qu'il se vidait de son sang, l'homme avait même délibérément refusé de monter dans le camion des pompiers, sous les yeux effarés des secouristes. La vague terroriste était en marche, la grande révolte policière aurait lieu un an plus tard. Avec un besoin criant, dans les rangs, que soit reconnu leur

quotidien de flics, que l'on cesse de dire que tout allait bien alors qu'ils ramaient avec des voitures pourries et des effectifs « peau de chagrin » face à une délinquance de plus en plus jeune et de plus en plus rude, comme si elle cherchait à ridiculiser ses aînés.

Un pavé dans la jolie devanture de ministres de l'Intérieur successifs eux-mêmes souvent tenus à l'écart des réalités, comme si on souhaitait les protéger, eux à qui l'on a tendance à présenter une situation enjolivée. Ce jeune syndicaliste le confirme : « Commissaires, directeurs départementaux, régionaux et centraux, chacun filtre, tamise, minimise à son niveau par crainte de se faire taper sur les doigts. » Ils murmurent à leurs oreilles un tableau qui ressemble à la vie, sauf que ce n'est pas tout à fait ça, résume Abdel : « On présente des policiers au ministre, mais c'est du cirque. Le cirque, ce n'est pas la jungle, même si on y croise parfois les mêmes bestioles ! »

Emmanuel Macron et Gérard Collomb sont arrivés en 2017 avec leur « PSQ », la police de sécurité du quotidien. Un sigle barbare censé incarner le rêve du nouveau pouvoir : renvoyer la police de tous les jours au contact de la population. Le bon sens, en somme, sauf que la vague terroriste est passée par là et que les structures criminelles se sont durcies dans les quartiers. Comment jouer la proximité tout en déambulant dans la rue avec un fusil d'assaut ? Quelle attitude avoir à l'heure de s'atteler au démantèlement d'un gang voué au deal de rue ? Avec quels effectifs former ce nouveau service sans déshabiller les autres, sachant que les premiers territoires concernés, considérés comme difficiles, voient systématiquement les renforts rapidement annulés par les départs ?

Peu importe, la promesse du candidat Emmanuel Macron devrait être tenue. Cette « nouvelle » police serait sa vitrine, les équipes de télé s'empresseraient de la filmer avec toutes les autorisations

nécessaires et elle aurait son bilan le moment venu. Chiffré, évidemment. Car derrière l'image, le ressort du travail reste le même, ces indicateurs rouillés et dépourvus de sens que personne n'a su remplacer. Une mécanique infernale qui dépote les policiers, gâche les énergies et fausse les perspectives.

Look, apparences et bien-pensance

C'est dans le détail que se peaufine un look. Prenez l'étui destiné à accueillir l'arme. Les gendarmes sont dotés d'un étui de cuisse, les policiers en rêvent. Les motards parce que cet accessoire leur permettrait de dégainer leur arme plus facilement en cas d'urgence ; les flicards parce qu'avec la généralisation du gilet pare-balles lourd l'accès à l'étui de hanche est devenu compliqué. Deux directeurs généraux de la police ont refusé de satisfaire cette demande. Ils ne l'ont pas formulé ainsi, mais c'était avant tout une affaire d'image. L'étui de cuisse rappelle les unités spécialisées comme le RAID. La police française ne doit pas faire peur. Pas question de la voir marcher sur les traces de son homologue américaine : le gardien de la paix ne peut ressembler à un cow-boy prêt à faire feu. Il doit être propre sur lui et inspirer confiance. Plus agneau que loup, disent certains, il doit privilégier le contact avec la population. Une arme, oui, mais en mode urbain, discrète. « On est dirigés par des bien-pensants, pas par des policiers, assène un formateur. Ils ont eu peur du côté John Wayne, du coup ils ont saboté l'expérimentation. Ils ont testé l'étui avec un pistolet d'exercice qui n'avait pas la bonne dimension, ni le bon poids. Pourtant, je confirme qu'avec cet étui, les collègues se seraient moins plaints du mal de dos. »

Même histoire avec la casquette. Les policiers en sont dotés, rares sont ceux qui la portent. Tout simplement parce que le modèle distribué ne leur plaît pas, explique Philippe Capon, secrétaire général de l'UNSA Police : « Ce n'est pas la casquette américaine, c'est une casquette de clown. » Elle était censée « faire jeune », c'est raté. « Elle aurait de la gueule, comme celle des policiers belges, on la porterait », enfonce le syndicaliste. Toujours le même souci de ceux qui décident : éviter dans la panoplie tout élément agressif. Quitte à encombrer et à alourdir, comme avec ce gilet pare-balles que le policier est censé dissimuler sous ses vêtements. Le gilet apparent lui conférerait une allure trop guerrière, tant pis si le fonctionnaire a un mal fou à se débarrasser de cet objet à l'heure de la pause. Tant pis s'il ne ressemble à rien, engoncé dans sa tenue. Tant pis si certains préfèrent oublier le gilet protecteur pour alléger leur silhouette, au risque de ne pas voir leur veuve couverte en cas de décès. Les représentants syndicaux triment le dossier dans leur sacoche depuis plus d'une décennie, mais les deux mondes campent sur leurs positions : décideurs contre utilisateurs. Spirale perdante.

Le look lisse impose son diktat. La barbe, apanage d'une génération, reste interdite dans la maison. Les plus malins brandissent un avis médical valant dérogation : le mot du dermatologue est imparable. La nomination d'un Premier ministre barbu (Édouard Philippe) n'y a rien changé. Comme si la police française tenait à ce côté rétrograde, quand ses homologues belges (encore) ou allemands ont lâché le poil depuis longtemps. Un peu comme avec le vouvoiement, une exigence des hautes sphères ministérielles que la base a du mal à mettre en pratique sur le terrain.

Étui, casquette, barbe, gilet... Bout à bout, ces petits riens alimentent le malaise. Ils fournissent aussi à la hiérarchie des éléments de pression et multiplient les points de friction. La police doit être exemplaire, objectent les hiérarques, mais à ce compte-là, les policiers ont du répondant. « Est-ce exemplaire de ramasser les sacs de couchage des migrants que l'on déloge ? » interroge le syndicaliste Philippe Capon. Une objection parmi des milliers d'autres qui a le mérite de rester dans le cadre : cette image finalement au cœur de toutes les rébellions de la police. La dictature des apparences imprime sa marque dans le quotidien bien au-delà des aspects vestimentaires. La principale crainte des politiques reste de voir un quartier s'enflammer à cause d'une intervention policière. Tout plutôt qu'une émeute qui ferait les délices du journal de 20 heures. Laisser faire plutôt qu'intervenir au risque de la grenade de trop, de la poursuite qui se terminerait avec un jeune encastré dans un bus. Une retenue essentielle pour la carrière des cadres de la police comme pour celles des élus, locaux et nationaux, tant pis si elle contribue à propager la frustration dans les rangs.

Gregory, en fonction dans une compagnie spécialisée dans le maintien de l'ordre, ne compte plus les fois où sa volonté d'interpeller ceux qui cassaient est restée à l'état de rêve. Cinquante « individus » démontent sous ses yeux un abribus, alors qu'une rixe géante se prépare entre deux quartiers, un jour d'été ? Personne ne bouge, ordre du capitaine, qui ne veut pas d'histoires. Les gars se tabassent sous les yeux de la police, elle n'intervient que pour en sauver un qui paraissait vraiment K.-O. « On en rigolait dans les voitures, en entendant les instructions qui tombaient de ne pas intervenir, se souvient Gregory, mais au fond, ça nous dégoûtait de ne pas pouvoir faire notre job. »

La fois suivante, c'était un 14 juillet aux abords d'une gare de la banlieue parisienne. Un lieutenant finit par sonner la charge après que les policiers ont reçu plusieurs bouteilles remplies d'acide. La course-poursuite s'engage dans l'enceinte de la gare, où une grenade lacrymogène est tirée, puis une seconde. Ce n'est pas autorisé, mais c'était la seule façon à leurs yeux de riposter aux tirs de mortier, mot banni sur les ondes, où le politiquement correct invite à parler d'« engins pyrotechniques ». Malgré l'acide et les nombreuses interpellations, le lieutenant sera mis au placard sur ordre du ministère de l'Intérieur. Pour tous, il a pris ses responsabilités et « fait son taf » ; pour les politiques, cette bataille rangée dans une gare faisait mauvais genre. Elle donnait une sale image de la police, et donc du ministre, en l'occurrence Manuel Valls, par ailleurs élu local de ce territoire.

La couleur politique change, le principe reste le même : plutôt céder du terrain que d'attirer les caméras. Un principe que Gregory résume avec ces mots incisifs : « À la première couille, si c'est médiatisé, t'es mort. » Pour préserver la belle image et ne pas attirer les médias, des dizaines de responsables policiers prient toutes les semaines pour qu'aucun quartier ne s'enflamme. Au nom de cette paix télévisuelle, on maintient sur le terrain une paix sociale qui n'est en vérité que la concession de territoires à des forces autres que celles qui représentent la loi, que ce soient les trafiquants de stupéfiants ou les chantres de l'islam rigoriste, longtemps considérés comme de pacifiques alliés sur lesquels on pouvait s'appuyer pour ramener les petits jeunes dans le droit chemin.

« On ne doit pas mettre de l'huile sur le feu, dit un policier qui ne cache pas, lui non plus, ses frustrations. On est là, on assiste à des faits répréhensibles, on pourrait mobiliser du monde et investir le quartier pendant trois heures, mais non. On nous maintient à

distance avant de nous renvoyer sur place trois jours plus tard en mission de sécurisation. Ça nous fait rire. Cela consiste à effectuer une petite marche digestive dans le secteur, avant de revenir au service pour l'apéro. Ça les fait rigoler eux aussi. On préférerait ne pas se montrer que se montrer et ne rien faire. On nous interdit de faire notre travail dans les quartiers sensibles par peur de perdre le contrôle de la situation. »

La bataille de l'image prend parfois le pas sur celle qui se mène contre la sécurité. Au risque de brouiller jusqu'à la raison d'être du métier de policier, un engrenage que les chefs mettent sur le compte de la prudence, leurs troupes parlant plus volontiers de « frilosité », où l'on comprend que la crainte de voir son service montré du doigt peut inciter à laisser prospérer des zones de non-droit. « Ne passez plus par cette rue », ordonnera le chef « frileux » lors de la réunion qui suivra un caillassage, à des fonctionnaires qui auraient aimé, au contraire, afficher leur présence sur ce secteur où l'un d'eux a été blessé par une pierre alors qu'il était au volant.

Tronquer les apparences pour mieux masquer les réalités, voilà l'un des moteurs de la maison police. Un domaine dans lequel elle excelle après des années passées à arranger son bilan, ces chiffres que les politiques se jetaient au visage dans leurs débats. Jamais la tricherie n'avait atteint un tel niveau qu'à la fin des années Sarkozy, passé maître dans l'art de vendre un bilan sécuritaire en or. Le quinquennat de François Hollande a tenté de ramener ces statistiques truquées dans le droit chemin, du moins officiellement, car en réalité, l'opposition attendant en embuscade, prête à sortir les griffes, les hiérarques censés collecter les données avaient pris le pli. Témoin les ennuis de ce commissaire du 18^e arrondissement parisien : prié fin 2012 d'arrêter de comptabiliser les crimes et délits le 27 du mois, il avait refusé de jouer le jeu et s'était retrouvé sans

notation l'année suivante. Parce que les chiffres, si faussés soient-ils, étaient intouchables, eux qui étaient devenus l'alpha et l'oméga du débat politique. Même sous François Hollande.

Ne dites pas que la patrouille est au poste en train de gérer une interpellation, cela risquerait de faire chuter le taux d'occupation de la voie publique par la police ! La vie des commissariats est bâtie sur un mirage, une construction destinée à alimenter le marchand de sable sécuritaire : fermez les yeux, la police travaille. Le nombre de cambriolages baisse parce qu'il doit baisser, tant pis si, par un effet de vases communicants peu visible, celui des « intrusions » flambe. L'essentiel est de sauver les apparences à la fin du mois, puis à la fin de l'année. Surtout s'il y a des élections.

Médiatisation foireuse

Il y a quelques années, les responsables syndicaux de la police faisaient le siège des journaux pour que l'on évoque les difficultés de leur corporation ; aujourd'hui, les mêmes refusent les invitations trop nombreuses des chaînes d'information en continu qui malaxent à longueur de journée les mêmes faits divers, les yeux rivés sur les courbes d'audience. Les médias raffolent des histoires de police, mais leur curiosité s'arrête à quelques affaires qu'ils « feuilletonnent » jusqu'à plus soif en recyclant les mêmes têtes qu'ils pressurent jusqu'à la faute. Avec un bénéfice proche de zéro pour ces flics qui patinent dans les coulisses, loin des caméras.

Quel communicant aurait un jour l'idée saugrenue de montrer aux journalistes l'envers du décor ? De médiatiser les locaux vétustes, les véhicules pourris, ces élèves policiers qui veulent avoir 18 de moyenne pour échapper à une nomination dans une capitale à

fuir de toute urgence, le stress du jeune flicard lors de ses premières patrouilles, le nombre ridicule de psychologues sous le toit de l'Intérieur ? De raconter qu'il n'est pas forcément simple de partir dignement à la retraite sans jamais avoir perdu pied, après une carrière passée à côtoyer les misères du monde ?

Place Beauvau, les communicants ont vu leur importance gonfler au fil des années avec l'intention de maîtriser l'image. À défaut de peser sur la délinquance, la com a pris une place démesurée, le sentiment d'insécurité en ligne de mire. L'allure du ministre, son ton, ses costumes, ses apparitions pèsent davantage que le nombre d'interpellations. Le rêve des ministres, de droite comme de gauche : verrouiller au plus près la médiatisation de la police, avec des personnes dûment habilitées à s'exprimer, adeptes d'une langue de bois assez maîtrisée pour faire illusion. Le socialiste Bernard Cazeneuve se laissait tutoyer par une seule personne au sein de son cabinet, sa conseillère en communication, obsédée par une com au service d'une stratégie de pouvoir et d'un destin politique. Il n'a pas été le seul à se regarder dans le miroir de la police. Les ministres de l'Intérieur ont tous été hantés depuis des décennies par l'idée d'endosser l'image de ces flics parfois photogéniques.

Cette autopromotion satisfait leur ego, œuvre pour leur avenir politique souvent national, mais les flics eux-mêmes ne sont pas dupes. Ils savent que l'on se sert d'eux. Ils sont surtout bien placés pour constater qu'on ne dit pas tout aux médias, à qui ils en veulent presque autant qu'aux politiques. Ils les accusent de faire l'impasse sur ce qu'ils endurent au quotidien, par exemple de mettre le couvercle sur les agressions dont ils sont victimes. Pas trace dans les journaux de cet épisode rapporté par un gardien de la paix en colère : « Des policiers se sont fait casser la gueule par des gamins,

à Chatou, il y a une semaine, mais les médias verrouillent. Si les gens savaient ce que l'on sait, ils nous regarderaient autrement. »

« Les politiques et les journalistes dissimulent, embraye amèrement une gardienne de la paix. Les chaînes d'info ont suivi minute par minute la traque des collègues après l'attaque de *Charlie Hebdo*, mais ils ne veulent pas savoir ce qui se passe ailleurs. Quant à dire qu'un policier a été blessé, ça ne fait pas vendre. » Les policiers soupçonnent en même temps la presse de prendre systématiquement parti contre eux et de crier à la « bavure » avant même d'avoir eu accès aux informations. « Les journalistes nous coupent en deux à la première occasion, soutient John. Pour eux, la police tabasse, met des amendes à tout va et emmerde les jeunes dans les cités. On aimerait que ça se passe bien. On n'y peut rien si les jeunes en question vendent leur merde dans les quartiers, s'ils sont dans leur monde, s'ils nous voient comme une bande rivale qui vient les ennuyer et pas comme les représentants de la loi. On n'y peut rien s'ils nous balancent des bouches d'égout, des batteries de voiture, des machines à laver ou des haltères d'un kilo qui pourraient aussi bien tomber sur leur mère si elle passait par là. »

La réconciliation est censée prendre forme autour des affaires réussies, mais là encore la base maugrée. Les fois où les médias honorent la police, accusent-ils, les journalistes tendent rarement le micro à ceux qui ont réalisé des prouesses sur le terrain. « Ce sont les chefs qui sont mis en avant, ceux qui n'ont rien vu de l'affaire, se plaint un enquêteur, remonté contre le service de communication de son ministère. C'est le commissaire qui nous représente, alors qu'il a souvent été un frein plus qu'un facilitateur. En cas de succès, il ramasse les lauriers, en cas d'échec il ouvrira le parapluie et tout retombera sur celui qui est en bas de l'échelle.... »

Et de l'affiche.

Je filme, tu filmes, il filme

Les médias ne sont plus depuis longtemps les seuls à filmer. Les caméras se sont immiscées partout dans la vie quotidienne, entre vidéosurveillance, téléphones portables et autres GoPro, et cette présence a un impact considérable sur le travail des policiers. « C'est un progrès énorme pour la transparence », affiche un des plus hauts responsables de la police, rappelant que filmer les auditions de mineurs, à partir de 1998, avait enrayé le flot des plaintes déposées contre les policiers. Le huis clos n'était plus la règle, fini l'affrontement sans fin des versions. Ce face-à-face sans témoin qui débouchait souvent sur la rupture, les coups s'enchaînant aux insultes, avait du plomb dans l'aile.

Le métier s'exerce de moins en moins dans l'obscurité, il y a des yeux partout. La généralisation des caméras de surveillance a suivi les gardes à vue filmées. Les policiers ont d'abord protesté en expliquant qu'ils se sentaient suspectés. On les enregistre parce qu'on ne leur faisait pas confiance. Ils ont assez vite compris que ces images ne servaient pas seulement à protéger les délinquants, mais aussi à les préserver de toutes sortes de fausses allégations. Bientôt, ce seront près de dix mille caméras qui devraient être accrochées aux vareuses, si elles fonctionnent bien, car comme à l'accoutumée les responsables des appels d'offres n'ont pas forcément fait les bons choix, au risque d'équiper massivement les troupes de caméras qui tourneront vite de l'œil.

Les zones d'ombre ont reculé dans la rue comme dans les commissariats avant que la technologie ne s'en mêle. Chaque citoyen est devenu un vidéaste en puissance. Les manifestants filment les forces de l'ordre pendant les charges. Les riverains collent leurs portables à la fenêtre pour enregistrer une intervention

en bas de chez eux. Les passants immortalisent tout ce qu'ils peuvent, et pas forcément avec bienveillance. Cette façon de brandir le téléphone portable pour capter les gestes des policiers frise facilement l'irrespect, du moins est-elle ressentie ainsi par cette gardienne de la paix qui n'a pas connu le temps où l'uniforme en imposait. Combien de fois a-t-elle entendu cette phrase comme une menace pesant sur sa carrière : « Ça va finir sur BFM TV ! » Une nouvelle donne intégrée par ce chef qui a briefé ses hommes à l'heure d'intervenir dans l'enceinte du centre de rétention administratif de Vincennes, où un expulsé en puissance avait déclenché un incendie dans l'espoir de s'évader : « Il y a des caméras partout et derrière, des associations pointilleuses. Partez du principe que vous êtes filmés. »

Les images tourneront en boucle si elles font le buzz, avec toutes les manipulations imaginables dès lors que le public dispose d'une courte séquence, privé des faits qui ont précédé une charge, un coup, une neutralisation rugueuse et par là potentiellement choquante. Ces morceaux choisis alimentent sur les réseaux sociaux la haine du flic chez ceux qui la cultivent. La moindre image, même grossièrement mise en scène, peut se retourner contre le fonctionnaire. Sous l'effet de l'adrénaline, il a tutoyé un gars ? Sur le montage vidéo, personne ne se doute que le type en question était en train de tout casser quelques secondes auparavant avec une batte de base-ball, le tutoiement s'étant imposé au fonctionnaire qui cherchait à établir le contact au plus vite avec ce forcené...

L'arme virtuelle et virale fonctionne évidemment dans les deux sens, l'« affaire Théo » reste à cet égard un cas d'école. Suspectant un deal de rue, un équipage rompu aux arrestations musclées débarque dans une cité d'Aulnay-sous-Bois (93). Le ton monte dès les premières secondes du contrôle. En surnombre, les jeunes ne se

laissent pas faire, notamment le fameux Théo, qui se débat, roule à terre avec un fonctionnaire qui le gaze sans vraiment maîtriser son geste. Ils se mettent à trois pour immobiliser le récalcitrant lorsqu'une matraque télescopique se déploie. Théo se retrouve peu après au commissariat avec l'anus en sang. Les policiers sont les premiers surpris. Le parquet de Bobigny, lui, ne regarde pas les images des caméras de la Ville, faute apparemment de disposer du logiciel pour les lire sur les ordinateurs du tribunal.

Révélées au public une année plus tard, ces images feront vaciller l'accusation de viol validée à l'origine par la justice. La thèse de l'accident soutenue par les fonctionnaires mis en examen n'est plus exclue. Leur visionnage aurait certainement limité la lourde polémique infligée aux forces de l'ordre. Il leur aurait épargné quatre nuits d'émeutes. Il aurait probablement empêché la bourde du président de la République, François Hollande, accouru au chevet de la victime avec une télé, lui qui avait zappé les policiers grièvement brûlés par les cocktails Molotov d'une bande locale, dans l'Essonne, alors qu'ils gardaient un mât au sommet duquel avait été installée une... caméra de surveillance destinée à limiter les vols à la portière et à décourager les dealers. Une caméra vainement attaquée au cours des semaines précédentes à coups de voiture-bélier et même à balles réelles, preuve que le crime craint l'image.

« On est filmés vingt-quatre heures sur vingt-quatre », raconte une gardienne de la paix. Et l'autre nuit, cela lui a été plutôt utile. L'homme qu'elle contrôlait dans un couloir de métro avait commencé par la traiter de « sale pute » et de « salope ». Il a retrouvé son calme à la seconde même où elle lui a annoncé la couleur : « À partir de maintenant, vous êtes filmé. »

Comme quoi les caméras ne sont pas forcément des ennemies.

« Filmons les contrôles d'identité, suggère même un brigadier iconoclaste d'une quarantaine d'années. Faisons nous aussi tourner les vidéos. Assumons-le, l'interpellation musclée n'est pas forcément anormale. On ne va tout de même pas sortir en tutu ! Si la personne se rend sans se débattre, on peut en revanche envisager de l'amener au commissariat sans les menottes. »

La jeune génération de policiers est en même temps en train de renverser à son avantage l'usage des réseaux sociaux. On les utilise pour les ridiculiser, les dénoncer, saboter leur travail, contourner leurs dispositifs les jours d'émeutes urbaines ? Sans en référer pour une fois à quiconque, avec leurs propres téléphones portables en guise d'outil, ils sont de plus en plus nombreux sur tout le territoire à monter des miniréseaux qui leur permettent d'être plus réactifs sans forcément attendre que les informations tombent sur la radio officielle. Sur un secteur moitié urbain, moitié rural, policiers et gendarmes peuvent communiquer en direct *via* l'application WhatsApp au sein de groupes qui comptent plusieurs centaines de personnes.

Un vol de véhicule a-t-il lieu en zone gendarmerie ? Par le circuit normal, la bonne vieille radio, il faudrait une vingtaine de minutes au policier pour l'apprendre ; par l'entremise de ce réseau personnel échappant à toutes les lourdeurs, l'information est diffusée en trois secondes. Pas de paperasse, la notification éclair suffit, en mode opérationnel informel. Une initiative de la base destinée à accroître sa propre efficacité à l'heure de pourchasser les délinquants, quel patron normalement constitué n'en rêverait pas ? « On s'autodébrouille parce qu'on reste hyper-motivés, commente un membre de l'un de ces groupes. On a envie de répondre à la demande des citoyens. Grâce à cet outil improvisé, on est au moins au courant des événements avant les journalistes ! »

C'est cependant loin des objectifs que s'exprime l'humanité du métier. Que surgissent au coin d'une police-secours déprimante des petits moments de bonheur, si l'on peut appeler ça ainsi. Ce jour-là, un homme est interpellé après avoir foncé sur des policiers au volant de sa voiture, manifestement ivre ou sous l'emprise de médicaments. Pas de blessé, mais il est présenté devant un magistrat à qui il explique qu'il a perdu sa femme trois mois plus tôt. De la tentative d'assassinat, on passe à la tentative de suicide. Sur le chemin du retour vers le commissariat, les policiers se sentent un peu « cons » de l'avoir menotté, d'autant que cet homme est le frère d'un de leurs collègues. Au moment de mettre pied à terre, ils aperçoivent ses enfants sur le trottoir, accompagnés par leur grand-père. Les larmes montent aux yeux du policier qui tient le volant, qui lui-même vient de perdre sa mère. Avec ses menottes, le mis en examen pleure lui aussi.

« Papa ! Papa ! » crient les enfants.

Foin du règlement, au loin la légalité, les fonctionnaires détachent les menottes et laissent entrer les enfants, 5 et 7 ans, dans le véhicule.

« Ce sera quatre minutes, pas plus.

– D'accord.

– Et on reste à côté. »

« C'est l'un des plus beaux mercis que j'aie eus dans la police », se souvient l'un des policiers présents, regrettant juste que le magistrat n'ait pas pris la peine de leur expliquer la situation – le veuf échappera à la prison avec injonction de se soigner.

Encore un merci dans la bouche de cette élève coiffeuse de 18 ans revenue au commissariat une fois rétablie. Elle a demandé à voir les deux policiers qui l'avaient empêchée de se suicider quelques jours auparavant. Se souvenait-elle de la scène ? Les

policiers, eux, n'avaient rien oublié de cette rencontre fortuite, un dimanche glacial, vers 7 heures du matin, sur un pont enjambant la Meuse : la jeune fille avait déjà les pieds dans le vide et s'apprêtait à lâcher prise lorsque le plus costaud des deux fonctionnaires s'est jeté sur elle et l'a rattrapée. Elle hurlait. L'autre policier, jeune adjointe de sécurité (ADS), s'est approché pour la calmer avant de prendre en plein visage la solitude d'une fille qui venait de perdre sa mère et que son père battait. « Je l'ai obligée à me regarder », relate-t-elle.

Après la prise en charge par les pompiers, l'ADS a fait une main courante pour signaler le cas à l'assistante sociale, qui lui a trouvé un petit logement. Avant de consigner l'événement en ces termes administratifs : « Mise en échec d'une tentative de suicide. »

Marche à l'ombre

Anges le lundi parce qu'ils ont perdu l'un des leurs, salauds le vendredi à cause d'un mauvais coup de matraque, les flics ont tendance à se replier sur eux-mêmes. À fermer les écoutilles tant ils ont le sentiment de servir de boucs émissaires à une partie de la société. Un réflexe de protection naturel quand on a aux trousses à la fois les fous de Dieu, qui tirent les représentants de l'ordre comme des lapins, et les néoanarchistes, qui appellent à les brûler vifs dans leurs véhicules, sans compter tous ceux qui les conspuent. Un repli « communautaire » facilité par le fait que beaucoup de ceux qui exercent en région Île-de-France ont grandi en province et connaissent finalement peu de monde alentour, hormis bien sûr les collègues.

La pression et les menaces incitent les policiers à rechercher l'ombre. À se replier sur une maison qu'ils rêvent en forteresse protectrice. À construire leur vie sociale en interne, avec des gens « sûrs », des gens surtout qui les comprendront. Mais aussi leur vie amoureuse, meilleure façon d'être en confiance après le boulot et de ne pas énerver son partenaire avec un emploi du temps imprévisible et des week-ends d'astreinte. Vivre en couple avec un policier facilite la communication ; on peut aussi se mettre avec l'infirmière croisée à la faveur d'un passage par l'hôpital, où l'on conduit trop souvent des blessés. Celle-ci connaît elle aussi la misère et les gens dans leur nudité crue, qu'ils soient riches ou pauvres. Toute autre compagne ou compagnon aura du mal à admettre ce désir de rester à la maison quand les autres font du shopping en couple : marre des centres commerciaux bondés où l'on a patrouillé toute la semaine.

Le policier parle une langue que tout le monde ne connaît pas. Coincé entre sa hiérarchie et le public, entre un commandant inamovible qui ne l'écoute pas toujours et des citoyens souvent vindicatifs, il prend la compagnie des siens. Plus le département dans lequel il exerce est criminogène, plus il se sent isolé, comme si le monde des cités, avec ses codes, ses légendes, ses aquariums qui valdinguent par-dessus la rambarde du balcon, poissons rouges compris, pour atterrir sur le pare-brise de la voiture de patrouille, ne pouvait se raconter hors du cercle des initiés.

« Comment expliquer à d'autres ce que l'on subit ? » demande Arnaud, gardien de la paix en Seine-Saint-Denis. Comment partager ce métier ingrat quand l'autre voit le policier comme celui qui lui met une prune au carrefour ? « Dans les dîners, avoue Antoine, quand je suis entouré de non-policiers, ça part presque toujours en vrille. Je me sens attaqué, quand je ne suis pas traité de salaud de flic. » Il a beau chercher des attitudes héroïques, revenir par exemple sur le

cas de cette policière qui a abattu le terroriste au camion à Nice, le 14 juillet 2016, raconter sa grande frustration de ne pas avoir sauvé plus de gens ce jour-là sur la Promenade des Anglais, la lueur d'empathie suscitée parmi les convives s'estompe vite au profit de la suspicion.

« Notre quotidien, ce n'est pas de s'amuser à frapper les gens, c'est de ramasser la cervelle d'un jeune percuté par une voiture et d'embarquer du pochtron, rappelle utilement une gardienne de la paix. Qui peut mieux comprendre ce que tu vis qu'un autre flic ? Entre nous, on se comprend et on se charrie facilement. On rit sur un mode bon enfant, entre initiés, comme le personnel médical dans la salle d'opération. Les mecs camés jusqu'à l'os, la confrontation avec la mort, l'intimité des familles, les horreurs que l'on voit aux Mineurs, je me sens mal d'en parler à l'extérieur. » Entre flics, on sait. Ceux qui peinent à encaisser le flot continu de mauvaises nouvelles ne dépriment pas tous, fort heureusement. Quelques-uns se mettent à boire plus que de raison, deux ou trois bières après le boulot, un joint pour les plus jeunes. Une vie de patachon qu'ils mènent avec des collègues, « en famille », au bout de laquelle peuvent surgir les soucis en cas d'excès, quand il n'y en a pas un pour freiner l'autre et que l'humeur s'en ressent, en service comme à la maison. Les autres se blindent pour encaisser. Au petit matin, après une nuit passée à courir derrière les voleurs, ponctuée d'inévitables coups de stress, Guillaume a trouvé une solution : une demi-heure de trajet en covoiturage avec un collègue qui n'habite pas loin de chez lui. Un moyen simple de sortir ce qu'on a sur l'estomac et de ne pas encombrer sa compagne avec ses inquiétudes – « Elle a assez peur comme ça ».

Le policier dissimule. Il ne fait plus état de son métier dans tous les cercles, même s'il le considère prestigieux. Jusque dans sa

propre famille, il s'abstient de transmettre la peur aux enfants, rendus sensibles par les exercices « attentats » organisés à l'école et ces images d'enterrements bleu-blanc-rouge au son de « La Marseillaise » qui se sont multipliés sur le petit écran. En même temps, il reste policier la nuit, le week-end, même à l'heure de faire ses courses au supermarché, encore plus depuis que l'on rapporte son arme à la maison, charriant cette réalité que les citoyens ordinaires ne font qu'effleurer, faite de victimes en souffrance, de conflits et de scènes d'horreur. Tous les jours, la part sombre de l'humanité les éclabousse, mais les policiers ont du répondant. Pour tenir, ils disposent d'une arme non létale : l'esprit de corps, ou plutôt de service, tant chaque unité semble cultiver ses propres réflexes de survie. Ici, c'est une halte tous les dimanches matin vers 5 heures à la boulangerie, rituel immuable qui se poursuit par un petit déjeuner pris ensemble au poste, grille fermée pour ne pas être dérangés. Une caisse commune permet d'abonder si nécessaire, gérée par une amicale informelle, à l'image de l'entraide qui prévaut sur le terrain quand la menace gronde. « En cas de coup dur, on est tous ensemble, confirme un nuiteux en poste à Marseille. On n'a pas le droit à l'erreur, on parle de vie ou de mort. On pense au guet-apens, au cocktail Molotov, à l'arme de guerre. »

Dans les mois qui ont suivi le décès de deux de leurs collègues sur le périphérique parisien, le 21 février 2013, percutés par un chauffard ivre et sans permis au volant d'une puissante Range Rover, bien décidé à rentrer chez lui en échappant au contrôle, les membres de la BAC nuit de la capitale se sont serré les coudes. Une amicale s'est montée pour organiser des soirées destinées à collecter des fonds pour le Noël des enfants des policiers décédés. Tous ont également souhaité participer au paiement des avocats qui allaient se mobiliser pour un premier procès, suivi d'un procès en

appel, la peine de sûreté prononcée étant à leurs yeux insuffisante. Les polos aux couleurs de la brigade, les écussons et autres sweat-shirts participent à l'entretien de cet esprit de famille, d'autant plus important que les horaires de travail exposent davantage à ce que l'on appelle en langage savant les « risques psychosociaux ».

Les policiers tournent entre eux dans les véhicules de patrouille, ils fréquentent des flics hors de leurs heures de travail, discutent « flics », moulinent des histoires de flics sur Facebook, flics jusqu'au bout des ongles, à l'instar de ce gardien de la paix qui aimerait raconter une affaire comme on en voit quelques-unes au cours de sa carrière...

Une joggeuse venait d'être assassinée à coups de couteau par un homme qui avait cherché à la violer, mais le policier ne le savait pas encore lorsqu'il a débarqué fortuitement sur les lieux. Il s'est approché du corps en même temps qu'une infirmière qui passait par là par hasard pour constater qu'il n'y avait rien à faire : cette gorge tranchée et la lividité de ce visage ne respiraient plus la vie. Il a bien tenté avec sa main d'empêcher le sang de gicler, mais la béance était trop importante. C'est à ce moment que le policier a percuté : l'homme dont il avait croisé le regard un instant plus tôt en arrivant sur les lieux, cet homme qui se tenait maintenant à une centaine de mètres du cadavre, était l'auteur du crime. Il a marché vers lui, en colère. Décidé à lui mettre la tête au carré, il jurerait en cas de besoin que l'individu l'avait agressé, mais d'un cri l'infirmière a retenu son bras avant qu'il ne fasse une « connerie ». L'homme, un « bon père de famille, tout normal », s'est rendu sans difficulté. Le policier, lui, a cauchemardé pendant des nuits. « J'aurais aimé être là, près d'elle, au moment de l'agression », se répétait-il, persuadé qu'il aurait sauvé la vie de cette jeune fille s'il était arrivé sur place quelques secondes plus tôt.

Regrets qui l'accompagneront jusqu'à sa retraite et même au-delà, tant il est difficile de quitter cette peau de flic qu'on a aimée malgré tout.

DERNIER MOT

Mes prescriptions pour la police

Médecin, inspecteur des services centraux, Éléonore H. a été mise à la disposition de la police nationale durant plusieurs années. Confidentialité oblige, son patronyme sera tu, mais elle le confirme : en matière d'arrêts maladie et d'aptitude à l'emploi, les policiers sont les plus contrôlés de la fonction publique. Au bout de quinze jours, le policier en arrêt est contrôlé, et s'il y en a une petite poignée qui triche, « pour d'autres, l'arrêt est un moyen d'appeler au secours ».

« Il y a une vraie souffrance chez les policiers, diagnostique Éléonore H. Elle est liée au sens que l'on donne au travail, aux contraintes physiques et psychologiques fortes du métier, avec une population de plus en plus difficile à prendre en charge car elle est disséminée au cœur du milieu urbain. Le fonctionnaire peut saisir le service médical ou une psychologue, mais il y a un vrai problème de confiance dans ces services. Les médecins connaissent mal les contraintes de ce métier, or on ne peut pas aborder un policier comme M. Tout-le-Monde. Il faut savoir lui parler. On ne peut prendre correctement en charge un policier si on n'est pas conscient du manque de reconnaissance, si l'on ne connaît pas le poids du casque balistique, les contraintes des motards, celles des CRS,

celles liées au tir. Le gilet lourd, c'est entre quinze et dix-huit kilos ! En statique, il faut pouvoir le supporter ! Quant au gilet du motard, il fait office d'airbag : il suffit qu'un forcené le déclenche pour le transformer en Bonhomme Michelin ! Preuve supplémentaire que les policiers sont gérés par des gens qui ne savent rien de leur métier. J'ai même entendu un jour un administratif se plaindre au cours d'une réunion d'un policier qui ne voulait pas être muté loin de sa femme : "Il est entré dans la police, il va falloir qu'il apprenne à divorcer à plusieurs reprises !"

Aux yeux de l'administration, le flic doit être bon à tout ou alors il n'est bon à rien. On ne pense pas à proposer un poste aménagé ou un retour progressif vers l'opérationnel. Il n'y a pas d'analyse fine de tous les métiers. Le risque managérial n'existe pas, il pourrait déboucher sur une remise en cause de la hiérarchie. Mais le mot qui m'insupporte le plus, c'est "effectif". L'effectif, c'est un chiffre, un matricule, or ce sont des hommes.

Comme toujours dans la police, les services de soutien ont été créés en réaction à un problème. La médecine de prévention n'est arrivée qu'au milieu des années 1990, après une vague de suicides, mais personne n'a songé à la relier aux services existants. C'est très différent dans les armées, où une seule institution commande l'ensemble des services, sur un modèle militaire opérationnel. Le médecin-chef nommé en 2012 a tenté de faire bouger les choses, mais il a fallu attendre 2017 pour voir la création du service de santé de la police nationale, avec un médecin ayant autorité sur l'ensemble des composantes qui concourent à la santé des fonctionnaires. Ces retards et cette désorganisation ont de lourdes conséquences pour les fonctionnaires.

La menace terroriste, ces policiers abattus dans la rue, dans leur véhicule ou chez eux, a fortement ébranlé l'institution policière.

Pendant vingt ans, on a formé le policier à être au contact de la population, à faire de la pédagogie, à ne pas sortir son arme, le simple fait de mettre la main dessus était un problème. La menace a rappelé que c'était un métier dangereux, qu'on n'est pas sûr, quand on l'exerce, de rentrer chez soi le soir.

Le policier a une formidable capacité d'adaptation, mais en plus de cette menace, les unités opérationnelles souffrent de la baisse des effectifs et du manque de perspectives d'avenir. Il y a une politique majeure de recrutement, mais les recrues n'ont pas l'expérience nécessaire pour soulager les effectifs opérationnels qui concourent à l'ordre et au secours public.

La première chose dont ils parlent quand ils voient le médecin, c'est du manque de reconnaissance institutionnel. "La police, c'est marche ou crève", disent-ils. "On peut crever, la seule reconnaissance qu'on aura, c'est la médaille à titre posthume." Les commandes politiques qu'ils ne comprennent pas leur font perdre le sens de la mission, comme la lourdeur de la législation et de la procédure pénale. Ils se plaignent aussi des mauvaises conditions matérielles et du poids des instruments de protection individuels. Ils se voyaient au service de la nation, mais tout cela les démotive. La mission leur pèse quand elle manque de sens.

Le rajeunissement entraîne une nouvelle perception du métier. La jeune génération supporte moins la contrainte. Tous ne sont pas forgés pour affronter tous les jours la difficulté. Ils sont conscients de la dangerosité du métier. Je n'ai jamais entendu un fonctionnaire dire que la peur l'avait paralysé, mais les soucis arrivent après, sous forme de stress post-traumatique.

Le moment consacré à l'entraînement, au maintien de la condition physique, est bien trop léger, surtout pour ceux qui servent en sécurité publique. Ce n'est pas prévu dans les horaires de travail,

alors que dans les unités d'élite on s'entraîne tout le temps. Il n'y a pas assez d'effectifs pour pouvoir s'entraîner tout en continuant à assurer la continuité sur le terrain. Ce qui a inspiré un jour cette réflexion à un commissaire venu me voir : "Docteur, on est l'armée de Bourbaki⁴. C'est la débrouillardise permanente."

Les gradés et gardiens, les officiers, le corps des commissaires, chaque strate a ses contraintes. Les gradés sont soumis aux contraintes opérationnelles. L'officier est coincé entre le bas et le haut. Le commissaire est soumis à la contrainte politique. Les gardiens, eux, ne s'exprimeront pas en présence du commissaire, j'en ai fait plusieurs fois l'expérience. Certains patrons sont tellement arc-boutés sur le rapport hiérarchique qu'ils oublient que l'on peut être à l'écoute de l'humain. Le système les pousse à ça. La faille ne peut pas exister, alors que nous pouvons tous être défailants. Plus on monte en grade, plus il faut être omnipotent, alors qu'un chef peut être mal, coincé entre les contraintes politiques et les contraintes budgétaires. La parole ne circule pas entre les différentes strates. Les commissaires se remettent difficilement en cause car ils sont dans une logique de pouvoir, même si j'ai croisé des gens extraordinaires parmi eux, qui connaissent le métier et le terrain, qui disent ce qu'il ne faut pas dire, et encore moins écrire. Parler, cela dérange. C'est prendre le risque que l'on vous coupe la tête, surtout si vous faites état de difficultés, que vous dites : "Je ne vais pas bien." On ne va pas voir le chef car on considère qu'il ne comprendra pas ce que l'on a vécu. Ou parce qu'on a peur de passer pour un faible. Alors les problèmes s'enkystent et il faut se battre pour les repérer le plus tôt possible.

La police fonctionne facilement sur le mode de la meute. À l'instant t , on remet sa vie entre les mains de l'autre. On doit pouvoir compter sur ses collègues. On est d'autant plus soudés qu'on ne

parle pas forcément de ce que l'on fait à l'extérieur, même à sa propre épouse ou à son mari. La volonté d'aider l'autre, de le protéger, est très forte, contrairement à ce que disent les médias, il y a beaucoup d'humanité dans le corps policier. Chacun digère la violence en fonction de son éducation, de ses croyances, de sa solidité psychologique, mais il est important de vider son sac à un moment ou à un autre. Il est normal de ne pas supporter une pendaison. L'individu, c'est comme une carafe, il faut la vider de temps en temps pour qu'elle ne déborde pas. Les images restent, on ne les oublie jamais, il faut les aider à décompresser, sinon ils compenseront autrement, par exemple avec l'alcool ou les drogues. Il suffit d'un problème à la maison pour que le policier pète les plombs au boulot.

La remise en cause de l'ordre, des règles de la société perturbe également le fonctionnaire. Il ne comprend pas qu'il n'ait plus le droit de poursuivre le jeune qui vient narguer la police avec son scooter sans casque, alors qu'il risque l'accident. On vient le provoquer en permanence, il ne peut pas répondre et cette passivité obligée sonne comme une remise en question de ce qu'il est. Quand je les pousse à s'exprimer sur ce sujet, ils parlent de ces magistrats qu'ils accusent de ne pas les suivre ou de François Hollande qui va serrer la main de Théo. La peur est du mauvais côté. Le policier craint les conséquences administratives de son action, alors que sur le terrain les jeunes le poussent à la faute. "Quand est-ce qu'on remet les choses dans l'ordre dans ce pays ? demandent-ils. Quand est-ce qu'on va arrêter de donner la parole aux bandits ?" Avec le médecin, ils peuvent vider leur sac sans qu'il y ait forcément une trace dans leur dossier, mais à l'image de la police, nous travaillons en flux tendu, sans moyens, sans budget propre. Alors que les militaires disposent de 15 800 personnels de santé pour 140 000 personnes,

les 150 000 policiers n'ont à leur disposition que 284 médecins et infirmiers. C'est bien trop peu, mais comme les policiers, nous sommes payés pour nous taire. Le système est verrouillé.

Je comprends parfaitement ceux qui ont pris le parti de descendre dans la rue en novembre 2016 pour exprimer leur ras-le-bol. Ils ont renvoyé dos à dos l'administration et leurs syndicats pour faire entendre pour une fois leur propre voix, sans filtre. Le bulletin de santé du flic lambda pourrait ressembler à ça : asthénie générale, essoufflement, fragilisation physique et psychologique, seuil d'alerte atteint, urgence à agir. Celui qui dit la vérité aux politiques met sa carrière dans la balance. Ma principale prescription : une meilleure prise en compte de l'humain, une meilleure écoute, plus d'entraînement. »

-
1. *NCIS : enquêtes spéciales*, une série américaine diffusée depuis 2003.
 2. L'administration octroie désormais au policier en déplacement quarante-huit euros par nuit d'hôtel, plus quinze euros par repas ; tout dépassement doit être motivé dans un rapport contresigné par le chef de service.
 3. Citée dans cet ouvrage sous son seul prénom.
 4. Référence aux troupes sous-équipées de l'armée de l'Est, commandée par le général français Bourbaki, en 1870. Le symbole du manque de rigueur et de la désorganisation.

Décodage

Bécaner : taper la procédure.

Bougnoules, melons, Blacks : minorités visibles.

Bourracho, estrasse : individu manifestement ivre sur la voie publique.

Ça camphre : ça chauffe. Expressions alternatives : « Ça part en live », « C'est le Bronx », « Ça part en cacahouète ».

Cage, chambre froide : espace où l'on enferme le gardé à vue.

C'est Bagdad : image utilisée pour dire qu'il y a eu des dégâts, et non des moindres.

Chasseur : bon flic. Exemple : « Tu es un vrai chasseur, toi ! »
Alternative : « Ce flic, c'est un tueur à gages. »

Chat noir : collègue avec lequel on préfère ne pas sortir en patrouille car il porte la poisse.

Chouffer : regarder.

Comanche, TK : officier.

Courette : moment où le policier descend de sa voiture et cavale derrière le suspect.

Crapaud : désigne celui qui dit « Quoi ? Quoi ? Quoi ? » quand il est contrôlé par la police.

Détroncher : reconnaître.

Effectifs, base, vaches, chaouchs (péjoratif), collègues : gardiens de la paix.

Fraquer : casser.

Grands chefs à plumes (péjoratif) : directeurs.

Gratter, aligner, pruner : verbaliser.

Inter : intervention.

Javater : faire la fête avec les collègues (démodé).

Lanceur de 40/46 : arme envoyant des balles en caoutchouc.

Lieut : lieutenant.

Mouchard : celui qui « balance » au chef de service.

Ouvrir le parapluie : ne pas prendre ses responsabilités.

Panier à salade (allusion au temps où ça secouait faute d'amortisseurs en état), le Master, le car : le fourgon de police.

Pinces : menottes.

Prendre ses patins : prendre ses responsabilités.

Ptaine, Pit : capitaine.

Sandwich police : baguette, pâté ou saucisson. Version alternative : kebab, sushis.

Sig, pétard, flingue, gun : l'arme de service.

TA, pruneau : timbre-amende.

Taulier, patron, transparent, Casper (le fantôme) : le commissaire.

Tenue, le bleu : l'uniforme.

Tonfa : sorte de matraque.

Tontonner : balancer à la police. Par extension : tonton (indicateur).

Tourner : patrouiller avec la voiture. Exemple : « On va faire un tour, les mecs ? »

Tox, shooté : toxicomane.

Voyou, bâtard, racaille, voleur, truand, vilain, gremlin, lascar : délinquant. Exemple : « Regarde, il travaille, le bâtard. »

Remerciements

L'objet de ce livre était de passer outre les canaux officiels pour tout entendre, même ce qui n'est pas bon à dire. Et de le consigner afin de faire date. Cette enquête au cœur de la maison police n'aurait pas été possible sans la disponibilité de ceux qui ont pris sur leur temps pour répondre à mes questions. Qu'ils en soient sincèrement remerciés, ainsi que tous ceux qui ont ouvert les portes et les fenêtres de leur institution depuis trente ans pour faciliter mon travail de journaliste, en dépit des interdits. Puisse l'administration avoir la clairvoyance de ne pas entraver la carrière de ces fonctionnaires qui, dans leur écrasante majorité, respectent profondément leur métier. Je pense particulièrement, à l'heure de terminer ce livre, à Guillaume, Éric, Tony, Maggy, Maurice, Mickaël, Antoine, Philippe, Abdel, Gérard, Farida, Louise, François, Claude, Christophe, Michel, Jean-Marie, José, Emmanuel, Nathalie, Charazad, Ahmed, Fayçal, Sylvie, Yves, Philippe, Jean-Marc et Patrice.

Table des matières

Titre

Copyright

Lettre posthume au ministre de l'Intérieur

« Ils ont tué la police »

PREMIÈRE PARTIE - PEUR SUR LA VILLE

8 octobre 2016 – Viry-Châtillon – Brûlés vifs

Chronique d'un affrontement annoncé

Le temps des guets-apens

Une dérive stupéfiante

La menace terroriste

La vie d'un flic ne tient qu'à un fil

DEUXIÈME PARTIE - ÉTAT DES LIEUX

Bas-fonds

Ces petits riens qui usent

Le bouge

La panne

« Avec un trombone et un élastique, on fait un hélicoptère »

« Vous vous êtes cru dans un film de James Bond ? »

Les accessoires ne sont pas fournis par la maison

Bataillons en berne

TROISIÈME PARTIE - SOUS PRESSION

« Cessez les poursuites ! »

« On ne nous fait pas confiance »

La planète des chefs

Au royaume du principe de précaution

Le maillon faible

Formation low cost

L'Empire du mal

QUATRIÈME PARTIE - JUGES, POLITIQUES ET POLICIERS : LE GRAND DIVORCE

Les petits calculs des ministres de l'Intérieur

La faute à la procédure

Le grand procès de la justice

« Caillasser un flic coûte moins qu'un excès de vitesse »

La police judiciaire à l'amende

Les stats tuent le métier

Retour sur terre

CINQUIÈME PARTIE - DERNIERS TABOUS

Flics au féminin

Flics et Arabes

L'usage de la force

Hold-up au commissariat

Racistes, nous ?

Suicides à tous les étages

Les non-dits du système

SIXIÈME PARTIE - HÉROS D'UN JOUR, SALAUDS DEMAIN

En haut de l'affiche

Vitrine des ministres

Look, apparences et bien-pensance

Médiatisation foireuse

Je filme, tu filmes, il filme

Marche à l'ombre